TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 458 36 PAGES — JEUDI 14 SEPTEMBRE 1978





Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

La crise de régime en Iran

Le chef de l'opposition religieuse appelle à la grève générale

Prudence soviétique

L'un des derniers atouts dont dispose le chah dans la lutte sanglante qu'il mène pour rester au pouvoir est constitué par le soutien que lui apportent nombre d'Etats, à commencer par les Etats-Unis. La disparition de l'actuel régime iranien ne manquerait pas d'entraîner en effet une grave instabilité dans toute une région déjà fort troublée non seulement par le conflit israélo-arabe, mais aussi par des événements plus ambigus comme, par exemple, l'avènement d'un régime *pro-soviétique* en *Afghanistan*.

C'est cet environnement explosif et la volonté de limiter l'influence soviétique dans la région qui expliquent les appuis hétéroclites dont bénéficie le souverain iranien : aussi bien celui de Pékin que celui du Caire, et même de Ryad, pourtant sa grande rivale au Proche-Orient. Les coups portés à la dynastie des Pahlavi devraient donc être bien accueillis à Moscou. Force est de constater qu'il n'en est rien : si la satisfaction prévaut au Kremlin, les commentateurs de la presse soviétique se gardent bien d'en faire état, et la presse se contente de relater le plus succinctement possible des événements dont l'opinion publique aurait eu de toute façon connaissance grâce aux radios occidentales.

Cette extrême prudence, pour paradoxale qu'elle puisse paraître, ne doit pas surprendre. L'Iran et l'Union soviétique — diamétralement opposés du point de vue idéologique — ont établi de longue date des rapports extrêmement complexes, marqués du sceau du réalisme. C'est ainsi que Téhéran fut l'un des tout premiers pays à reconnaître la révolution soviétique et signa avec elle une sorte de pacte de non-agression dès 1921. Ce compromis faillit ne pas survivre à la seconde guerre mondiale, lorsque l'U.R.S.S. organisa en 1945 la sécession de la région septentrionale de l'Iran en aidant à la création d'un Etat azerbaïdjanais. Mais Moscou, finalement, accepta de faire marche arrière à l'issue d'une longue crise internationale qui marqua le début de la guerre froide.

L'aventure éphémère de l'Azerbaïdjan et la transformation de l'Iran par les Etats-Unis en place forte de la surveillance et de l'espionnage de l'Union soviétique *n'ont* pas empêché Moscou et Téhéran d'en revenir au « statu quo ante » et même d'établir une coopération industrielle et commerciale intense : les livraisons de pétrole et de gaz iraniens à l'U.R.S.S. sont fort importantes, et l'Union soviétique participe à plus de cent trente projets industriels en Iran, dont le moindre n'est pas l'aciérie d'Ispahan. Cette intense coopération se double d'un refus résolu des ingérences politiques : le chah, bien que *fervent anticommuniste*, n'a jamais prêché la guerre idéologique contre l'U.R.S.S. ; il a toujours bénéficié du meilleur accueil à Moscou, où il s'est rendu pour la dernière fois en 1974, ayant même toujours découragé les opposants du régime soviétique d'utiliser son pays comme base d'action.

La prudence dont a toujours fait preuve le Kremlin s'explique par ce contexte, qui n'exclut nullement les rivalités politiques dans la région : le chah a pu, à juste titre, considérer le changement de régime intervenu en Afghanistan comme un « mauvais coup » soviétique. Et il a toujours refusé de se rallier au projet soviétique de pacte de sécurité en Asie, préférant tenter de créer une association des Etats riverains de l'océan Indien. Ce contentieux — et bien d'autres différends, comme l'aide apportée par l'Iran à la Somalie dans sa lutte contre l'Ethiopie — ne parait cependant pas constituer pour l'Union soviétique une raison suffisante pour favoriser l'apparition à proximité immédiate de ses républiques musulmanes d'un Etat qui en reviendrait à l'interprétation la plus stricte de la loi de l'Islam.

Tandis que se poursuivent les arrestations d'opposants, le gouvernement iranien donne un grand retentissement à sa campagne de « lutte contre la corruption » et annonce de nombreuses poursuites judiciaires de personnalités, pratiquant à l'occasion l'amalgame entre « éléments corrompus » et « subversifs ».

L'ayatollah Khomeyni, de son exil de Nadjaf en Irak, a lancé ce mercredi 13 septembre un nouvel appel à la « *grève générale* » pour jeudi. Dans cet appel, rendu public à Paris, l'ayatollah affirme : « *Dans ses derniers sursauts le chah veut transformer notre pays en cimetière en même temps que ses agents essaient, par des mises en scène au Parlement, de faire porter la responsabilité des massacres aux exécutants des ordres du criminel principal... Ceux qui soutiennent le chah dans le monde partagent la responsabilité de ses crimes. Dans ces conditions le peuple iranien doit, le 14 septembre, faire une grève générale.* »

Le prince héritier Reza — âgé de dix-huit ans, — actuellement en stage aux Etats-Unis, a usé, dans une interview, d'un langage *assez conciliant* à l'égard de l'opposition, admettant que son père pouvait « *faire des erreurs* » et appelant les étudiants iraniens hostiles au régime à « *venir s'expliquer* » avec lui. Le prince Reza aurait même, selon l'hebdomadaire américain *Time*, téléphoné au chah pour lui suggérer d'ouvrir un dialogue avec l'opposition.

(Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS.)

AU JOUR LE JOUR

AU PETIT LUTETIA

Avant les vacances, il y avait du tiraillement entre l'Hôtel de Ville de Paris et l'Elysée au sujet du règlement des frais de police de la capitale.

A la rentrée, le maire de Paris a reçu des mains du chef de l'Etat le dossier des Halles agrémenté d'un trou de trop et d'une impasse, ce qui l'a peut-être poussé à qualifier de « démagogues et d'incapables » *ceux qui ont fait échec au projet de voie express rive gauche, et dont on dit qu'ils sont amis de l'autorité suprême.*

Qu'on n'aille cependant pas en conclure pour autant que les rives de la Seine sont embrasées à chaque fois qu'on reparle de ces deux grands copains que sont Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac.

BERNARD CHAPUIS.

Le sommet franco-allemand

Le projet de zone monétaire sera étudié à Aix-la-Chapelle par MM. Giscard d'Estaing et Schmidt

Le trente-deuxième sommet régulier franco-allemand se réunira à Aix-la-Chapelle jeudi 14 et vendredi 15 septembre. Le président de la République sera accompagné de M. Barre et de cinq ministres : MM. Louis de Guiringaud (affaires étrangères), Monory (économie), Mme Saunier-Seïté (universités), MM. Giraud (industrie), et J.-F. Deniau (commerce extérieur), et de M. Clappier, gouverneur de la Banque de France.

La création d'une zone de stabilité monétaire en Europe sera le principal sujet de discussion. Le fonctionnement des institutions européennes, après l'élargissement de la Communauté à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal sera notamment évoqué. M. Giscard d'Estaing a envoyé mardi une lettre aux autres chefs de gouvernement de la Communauté proposant de créer un comité de trois « sages » pour étudier la question.

Les ministres des affaires étrangères des Neuf tiendront de leur côté jeudi, à Bonn, une réunion de coopération politique.

Les socialistes français ont confirmé mardi, à l'occasion d'une rencontre à Toulouse avec les socialistes espagnols (P.S.O.E.), que leur parti était par principe favorable à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, mais que des étapes devaient être prévues pour que l'élargissement respecte les règles communautaires et ne porte pas atteinte aux intérêts légitimes des agriculteurs du Midi de la France.

Selon un rite désormais établi, les entretiens commenceront jeudi par une série de tête-à-tête (M. Barre aura notamment, après M. Giscard d'Estaing, un entretien avec le chancelier Schmidt). Ils se poursuivront vendredi matin par une réunion à quatre (MM. Giscard d'Estaing, Schmidt, Barre et le vice-chancelier Genscher) et se termineront par une séance plénière.

La plus grande partie des conversations sera consacrée aux problèmes économiques et européens, et plus particulièrement à la mise en place d'une zone de stabilité monétaire en Europe, dont le principe a été arrêté au Conseil européen de Brême (*le Monde* daté 9-10 juillet).

A ce propos, M. Hunt, porte-parole de l'Elysée, a déclaré mardi : « *Nous attachons la plus grande importance à ce que cette rencontre franco-allemande marque un nouveau progrès vers une zone de stabilité monétaire en Europe, qui demeure un des objectifs essentiels de la politique française. Nous estimons que le rapprochement des vues entre la France et l'Allemagne fédérale sur l'organisation technique d'une zone de stabilité monétaire devrait permettre de présenter à nos partenaires de la Communauté un projet concret et cohérent susceptible d'être examiné et, si possible, approuvé au conseil européen de Bonn* » (le 5 décembre).

Soulignant que plus de la moitié des échanges de la France ont lieu dans la Communauté, M. Hunt a ajouté que la stabilité monétaire permettrait « *une meilleure approche économique* » en ce qui concerne plus particulièrement les investissements, l'emploi et la compétitivité de l'industrie française.

Nul ne doute, d'ailleurs, que les vues de M. Giscard d'Estaing et celles du chancelier ne soient aujourd'hui très voisines. L'Allemagne fédérale a toujours posé comme condition préalable à une union monétaire une convergence des politiques économiques, et la France s'est beaucoup rapprochée récemment des conceptions allemandes.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 5.)

LA PART DE VÉRITÉ DE FRANÇOIS MITTERRAND

Le regard de la loutre

par CLAUDE MAURIAC

La plupart des textes datés, réunis sous le titre *l'Abeille et l'Architecte*, ont été publiés par François Mitterrand dans son bloc-notes de *l'Unité*, hebdomadaire du parti socialiste. Cette chronique est intitulée modestement « Ma part de vérité ». Ce qui ne signifie pas que son auteur reconnaisse et admette en lui « *une part de mensonge* », mais ramène à ses justes proportions la question que, avec « *humeur, fatigue, dégoût* », il se pose, le 19 janvier 1976, à propos de la majorité et de ses ministres : « *Pourquoi* ces *gens, honnêtes dans leur vie privée, se croient-ils obligés de fonder leur vie publique sur le mensonge ?* »

En une phrase que je n'ai jamais oubliée, depuis le jour de mon adolescence où je l'ai découverte, Montaigne a écrit : « *Le bien public requiert qu'on trahisse, et qu'on mente, et qu'on massacre.* » Nous en restons heureusement, en France, au mensonge et à la trahison. Aucun Etat, aucun parti ne peut sans doute y échapper. Mais l'Etat socialiste dont rêve François Mitterrand, le parti socialiste qu'il dirige, doivent être le plus purs et le moins durs possible.

Selon la réponse que l'on donne à cette question, écrit Mitterrand, on sera ou on ne sera pas socialiste : « *La propriété des moyens de production là où se développent les tendances au monopole, là où se créent des biens indispensables à la vie, restera-t-elle privée ou sera-t-elle transférée à la nation ?* » Le socialisme « *n'a de réalité que s'il libère l'homme de toutes les formes d'exploitation par l'homme, étant bien entendu que cette libération se révèle illusoire si elle ne change d'abord les rapports de production* ».

François Mitterrand s'affirme marxiste et sans doute l'est-il devenu. C'est à Roger Garaudy qu'il emprunte la citation de Marx qui donne son titre à ce livre : « *Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de construire dans la ruche.* » Non, non, *répète Garaudy (et répète Mitterrand* après lui), « *l'homme n'est pas une marionnette mise en scène par les structures* », pas plus que la conscience n'est « *le reflet passif de l'existence de l'homme et de son histoire...* ».

Parlant en son propre nom, l'auteur de *l'Abeille et l'Architecte* précise : « *Je ne suis pas de ces doctrinaires qui rangent les individus dans les superstructures de l'histoire. L'homme est et reste au cœur du monde qu'il habite, société comprise.* » Il y insiste : « *La politique ne passe pas que par les idées et par les intérêts, elle se fait aussi avec des hommes dont l'humeur, le tempérament, les relations, servent d'instrument à l'histoire plus souvent que ne le reconnaissent bien des théoriciens socialistes.* » Ou encore, en accord avec Maurice Duverger (« Liberté-réelle, égalité-réelle, fraternité-réelle ») : « *Le projet socialiste va au-delà de la production des choses, vers l'épanouissement de l'homme.* »

Il met un H majuscule à Histoire, mais le mettrait plus volontiers encore à Homme. *L'idéal* est un mot qui ne lui fait pas peur, le beau, vieil, indéracinable idéal humaniste. A propos de Régis Debray, il écrit : « *Que notre ami s'en convainque, dans cette nuit déboussolée, pauvre siècle sans pivot ni points cardinaux, on ne démêlera l'idéal de l'idolâtrie, le mythe de la mystification, qu'en dégageant la pointe du diamant, je veux dire cette parcelle incorruptible de l'esprit qui se nomme la conscience.* »

Il en résulte que le premier secrétaire du parti socialiste se reconnaît « *un devoir d'affirmation publique chaque fois qu'ici ou là la liberté est en péril.* » François Mitterrand ne *cessera donc, comme il est naturel,* « *de s'associer aux hommes libres partout où sonne le glas des libertés* », au Chili, en Iran comme en U.R.S.S. ou au Cambodge.

(Lire la suite page 8.)

Un entretien avec M. Beullac

• Le collège unique c'est l'école de Jules-Ferry jusqu'à seize ans

• Je veux avant tout améliorer la qualité de nos enseignants

Près de treize millions d'enfants et d'adolescents retrouveront, vendredi 15 septembre, leurs classes ou — pour les plus jeunes — découvriront le monde de l'école. Les enseignants les auront précédés : la « pré-rentrée » a lieu le jeudi 14 septembre.

La relative sérénité — sur le plan national — de cette rentrée *s'explique largement* par la *politique suivie,* depuis sa nomination en avril dernier, par M. Christian Beullac. A l'inverse de son prédécesseur, le ministre de l'éducation est parvenu à détendre les relations entre le milieu enseignant et l'administration centrale. Annonçant d'emblée qu'il ferait confiance aux maîtres, *il a voulu laisser à la « base »* une certaine marge de manœuvre dans l'application de la réforme Haby.

Volonté de réalisme et sérénité : telles sont les deux impressions dominantes qui se dégagent de l'entretien que nous a accordé M. Christian Beullac. Abordant ce ministère « comme une grande entreprise », il a voulu tracer des priorités. Le collège unique (« c'est l'école de Jules Ferry jusqu'à seize ans ») que prévoit la réforme de juillet 1975 sera une réalité quand les « produits » de l'école primaire seront plus homogènes. C'est *pourquoi M. Beullac s'attaque d'abord au dossier de la formation* des instituteurs : « Je veux avant tout améliorer la qualité de nos enseignants. » Après les instituteurs, ce sera le tour des maîtres du second degré. Se défiant de toute abstraction, un défaut, selon lui, du monde de l'enseignement, le ministre a choisi de traiter en urgence ce dossier épineux qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait abordé de front. On saura dans quelques semaines s'il a eu raison de choisir d'abord la difficulté.

« Le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale vient d'annoncer que la rentrée scolaire se déroulerait dans d'aussi mauvaises conditions que d'habitude. Que pensez-vous de ce jugement ? Comment se présente la rentrée dans les classes maternelles et que vont devenir les maîtres auxiliaires de l'an dernier dans le secondaire ?

— Nous avons peut-être trop tendance, en France, à faire de la rentrée scolaire un événement spectaculaire, voire dramatique. *C'est, bien sûr,* un *événement* familial, pour l'enfant, surtout s'il est petit, et pour ses parents. Mais sur le plan général, la rentrée n'est guère que la reprise des activités scolaires interrompues en juin. C'est donc de façon un peu artificielle que l'on saisit cette occasion pour porter des jugements d'ensemble sur le système éducatif.

» En matière d'éducation, nous ne pouvons plus avoir le même point de vue qu'au cours des années 50 et 60. Pour faire face à la vague démographique et à la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans, des écoles ont été construites, des maîtres ont été recrutés en grand nombre. Le problème n'est pas désormais, *comme cela l'a été dans le passé,* de trouver *une place* et un maître pour chaque élève, mais d'installer chaque maître et chaque élève *à sa place* à l'heure et au jour dits. Six cent cinquante mille enseignants doivent, le même jour, accueillir douze millions d'élèves dans soixante-dix mille établissements et quatre cent dix mille classes. La réussite de la rentrée c'est d'abord la réussite de cette mise en place et, sur ce plan-là, je suis confiant. Dans l'ensemble, tout doit bien se passer.

» Il y aura, certes, c'est inévitable, des difficultés ponctuelles, mais rapportés au grand nombre de personnes et d'établissements concernés, ces cas représentent un pourcentage infime. Ils seront d'ailleurs pour la plupart résolus dans les semaines suivantes. C'est le 1er octobre qu'il faudra juger.

» *Cela ne signifie pas que,* d'une rentrée à l'autre, nous n'ayons le souci d'améliorer encore plus les conditions d'accueil et la qualité de l'enseignement. Tandis que *les effectifs scolaires* sont désormais stables, nous avons recruté, depuis septembre 1977, huit mille enseignants titulaires de plus, construit cinq mille classes primaires ou maternelles et deux cents établissements secondaires.

Propos recueillis par BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

A LA ROYAL ACADEMY DE LONDRES

Le compromis victorien

Rendant compte en 1855 de la section de peinture anglaise de l'Exposition universelle, Edmond About écrivait : « Les Anglais ont prouvé depuis longtemps qu'ils avaient le génie du commerce. Ce qu'on sait beaucoup moins, c'est que ce peuple de fabricants et de marchands est passionné pour les arts. » Et, évoquant ces artistes parisiens qui, « au lieu de s'en prendre de leur peu de succès à leur peu de talent... aiment mieux *jeter des invectives aux boutiques* de leur rue, à l'usine la plus prochaine, au chemin de fer qui les mène à la campagne », il ajoutait : « Nos très industrieux voisins, nos très commerçants alliés, nos amis très positifs, ont une manière assez originale d'encourager les *artistes* : ils achètent *leurs tableaux.* »

Si l'on *achète,* le snobisme n'étant pas encore de la partie, c'est que l'on aime, et cet accord presque parfait, si rare depuis la fin de l'Ancien Régime, entre une société et ses peintres, rien ne le montre mieux que l'exposition Great Victorian Painters, qui termine sa carrière à la Royal Academy. Le choix est volontairement limité, mais les pièces maîtresses sont là et un excellent catalogue accompagne leur présentation de tant de détails précis sur les acheteurs, les prix, l'organisation de la vie artistique, les réactions du public et de la critique qu'on a l'impression de lire un chapitre d'une histoire des mentalités, comme on dit aujourd'hui, ou des révolutions du goût, comme on disait hier.

(Lire page 15 l'article d'ANDRÉ FERMIGIER.)

Le Monde

idées

SCIENCE

La pensée scientifique sera-t-elle modifiée par les recherches sur l'information ?

par ANDRÉ DANZIN (*)

L'ATTENTION de l'opinion publique a été heureusement mobilisée par le rapport Nora-Minc, rédigé à la demande du président de la République, sur l'informatisation de la société. Les technologies qui permettent de transmettre, de mémoriser et de traiter l'information auront des répercussions profondes sur la vie domestique et sur les conditions de travail de chaque Français ; il faut le savoir et s'y préparer.

On doit tenir pour également fondamentaux les courants nouveaux de la pensée scientifique qui résultent de la fréquentation de la recherche avec l'information ; ils sont de nature à modifier les relations de la science avec la société et ils présenteront, tôt ou tard, des résurgences vives dans la pensée philosophique. Telles sont les conclusions du colloque international (1) qui a été récemment organisé à Paris à l'occasion du dixième anniversaire de l'IRIA.

Le terme « information » est pris ici dans son acception technique. Il s'agit de tout signal capable de transmettre l'avis d'une modification ou d'une stabilité, d'organiser un arrangement, de déclencher un programme ou d'être enregistré dans une mémoire. L'ordre qui règne dans le réseau d'un corps simple cristallisé, les instructions contenues dans la mémoire génétique, le pouvoir de régulation des hormones, l'instinct qui conduit une société d'insectes, l'expression de la pensée humaine, correspondent à différentes formes de combinaisons d'« informations » élémentaires.

L'infini de la complexité

La pensée scientifique a été longtemps dominée par la physique. Explorant les infinis grands et petits, les physiciens auraient été heureux de pouvoir énoncer des lois simplificatrices. Ils ont longtemps poursuivi l'espoir de construire une théorie unitaire capable de rendre compte des comportements des corps physiques et à laquelle la biologie n'aurait pas échappé. L'étude des phénomènes énergétiques liés à l'information oblige à prendre en compte l'autre dimension de la nature, l'infini de la complexité. Et, cette fois, il n'est plus question d'unité pour les modèles et pour les concepts, mais au contraire de pluralité. Si, en effet, on cherche à décrire mathématiquement l'évolution d'une situation complexe, on constate qu'elle comporte plusieurs solutions, à peu de chose près équiprobables, quoique très différentes dans leurs conséquences. Il suffira alors qu'intervienne une fluctuation, même de faible amplitude, pour favoriser une solution plutôt qu'une autre (2). Or ces fluctuations sont, par essence même, imprévisibles.

Deux disciplines scientifiques, la biologie et l'électronique, ont plus particulièrement conduit à perfectionner nos connaissances. Nous savons aujourd'hui comment l'information est inscrite sur la matière, à quel point elle est inséparable de cette dernière et comment ses éléments constitutifs sont, sous des formes variées, granulaires. La lecture et l'écriture de l'information, qu'il s'agisse des cellules vivantes ou des circuits des ordinateurs, ne peuvent pas se faire sans dépenses d'« énergie ». Il y a entre énergie, matière et information une sorte de consubstantialité ; l'une est transformable en l'autre, aucune n'est concevable sans l'autre. Lorsque l'énergie est libre de son action, elle tend à détruire l'information et à éliminer toute notion d'ordre (3), mais lorsqu'elle est absorbée par un milieu réceptif, ce qui est particulièrement le cas pour une cellule vivante ou pour une société humaine, une partie de cette énergie est au contraire prélevée pour accroître l'ordre, pour fabriquer de l'information (4).

Dans les circuits électroniques les plus perfectionnés et, d'une manière beaucoup plus caractéristique encore, dans les solutions biologiques, l'information est fixée dans la matière sur un support d'une extrême complexité, et son écriture ou sa lecture correspondent à de très faibles sauts d'énergie. C'est pourquoi l'information est tellement sensible à l'effet des fluctuations.

Un stockage toujours plus complexe

Le progrès des connaissances concernant l'information fait mieux comprendre certains phénomènes liés à l'organisation progressive du monde minéral, à l'apparition des premières molécules d'hydrocarbones complexes puis à la naissance de la vie par les monocellulaires et à l'évolution des êtres vivants. Tout s'est, en effet, au moins en apparence, passé comme si la création s'était effectuée par le jeu du hasard et de la nécessité, plus exactement par le processus de l'essai-sélection, mais aussi comme si le joueur trichait, en quelque sorte, et favorisait systématiquement la poussée de la complexité et du psychisme (4) *en accumulant des capacités toujours croissantes d'engendrer et de mémoriser l'information*. Ainsi, l'évolution répondrait à une loi de fixation, toujours plus complexe, de l'information.

L'apparition de l'homme précipite l'événement. Son cerveau est doté d'un nouveau « matériel » (5) et l'humanité constitue, peu à peu, son « logiciel » (5) en inventant le langage articulé, puis l'écriture, puis l'imprimerie, puis la « télématique » (6). Chose curieuse, si on analyse la manière dont l'homme qui se voudrait rationnel crée ses outils, on retrouve une démarche dans laquelle l'impossibilité de dominer la complexité engendre l'imprévisible. Le succès d'une innovation technologique procède du jeu essai-sélection. Les scientifiques tiennent le rôle de facteurs de mutation lorsqu'ils procurent à l'homme de nouvelles connaissances, mais le processus de développement des applications qui en résulte leur échappe; la responsabilité devient l'affaire de tous, non la leur propre.

Jusqu'à quel point le processus d'essai-sélection qui paraît dominer le monde biologique serait-il applicable à la *société humaine* ? La question n'est pas près d'être close, mais, quelle que soit la volonté de planification, il ne semble pas que l'on puisse échapper à l'essai qui est, en somme, l'introduction d'informations nouvelles dans un milieu, ni à la sélection qui est la réponse de réceptivité du milieu, positive ou négative, à ces tentatives de changement. Parfois l'effet est considérable, à la manière dont un cri dans la montagne déclenche une avalanche; tel sera probablement le cas pour les conséquences des progrès récents en informatique et en biologie.

Pour essayer de maîtriser la complexité, mathématiciens et informaticiens ont inventé l'analyse de système (7). Le terme irrite beaucoup d'interlocuteurs; les premiers résultats, imparfaits, trop précocement publiés, ont nui à la démarche. C'est dommage, car il s'agit d'un bon instrument d'apprentissage des situations que nous vivons.

Des modèles ont été construits comme instruments de prévision pour étudier la crise de l'énergie, l'évolution démographique, les besoins de nutrition. Les scénarios sont facilement manœuvrables grâce à la puissance des grandes banques de données et des ordinateurs. Ces expériences ont prouvé la pauvreté de nos outils statistiques et la médiocrité des références qui nous servent d'indicateurs économiques et sociaux ; elles ont montré aussi la faible qualité de nos connaissances sur les relations qui interviennent entre les différents facteurs de la vie économique ; elles ont révélé que l'interdépendance des événements était encore plus grande qu'on ne l'imaginait. Constater ses insuffisances est, dans la démarche scientifique, en soi, un progrès ; l'esprit humain ne tolère pas de rester sur un échec. Les modèles sont utiles à la description des situations évolutives ; ils facilitent la concertation ; ils incitent à l'imagination en mettant précocement en lumière les obstacles qui seront rencontrés dans le long terme, mais ils se heurtent à leur objection théorique : comment prendre en compte les fluctuations génératrices de nouvelles mutations ? Comment imaginer le scénario de l'imprévisible ?

Les essais menés en vue de maîtriser la complexité conduisent aujourd'hui à beaucoup d'humilité.

Les études sur l'information ouvrent d'autres perspectives lorsque l'on examine les progrès théoriques obtenus en matière de structure de transmission (8), par exemple, dans un réseau téléphonique. Les formules calculées comme les plus efficaces et les moins dispendieuses en énergie sont basées sur des principes de décentralisation. Le fonctionnement est alors de type non hiérarchique. Ce qui ne signifie en rien que l'on glisse vers l'anarchie ; il subsiste des contraintes organisationnelles précises, mais à un niveau juste suffisant. Une structure unitaire centralisée provoque, au contraire, une déséconomie d'échelle dans la production d'informations ; elle impose d'inutiles signaux de structure et la propagation d'un bruit de fond généralisé. Tout indique que ce qui est vrai dans un réseau de transmission est, en grande partie, transposable à l'intérieur des sociétés humaines.

Une nouvelle conception de la liberté

Il est trop tôt pour chercher à expliquer toutes les conclusions ; il faut laisser faire le temps qui toujours conduit à la décantation. Ne retenons, pour l'instant, que les mots-clés ; ils n'existaient guère dans le vocabulaire du siècle dernier : complexité, fluctuations, consubstantialité énergie-matière-information, procédure essai-sélection, humilité, décentralisation. Rien dans ces mots ni dans ces concepts n'est entièrement nouveau, mais leur poids s'est singulièrement affirmé au cours des dix dernières années.

Une nouvelle conception de l'évolution est en voie de naître au titre de laquelle le temps n'est pas un paramètre réversible ; il s'écoule dans le sens d'une capacité toujours plus grande d'engendrer et de mémoriser l'information. L'évolution, en raison du jeu des fluctuations et de la complexité, n'est pas prédéterminée (2) ; elle devient plus clairement du domaine de la responsabilité de l'homme, mais dans une attitude d'humilité qui l'oblige à respecter la procédure essai-sélection sans le rendre capable de gouverner entièrement son destin.

Il s'en déduit une nouvelle conception de la liberté. Dans la perspective qui vient d'être tracée, la liberté n'est plus seulement un avantage pour les individus ou les groupes qui en disposent, c'est, avant tout, la condition d'adaptation, le jeu nécessaire dans les engrenages sociaux pour que certaines finalités s'accomplissent. La liberté n'est plus seulement réductible à une philosophie des droits de l'homme ; elle apparaît comme l'instrument d'exfoliation des structures usées et de la naissance des structures pertinentes, elles aussi provisoires.

Quant à la recherche scientifique, si elle tourne le dos à toute tentation prométhéenne, elle n'en apparaît pas moins comme l'instrument privilégié du changement. C'est par elle que se forme le terrain des idées que préparent les conditions des sélections et c'est d'elle que jaillissent les découvertes théoriques ou technologiques que constituent les éléments les plus actifs des essais à entreprendre. De ce rôle particulier de la recherche, il faudrait se souvenir lorsque l'on parle d'évaluation de ses programmes et de ses résultats ; l'évaluation est, en effet, très à la mode depuis quelques années. Il s'agit d'évaluer non des assurances, mais des phénomènes aléatoires ; l'oublier serait commettre un contresens sur le caractère majeur de la démarche scientifique.

A contrario, rester compétitif dans la guerre économique implique des procédures de valorisation des résultats de la recherche efficaces, rapides et, autant que possible, dépourvues d'aléas. Cette contradiction entre les éthiques d'évaluation de la recherche de base et d'évaluation du « développement » industriel est l'une des difficultés majeures que rencontre l'innovation technologique. Elle constitue aussi l'une des principales sources de malentendus entre chercheurs et ingénieurs.

(*) Directeur de l'IRIA (Institut de recherche d'informatique et d'automatique), président du CERD (Comité européen de recherche et de développement, de Bruxelles), membre du Club de Rome.

(1) *Les conférences et les discussions de ce colloque tenu à l'UNESCO seront publiées en fin d'année 1978.*

(2) Ilya *Prigogine*, prix Nobel 1978, « The new Dynamics of Complex Systems ». Conférence au dixième anniversaire de l'IRIA.

(3) Ces propriétés de l'énergie et de l'information sont décrites en thermodynamique sous les termes respectivement d' « entropie » et de « négentropie ».

(4) Cf. J. Ruffié, *De la biologie à la culture*.

(5) Les termes « matériel » et « logiciel » sont empruntés à l'informatique. L'homme sort doté de la (ou des) mutation (s) génétique (s) qui l'ont fait naître avec un cerveau d'un type nouveau (matériel), dont il apprend progressivement à se servir par la communication avec ses semblables (logiciel).

(6) « Télématique », néologisme emprunté à NORA-MINC, rapport « Informatisation de la *société* » (Documentation française, 1978) signifiant l'addition des télécommunications et de l'informatique.

(7) Cf. *Through the Computer Scope, Vision of the Future*, par R. Levien, directeur général de l'IIASA. Conférence au dixième anniversaire de l'IRIA.

(8) Cf. notamment les études diverses publiées par J. Voge, ingénieur général des télécommunications.

La peur du nucléaire

par JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND (*)

LES partisans du programme électronucléaire, pour affaiblir la position de ses adversaires et dévaloriser la portée de leurs critiques, utilisent souvent deux arguments historiques. D'une part, la réticence devant l'énergie nucléaire ne serait que l'écho tardif et dévoyé des grandes peurs devant la bombe. D'autre part, le refus de la technologie nucléaire témoignerait d'un passéisme analogue à celui des opposants au chemin de fer, il y a un siècle. Les antinucléaires souvent récusent ces assertions, clamant qu'il s'agit là d'amalgames malhonnêtes, que la crainte des centrales n'a rien à voir avec celle des bombes ni leur rejet avec celui des voies ferrées. Je ne suis pas certain qu'il soit juste ni habile d'éluder ainsi ces attaques : dans les deux cas, elles font aisément retour à l'envoyeur.

Car, enfin, serait-il si absurde de considérer que la peur du nucléaire civil prolonge *à juste titre* celle du nucléaire militaire ? Je ne parle même pas ici des futurs développements qui permettront l'accès à l'arme nucléaire de toute nation possédant une centrale civile productrice de plutonium. N'envisageons que les origines de la technologie nucléaire. Est-ce vraiment par hasard que la seconde guerre mondiale a permis sa maîtrise et sa mise au point ?

N'est-il pas évident enfin que si les sommes fabuleuses consacrées pendant des décennies à la maîtrise des techniques nucléaires (l'enrichissement, le retraitement des matériaux fissiles) étaient déduites des budgets militaires et imputées au coût total du programme « civil » qui en a bénéficié, le prix économique de l'énergie nucléaire serait incommensurablement supérieur à ses estimations actuelles ? Les centrales sont donc bien filles (et mères) des bombes. Le sentiment populaire, implicitement, ne s'y trompe pas.

Mais la peur salutaire de la bombe ne se manifeste guère aujourd'hui. Que sont devenues les grandes craintes des années 50, quand la guerre froide menaçait des flammes nucléaires et que, en France seule, plusieurs millions de personnes signalent l'Appel de Stockholm ? Ces générations n'ont pas pu oublier complètement leur refus, leur lutte contre l'apocalypse nucléaire, ou leur simple terreur. La détente est venue, et la coexistence. Mais la seule coexistence véritable est aujourd'hui celle de l'humanité avec un stock d'armes suffisant pour la détruire plusieurs fois : pacifique ça... Malgré les discours rassurants, chacun sait que la détente, les doigts restent crispés dessus. La crainte ne s'avoue plus, elle n'en est que plus profonde. Comment s'étonner alors qu'elle resurgisse, peut-être déguisée, devant le nucléaire civil ? Ne sont-ce pas les mêmes forces sociales qui ont besoin des bombes et des centrales ? Les mêmes politiciens qui les défendent, de droite à gauche. Les mêmes pontes scientifiques qui ont collaboré avec l'armée et aident l'E.D.F. ? Pourquoi le mouvement antinucléaire n'accepterait-il pas ici le défi, pour élargir son refus à celui du programme nucléaire militaire, qui, on ne le sait pas assez, ne cesse de se développer ?

Quant à ceux qui refusaient le chemin de fer en 1850, qu'en savons-nous vraiment ? Leurs arguments ne nous sont-ils point parvenus que par l'intermédiaire de ceux à qui ils s'opposaient ? L'histoire technologique, comme l'histoire politique, est toujours écrite par les vainqueurs. Aujourd'hui, où beaucoup cherchent à retrouver la mémoire populaire, il faudrait peut-être enquêter à nouveau sur ce qu'ont pu être les réactions (réactions, oui : est-on toujours réactionnaire lorsque l'on réagit ?) des campagnes et des bourgs devant l'extension du réseau ferré. Moyen de communication, de modernisation, d'échange, certes. Mais n'a-t-il pas servi d'abord, comme *toute* technologie nouvelle, à *conforter* les dominations déjà établies ? Est-ce faire preuve d'un passéisme outrancier que de demander une estimation de toutes les conséquences sociales effectives du chemin de fer, le passif et l'actif, avant que d'accepter les justifications *a posteriori* ? De même pour l'électricité ; la voiture (donc le pétrole), la télévision et d'autres innovations technologiques récentes dont il conviendrait d'évaluer sérieusement les bouleversements sociaux qu'elles ont accompagnés (suscités et ou justifiés)...

Un mouvement porteur d'espoir

Peut-être s'apercevrait-on alors que la spécificité du nucléaire réside moins dans l'ampleur de ses répercussions que dans la conscience collective qui s'en développe. Je ne suis pas, pour ma part, persuadé que la technologie nucléaire soit, en elle-même, qualitativement plus dangereuse que toute autre. Il n'y a pas de raison *technique* qu'elle ne puisse, en y mettant l'argent, les hommes, le temps, être maîtrisée. Les réactions en chaîne les moins connues ne sont pas celles de la fission nucléaire, mais celles des transformations sociales. La nouveauté du nucléaire résiderait alors dans le refus explicite d'une partie croissante de l'humanité de s'engager aveuglément dans une nouvelle technologie, irréversible comme les précédentes. Par-delà la crainte de dangers matériels immédiats, et, même si cette crainte s'avérait infondée ou exagérée, ce refus serait l'essentiel, même s'il n'est pas encore transparent. Malgré les apparences, le mouvement antinucléaire serait moins défensif et réactif qu'offensif, novateur et porteur d'espoir. En ce sens, c'est bien une nouvelle conception de la politique qui germe ici.

(*) J.-M. Lévy-Leblond est maître-assistant de physique à l'université de Paris-VII. Auteur, en 1973, du livre *(Auto)-critique de la science* (le Seuil) et, en 1977, de *l'Idéologie de/dans la science* (le Seuil).

Une aura de mystère

par DOMINIQUE TROUILLER (*)

LA rumeur de la rue parle aujourd'hui de la « dictature de la science », des enseignants (non scientifiques) de la « sélection par les maths », les « technocrates », s'ils n'ont pas bonne presse, font néanmoins peur comme si le vocable (sens à la fois d'appellation et de patronage d'un saint) de « science » traînait avec lui une aura magique, enveloppait d'inquiétants mystères. Mystères, c'est bien le mot qui impose respect et crainte.

Les mystères de la science ont pris la relève des mystères, propres au sacré antique. Nous ne saurons jamais le langage qu'ils parlaient pour le cortège des initiés d'Eleusis, ni nous ni « nos » savants ; mais ceux-ci sont supposés connaître les mystères de la science. Ni nous ni la jeunesse ne participerons de la relativité ni de la théorie de l'information, nous nous contentons, si l'on peut dire, d'en entendre parler et d'en subir les retombées, comme on dit, lesquelles peuvent ne pas être minces (les calculatrices électroniques de poche à la mode, mais aussi et surtout « la » bombe).

La science peut tout, c'est un truisme, et d'abord détruire. Ce qu'elle ne peut pas, c'est former un homme (ce n'est pas par hasard que l'homme est le « grand absent » des sciences humaines). Autrefois, la religion pouvait se charger de cette formation, même le métier des armes — la chevalerie — en relevait. Plus récemment, la religion, ayant perdu ce qu'on n'ose plus appeler son « âme » et désaffecté l'individu, suscitant ses succédanés, ses produits de remplacement, tant il est peu facile de se débarrasser du vieil idéalisme humain : le besoin de croyance, "entité *vouloir-croire*. Cela a donné le « révolutionnaire », le « bolchevique », le « maoïste », figures passagères de l'éternel militant. Maintenant... Même ces investissements sont devenus étrangers à l'humanité, et à sa part la plus révélatrice : la jeunesse.

Ce que recherchent les « jeunes », dans l'oubli de toute foi, ce sont des états, des états psychiques : drogues, évidemment, aussi communautés qui sont ou croient être à elles-mêmes leur propre fin, monde « joueur », avec toujours le drame, la mort à son horizon ou toujours aussi la menace de dissolution dans l'ordinaire rangé des jours (couple, famille, métier). Monde qui défie et déjoue le projet, l'avenir comme projet, fin, peut-être la seule antidote au totalitarisme toujours présent dans son imminence dont le masque trompeur est de faire croire qu'elle ne cesse d'être différée. Totalitarisme, fin absolue en soi, réincarnation de la solution finale.

(*) Professeur de lettres.

LA CRISE EN IRAN

Le gouvernement tente de restaurer son crédit par une grande « campagne contre la corruption »

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Redevenue *« sage et raisonnable »*, la presse iranienne consacre la plupart de ses manchettes et éditoriaux à la *« grande campagne contre la corruption », lancée à grands renforts* de publicité par le gouvernement de M. Charif-Emami. Les photos de l'ancien ministre de la santé, M. Cheikholislam Zadeh, et de ses deux adjoints, arrêtés pour *« mauvaise gestion »* et pour *« avoir semé le désordre dans l'exercice de leurs fonctions »*, s'étalent à la première page des journaux aux côtés de celles de hauts fonctionnaires et hommes d'affaires coupables de *« malversations et pratiques frauduleuses »*.

On assure dans les milieux proches du Palais que les autorités sont décidées à frapper fort et que nul ne sera épargné. Ces milieux font ainsi valoir que. épargné. Ces milieux font ain parmi les personnes arrêtées, figure M. Ghassen Sarebenha, le directeur de la société des camionneurs qui (de même que M. Cheikh Bahai, le président de l'Association des corps de métiers, actuellement en fuite) était jusqu'à présent considéré comme intouchable, en raisons de ses relations d'amitié avec le général Nassiri, ancien chef de la Savak, relevé il y a quelques mois de ses *fonctions et nommé ambassadeur* au Pakistan.

D'autres arrestations seraient imminentes. elles comprendraient des ministres, des gouverneurs généraux, des administrateurs de sociétés gouvernementales, d'anciens maires, et même quelques députés et directeurs de sociétés privées accusés d'*« abus de pouvoir »* ou de *« détournement de fonds »*.

Cette avalanche de boue sur des personnalités jusqu'à présent considérées officiellement comme de fidèles et honnêtes serviteurs du régime n'impressionne guère l'opinion publique, qui demeure sceptique sur les intentions du gouvernement. La lutte contre la corruption et pour l'assainissement de la fonction publique a été inscrite dans le passé au programme de la plupart des gouvernements et rien de décisif n'a jamais été fait dans ce domaine. Dans le cas présent, le scepticisme est d'autant plus grand que M. Charif-Emami, ancien directeur de la fondation Pahlevi, apparaît aux yeux du public, précisément à cause de son passé, incapable d'extirper la gangrène de la corruption qui sévit non seulement dans la plupart des départements gouvernementaux mais également dans l'en*tourage du chah*.

C'est pourquoi l'opération anticorruption est interprétée ici comme une tentative d'apaiser le mécontentement général contre le régime et de détourner l'attention du public de la répression engagée contre certains milieux de l'opposition sous le couvert de la loi martiale.

Un effort visible est d'ailleurs fait pour brouiller les cartes en recourant à l'« amalgame ». C'est ainsi que la radio déclarait, mardi soir, que *« les agents de la sécurité du gouvernement avaient procédé dans la journée à de nouvelles arrestations de dissidents politiques, d'extrémistes musulmans et d'hommes d'affaires véreux dans le cadre de la campagne contre la corruption »*.

Les milieux de l'opposition craignent que ce procédé de l'amalgame ne soit à l'avenir utilisé pour justifier et multiplier les arrestations des adversaires du régime que l'on aurait au préalable discrédités.

L'arrestation de l'ayatollah Nouri

Mardi a été annoncée l'arrestation de l'ayatollah Nouri, le célèbre prédicateur de la mosquée de Jaleh, dans des circonstances pour le moins troublantes. L'ayatollah avait été arrêté, vendredi dernier, après la tragique fusillade de la place Jaleh et on était, depuis lors, sans nouvelles de lui. Certains affirmaient même qu'il avait été passé à tabac dans un centre de la police et hospitalisé dans un état grave. Un communiqué diffusé par la radio révèle soudain qu'il a été, en fait, arrêté mardi à son domicile et accusé d'avoir comploté contre la sûreté de l'Etat. On aurait découvert à son domicile des documents prouvant sa participation à des actes *« de vandalisme et de sabotage d'établissements publics »*, ainsi que l'existence de nombreux comptes bancaires, ouverts à son nom et à celui des membres de sa famille, pour une valeur d'un million et demi de dollars.

JEAN GUEYRAS.

Jérusalem souhaite le maintien du régime du chah

De notre correspondant

Jérusalem. — L'intérêt que portaient jusqu'alors les Israéliens à la crise en Iran est devenu inquiétude au cours des derniers jours. Le sujet a été abordé par la délégation israélienne à Camp David devant les dirigeants américains. A Jérusalem, le vice-premier ministre, M. Ygael Yadin, a démenti formellement, le 10 septembre, les rumeurs circulant à Téhéran selon lesquelles des soldats et « conseillers » israéliens auraient été envoyés en Iran. Mais il n'en est pas moins vrai que les milieux gouvernementaux suivent attentivement l'évolution des événements.

La presse souligne l'« *intérêt stratégique* » d'Israël dans cette affaire. Le gouvernement *israélien ne peut que souhaiter le* maintien du régime en place à Téhéran, pour de multiples raisons. L'Iran est le seul pays du Proche-Orient à avoir gardé une attitude modérée à l'égard d'Israël, même si, comme on le note à Jérusalem, le chah a souvent fait des déclarations pro-arabes à propos du conflit qui oppose l'Etat hébreu à ses voisins.

Plus important encore : l'Iran est le seul pays de la région à entretenir des relations commerciales avec Israël et c'est ainsi notamment qu'il assure une grande partie de l'approvisionnement d'Israël en pétrole. En dépit des appels pressants qui lui ont été adressés par les pays arabes à diverses reprises, le chah a toujours refusé de mettre l'embargo sur ces livraisons.

L'Etat israélien se préoccupe d'autant plus de l'avenir qu'il devrait — en cas de succès des négociations actuelles — rendre à l'Egypte les derniers puits de pétrole qu'il exploite dans le Sinaï. Cette préoccupation explique que certains journaux mettent aujourd'hui l'accent sur l'existence d'un accord passé avec les Etats-Unis aux termes duquel Washington s'engage, *« en cas de nécessité »*, à pourvoir aux besoins d'Israël en carburant.

Pour toutes ces raisons Israël semble n'avoir d'autre possibilité de peser sur les événements qu'en incitant les Etats-Unis à tout mettre en œuvre pour préserver l'influence *« occidentale »* dans la région. *« C'est là un des rares points sur lesquels MM. Begin et Sadate seront complètement d'accord »* fait observer incidemment le *Jerusalem Post*.

Cinquante mille juifs iraniens

D'autre part, près de cinquante mille juifs habitent en Iran. Il s'agit de la dernière communauté d'importance vivant encore dans un pays du Moyen-Orient en dehors d'Israël. Les milieux politiques israéliens ont craint très vivement que les manifestations des musulmans extrémistes ne dégénèrent à l'encontre de la minorité juive, d'autant qu'un grand nombre des membres de celle-ci occupent des situations prospères dans le commerce et l'industrie et ont la réputation de croire que leur sort est lié à celui du régime en place. Ces craintes ont toutefois été jusqu'à présent dissipées au vu des rapports reçus par l'agence juive. Il semble qu'il n'y ait pas eu de cas d'exaction et aucun mouvement d'exode n'a pas encore été noté.

Selon diverses indications, les juifs d'Iran paraissent, dans leur ensemble, peu disposés à un retour en Israël, et, en cas de nécessité, ils seraient davantage enclins à émigrer vers des pays d'Amérique ou d'Europe.

F. C.

Quinze mille manifestants ont défilé à Paris

Quelque quinze mille manifestants ont défilé, mardi 12 septembre, de 18 h. 30 à 20 h. 15, de la place de la République à la place de la Bastille, à Paris, pour protester contre *« les massacres en Iran »* (1). Encadrée par les forces de police et contrôlée par son propre service d'ordre, la manifestation s'est déroulée sans incidents. Le cortège était ouvert par deux larges calicots du parti communiste : *« Respect des droits de l'homme »*; *« A bas la dictature en Iran »*. MM. Marchais, Fiterman et Aragon pour le P.C.F., Chevènement, Sarre et Jospin pour le P.S., Loncle pour le M.R.G. et Mousel pour le P.S.U., étaient notamment présents. Les principaux slogans : *« Liberté pour le peuple iranien »*, *« Le chah ! fasciste ! Giscard complice »*, ont alterné avec : *« Le chah a tué dix mille patriotes »* et *« Liberté, solidarité internationale »*.

La présence de plusieurs centaines de ressortissants iraniens (essentiellement des étudiants), au milieu du cortège, a finalement fait figure d'événement marquant dans la manifestation. Certains manifestants le visage masqué par un foulard, ont distribué le portrait de l'ayatollah Khomeyni, *« dirigeant en exil du mouvement islamique, victime de la collaboration de l'Iran, des U.S.A. et d'Israël »*.

Sous un calicot de l'organisation des guérilleros fedayin du peuple iranien (O.G.F.P.I.) et de la Confédération des étudiants iraniens - Union nationale (CISNU), cent cinquante personnes environ ont scandé, poing levé, *« Vive le soulèvement populaire en Iran »*. Plus loin, derrière une rangée de jeunes Iraniennes poussant devant elles des landaus, on répétait inlassablement le nom de Khomeyni. Au terme de la manifestation, place de la Bastille, un groupe d'Iraniens, à même la chaussée, firent la prière coranique.

● *M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F.*, député du Val-de-Marne, s'étonne, dans une question écrite adressée à M. Raymond Barre, du *« mutisme »* du gouvernement français à propos de la situation en Iran, devant *« des crimes sanglants qui outragent la conscience humaine et qui soulèvent une profonde émotion en France »*. M. Marchais demande au premier ministre :

« 1) Que le gouvernement exprime clairement et sans retard sa condamnation des massacres ordonnés par le souverain iranien;

» 2) Qu'il prenne les mesures qui dépendent de lui pour que la radio et la télévision nationales permettent à l'indignation des Français de s'exprimer pour l'honneur de notre pays. »

(1) Ont appelé à la manifestation, les organisations suivantes : Ligue française des droits de l'homme, C.F.D.T., C.G.T., FEN, M.R.G., P.C.F., P.S.U., Union des gaullistes de progrès, JOC, M.J.C., M.J.S., AFASPI (Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran), A.F.J.D. (Association française des juristes démocrates), CEDETIM, Comité pour la défense des prisonniers politiques en Iran.

CORRESPONDANCE

Iran et Cambodge

M. Frédéric Rey, de Paris-18e, nous écrit :

Deux mille à trois mille morts en Iran et la gauche défile de la République à la Bastille. Bravo.

Un million et demi à deux millions de massacrés au Cambodge, au couteau, à la bêche, au sac en plastique, et pas un souffle à gauche, en dehors de quelques fades déclarations.

Le rouge nous monte au front.

ISRAËL

La grève des enseignants témoigne de l'échec de la politique économique de M. Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — Dix jours après la rentrée scolaire en Israël, l'ensemble du corps enseignant s'est mis en grève illimitée le 11 septembre. Le mouvement était annoncé depuis près d'un mois, et, pour tenter de l'éviter, des négociations entre le gouvernement et la Histadrout — la puissante centrale syndicale unique — ont été tentées jusqu'à la dernière heure.

Pour le cabinet de M. Begin, cette grève — la première d'ampleur nationale depuis le mois d'avril — est un événement particulièrement grave dans une situation économique qui ne cesse de se dégrader. La grève signifie pratiquement la rupture de l'accord conclu au printemps dernier entre le ministre des finances, M. Simha Ehrlich, et le secrétaire général de la Histadrout, M. Yeroham Meshel. Par cet accord, destiné notamment à limiter une inflation galopante et à éviter une vague de grèves, la centrale syndicale acceptait de ne pas présenter de demandes d'augmentation de salaires supérieures à 15 %. Pour sa part, le gouvernement s'engageait à bloquer les prix d'un certain nombre de produits de première nécessité, ou, en d'autres termes, à poursuivre une politique de subvention.

Pour permettre ce blocage, le gouvernement du Likoud acceptait de faire une entorse à son ambitieux plan de réformes présenté en octobre 1977, cinq mois après les élections qui avaient porté M. Begin au pouvoir. Résolument fondé sur les grands principes du libéralisme économique, ce plan, appelé en hébreu *Maapakh* (que l'on peut traduire par « bouleversement »), avait pour but d'introduire un changement radical et de mettre fin à vingt-neuf ans de dirigisme et d'interventionnisme pratiqués sous les différents gouvernements travaillistes. Mais, par accord signé en avril avec les syndicats, le gouvernement se voyait obligé de reprendre en partie les pratiques de subvention de ses prédécesseurs.

Aujourd'hui, avec la grève des enseignants il apparaît que cette concession n'aura même pas permis de préserver la « paix sociale ». Le ministre des finances vient de s'engager — unilatéralement — à reconduire l'accord qui arrive à échéance le 1er octobre prochain. Mais la Histadrout n'a pas répondu à cette invitation et, finalement, la centrale, sans approuver toutes ses revendications, soutient le mouvement déclenché par le syndicat des enseignants. Allant bien au-delà de la limite fixée à 15 %, les professeurs réclament une augmentation de 35 %, en soulignant principalement que leurs salaires ont subi ces dernières années un *« retard »* très net par rapport à ceux des autres catégories professionnelles. Pour le *gouvernement, cette* demande est doublement inacceptable : non seulement elle dépasse la barre des 15 %, mais encore elle risque de provoquer une réaction en chaîne.

La crainte d'un précédent

Pour cette raison, le gouvernement ne veut pas céder ni créer un précédent. Toute sa politique est en jeu. M. Begin l'avait compris en intervenant personnellement et sur un ton dramatique le 2 septembre dans une allocution radiotélévisée à la veille de son départ pour Camp David. Appelant les enseignants à renoncer sans condition à leur grève, le premier ministre avait alors fait comprendre que son gouvernement ne voulait et ne pouvait se permettre le moindre compromis. Il n'a pas été entendu, et l'épreuve de force est engagée.

En réalité, les syndicats estiment que l'intransigeance du gouvernement n'est plus justifiée, puisque sa nouvelle politique, engagée depuis près d'un an, s'avère un échec. Il est vrai que le *Maapakh* n'a même pas permis de freiner l'inflation. Celle-ci est de 54 % depuis l'arrivée de M. Begin au pouvoir, il y a un an, et de 38 % depuis l'instauration de cette réforme en octobre 1977. En juillet, l'indice des prix a encore nettement augmenté, alors que, les autres années, ce mois avait marqué une période de stabilisation.

La situation ne cesse de s'aggraver dans les autres domaines. Le déficit de la balance des paiements continue de s'accroître, et les dépenses de l'Etat n'ont pas été réduites, bien au contraire. La « planche à billet » fonctionne à plein régime : depuis le mois d'avril, la Banque d'Israël a imprimé 4 milliards 200 millions de livres (1 F = 4,18 livres).

FRANCIS CORNU.

Les entretiens de Camp David

Tandis que les entretiens de Camp David entre MM. Carter, Sadate et Begin piétinent visiblement, le vice-président égyptien, M. Hosni Moubarak, a qualifié, mardi 12 septembre à Shebine-El-Kom, dans le delta du Nil, la conférence de « tournant » *de la crise du Proche-Orient et d'* « heure de vérité » *pour le peuple israélien.*

Au Caire, d'autre part, s'est ouverte mardi soir la soixante-dixième session ordinaire du conseil de la Ligue arabe, que boycottent six membres (Libye, Irak, Syrie, Algérie, Yémen du Sud et O.L.P.) qui constituent le Front de la fermeté. Seul orateur à évoquer les initiatives du raïs, le représentant de l'Egypte, M. Attia, ministre de la justice, a déclaré : « Le président Sadate déploie actuellement des efforts épuisants, non pour une solution égyptienne d'un problème égyptien mais pour parvenir à un règlement global et établir une paix juste dans la région qui garantisse en premier lieu les droits légitimes du peuple palestinien et les intérêts nationaux de toutes les parties arabes ». *Le secrétaire général, M. Mahmoud Riad, a pour sa part estimé nécessaire la tenue d'un sommet arabe.*

A Bonn, le président syrien Assad, en visite officielle en Allemagne fédérale, a eu un entretien mardi avec le chancelier Schmidt qui, selon le porte-parole allemand, a fait appel « à la volonté de paix et de compromis des parties engagées dans le conflit ». *De son côté, le président Assad a fait part une nouvelle fois de son opposition au sommet de Camp David. Cependant, il aurait approuvé la résolution de la C.E.E. de juin 1977 sur le conflit du Proche-Orient, qui prévoit la reconnaissance de l'Etat d'Israël.*

Un climat d'échec

De notre correspondant

Washington. — Est-ce déjà l'échec ? La question commence à se poser dans le corps de presse, toujours nombreux malgré l'absence de nouvelles, qui suit dans la petite ville de Thurmont le sommet de camp David. Malgré les dénégations officielles, il est clair que l'impasse se prolonge. Un seul entretien bilatéral au sommet a eu lieu mardi pendant un peu plus d'une heure trente, entre MM. Carter et Sadate. Dans l'après-midi, une rencontre s'est tenue au niveau ministériel entre les délégations américaine et égyptienne. Prévue à l'origine pour la veille au soir, elle avait été reportée à la demande des Egyptiens.

Le rythme du dialogue s'est donc encore ralenti. Les rencontres à trois, qui étaient la raison d'être de tout l'exercice, sont toujours en panne depuis jeudi dernier et il n'est pas question de les reprendre pour le moment. A défaut de rencontres bilatérales, dont le rythme s'est lui aussi ralenti, les participants maintiennent de longues réunions à l'intérieur de leur propre délégation. Si l'on en juge par les photographies publiées par la Maison Blanche, l'atmosphère semble plutôt morose à l'occasion de ces conseils de guerre.

Elle doit l'être tout particulièrement dans l'entourage de M. Carter, qui a misé énormément sur ce sommet et que son porte-parole, M. Powell, a encore crédité mardi d'efforts *« gigantesques »* pour débloquer la situation. Sans doute ne doit-on pas considérer forcément comme une catastrophe nationale un échec du président dans cette affaire. Le grand public américain, qui ne semble d'ailleurs pas avoir compris pleinement l'importance pour son pays d'un règlement au Proche-Orient, pourrait estimer après tout que M Carter a fait de son mieux et que l'essai valait la peine d'être tenté.

Il en irait sans doute autrement dans les milieux responsables qui estiment, à la suite de M. Kissinger, que le président n'aurait pas dû engager son prestige dans cette entreprise s'il n'était pas certain du succès. Ce n'est plus un secret, par exemple, que de nombreux hauts fonctionnaires du département d'Etat avaient mis en garde le président contre l'organisation de ce sommet. Mais, comme l'a écrit récemment James Reston, la bonne volonté de M. Carter est telle qu'il *« entreprend beaucoup de choses et n'en termine aucune »*.

Dans l'immédiat, les trois chefs de délégation vont avoir à décider dans les prochaines heures quelle conclusion ils vont *donner à leurs travaux et sous* quelle forme. Pour M. Sadate notamment, le problème n'est plus tellement celui de ses rapports avec M. Begin — réduits presque à la non-existence — que celui de ses relations futures avec M. Carter et les Etats-Unis. Comment faire, s'il doit rompre, pour atténuer l'humiliation de son hôte ? Il est possible que la réponse soit encore ajournée jusqu'à la fin de la semaine.

MICHEL TATU.

En stage au Texas

LE PRINCE HÉRITIER REZA INVITE LES ÉTUDIANTS IRANIENS A VENIR « S'EXPLIQUER » AVEC LUI

Lubbock (Texas) *(A.F.P.)*. — Le prince héritier d'Iran, Reza Pahlevi, dix-huit ans, serait prêt à entamer le dialogue avec les opposants au régime de son père. Dans une interview recueillie mardi 12 septembre à Lubbock, au Texas, où il suit un stage d'entraînement de pilote militaire, le fils aîné du chah a déclaré : *« Je ne veux pas dire qu'il ne faut pas protester si l'on veut obtenir un changement, ni que mon père ne fait pas d'erreurs. Mais on doit savoir pourquoi on manifeste. Ces gens ne font, en fait, que perdre leur temps, que tourner en rond sans rien faire. Au lieu de porter des masques,* a-t-il ajouté, *ils feraient mieux de venir s'expliquer avec moi. Alors, nous pourrons essayer de trouver la meilleure solution. »*

Le prince héritier d'Iran est aux Etats-Unis depuis juillet dernier ; le chah a déjà annoncé qu'il lui céderait la couronne lorsqu'il aurait atteint l'âge de vingt-huit ans.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

● L'ASSASSINAT LE 12 SEPTEMBRE DE L'ANCIEN MINISTRE DE L'INTERIEUR du président Alfonso Lopez Michelsen, M. Rafael Pardo Buelvas, a été revendiqué par un groupe marxiste-léniniste, le Comité d'autodéfense ouvrière (ADO). Il s'agit du deuxième assassinat d'une personnalité depuis que le gouvernement de M. Turbay Ayala a pris de nouvelles mesures contre le terrorisme, la semaine dernière. Les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC, organisation d'extrême gauche) avaient déjà tué M. German Mejie Duque, ancien gouverneur de province. Deux autres groupes révolutionnaires, le M 19 et l'Armée populaire de libération (ELP, pro-chinois), ont lancé des appels à renverser le gouvernement. — *(A.F.P., Reuter.)*

Japon

● M. FUKUDA, premier ministre japonais, a achevé, mardi 12 septembre, en Arabie Saoudite, une tournée qui l'avait mené auparavant en Iran, à Qatar et dans l'Etat des Emirats arabes unis. Cette tournée visait à renforcer la coopération dans les domaines économique et pétrolier. — *(A.F.P.)*

Liban

● LES QUARTIERS EST DE BEYROUTH et les autres zones du Liban sous influence conservatrice chrétienne observent, le mercredi 13 septembre, une grève générale à l'appel de l'Union des ligues chrétiennes, pour protester contre la présence syrienne au Liban. Ce mouvement, a précisé la radio phalangiste, vise à soutenir trois revendications : le retrait des forces syriennes des zones chrétiennes, le retour des personnes déplacées dans leurs foyers et le non-renouvellement du mandat de la force arabe de dissuasion, à majorité syrienne stationnée au Liban.

Pérou

● LE LICENCIEMENT DE CINQUANTE-QUATRE MINEURS qui avaient participé à la grève menée, cinq semaines durant, à l'initiative de la puissante Fédération des mineurs et des métallos péruviens, remet en cause la décision de suspendre le mouvement récemment prise par les syndicats, estime-t-on à Lima. L'arrêt de travail visait à la réintégration de trois cent vingt travailleurs licenciés pour faits de grève antérieurs.

République Sud-Africaine

● SIX CONDAMNES SUD-AFRICAINS de droit commun ont été pendus mardi 12 septembre à la prison centrale de Pretoria, annonce-t-on officiellement dans cette ville. Ils avaient été condamnés pour meurtre et vol. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

Nicaragua

L'insurrection sera écrasée d'ici une semaine

DÉCLARE LE PRÉSIDENT SOMOZA

De violents combats se poursuivaient ce mercredi 13 septembre dans plusieurs villes du Nicaragua entre les guérilleros sandinistes et la garde nationale. Le gouvernement affirme avoir repris le contrôle de Masaya et de Leon, la seconde ville du pays, mais des témoins ont rapporté que les insurgés continuaient à s'y battre. Il semble que la garde soit parvenue à reprendre les commissariats et les bâtiments officiels attaqués samedi, mais des quartiers entiers restent aux mains des guérilleros tandis que des francs-tireurs s'opposent à la progression des troupes gouvernementales.

La ville de Chinandega, à 130 kilomètres à l'est de la capitale, est, selon l'A.F.P., pratiquement contrôlée par les insurgés.

Le Costa-Rica a accusé l'aviation nicaraguayenne d'avoir bombardé mardi un village situé près de la frontière, blessant un instituteur, et a saisi l'Organisation des Etats américains (O.E.A., dont le siège est à Washington) de l'incident. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

De notre envoyé spécial

Managua. — Le président Somoza a donné, mardi 12 septembre, une conférence de presse. Il a affirmé que son armée aurait écrasé l'insurrection d'ici à une semaine. « *Cela est la plus grande et la plus sanglante offensive contre le gouvernement constitutionnel que le Nicaragua ait connu depuis cinquante ans, mais la garde nationale s'est maintenant organisée* », a-t-il déclaré à propos du soulèvement sandiniste. « *Nous sommes en train de réduire les derniers foyers de résistance. A Managua, cela a été désastreux pour les insurgés. Leur offensive a été stoppée en quelques heures. A Leon, cela a duré vingt-quatre heures* », a-t-il affirmé.

Selon le président, les pertes subies par la garde nationale s'élèvent à trente morts et une soixantaine de blessés, ce qui paraît en dessous de la vérité. Il a d'ailleurs indiqué ensuite que la garde recrutait de nouvelles troupes dans l'ensemble de la population. Le but de cet enrôlement, a-t-il expliqué, est d'affecteur les nouveaux soldats à des fonctions de transmission, ou autres, « *afin que l'ensemble de la garde puisse se consacrer au combat* ». Le général Somoza a d'autre part indiqué que la Croix-Rouge, qui n'était pas autorisée à entrer dans Masaya depuis lundi après-midi, allait de nouveau pouvoir y pénétrer.

Les personnes qui ont pu quitter Masaya, depuis que l'armée a commencé la reconquête de la ville, ont rapporté que les blessés et les morts étaient abandonnés sur place. L'une d'elles a déclaré qu'elle avait vu un garde achever une femme blessée.

Au cours de sa conférence de presse, le président Somoza a affirmé, à propos des insurgés sandinistes de Masaya : « *S'ils veulent la paix, nous leur donnerons la paix. Dans le cas contraire, il n'y aura pas de quartier.* »

Le président a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de demander l'aide de l'armée d'un pays voisin pour venir à bout des sandinistes, et a nié catégoriquement que des militaires venus du Salvador franchissent actuellement la *frontière du Nicaragua. Le* général Somoza a toutefois rappelé l'existence des accords de défense mutuelle entre les pays d'Amérique centrale, qui demeuraient un recours possible.

Selon le président, il y aurait tout au plus une centaine de sandinistes dans Managua, la capitale, et trente ou quarante dans chacune des villes où la garde a été attaquée. *Le général* Somoza a, d'autre part, annoncé qu'une cinquantaine de guérilleros sandinistes avaient passé, mardi matin, la frontière qui sépare le Nicaragua du Costa-Rica. La garde les aurait interceptés et serait en train de les repousser vers le Costa-Rica.

En ce qui concerne la situation économique du pays, le général Somoza a affirmé une nouvelle fois que la grève générale, qui est entrée dans sa troisième semaine, « *avait peu d'importance, parce que tous les commerces qui vendent les produits nécessaires à la vie quotidienne sont ouverts. En outre,* a-t-il ajouté, *l'agriculture, qui est la principale source de travail et de revenu au Nicaragua, n'a pas été touchée du tout* ».

Sur le plan politique, le général Somoza a estimé qu'il ne faisait pas preuve d'intransigeance, qu'il « *se bornait à appliquer la Constitution* » et a affirmé qu'il était prêt à discuter avec le Front élargi d'opposition.

ALAIN-MARIE CARRON.

LE CONGRÈS RECOMMANDE SOUS CONDITIONS LA LEVÉE DE L'EMBARGO TOUCHANT LA TURQUIE ET LA RHODÉSIE

Washington *(A.F.P.)*. — La chambre des représentants a adopté, mardi 12 septembre, un compromis parlementaire, déjà voté par le Sénat, sur l'aide américaine à l'étranger, qui approuve la fin de l'embargo sur les équipements militaires américains à destination de la Turquie et permettrait en 1979 une reprise des échanges commerciaux avec la Rhodésie sous certaines conditions. Le texte doit encore être signé par M. Carter pour acquérir force de loi.

Il autorise le président à lever l'embargo sur les ventes d'armes à la Turquie, à condition qu'il certifie que cette mesure est dans l'intérêt des Etats-Unis et de l'OTAN, et que la Turquie agit « *de bonne foi pour trouver un règlement juste et pacifique du problème chypriote* ». *Le chef de* l'exécutif devra à ce propos s'engager à ce qu'Ankara laisse les réfugiés chypriotes regagner leurs demeures, retire progressivement ses forces de l'île et promette de renouer rapidement les négociations intercommunautaires.

Le compromis adopté par les parlementaires autorise également, à échéance d'un an, la reprise des échanges commerciaux américains avec la Rhodésie, si le gouvernement de Salisbury participe d'ici-là à une conférence internationale réunissant toutes les parties au conflit et des représentants de tous les groupes raciaux impliqués, et si des élections libres sont tenues dans le pays.

États-Unis

Le meurtre de John Kennedy

L'espace d'un silence

C'est par un vote d'extrême justesse (9 contre 8) que la commission parlementaire d'enquête sur les assassinats du président Kennedy et du pasteur Martin Luther King a obtenu début septembre du bureau de la Chambre la rallonge de 790 000 dollars, faute desquels elle était condamnée à disparaître. Le fiasco public de la déposition au Capitole de James Earl Ray, meurtrier de l'apôtre des droits civiques (le Monde *des 16, 18, 20-21 août), n'a pas fait remonter sa cote, déjà bien basse. Aussi le bureau a-t-il exigé que la commission arrête ses « investigations » au plus tard le 31 décembre.*

Les commissaires espéraient apporter un élément nouveau sur le drame de Dallas en confiant à une agence de Boston spécialisée dans les expertises de ce genre la reconstitution acoustique des coups de feu qui tuèrent John Kennedy et blessèrent au poignet M. John Connally, alors gouverneur du Texas, assis dans la limousine présidentielle. Les tests exécutés sur les lieux mêmes avec un grand luxe de moyens n'ont pourtant pas été décisifs. Le rapport oral qui en a été présenté à la commission le 11 septembre estime possible que deux fois deux balles — et non trois à la file, hypothèse retenue par le rapport Warren — aient été tirées sur la limousine de la Maison Blanche, ce qui permettait de supposer qu'Oswald avait un complice.

Le lendemain, un ingénieur de la NASA et un analyste en photographie vinrent expliquer à la commission que, selon leurs calculs, la « théorie des trois balles » avait pour elle de solides présomptions.

Laissons donc le mot de la fin — provisoire, car on n'a pas cessé d'épiloguer sur les circonstances exactes d'un événement qui dura quelques secondes il y a quinze ans... — au président de cette commission d'enquête qui avait cru, avec ou sans preuve au départ, jeter une lumière inattendue sur les deux tragédies historiques des années 60, et qui en est maintenant à mettre en garde contre les « conclusions hâtives » qu'on pourrait tirer de deux ans de recherches affairées et coûteuses. Non, la vérité n'est toujours pas sortie du puits où, avec le temps, elle paraît plutôt s'enfoncer.

ALAIN CLÉMENT.

EUROPE

Grande-Bretagne

La cote de M. Thorpe remonte chez les délégués du congrès libéral

De notre correspondant

Londres. — Contrairement aux espoirs des dirigeants libéraux, M. Thorpe, absent pour encore vingt-quatre heures du congrès du parti, à Southport, reste au centre des préoccupations des délégués. La majorité de ceux-ci paraissent maintenant disposés à réserver un accueil chaleureux à l'ancien leader, qui est inculpé de complicité d'assassinat et d'incitation au meurtre. Paradoxalement, son arrivée, maintenant confirmée pour le jeudi 14 septembre, devrait permettre au parti de résserrer ses rangs. Elle assure en tout cas aux travaux du congrès la publicité qui lui manquait jusqu'ici.

Les déclarations de lord Evans et de M. Steel, respectivement président et leader du parti, sur les efforts discrets qu'ils ont déployés pour convaincre M. Thorpe de rester à l'écart du congrès se sont retournés contre eux. Ce brusque revirement s'est manifesté sous la forme d'une motion qui dénonce les insinuations de la presse, réaffirme la présomption d'innocence de M. Thorpe, et déplore les démarches des dirigeants libéraux pour l'exclure du congrès et lui refuser l'investiture du parti pour sa prochaine campagne électorale. Cette dernière partie de la motion a cependant — non sans mal — été finalement retirée, dans l'intérêt de l'unité du parti.

Les maladresses des dirigeants

Un certain nombre de délégués pensent toujours que M. Thorpe aurait dû se sacrifier et renoncer à venir au congrès, mais les déclarations de M. Steel, qui est en général mieux inspiré, ont provoqué un revirement très net chez la majorité des délégués.

M. Thorpe a, en effet, laissé entendre qu'il avait été informé indirectement par la presse des démarches de la direction du parti pour lui refuser toute aide.

Les délégués ont été aussi impressionnés par un article virulent de M. Bernard Levin dans le *Times*, qui qualifie de « déshonorante » l'attitude de lord Evans et de M. Steel, attitude qui, selon lui, implique qu'ils ne croient pas à l'innocence de M. Thorpe. M. Levin déplore encore qu'une personnalité aussi honorable que lord Gladwyn, ancien leader adjoint du parti et ambassadeur en France, puisse suggérer une formule aussi peu « honorable » que celle qui consisterait à laisser M. Thorpe se présenter comme indépendant, quitte à le « récupérer » ultérieurement dans le parti s'il était acquitté.

Les délégués ont refusé d'accepter que l'opportunisme politique et le climat électoral puissent prévaloir sur le principe fondamental qu'un inculpé doit être présumé innocent tant que sa culpabilité n'est pas établie. Rappelant qu'à la demande de ses électeurs il avait décidé de défendre son siège du Devon, M. Thorpe a annoncé qu'il avait maintenant l'obligation envers cet électorat de participer au congrès. Il a ajouté que cette attitude était conforme à sa conviction que la justice finirait par prévaloir. Lord Evans, tout en maintenant son opinion que M. Thorpe aurait dû s'abstenir, a alors déclaré que l'ancien leader serait chaleureusement accueilli. Ceux qui avaient menacé de quitter la tribune si M. Thorpe y apparaissait ont fait machine en arrière. Le trésorier du parti, démentant que la police avait fait une enquête sur les finances des libéraux, a dit qu'il n'avait pas de raison de douter de la bonne gestion, par M. Thorpe, de fonds spéciaux lors de la dernière campagne électorale.

HENRI PIERRE.

Selon la presse

L'ÉCRIVAIN BULGARE GEORGI MARKOV A PEUT-ÊTRE ÉTÉ ASSASSINÉ

L'écrivain bulgare, Georgi Markov, décédé lundi 11 septembre d'un empoisonnement du sang « n'est pas mort de mort naturelle », a révélé mardi Scotland Yard (*le Monde* du 13 septembre).

Des examens plus approfondis doivent avoir lieu pour déterminer la cause de l'empoisonnement de l'écrivain, critique virulent du régime de Sofia à Radio-Europe libre et à la B.B.C., où il dénonçait notamment la corruption des dirigeants bulgares.

Citant les témoignages de ses proches, les journaux britanniques ont émis l'hypothèse que l'écrivain a pu être victime d'un agent de Sofia et tué à l'aide d'une seringue empoisonnée dissimulée dans un parapluie. — *(A.F.P.)*

● *Des cambrioleurs* ont mis à sac des bureaux du parti conservateur à Londres, forçant les serrures de meubles qui contenaient d'importants documents, mais sans rien emporter. Pour Scoland Yard, rien ne prouve que le cambriolage ait eu un motif politique.

Union soviétique

Recevant le ministre indien des affaires étrangères

M. Gromyko préconise une « réponse foudroyante aux intrigues des forces hostiles à la sécurité en Asie »

De notre correspondant

Moscou. — La visite du ministre indien des affaires étrangères, M. Vajpayee, a permis aux dirigeants soviétiques de redéfinir publiquement leur politique asiatique pour la première fois depuis la tournée du président chinois Hua Kuo-feng et la signature du traité sino-japonais. Le ton de M. Gromyko pendant le discours qu'il a prononcé au déjeuner offert en l'honneur de son collègue a été particulièrement dur. Pour le ministre soviétique des affaires étrangères, les hésitations ne sont plus de mise. Face à la politique « militariste » de la Chine, il importe, a-t-il dit, « *d'opposer une riposte particulièrement foudroyante aux intrigues des forces hostiles à la paix universelle et à la sécurité en Asie* ». Il a lancé un appel « *à tous les Etats du continent asiatique pour qu'ils conjuguent leurs efforts en vue de garantir la paix en Asie* ».

L'U.R.S.S. compte visiblement sur l'Inde, où M. Brejnev pourrait se rendre en visite officiele avant la fin de l'année pour appuyer sa politique asiatique. Cependant, le décalage entre les propos virulents de M. Gromyko et le ton plus mesuré de son collègue indien laisse à penser que les dirigeants, à New-Delhi, sont loin d'être acquis à la politique soviétique. M. Vajpayee, qui pourrait se rendre en Chine dans le courant du mois d'octobre, a sans doute exprimé l'opposition de son gouvernement à la thèse sur le caractère inévitable de la guerre. Il s'est également prononcé pour la détente en Europe, affirmant « *ne pas pouvoir être d'accord avec ceux qui doutent de sa nécessité* ». Mais il ne s'en est pas pris ouvertement aux dirigeants chinois.

« Une atmosphère de bon voisinage »

Le même décalage est apparu entre les propos de M. Gromyko sur la nécessité pour les peuples d'Asie de conjuguer leurs efforts et les formulations beaucoup plus vagues de M. Vajpayee. Certes, les dirigeants soviétiques semblent avoir abandonné l'idée d'un pacte de sécurité collective en Asie, que M. Brejnev avait jadis proposé en vain à Mme Gandhi. M. Gromyko a déclaré qu'il revenait à tous les Etats d'Asie de choisir en commun la forme la plus acceptable pour eux quant à leur coopération. Quant au ministre indien des affaires étrangères, il s'est contenté d'indiquer que son pays, « *en s'inspirant des principes internationaux de l'égalité, de la non-ingérence et du respect réciproque, aspirait à l'installation d'une atmosphère de confiance et de bon voisinage entre les pays d'Asie du Sud* ».

DANIEL VERNET.

Cuba

SOIXANTE-SIX RESSORTISSANTS AMÉRICAINS SONT AUTORISÉS A QUITTER L'ILE AVEC LEUR FAMILLE

Washington *(A.F.P.)*. — M. Hodding Carter, porte-parole du département d'Etat, a annoncé mardi 12 septembre, à Washington, que cent trente personnes (soixante-six citoyens américains et soixante-quatre ressortissants cubains ayant des liens de famille avec les premiers) quitteront, jeudi, Cuba par avion spécial à destination des Etats-Unis. Ces personnes avaient demandé depuis dix-sept ans à se rendre aux Etats-Unis.

La section représentant les intérêts américains à La Havane s'emploie, indique-t-on au département d'Etat, à organiser de nouveaux vols dans un proche avenir. La décision des autorités cubaines est le résultat de multiples démarches faites par des membres du Congrès américain auprès de M. Fidel Castro.

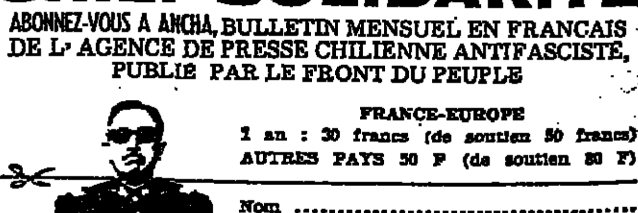
Canada

M. RENÉ LÉVESQUE ENVISAGE DE REPOUSSER LA DATE DU RÉFÉRENDUM SUR L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC

Québec *(A.F.P.)*. — Le référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec pourrait n'avoir lieu qu'en 1980 ou même en 1981, a déclaré M. René Lévesque, premier ministre québécois.

Parlant durant le week-end des 9-10 septembre devant des militants indépendantistes de Montréal, le chef du gouvernement québécois a expliqué qu'en repoussant d'un ou deux ans la date du référendum, le parti québécois (qui détient la majorité à l'Assemblée provinciale depuis novembre 1976) pourrait faire ainsi une « *campagne pré-référendaire sérieuse et efficace* ».

M. Lévesque et les ministres de son cabinet sont depuis une semaine en « *tournée pré-référendaire* » à travers le Québec.





DIPLOMATIE

Le sommet franco-allemand

(Suite de la première page.)

Les plus grandes résistances viennent actuellement des banques allemandes, qui craignent que le deutschemark ne fasse les frais du soutien des monnaies européennes plus faibles ; mais, politiquement, le choix du chancelier semble fait.

Du côté français, on remarque que, jusqu'ici, le calendrier arrêté à Brême a été tenu. Les ministres des finances de la Communauté et les divers comités d'experts ont élaboré, dans les délais prévus, certaines options entre lesquelles les dirigeants devront maintenant choisir. Les ministres des finances se réuniront d'ailleurs à nouveau lundi. On tient beaucoup, du côté français, à ce qu'un rythme rapide soit maintenu, afin que les orientations décisives soient prises au cours de l'actuelle présidence allemande du conseil de la Communauté et de la présidence française qui suivra (du 1er janvier au 1er juillet 1979).

On souligne aussi, du côté français, que les deux pays qui, à Brême, semblaient hésiter à s'engager, l'Italie et surtout la Grande-Bretagne, ont eu des attitudes très constructives au cours des travaux d'experts. Alors qu'à Brême on entendait dire : « *Si les Britanniques ne suivent pas, nous nous passerons d'eux* », on indique aujourd'hui qu'une telle remarque est sans objet. Le but de la France, dit-on, est de faire une zone monétaire avec l'ensemble des membres de la Communauté, et même avec d'autres Etats européens qui en accepteraient les règles. La création d'une zone monétaire sera également discutée avant le Conseil européen de décembre, au cours d'un sommet franco-britannique et d'un sommet franco-italien.

Une proposition de M. Giscard d'Estaing

Bien que la rencontre d'Aix-la-Chapelle ne comporte pas d'ordre du jour, il est vraisemblable que les chapitres suivants seront aussi abordés :

● *Conjoncture économique.* — MM. Giscard d'Estaing et Schmidt feront le point de l'application des mesures de relance posées au sommet de Bonn.

● *Problèmes économiques internationaux.* — Le président et le chancelier prépareront la prochaine réunion du Fonds monétaire international et la poursuite des négociations commerciales de Genève (GATT). Au sommet de Bonn, la France s'était désolidarisée des positions prises à Genève par la commission de la Communauté concernant les exportations agricoles (*le Monde* des 18 et 19 juillet). M. Giscard d'Estaing essaiera de s'assurer l'appui du chancelier pour arriver à un accord plus équilibré.

● *Les institutions communautaires.* — M. Giscard d'Estaing est préoccupé par les difficultés que posera au fonctionnement de la Communauté l'adhésion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal. Il a envoyé mardi à ses partenaires une lettre proposant de réunir un comité très restreint (trois « sages » par exemple) de personnalités ayant l'expérience des institutions communautaires pour étudier la question. Il a cependant des suggestions de fond à faire et en parlera sans doute à M. Schmidt. Il souhaite notamment que les pays les plus importants et les plus dynamiques ne soient pas trop longtemps écartés de la présidence (semestrielle) du conseil de la Communauté. A cette fin, il proposerait que le président qui précède et celui qui suit le président en exercice soient associés à son action comme vice-présidents. Il suggérerait aussi que les décisions à l'unanimité soient réservées aux seules questions très importantes (ce qui est conforme à l'« arrangement » passé en 1966 après la crise de la « chaise vide »), et que des « groupes de réflexion » puissent être constitués sans englober nécessairement tous les Etats membres.

● *Problèmes industriels.* — MM. Giscard d'Estaing et Schmidt examineront les problèmes sidérurgiques et nucléaires et la construction du nouvel Airbus.

● *Situation internationale.* — La situation au Proche-Orient et en Afrique sera examinée ainsi que l'état des discussions sur la sécurité (SALT, M.B.F.R.) et sur le désarmement (M. Giscard d'Estaing semble déçu de l'accueil fait à ses propositions à l'ONU).

● *Relations bilatérales.* — Des échanges franco-allemands de fonctionnaires pour des stages de longue durée (au moins neuf mois) sont envisagés. Enfin, le sommet d'Aix-la-Chapelle s'occupera de mettre en place l'institut franco-allemand de technique et d'économie de Sarreguemines. Cet institut préparera des techniciens des deux pays en électronique, en construction mécanique et en gestion d'entreprises qui feront deux ans d'études, dont un au moins dans le pays partenaire.

MAURICE DELARUE.

M. Giscard d'Estaing aux chefs de gouvernement de la Communauté

Créer « une véritable confédération » requiert « une réflexion d'ensemble »

Voici le texte de la lettre adressée mardi 12 septembre par M. Giscard d'Estaing aux chefs de gouvernement de la Communauté sur le fonctionnement des institutions européennes après l'adhésion de nouveaux membres.

« Monsieur. Deux circonstances intéressant l'organisation de l'Europe nous invitent à la réflexion. D'une part, un nouvel élan va lui être donné par l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct et par la mise sur pied d'un système monétaire européen. D'autre part, nous nous apprêtons à conclure la négociation d'adhésion avec la Grèce, et nous avons réservé un accueil favorable aux candidatures du Portugal et de l'Espagne.

» Nous devons être conscients des problèmes que ces développements poseront pour le bon fonctionnement des institutions prévues par les traités et pour celui des mécanismes qui régissent la coopération entre nos gouvernements.

» Ce dispositif avait été prévu à l'origine, il y a déjà plus de vingt ans, pour six Etats formant un ensemble économique assez homogène. Il a fonctionné, dans une première phase, de manière satisfaisante. Le premier élargissement à neuf a fait apparaître certaines difficultés, telles que le nombre élevé des membres de la Commission et la lourdeur de certaines procédures.

» Il est clair que la simple transposition à douze du dispositif initialement prévu pour six n'est pas suffisante et qu'un effort d'adaptation plus poussée s'impose si nous voulons maintenir l'efficacité et le climat de cohésion qui ont permis les progrès de la construction européenne, et si nous voulons ainsi créer les conditions d'une véritable confédération de l'Europe.

» Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ces problèmes au cours de nos rencontres de ces dernières années. Nos ministres des affaires étrangères s'en sont entretenus à diverses reprises. La proximité des échéances requiert aujourd'hui une réflexion d'ensemble qui tienne compte à la fois de l'expérience des vingt dernières années et des perspectives que nous fixons à la construction de l'Europe.

» Pour nous permettre de conduire cette réflexion, il me paraît utile de disposer du concours de personnalités indépendantes ayant une expérience personnelle du fonctionnement des institutions européennes, tout en étant capables de jeter un regard neuf sur ces problèmes. C'est pourquoi je propose que nous confiions à trois « sages » la mission d'explorer pour nous les problèmes posés par l'élargissement, du point de vue des institutions, des mécanismes et des procédures.

» Si cette suggestion recueillait votre agrément et celui de tous les membres du Conseil européen, que je saisis de cette proposition, la présidence pourrait alors inviter nos ministres des affaires étrangères à en discuter, lors de l'une de leurs prochaines réunions, afin que nous puissions prendre, au Conseil européen de décembre, une décision quant à la désignation de ces trois « sages » et à leur mandat. »

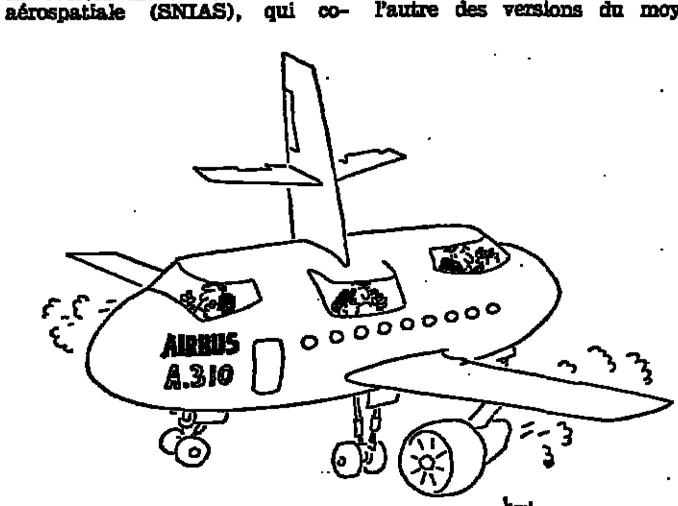
Un compromis sur l'Airbus paraît difficile avec les Britanniques

Avant les discussions qu'il aura avec M. Schmidt à Aix-la-Chapelle pour tenter d'harmoniser les positions de Bonn et de Paris sur la participation britannique au programme Airbus B-10 (*le Monde* du 7 septembre), M. Giscard-d'Estaing s'est entretenu, mardi 12 septembre, à l'Elysée, avec M. Le Theule, ministre des transports, et le général Mitterrand, président de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), qui co-fabrique l'avion avec des constructeurs ouest-allemands, néerlandais et espagnols.

De son côté, la compagnie aérienne British Airways a affirmé qu'elle continuait d'étudier la possibilité d'acquérir des Airbus B-10, en complément de l'achat de moyen-courriers américains Boeing-757, et d'y adapter deux réacteurs RB-211 de Rolls-Royce.

En dépit de ces assurances de British Airways, qui restent vagues, le débat sur le sort de l'Airbus européen, qui devrait entrer en service commercial vers 1982, demeure difficile entre Bonn, Paris et Londres.

Jusqu'à présent, la France a estimé que la Grande-Bretagne (en la circonstance, la société British Aerospace, qui fabrique des cellules d'avion) ne pouvait entrer — à raison de 20 % de l'opération — au sein du consortium européen Airbus-Industrie de commercialisation de l'appareil si la compagnie aérienne britannique continue de refuser d'acheter des Airbus et de leur préférer des avions concurrents de conception américaine. En revanche, l'attitude des responsables ouest-allemands est beaucoup plus souple. Bonn semble accepter la participation industrielle des Britanniques, même si, dans l'immédiat, la compagnie British Airways ne manifeste pas grand intérêt envers l'une ou l'autre des versions du moyen-courrier Airbus. Les industriels ouest-allemands ne sont pas mécontents, en effet, de devoir partager les dépenses de mise au point de l'avion avec un partenaire supplémentaire et d'opposer, au sein d'Airbus-Industrie, à la puissance de la construction aéronautique française l'existence d'une industrie britannique équivalente.



(Dessin de KONK.)

La récente mise au point de British Airways semble laisser croire que, du côté du Royaume-Uni, on conserve l'espoir d'arriver à un accord satisfaisant avec les Français et les Allemands. Il reste qu'un compromis — à supposer qu'il soit possible et qu'il consiste en l'installation de réacteurs Rolls-Royce sur l'Airbus au lieu des réacteurs actuels franco-américains pour les clients qui le souhaiteraient — doit être trouvé avant la fin de ce mois pour des raisons industrielles ou techniques et pour mieux résister à la concurrence de Boeing.

AFRIQUE

Ethiopie

A L'OCCASION DU QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

Le président Menguistu dénonce la politique « réactionnaire » de la Chine

Le président Mengistu Haïlé Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a violemment critiqué la Chine le 12 septembre à Addis-Abeba à l'occasion du quatrième anniversaire de la révolution éthiopienne. La position prise par le parti communiste chinois au sujet du Chili, de l'Egypte, du Soudan, du Vietnam et de l'Angola, a-t-il dit, a suscité de « grandes préoccupations » parmi les peuples progressistes. Le président Mengistu a déploré que la Chine se soit livrée à une « propagande anti-éthiopienne » en prétendant que les Cubains se battaient en Ethiopie comme des « mercenaires ».

Quelque deux cent mille personnes ont assisté aux défilés et cérémonies marquant ce quatrième anniversaire. De nombreuses personnalités étrangères étaient présentes, parmi lesquelles MM. Fidel Castro, premier ministre cubain, et Vasily Kouznetsov, premier vice-président du présidium du Soviet suprême.

Correspondance

Addis-Abeba. — La journée s'annonçait maussade. La salve de vingt et un coups de canon qui, dès 6 heures du matin, ouvrait les festivités du quatrième anniversaire de la révolution éthiopienne (1) n'avait pas sorti de son engourdissement une foule de quelque deux cent mille personnes, massée sur la « place rouge » bien avant le lever du soleil, transie de froid et transpercée par de brusques ondées. *Elle devait patiemment attendre* le début d'une cérémonie retardée d'heure en heure. Après l'amusement provoqué par des tirs de pétards et l'envoi de fusées qui libéraient des petits parachutes retenant des slogans révolutionnaires ou des drapeaux éthiopiens, après les bousculades dues à l'arrivée du lieutenant-colonel Mengustu, noyé dans une innombrable escorte et farouchement protégé par un rigoureux service d'ordre, cette foule ne sembla pas prêter une très grande attention au long discours — plus d'une heure et quarante minutes — lu sur un ton énergique par le président du Derg (comité militaire).

Depuis des mois, les autorités n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts, tant en Ethiopie qu'à l'étranger, pour donner à cet anniversaire un lustre exceptionnel. De grands travaux avaient été entrepris sur la « place rouge » pour dresser une immense tribune désormais séparée de la foule par une esplanade de plusieurs centaines de mètres. Tous les habitués des commémorations dans la capitale éthiopienne ont relevé le strict ordonnancement des festivités et du défilé. C'est à l'évidence pour rendre un hommage particulier aux forces armées, qui tenaient entre leurs mains le sort de la révolution, que pour la première fois le défilé militaire, reporté au lendemain, avait été dissocié du défilé civil. Or rien n'enthousiasme plus le petit peuple d'Addis-Abeba que le clinquant des parades militaires.

Peut-être aussi le Derg espérait-il annoncer ce jour-là une décisive victoire militaire en Erythée ? Dais, surtout, l'« *inestimable hôte* » (Fidel Castro), dont l'avion avait été retardé, selon le speaker officiel, par de « *mauvaises conditions atmosphériques* », n'était toujours pas là. Les faisceaux de drapeaux éthiopiens et cubains qui pavoisaient la ville et plus encore le fauteuil vide qui, à la gauche du président Mengustu, dominait tout en haut de la tribune, symbolisait, au vu et au su de tous, le tour inachevé que la fête était en train de prendre.

L'arrivée de M. Fidel Castro

Tout basculait pourtant avec l'arrivée en droite ligne de l'aéroport de M. Fidel Castro. Un Castro radieux, les yeux brillants de plaisir, grimpant en haut de la tribune pour saluer la foule qui l'ovationnait avant de serrer dans ses bras le president Mengistu qu'il écrasait de sa taille et de sa carrure. Il montait alors s'étendre dans son fauteuil, étirait ses jambes, et allumait un de ses inséparables cigares. Le soleil se mettait de la partie, on retirait l'immense dais qui, jusque-là, rejettait les deux présidents dans l'ombre. La fête pouvait commencer

Jusqu'à 5 heures de l'après-midi, après les exhibitions des adolescents habillés de survêtements multicolores, défilèrent les representants des organisations de jeunes, de femmes d'anciens combattants, les groupes folkloriques des différentes provinces, les délégués des organisations ouvrières et paysannes et, pour terminer, ceux des vingt-quatre *kefetenias* (quartiers) de la capitale. De temps en temps passaient des chars qui, dans la grande tradition des pays socialistes, représentaient naïvement des scènes de la vie quotidienne. La foule, qui riait des exhibitions des chanteurs et des danseurs ou interpellait joyeusement une connaissance défilant avec son *kebele* (comite de quartier), se départissait peu à peu de sa retenue pour adopter une attitude bon enfant sans céder cependant à une franche liesse populaire.

Il faut dire qu'elle aurait tranché sur le ton et le contenu de l'intervention du président Mengistu. Certes, et là résidait toute l'importance que les autorités attachent à cette célébration, ce quatrième anniversaire marque la fin de la première période de la révolution : c'est par un bulletin de victoire sur les « *ennemis internes* », « *le féodalisme* », « *les groupes sécessionnistes réactionnaires* », le parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.R.P.E.), le Mouvement socialiste panéthiopien (Meison), et sur les ennemis externes : l'impérialisme et la Somalie, que s'ouvrait ce discours.

En substance, le pouvoir se sent sûr de lui et de ses forces armées, jugées capables de défendre l'intégrité territoriale de l'Ethiopie contre quiconque. Ainsi le rôle de celles-ci dans l'avance de la révolution est-il appelé à devenir secondaire, puisque, dans la partie de l'Erythrée qui doit être encore « *libérée* » (la seule solution à ce problème reste exclusivement militaire), la victoire des armes est jugée « *imminente* ». Mais il n'est pas question de se reposer sur ses lauriers. C'est à des efforts soutenus et à des sacrifices tout aussi durs que le président du Derg a appelé les « *larges masses éthiopiennes* » pour gagner la deuxième bataille de la révolution : « *En avant pour la guerre économique et culturelle* », s'est-il écrié à la fin de son discours.

Et d'expliquer longuement, sur un ton souvent autocritique et avec des pointes dirigées contre l'« *individualisme* » de certains paysans et la rapacité des commerçants, qu'il était illusoire d'espérer construire le socialisme sans collectiviser l'agriculture, édifier une industrie légère et même lourde, venir à bout de l'analphabétisme et de la mala die, sans une « *direction prolétarienne* » et donc un « *parti prolétarien* » dont la création a été annoncée elle aussi comme « *imminente* ».

La présence de M. Kouznetsov

Mais la grande surprise de ce discours fut la première — et très violente — attaque contre la Chine. « *Nous condamnons le parti réactionnaire qui se réclame du communisme alors que ce parti est foncièrement anticommuniste* », déclarait le président du Derg qui justifiait ce jugement par l'attitude de Pékin vis-à-vis de la révolution éthiopienne, sa position à l'égard des différents belligérants de la région et, surtout, son « *invasion* » du Vietnam. Pourtant, la diplomatie chinoise n'avait pas semblé particulièrement active pendant ces dernières années, tant en Ethiopie que dans la Corne. Un lien existe-t-il entre cette attaque et l'arrivée de M. Fidel Castro en pleine offensive militaire en Erythrée, même si beaucoup d'indices portent à croire que lorsque l'invitation, acceptée depuis plusieurs mois, a été lancée les Ethiopiens *pensaient que la question érythréenne* aurait été militairement réglée avant le quatrième anniversaire ? M. Fidel Castro, au demeurant, a fait un détour imprévu par Moscou : les invitations et le texte du discours diffusés indiquent, en effet, qu'il était attendu dès lundi soir. La présence à Addis-Abeba de M. Kouznetsov, vice-président du présidium du Soviet suprême, témoignait quant à elle de l'importance attachée par Moscou à l'événement.

RENÉ LEFORT.

(1) L'empereur Haïlé Sélassié a été destitué le 12 septembre 1974, alors que la révolution avait en fait commencé dès février de la même année. — (N. D. L. R.)

Somalie

DIX-SEPT PERSONNES SONT CONDAMNÉES A MORT POUR COMPLOT

Mogadiscio (*A.F.P.*). — Dix-sept personnes impliquées dans la tentative de coup d'Etat du 9 avril dernier contre le chef de l'Etat somalien, le général Mohamed Syaad Barre, ont été condamnées à mort, annonce-t-on officiellement mercredi 13 septembre à Mogadiscio.

Outre ces dix-sept condamnés qui, précise l'agence nationale d'information somalienne Sonna, seront fusillés, la Cour nationale de sécurité a prononcé quarante-deux peines allant de vingt ans à trente ans de prison. Vingt et un accusés ont été libérés.

Soixante-quatorze personnes au total avaient comparu en trois groupes devant la Cour pour répondre de faits en relation avec la tentative de coup d'Etat.

La totalité des accusés — à l'exception de quelques policiers — étaient des militaires. Le plus élevé en grade était le général Abdullahi Mohamoue Hassan qui a été condamné à une peine de vingt-huit ans de prison.

La plupart des autres accusés étaient des officiers subalternes. Les dix-sept officiers condamnés à mort ont été reconnus coupables, selon l'agence Sonna de « *complot mettant en danger la souveraineté, l'unité et la sécurité de l'Etat somalien* ».

Les procès, dont les audiences étaient publiques, se sont déroulées à Mogadiscio du 29 juillet au 23 août.

[La tentative du putsch du 9 avril (« le Monde du 11 avril) avait fait une vingtaine de morts. Elle était essentiellement apparue comme la conséquence du mécontentement qui régnait alors dans l'armée à cause des échecs enregistrés dans la guerre de l'Ogaden. Cependant, le gouvernement avait alors affirmé que « des puissances étrangères » avaient inspiré les conspirateurs.]

Rhodésie

De graves menaces de scission pèsent sur le Front patriotique

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le Front patriotique rhodésien semble au bord de la scission. Les deux mouvements qui forment cette alliance — la Zapu présidée par M. Nkomo, et la Zanu, dont le secrétaire général est M. Mugabe — affichent désormais leur désaccord sur les moyens de mettre fin au conflit.

M. Nkomo avait déclaré, lundi 11 septembre à Lusaka, son hostilité à la réunion de la conférence générale préconisée par Londres et Washington (*le Monde* du 12 septembre). Le chef de la ZAPU n'avait pas non plus exclu de nouvelles rencontres avec M. Smith, avec lequel il s'est entretenu secrètement le 19 août dans la capitale zambienne.

Mardi, en revanche, un porte-parole de M. Mugabe s'est prononcé pour la convocation d'une conférence générale. S'adressant à des journalistes à Lusaka, il a critiqué les contacts entre M. Nkomo et le premier ministre rhodésien. C'est la première fois que les co-présidents du Front patriotique exposent aussi ouvertement des points de vue opposés sur le règlement du conflit.

Le Front patriotique a été formé voilà deux ans à la veille de l'ouverture de la conférence de Genève sur la Rhodésie. Depuis janvier 1977, il bénéficie de l'« *appui exclusif* » des cinq Etats africains de la ligne de front — Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie, — décision endossée six mois plus tard par l'Organisation de l'unité africaine.

La cohabitation entre les deux factions du Front a toujours été délicate. Sous la pression des cinq Etats de la ligne de front, MM. Nkomo et Mugabe ont, le plus souvent, coordonné leur diplomatie. Mais déjà, en septembre 1977, une rencontre secrète à Lusaka entre le président Kaunda de Zambie, allié et hôte de M. Nkomo, et M. Smith, avait souligné la fragilité de cette entente.

Sur le terrain, les guerillas de la Zanu et de la Zapu ont toujours opéré isolément : la première dans le nord-est, l'est et le centre de la Rhodésie, la seconde dans l'ouest et le nord. Les discussions sur une intégration des commandements n'ont jamais abouti.

L'entrevue secrète du 19 août, entre MM. Smith et Nkomo semble avoir aggravé les risques de rupture. Avec l'aval de M. Kaunda, M. Nkomo a-t-il jugé la situation assez mûre pour reprendre avec M. Smith un tête-à-tête interrompu depuis le 15 mars 1976 ? Qu'il en fût ou non informé à l'époque, M. Mugabe était hostile au principe même de la rencontre. Le porte-parole de la Zanu a affirmé mardi que M. Nkomo avait refusé de se rendre à un rendez-vous fixé par M. Mugabe le 22 août.

Malgré les démentis de Salisbury, il semble se confirmer que la visite secrète de M. Smith à Lusaka a été la conséquence de l'échec de l'accord qu'il a passé en mars avec l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole et le chef Chirau. En bref, le premier ministre rhodésien a toujours considéré M. Nkomo comme l'interlocuteur africain le plus valable, et s'il devait un jour passer la main, c'est avec le chef de la Zapu qu'il préférerait s'entendre.

Depuis, les dés ont été pipés. En abattant un avion civil rhodésien et en massacrant — selon une version vraisemblable des événements — dix personnes sur les dix-huit survivantes, la guérilla de la Zapu a soulevé une telle émotion parmi la communauté européenne de Rhodésie que M. Smith a été conduit, dimanche, à décréter une loi martiale partielle. Depuis, plus de deux cents partisans de MM. Mugabe et Nkomo en Rhodésie ont été arrêtés, contrairement aux dispositions prévues par le règlement interne. Mais, tout en dénonçant ces mesures, M. Nkomo semble penser, et il n'est pas le seul à le faire, que M. Smith ne pourra pas se contenter de la répression et qu'il lui faudra bien un jour reprendre le dialogue. M. Nkomo se tient prêt à saisir cette dernière chance.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ASIE

La fin de la visite de M. de Guiringaud en Asie du Sud-Est

La France envisage de livrer divers armements à l'Indonésie

Rentrant en France après des visites en Thaïlande, au Vietnam et en Indonésie, M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a eu, au cours d'une escale à Singapour mardi 12 septembre, un entretien avec M. Rajaratnam, ministre des affaires étrangères singapourien. L'échange de vues a porté sur la situation au Vietnam et les récentes ouvertures de Hanoï en direction des pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN).

A l'occasion de sa visite à Djakarta, M. de Guiringand a laissé *entendre que les industriels français souhaitaient être* associés à certains projets de développement et notamment à la construction d'un nouvel aéroport près de la capitale et d'une raffinerie de pétrole. Berliet doit d'autre part signer un contrat portant sur la livraison d'une cinquantaine de camions, et l'Aérospatiale va livrer six hélicoptères Puma et trois avions de transport Transall.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Djakarta. — Après l'étape de Hanoï, essentiellement politique, celle de Djakarta aura été, en quelque sorte, un voyage d'affaires pour M. de Guiringaud, qui était flanqué des représentants des plus beaux fleurons de la banque et de l'industrie française, y compris de l'armement, sujet dont on a beaucoup parlé. Sous la conduite de M. Veil, directeur de l'Union des transports aériens (UTA) et patron du groupe Asie au C.N.P.F., les hommes d'affaires français étaient venus en force en Indonésie. Moins nombreux à Bangkok, ils n'avaient pas fait le déplacement de Hanoï. Outre la banque, les secteurs représentés étaient les transports, l'électronique, la construction, l'énergie nucléaire, le pétrole, l'aéronautique, civile et militaire.

Les entretiens politiques ont été essentiellement des tours d'horizon. On s'est plu à souligner, du côté français, que les rapports bilatéraux s'annonçaient par une « *longue perspective* » de stabilité après la défaite de la gauche en France et la réélection sans opposition, au mois de mars dernier, du général Suharto. Il a également été annoncé que M. Giscard d'Estaing rendrait la visite officielle faite en 1972 à la France par le chef de l'Etat indonésien. Aucune date n'a été avancée. Très en retard par rapport à leurs concurrents occidentaux *et japonais sur les marchés* du Sud-Est asiatique, les Français avaient, pour la première fois, mis au point une présentation « à l'allemande », c'est-à-dire une triple délégation — responsables politiques, hauts fonctionnaires et représentants du secteur privé — qui, dans la foulée de M. de Guiringaud, a été introduite auprès des principaux dirigeants indonésiens.

Au cours d'une conférence de presse, mardi après-midi, M. de Guiringaud a souligné que l'image de la France, quatrième exportateur mondial, n'était plus seulement celle d'un marchand de parfums, d'articles de mode et de vins fins mais aussi celle d'un pays exportateur de matériel lourd et de technologie de pointe.

Il s'est toutefois gardé de constater que la France a ajouté à sa panoplie une spécialité qui suscite inévitablement la polémique : les ventes d'armes en fonction de critères politiques et de la solvabilité des acquéreurs, à l'exclusion de toute considération d'ordre moral et de tout contrôle sur l'utilisation des matériels vendus. Il a été beaucoup question ici de possibilités de vente d'armes et, surtout, de Mirage français à l'Indonésie, dont l'armée dispose d'un matériel hétéroclite, legs du passé.

Le marché paraît très intéressant. Il est question de la fourniture d'un escadron de chasseurs-bombardiers (F-5 ou Mirage ?), de divers matériels pour l'armée de terre et pour la marine et éventuellement de l'implantation en Indonésie d'une manufacture d'armes automatiques légères. Les Français, moins pour des questions d'éthique que pour cause de concurrence, restent d'une grande discrétion sur le détail de la « shopping list » qui leur a été soumise.

M. de Guiringaud a rencontré le ministre indonésien de la défense, M. Yusuf. L'Indonésie souhaite ne pas trop dépendre des fournitures américaines au moment où de nouveaux rapports se développent entre les pays de la région, notamment entre le Vietnam et les pays de l'ASEAN. Dans les prochaines semaines, une mission militaire indonésienne se rendra en France. M. Yusuf doit lui-même séjourner à Paris fin octobre à l'invitation de M. Bourges.

Interrogé sur la position de la France dans l'affaire de l'annexion du Timor-oriental par l'Indonésie, M. de Guiringaud a déclaré que si cette question était à nouveau inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée des Nations unies, la France ne mettrait pas l'Indonésie dans l'embarras, de quelque façon que ce soit. « *Le gouvernement s'était jusqu'à présent abstenu* », a dit le ministre qui a estimé que sa visite à Djakarta avait été « *satisfaisante à tous égards* ».

R.-P. PARINGAUX.

Tchad

LES UNITÉS LIBYENNES AURAIENT AMORCÉ LEUR REPLI

N'Djamena (*A.F.P.*). — Les *unités libyennes* en position dans les localités du nord et du centre du Tchad depuis la grande offensive du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat), lancée au cours de l'hiver et du printemps derniers contre les forces gouvernementales tchadiennes, effectueraient actuellement un mouvement de repli en direction de la frontière libyenne.

Ces unités qui, affirme-t-on à N'Djamena, ont participé aux côtés du Frolinat (de la tendance Goukouny) à la prise des villes de Fada, Faya-Largeau, Arada et Salal, dans le nord et le centre du pays, auraient commencé à se replier au début du mois de septembre.

D'autre part, le gouvernement d'union nationale du Tchad a lancé, mardi 12 septembre, un « *appel solennel à toutes les tendances de l'opposition tchadienne pour la reprise du dialogue en vue de la paix, de l'unité nationale et de la reconstruction du pays* ». Dans un communiqué radiodiffusé, le gouvernement de M. Hissène Habré a réaffirmé « *sa disponibilité à renouer le dialogue avec toutes les tendances (de la rébellion) sans exception aucune et rappelle sa ferme volonté et sa détermination d'œuvrer dans le sens de la réconciliation totale et entière* ».

Mauritanie

L'ANCIEN PRÉSIDENT OULD DADDAH SERAIT REVENU A NOUAKCHOTT

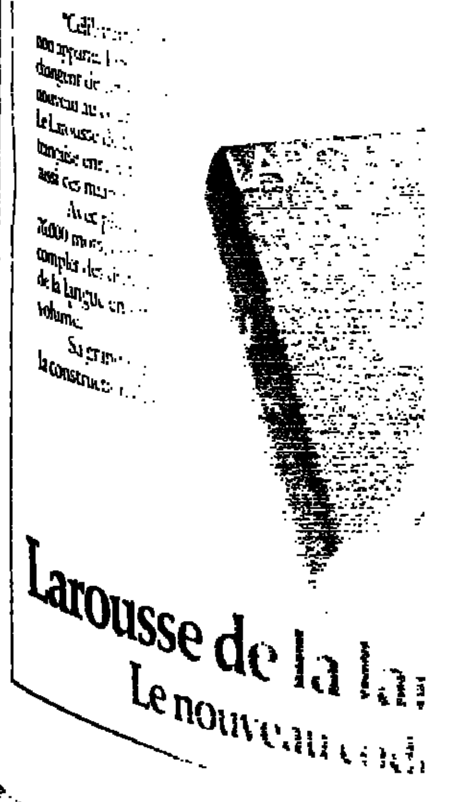
Le sort de l'ancien président Moktar Ould Daddah continue d'alimenter les rumeurs, à défaut de précisions officielles : ainsi, le « *père de la nation* » mauritanienne serait revenu à la résidence... du président de la République à Nouakchott, pour s'y reposer. Il était auparavant en détention dans une petite ville du sud-est du pays, Oualata. A son sujet, un ministre a laconiquement déclaré que le président déchu « *avait un peu grossi et ne parlait pratiquement pas* ».

Dans une lettre adressée récemment, par le truchement du ministère de l'intérieur, à l'un de ses proches parents, M. Ould Daddah affirmait que « *l'ordinaire lui était assuré* » et qu'il disposait d'un poste de radio.

D'autre part, dans une interview publiée mardi 12 septembre par l'hebdomadaire marocain *Al-Maghrib Hebdo*, le nouveau président mauritanien, le lieutenant-colonel Ould Salek, indique que l'ancien chef de l'Etat et les membres de son gouvernement, renversés par le coup d'Etat militaire du 10 juillet, pourraient être traduits en justice et que « *leur sort dépend de l'appréciation non partisane, équitable et objective de leur action* ». — (*A.F.P., Reuter.*)

● *Disparition au Gabon.* — M. Jean-Baptiste Decottignies, assistant technique français, chargé de la formation du personnel spécialisé en signalisation et télécommunications à l'Office du chemin de fer transgabonais, n'a plus donné signe de vie depuis le 15 août dernier. Sa voiture a été retrouvée à l'aéroport de Libreville, couverte de latérite, *comme si elle avait longuement* roulé en brousse. Sous le siège du conducteur des traces de sang ont été relevées. — (*A.F.P.*)

● *Des éléments du Front Polisario ont mitraillé,* lundi matin, cinq chalutiers espagnols à partir des côtes de la province du Tiris-El-Gharbia, partie du Sahara occidental contrôlée par la Mauritanie. Trois pêcheurs, un Espagnol et deux Sénégalais, ont été blessés, a-t-on indiqué, mardi 12 septembre, à Nouakchott de source informée. Il s'agit de la première action militaire signalée en territoire mauritanien depuis le cessez-le-feu proclamé unilatéralement par le Polisario dans cette partie du Sahara occidental. — (*A.F.P.*)



Le Monde

politique

La situation de l'emploi

« LA CONVOCATION ANTICIPÉE DES ASSEMBLÉES PERTURBERAIT LA PRÉPARATION DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE », répond M. Barre au P.C.F.

L'hôtel Matignon a rendu public, mardi 12 septembre, le texte de la réponse du premier ministre à la lettre que lui avaient adressée le 29 août MM. Marchais, secrétaire général du P.C.F., et Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, pour lui demander de convoquer le Parlement en session extraordinaire, afin de débattre de la situation de l'emploi (*le Monde* du 30 août). M. Barre écrit notamment : « *Le gouvernement a fait de l'emploi sa préoccupation première. Il n'accepte pas le chômage comme une donnée inévitable. Les mesures déjà prises et celles qui sont en préparation traduisent au contraire sa volonté permanente de le combattre et d'en réduire les effets, tant individuels que collectifs. Cette action sera poursuivie et les membres du Parlement recevront à ce sujet, lors de leur prochaine session, toutes les réponses et tous les éclaircissements qu'ils pourront souhaiter.* »

Le premier ministre conclut : « Il ne me semble pas qu'une convocation anticipée des assemblées, qui perturberait la préparation du travail parlementaire, serait un moyen efficace de contribuer à la solution des problèmes auxquels le pays est affronté et que le gouvernement s'efforce de résoudre. »

Cette réponse est vivement critiquée par *l'Humanité*, qui estime, dans son numéro du mercredi 13 septembre : « *Une telle désinvolture est plus que la marque du mépris à l'égard des travailleurs privés d'emplois. Elle traduit un choix, un calcul glacé.* »

LES ÉLUS COMMUNISTES : le projet de budget 1979 vise à aggraver la situation des collectivités locales.

Le comité exécutif de l'Association nationale des élus communistes et républicains « *condamne le projet de budget 1979, qui vise à aggraver les conditions de vie de la population et la gestion des collectivités locales* ». Il déclare que « *avec la hausse des prix, l'accroissement des charges imposées par l'Etat, la nécessité de répondre aux besoins les plus immédiats de la population, l'équilibre des budgets des communes et des départements pour l'année 1979 va être encore plus difficile, voire impossible* ».

A propos de la préparation des projets de loi relatifs à la réforme des collectivités locales — laquelle a fait l'objet d'un comité interministériel réuni mardi après-midi 12 septembre à l'hôtel Matignon sous la présidence de M. Raymond Barre, — l'Association nationale des élus communistes « *prend acte qu'en parlant d'autonomie communale le gouvernement abandonne les dispositions du rapport Guichard, qui conduisaient au regroupement autoritaire des communes* », mais elle estime que « *au vu des mesures annoncées, et sans pour cela que les collectivités locales disposent des libertés indispensables, se prépare un nouveau désengagement financier de l'Etat* ».

La voie express rive gauche

M. Chirac atténue la portée de ses critiques

M. Jacques Chirac a tenté d'atténuer mardi 12 septembre, au micro d'Antenne 2, la portée des propos qu'il avait tenus la veille au sujet de la voie express rive gauche. A la question : « *Pensez-vous que le président de la République soit un démagogue ou un incapable ?* » posée par Patricia Charnelet, le maire le Paris a répondu : « *Ne jouez pas à ce petit jeu qui peut séduire les journalistes mais qui n'est pas du tout au niveau de mes préoccupations. Hier, l'un de mes conseillers — pour lequel d'ailleurs j'ai beaucoup d'estime — a rappelé comme quelque chose de particulièrement glorieux l'action que lui-même et certains de ses amis avaient conduite contre le projet de voie express rive gauche. Il a rappelé qu'il était à l'origine de l'abandon de ce projet.*

» *Je n'ai pas pu m'empêcher — il faut faire la part du tempérament de chacun — de répondre en termes vifs que je considérais que ceux qui avaient été à l'origine de cet abandon (et je parlais des quelques conseillers présents auxquels il était fait allusion) n'avaient pas à se vanter et portaient une responsabilité.* »

M. MESMIN : un excès.

M. Mesmin, député U.D.F. et conseiller de Paris (qui était à l'origine de l'intervention de M. Chirac), a déclaré pour sa part le même jour au micro d'Europe 1 : « *M. Jacques Chirac fait bon marché de l'opinion de ceux qu'il appelle les écologistes, qu'il a l'air de considérer comme quantité négligeable. Beaucoup de Parisiens refusent de voir défigurer les berges de la Seine au profit d'une idée fausse : la voie express est une facilité temporaire qui se traduit en fait par une augmentation de la circulation sur le circuit intéressé. Dans un premier temps, on a l'impression qu'il y a une amélioration, mais, ensuite, on constate, comme pour la voie express rive droite, que, pendant les périodes de pointe, la saturation est la même.* »

A propos du ton employé par le maire de Paris, M. Mesmin a noté : « *C'est une nouvelle manifestation de certains excès de Jacques Chirac en direction du président de la République.* »

LA LETTRE DE L'UNITÉ : le maire roule les mécaniques.

Le bulletin socialiste *la Lettre de l'Unité* écrit au sujet de cette affaire : « *Faute de vouloir et pouvoir déclencher une offensive frontale, Chirac et les chiraquiens sont bien obligés de se contenter de la gué-guerre, des guet-apens, des embuscades, des éclats d'humeur et de l'aigre-doux. Ainsi lundi encore au Conseil de Paris à propos de la voie express rive gauche. La voix est haute, mais le personnage a la prudence calculée du loubard de banlieue, roulant les mécaniques entre les manèges de la fête sans cesser de dire « retenez-moi ou je fais un malheur. Bien sûr, on retient toujours celui qui ne demande qu'à être retenu. Jusqu'à ce que ce jeu de matamore ait lassé les derniers spectateurs du champ de foire.* »

L'ÉLECTION PARTIELLE DE PARIS

Mme Edwige Avice (P.S.) souhaite relancer la dynamique unitaire

Mme Edwige Avice, membre du bureau exécutif du P.S., a présenté, mardi 12 septembre, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes de la campagne qu'elle mènera dans la seizième circonscription de Paris (quatorzième arrondissement, partie Plaisance). Elle a notamment souligné « *la portée nationale* » que revêt à ses yeux le scrutin du 24 septembre prochain.

Elle a déclaré : « *Six mois après mars, ce sera une réponse à la politique menée dans le pays par la majorité. Politique qui se traduit uniquement par la libération des prix, le chômage et les licenciements. La droite montre sans pudeur son vrai visage. La victoire de la gauche, à Plaisance, doit être une sanction. La campagne permettra au parti socialiste de montrer que seules les transformations profondes pour lesquelles il s'est battu en mars 1978 pouvaient répondre aux besoins du pays. Au plan national, cette élection prend également une autre signification : étant la dernière des cinq « partielles » entraînées par les invalidations du Conseil constitutionnel, elle doit s'inscrire dans un mouvement qui prouve que l'union des forces populaires est quelque chose de vivant pour les Français, et qui relance la dynamique unitaire.* »

Mme Avice a également regretté la décision du P.C. de présenter Mme Rolande Perlican, sénateur de Paris, car « *une candidature unique aurait été plus mobilisatrice* ». Elle a rappelé que le bureau national du M.R.G. lui a accordé son soutien, désavouant ainsi le candidat présenté par la fédération de Paris du M.R.G., M. Francis Szpiner. Enfin, elle a précisé qu'elle accordera une grande place, d'une part, aux questions locales, pour tenter de « *stopper la rénovation « table rase » entreprise depuis vingt ans par la majorité* » et, d'autre part, aux problèmes féminins.

● *Les attributions des secrétaires d'Etat aux affaires étrangères.* — Les deux secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, M. Olivier Stirn et M. Pierre Bernard-Reymond (nommé lundi 11 septembre), auront tous deux une compétence générale, indique-t-on au Quai d'Orsay. M. Bernard-Reymond sera plus particulièrement chargé des questions européennes — a ajouté le porte-parole — compte tenu du fait que la France exercera du 1er janvier au 30 juin prochain la présidence des institutions européennes. M. Stirn s'occupera plus particulièrement des relations avec les pays de l'Est, avec l'Afrique anglophone et lusophone, avec l'Amérique latine et les pays du Pacifique.

VERS UN « REMANIEMENT » AU SEIN DE LA DIRECTION DU PARTI RÉPUBLICAIN

Le bureau politique du parti républicain siège jeudi matin 14 septembre, sous la présidence de M. Jacques Blanc, qui lui soumet un nouvel organigramme de la direction du P.R.

Cette échéance était prévue depuis l'accession de M. Blanc au secrétariat général. Néanmoins le « remaniement » traduit les tensions apparues au sein de l'état-major giscardien au cours des derniers mois.

M. Jacques Blanc a l'intention de « *mieux définir* » les tâches de chacun et en particulier celles de M. Hervé de Charette, délégué général. L'accord entre les deux responsables n'a jamais été très profond et certaines décisions prises durant l'été par M. de Charette, alors que le secrétaire général était en voyage à l'étranger, semblent avoir déplu à ce dernier.

Il pourrait être précisé que les tâches du délégué général se limiteront désormais à celles que lui confiera le secrétaire général et que Mme Christiane Scrivener, secrétaire général adjoint, prendra rang de « numéro deux » dans l'appareil du parti.

● *Le Groupe d'action et de propositions*, qui réunit des élus de toutes les formations de la majorité, a siégé mardi 12 septembre sous la présidence de M. Jean-Pierre Soisson et a débattu avec M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, des nouvelles orientations de la politique en ce domaine. Le GAP souhaite « *la rénovation du tissu industriel au profit des petites et des moyennes entreprises ; une attention nouvelle aux problèmes du cadre de vie, notamment dans les villes moyennes ; la poursuite d'une politique active d'aménagement rural* ».

Fondé en juin 1976 par M. Jean-Pierre Soisson, le GAP compte actuellement quarante-neuf adhérents (17 R.P.R., 16 P.R., 13 C.D.S., 2 rad., 1 CNIP), dont sept membres du gouvernement (MM. Barrot, Bécam, Bernard-Reymond, Legendre, Mourot, Soisson et Stirn) et six anciens ministres ou secrétaires d'Etat (MM. Beucler, Blanc, Ligot, Rufenacht, Sourdille et Stasi).

● *M. Bernard Stasi*, vice-président et porte-parole du Centre des démocrates sociaux, a déclaré mardi 12 septembre au micro de France-Inter : « *Il y a de fortes chances pour qu'une liste U.D.F. porte les espoirs du C.D.S. aux élections européennes.* » L'ancien ministre a indiqué que son parti n'avait pas encore tranché la question et que « *certains militants sont tentés de profiter de cette élection pour aller au combat sous leur propre bannière* ». « *Mais*, a-t-il ajouté, *ce serait contraire à l'esprit dans lequel a été créée l'U.D.F. qui doit se manifester à l'occasion notamment des échéances électorales.* »

LE DROIT DE RÉPONSE A LA TÉLÉVISION

M. Loncle (M.R.G.) approuve l'attitude de M. Juquin

M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, membre du comité central du P.C.F., a expliqué, mercredi 13 septembre, au micro de France-Inter, son refus de participer au débat avec M. Boulin, ministre du travail, organisé sur Antenne 2 dans le cadre de la mise en œuvre du droit de réponse. Il a dénoncé le fait que l'on veuille « *choisir entre les communistes* ». En ce qui concerne la résorption du chômage, il a noté : « *Il faut s'attaquer aux profits, à la fuite des capitaux qui saigne notre pays. De nombreuses fortunes échappent encore à l'impôt.* »

En réponse à une question, M. Juquin a admis que « *ce serait une bonne chose* » que le P.C.F. n'attende plus des années avant de procéder à certaines autocritiques.

M. François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, a approuvé, mardi 12 septembre, l'attitude de M. Juquin. « *Le droit de réponse, tel qu'il vient d'être organisé par le pouvoir politique et les responsables de la télévision, vise délibérément à détourner les téléspectateurs, donc les citoyens, du débat politique*, a-t-il déclaré. *La solennité, la pauvreté de la mise en images, témoigne de cette volonté. Il s'agit d'un piège, d'une caricature d'information démocratique. A cet égard, Pierre Juquin a eu parfaitement raison de souligner par son départ les actes renouvelés de censure qu'exercent les responsables du pouvoir giscardien. Depuis les élections législatives, l'information, qu'elle soit écrite, parlée ou télévisée, bat, hélas ! tous les records de l'asservissement.* »

M. Robert Boulin, commentant sa rencontre avec M. Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a noté : « *Il y a deux manières de traiter du problème du chômage : on défile dans les rues ou on refuse le débat, comme l'a fait M. Juquin et, cela, c'est l'extérieur. Ou alors on veut parler sérieusement de ce problème et on peut se mettre d'accord sur un certain nombre de solutions. D'ailleurs, le gouvernement est prêt à en parler avec tous, aussi bien les représentants de la majorité que de l'opposition.* »

Enfin, M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a déclaré à propos de l'attitude de M. Juquin : « *Ce n'est pas là la manière de répondre à la volonté de dialogue exprimée par le président de la République et souhaitée par les Français. Je souhaite qu'on sorte de cette crispation.* »

Le comité directeur du M.R.G. et l'‹ affaire Fabre ›

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche devait discuter, mercredi 13 septembre, de la décision du bureau national du mouvement selon laquelle, en acceptant une mission confiée par le président de la République, M. Robert Fabre, s'était placé de lui-même hors du M.R.G.

Cette décision a suscité des remous dans plusieurs fédérations départementales du M.R.G. Dans les Vosges, Mme Léone Desmet, candidate lors des élections législatives de mars dans la deuxième circonscription, a adressé une lettre ouverte à M. Michel Crépeau, président du mouvement, dans laquelle elle déclare approuver les décisions de M. Robert Fabre. Mme Desmet demande à M. Crépeau de la considérer désormais comme étant « *dans la même situation* » que l'ex-président du M.R.G., c'est-à-dire « *en dehors* » du mouvement.

M. Patrice Gassenbach, président de la fédération du Val-de-Marne, dément que sa fédération ait critiqué l'attitude de M. Robert Fabre (*le Monde* du 12 septembre). Il nous précise : « *Le bureau fédéral s'est réuni et a décidé le 9 septembre notamment d'inviter le bureau national à reconsidérer sa position de ne pas soutenir le candidat M.R.G. investi par la fédération de Paris dans le cadre de l'élection législative partielle dans la seizième circonscription de Paris, et a mandaté son président pour le prochain comité directeur afin qu'il exprime le regret de la fédération devant la précipitation avec laquelle une mesure aussi grave de conséquences a été adoptée et aussi qu'on n'ait pas attendu le développement de l'expérience entreprise par M. Robert Fabre avant de porter un jugement définitif.* »

M. MAROSELLI NE PRENDRA PAS LA TÊTE D'UNE SCISSION AU M.R.G.

(De notre correspondant.)

Vesoul. — Chef de file de la minorité du M.R.G., M. Jacques Maroselli semblerait tout désigné pour prendre la tête de la scission qui se dessine chez les radicaux de gauche depuis la mise au ban de M. Robert Fabre par le bureau du M.R.G. que préside M. Michel Crépeau. Avant que ne se réunisse le comité directeur du mouvement mercredi 13 septembre, le maire de Luxeuil-les-Bains, silencieux depuis le 7 septembre, assure qu'il entend demeurer « *à gauche et au M.R.G. dans le radicalisme authentique* ».

Pour la forme, il renvoie volontiers dos à dos l'ancien président et son successeur. Selon lui, M. Fabre « *a eu le tort de ne jamais informer les dirigeants de son parti sur ses entretiens de l'Elysée* », et M. Crépeau « *n'a pas eu un comportement de radical en le mettant à l'index sans convoquer la défense* ».

Pour le fond, M. Maroselli se demande ouvertement si la fameuse mission sur l'emploi « *qui n'a vraiment pas les moyens nécessaires pour réussir* » n'est pas « *un piège alimenté par une complicité objective entre Giscard, soucieux de s'éloigner de Chirac et le P.S. préoccupé de se détacher du P.C.* ».

Le président du M.R.G. de la Haute-Saône considère que la rupture entre M. Fabre et le M.R.G. n'aura pas pour conséquence la création d'un nouveau parti de centre gauche, mais fournira un prétexte à quelques radicaux de gauche pour participer à la liste que présente le P.S. à l'élection de l'Assemblée européenne. — A. M.

UN INDEX DES THÈMES TRAITÉS PAR LE GÉNÉRAL DE GAULLE

La librairie Plon publie un volume qui complète la série des œuvres complètes des écrits du général de Gaulle et qui contient un index des thèmes utilisés par l'ancien président de la République. Ce document a été établi par l'Institut Charles-de-Gaulle sous la direction de M. François Goguel, membre du Conseil constitutionnel, et se rapporte non seulement aux *Mémoires de guerre* et aux *Mémoires d'espoir* mais aussi aux œuvres éditées avant la guerre. L'ouvrage comporte également la liste des membres des cabinets civils et militaires du général de 1940 à 1969.

★ Index des thèmes de l'œuvre du général de Gaulle. Plon, 190 pages, 60 F.

POLITIQUE

La part de vérité de M. François Mitterrand

(Suite de la première page.)

En des pages d'une écriture admirable, digne des plus grands, François Mitterrand raconte, en avril 1975, sa rencontre avec Brejnev. Il lui demande : « *Pourquoi ces troupes et ces armes massées sur le sol de l'Europe ? Et ces fusées pointées sur nos villes ?* » Brejnev rappelle la « menace allemande », mais son interlocuteur a « une intuition » qui lui éclaire « *le saisissant dossier que lui a fourni Charles Hernu sur la concentration des armées soviétiques en direction de l'Occident* » : Brejnev doit « *par de rapides ajustements contenir la poussée libérale venue des marches de l'Empire et qui gagne de proche en proche* ». Envie « formidable » de changer de siècle, de refuser que tout ait été dit dès 1917, de trouver d'autres concepts...

« *...Ou, plus simplement encore, de vivre hors de l'Histoire, de rêver sur le pas de sa porte, de trouver en soi-même l'ébauche d'une réponse, de crier n'importe quoi qui passe par la tête et vient d'on ne sait où, d'échapper à l'œil vide du dieu qui pense à tout.* » Quel écrivain ! Mais aussi quel chef de parti, rendu soudain à sa liberté, et qui n'hésite pas, en marge de l'action politique la plus aiguë, de parler publiquement comme s'il était seul. Qu'il est émouvant et beau, ce « n'importe quoi » murmuré sinon encore crié par un homme dont le moindre propos est épié, rapporté avec plus ou moins de bonne foi, dénaturé. Ecoutez-le :

« *Le printemps mort de Prague ouvre les fleurs de l'ombre au soleil du dedans. La terre éclate à vouloir imposer les lois de pesanteur à la sève qui monte. L'homme seul à Moscou, à Budapest, à Varsovie, peut désormais parler plus haut que les tours du silence. Sa voix se fait tumulte, on l'entend de partout. Les miradors n'y peuvent rien. Oui, quelque chose me dit que Brejnev sait...* »

Et l'union de la gauche, dans tout cela ? Quelque chose me dit que Mitterrand sait, qu'il a toujours su. Aussi bien nous le disait-il lui-même et le savions-nous dès 1975. La confiance, bien sûr, mais aussi une méfiance de plus en plus souvent avouée, justifiée. De moins en moins cachée par l'espérance, une sourde désespérance.

15 juillet 1975. Le rapport de Georges Marchais au comité central du 29 juin 1972 sur le programme commun de gouvernement signé deux jours plus tôt, vient d'être rendu public. Ce texte « *relance avec vigueur la querelle faite depuis neuf mois au parti socialiste* », que Marchais « *accable d'appréciations désagréables, parfois injurieuses* ». Mitterrand ne s'y arrête « *que pour remarquer le caractère ubuesque d'une stratégie tout entière axée sur l'alliance avec un partenaire* (le parti socialiste) *jugé incapable de cesser d'être ce qu'il est, c'est-à-dire traître et relaps* ». Et pour rappeler amèrement que cela se passait « *le surlendemain du jour où nous avions ensemble, et dans l'euphorie de la sincérité, bu le champagne de l'amitié...* » François Mitterrand évoque de nouveau, le 16 septembre 1975, « *les anathèmes antisocialistes de Georges Marchais* » et écrit dès le 16 octobre ceci, que je ne me souviens pas d'avoir lu dans *l'Unité*, qui a dû paraître ailleurs, mais qui fut, en tout cas, lucidement, prophétiquement, écrit à cette date : « *L'offensive antisocialiste que leur parti a lancée l'an dernier à pareille époque et qu'il poursuit avec sa persévérance coutumière, afin, dit-il, d'*« *améliorer la* » *qualité de l'union* », *expression d'un humour singulier, nous préoccupe au point que la commission réunie autour de Lionel Jospin s'est demandé s'il ne s'agissait pas d'une tactique destinée à retarder l'heure de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Comme si le parti communiste ne pouvait supporter l'idée de la victoire qu'assuré d'en être le principal acteur. Mais ne péchons pas par impatience. Une réponse claire à cette question deviendra nécessaire quand nous approcherons du terme.* »

Les arbres, les pierres, les oiseaux

La clarté, il se peut qu'à gauche on ne l'ait pas assez exigée. L'espérance de la lumière faisait un peu trop oublier les ténèbres. Ces nuages qui obscurcissaient de plus en plus le présent et l'avenir se dissiperaient..., ce fut l'espérance qui se fit fumée...

François Mitterrand revient, le 11 janvier 1978, sur le rapport Marchais du 29 juin 1972, « *acte d'accusation dressé, en prévision, avec cinq ans d'avance. L'étonnante anticipation* ».

Dès le soir du premier tour, François Mitterrand sait qu'il a perdu, et avec lui la moitié des Français. Il note simplement, le dimanche 19 mars 1978, qu'il « *attend maintenant une somme de doutes, d'abandons, d'insolence et d'injures exactement égale à la somme d'éloges, de soumissions et de serments que m'eût procurée le mouvement contraire* ».

Lors des campagnes électorales, il prend l'avion tous les soirs et se retrouve rue de Bièvre tard dans la nuit. Dans les périodes en principe plus calmes, maire, député, responsable du parti socialiste, il fournit un travail écrasant. Entre deux congrès, deux voyages, deux interviews, deux discours, c'est à Latché, dans sa maison des Landes, qu'il se réfugie, ne fût-ce que pour quelques jours. « *Je me défais de la politique en changeant de vêtement.* » A peine arrivé, et quelle que soit la saison, il va voir comment se portent ses houx, ses arbousiers, ses épines-vives, et jusqu'aux chênes dont il rêve de faire, en marge de la forêt de pins, un bois. Il sait « *qu'il lui faudrait finir centenaire pour en recevoir un début d'ombre* », mais n'en guette pas moins, moqué par ses proches, leurs invisibles, insensibles progrès. Il se promène, lève une bécasse, interroge le ciel. Mais le 1er avril 1977 il note : « *J'ai tant besoin de paix que je n'ai pas bougé de la clairière.* »

Lors de ses voyages, en France ou ailleurs, il reste cet homme qui « *tire fierté d'appeler les arbres par leurs noms, les arbres, les pierres, les oiseaux* ». Une halte dans une auberge, en Brionnais, et c'est, une fois de plus, l'enchantement retrouvé, celui de l'enfance passée au point de rencontre de l'Angoumois, du Périgord et de la Guyenne :

« *La conversation paisible et lente, douze autour de la table — et ce je ne sais quoi qui vous met hors du temps, odeur de toile cirée remontée de l'enfance, timbre de la pendule, calendrier des postes, densité du silence lorsque les voix se taisent et que l'on continue d'écouter en soi-même, — nous avait attardés. Nous rejoignions, minuit passé, les voitures garées à distance du bourg... et nous marchions le nez en l'air, aspirés par la nuit laiteuse, quand le rossignol a chanté.* »

Un homme de combat et de culture

Il n'est pas de ceux qui confondent les rossignols et les merles, ou les genêts et les ajoncs. Si grands que soient ses désaccords avec M. Giscard d'Estaing, ils ne sont rien à côté de celui-ci : c'est au printemps que le président de la République fit planter des arbres à Paris. Planter un 16 avril ! J'en avais été pareillement stupéfait.

Et, quand il ne sait pas, François Mitterrand s'instruit. Il écoute un paysan du Luberon lui parler « *de son voisinage : le renard, l'épervier, l'abeille* ». Penché sur l'eau d'une fontaine de la montagne, il médite sur « *la pureté première par quoi tout homme, obscurément, voudrait commencer et finir* ».

Le mystère de ce livre, sa beauté, viennent de cette coexistence d'un homme de combat et de culture, qui, aussi bien et mieux que d'autres, sait parler chiffres, économie, théorie, histoire, qui est informé du passé comme du présent et les éclaire l'un par l'autre, avec l'enfant qu'il est, comme nous tous, demeuré. Car c'est de l'enfance que vient cet amour de la terre et des arbres, cette connaissance des oiseaux, cette attention aux odeurs de la nuit et du vent, cette ferveur. Ce Mitterrand-là, plus encore que celui qui aime lire et célébrer ce qu'il a lu, nous émeut. Il ne ressemble pas tout à fait au Mitterrand toujours sur la défensive, avec on ne sait quoi d'inquiet et de perdu, que nous montrent nos écrans de télévision, même lorsqu'il intervient avec le plus d'efficacité. C'est le même homme pourtant, c'est un homme comme les autres, vulnérable, blessé, éprouvant au bord de l'inconnu ce vertige familier. Il a seulement, sur beaucoup, le privilège de savoir exprimer ce qu'il éprouve, et de l'écrire dans une belle langue maîtrisée :

« *Mon père parlait peu. Il jetait les mots comme il lançait l'appât. Ce n'était déjà plus tout à fait son affaire. Je m'habituai ainsi à remplir mon enfance avec des ciels comme il en est chez moi, ciels de voyage et de passage, avec le plat de la prairie et sa houle de hautes herbes, avec l'odeur de la terre à fleur d'eau. Je sus distinguer le bruit de la sarcelle qui cherche abri, le cri de la mésange qu'on dérange. La merveille fut une loutre que notre silence rassura le temps d'un regard tendre aussitôt détourné.* »

Il est plus difficile encore de regarder dans les yeux une loutre que la France. Pour ce regard-là, François Mitterrand, qui aurait pu être notre président, qui le sera peut-être un jour, nous est proche.

CLAUDE MAURIAC.

★ L'ABEILLE ET L'ARCHITECTE, de François Mitterrand. Flammarion (« La rose au poing »), 408 pages, 48 F. En librairie à partir du 15 septembre.

Les propos prêtés à M. Bettino Craxi par M. François Mitterrand relancent la polémique contre le P.S.I.

De notre correspondant

Rome. — L'affaire Moro n'a pas fini de susciter des polémiques. Quatre mois après l'assassinat du président de la démocratie chrétienne, de nouvelles « lettres de prison » viennent d'être publiées par le *Corriere della Sera*. On connaissait l'existence des plus importantes (adressées au président du conseil et aux présidents des deux Chambres), les cinq autres étant destinées à des démocrates-chrétiens et à l'épouse de l'otage.

Ces textes portent à une vingtaine le nombre de lettres de Moro publiées à ce jour. Ils ne fournissent pas d'éléments vraiment nouveaux ; l'otage des Brigades rouges mettait en garde le président du conseil contre un « *bain de sang* » qui inaugurerait la nouvelle phase politique (l'entrée des communistes dans la majorité parlementaire), mais il l'avait déjà écrit à d'autres. Plus que leur contenu, c'est la publication de ces huit lettres qui crée un malaise. Qui les a fournies au *Corriere* ? Et dans quel but ? La proximité d'un débat parlementaire sur l'affaire Moro peut l'expliquer en partie.

Un autre sujet de polémique est fourni par la sortie prochaine, chez Flammarion, du livre de M. François Mitterrand intitulé *l'Abeille et l'Archipel* — dont Claude Mauriac rend compte ci-contre. L'hebdomadaire *l'Europeo* a publié quelques passages de ce bloc-notes relatifs à l'affaire Moro. Rapportant une conversation qu'il avait eue, le 30 avril à Madrid, avec son homologue italien, M. Bettino Craxi, le premier secrétaire du P.S. français écrit notamment :

« *Au déjeuner qui a suivi, Craxi — le calme et fin successeur de Francesco De Martino au secrétariat général du parti socialiste italien — m'a donné les raisons qu'il avait de croire encore au sauvetage d'Aldo Moro. Il a reçu hier une lettre du prisonnier et attend des efforts conjugués de Paul VI, Fanfani et Saragat auprès du président de la République Leone, que celui-ci signe un décret de grâce et que le gouvernement se résigne à un échange limité — un pour un — avec les Brigades rouges, ces dernières, leur objectif atteint, pouvant s'en contenter. Craxi a eu des mots terribles pour la démocratie chrétienne :* « *Pour beaucoup d'entre eux,* » *Moro, c'est fini. Ils disaient* » *d'abord, en pleurant,* « *il est* » *mort* ». *Ils disent maintenant,* » *en pleurant* « *il est fou* ». *S'il* » *revenait, il y aurait quelqu'un* » *de trop.* » *Et sur les communistes :* « *Ils viennent de* » *publier des lettres de résistants* » *condamnés à mort. Sans avoir* » *l'air de rien. L'un de leurs dirigeants a déploré devant* » *moi que Moro eût* « *oublié la* » *leçon de Socrate* ». *Mais serait-on ce qu'aurait décidé Socrate en échange d'une autre vie ?* »

» *Les états-majors politiques, selon lui, ne pensent qu'aux élections municipales prochaines. Quand, estimant que l'Etat ne serait pas déshonoré si le gouvernement négociait, il a proposé qu'un geste fût consenti en faveur d'Aldo Moro, les démocrates-chrétiens l'ont accusé de quêter les voix catholiques. Il médite :* « *A certains il faut du sang. Celui de Moro justifiera l'hemorragie.* » *Mais que faire ? Craxi convient que les responsables italiens se trouvent devant un intolérable dilemme. Ne pas traiter livre Moro au verdict des bourreaux. Traiter leur livre tout un peuple. Que faire ? La vie ne se jauge ni au poids d'une mort ni au nombre des morts. Que faire ? On sauve la démocratie par le respect des lois. On la perd par la raison d'Etat. Oui, que faire ? Et ainsi de suite. Nous nous accordons sur ce point que la faute serait d'entrer dans la logique du crime. Mais quelle logique ? Nul doute qu'elle consiste à paralyser le système en place par le simple effet de l'éprouvante collective, avant de le précipiter dans l'enchaînement sans fin de la violence. Je crains cependant que l'explication ne soit courte et vois, bien au-delà, comme une invitation faite à la société de se regarder dans son propre miroir, d'y considérer son image inversée et de prendre peur de soi-même.* »

Ces propos laissent penser que M. Craxi n'était pas, comme il l'affirmait à l'époque, en faveur d'un simple « *geste autonome de l'Etat* », mais d'une négociation en bonne et due forme avec les terroristes.

Agacés par le procès idéologique que leur fait le P.S.I. (*le Monde* du 13 septembre), les communistes ont saisi l'occasion de mettre M. Craxi en contradiction avec lui-même. Quant à la démocratie chrétienne, elle écrit dans son quotidien *Il Popolo* : « *Les réflexions auxquelles se réfère Mitterrand sont si graves et si absurdes qu'on souhaite qu'elles n'aient jamais été prononcées ni pensées.* »

Jusqu'à présent, le secrétaire général du P.S.I. n'a pas démenti les propos qui lui sont attribués. Il s'est contenté de dire qu'il consulterait ses propres notes et que, de toute manière, un bloc-notes « *ajoute de la couleur* » aux événements. — R. S.

« L'U.R.S.S. ET NOUS »... ET LES AUTRES

« Camarades, encore un effort !... »

Bien décevant, *l'U.R.S.S. et nous*, cet ouvrage lancé à grand fracas par *l'Humanité* et salué — honneur rare — par une déclaration spéciale du bureau politique. La préface, rédigée en forme de demi-autocritique par Francis Cohen, permettait pourtant d'espérer mieux. Cet ancien correspondant de *l'Humanité* à Moscou ne nous promettait-il pas des réponses — certes, « *partielles et limitées* », mais des réponses tout de même — à des questions aussi fondamentales que : « *L'U.R.S.S. est-elle socialiste ? Quels sont les conflits internes ? Peut-on faire un bilan des dégâts staliniens ? La terreur est-elle impliquée par le système ? S'est-il formé une nouvelle classe d'exploiteurs ? Quels sont les principes de la politique extérieure soviétique ? Y a-t-il en U.R.S.S. une crise économique et politique ?* »

Le lecteur, finalement, restera sur sa faim : en six chapitres et deux cent vingt pages, tous ces problèmes et bien d'autres encore sont passés en revue, mais de réponse, point. Ou, plutôt, trop : toute affirmation un peu « osée », toute allusion un peu « crue » à la réalité, est aussitôt suivie de considérations contradictoires. C'est peu dire que d'affirmer que l'ouvrage n'y gagne pas en clarté, d'autant plus qu'il est écrit dans la « langue de bois » la plus traditionnelle, peu propice par fonction à la manifestation d'un esprit critique. La forme, tout comme le fond, peut être révélatrice d'évolutions aussi bien que de blocages.

Les exemples abondent de questions essentielles un moment soulevées pour être aussi vite escamotées, désamorcées, *dénaturées*, diminuées. Le problème du parti unique confondu avec l'Etat, pour en citer un premier. Que nous disent les auteurs de cette réalité dogmatique sur laquelle sont venues et viendront sans doute se briser toutes les timides tentatives de réforme ? Tout d'abord, que Lénine est innocent (sa position sur ce sujet est qualifiée de « *fort nuancée* ») puis que la Russie soviétique manquait de traditions démocratiques. Quelques remarques, plus neuves sous la plume de communistes français, concernent l'époque contemporaine : « *La production a tendu à absorber le parti comme moyen* » ; « *Le parti a inévitablement attiré tous ceux qui voyaient dans la carte d'adhérent le moyen indispensable pour accéder à une autorité (...) il est devenu de plus en plus le moyen de parvenir* » ; et en son sein « *les débats politiques de fond ne peuvent que rarement s'amorcer et pratiquement jamais s'expliciter jusqu'au bout.* »

Qu'en termes prudents ces choses-là sont dites ! Qui, parmi les non-initiés, reconnaîtra sous ces périphrases précautionneuses des phénomènes qui s'appellent arrivisme, cynisme, opportunisme, apolitisme ? Et comment peut-on, connaissant cette réalité, ajouter : « *L'existence d'un parti unique, ce peut être sans doute une voie au socialisme (...). On peut dire aussi que le pluralisme est plus adéquat à la situation française. (...) La formule soviétique* (du parti unique), *qui a eu certainement des justifications et un rôle historique, a été un choix périlleux qui a comporté des dangers, des commotique soviétique.* » (1) « *Conséquences fâcheuses pour le mécanisme politique soviétique.* » (1) « *Conséquence fâcheuses !* » C'est bien le moins qu'on puisse dire.

On retrouve les mêmes hésitations, les mêmes demi-vérités allusives à propos d'un autre problème fondamental que l'on croyait à peu près bien analysé depuis Djilas : celui de l'apparition d'une nouvelle classe dirigeante. Erreur, semble-t-il, pour les auteurs de *l'U.R.S.S. et nous* : le cercle dirigeant soviétique ne peut pas constituer une nouvelle classe car... il ne possède pas les moyens de production. Certes, ce groupe bénéficie de privilèges considérables, mais, est-il noté à sa décharge, cela « *se paie encore le plus souvent d'une charge de travail écrasante, sans horaire limité* ». Enfin, « *il se recrute largement à l'extérieur, mais n'en reste pas moins fermé* ».

Qu'est-ce à dire ? Ne joue-t-on pas sur les mots pour écarter la notion blasphématoire de « nouvelle classe » ou celle de cooptation, qui prend bien compte pourtant du processus de renouvellement de la bureaucratie soviétique ? Comment l'auteur de ce chapitre, après avoir mentionné le fameux Institut pour les relations internationales de Moscou, omet-il de préciser ce que chacun sait en Union soviétique : cet établissement est pratiquement réservé à la progéniture des grands du régime ? Que ne nous parle-t-il des carrières réservées, pour ne citer que quelques noms, aux fils de MM. Brejnev, Mikoyan, Gromyko, au gendre de M. Kossyguine ? Que le langage théorique et la prétention scientifique peuvent être irritants lorsqu'ils n'ont pour but que d'enjoliver la réalité !

Un sujet tabou

On pourrait multiplier les exemples, s'étonner qu'après un premier chapitre consacré aux « *réalités staliniennes* » et qui évalue à dix millions le nombre des victimes des répressions, on puisse affirmer que l'industrialisation en U.R.S.S., contrairement à ce qui s'est passé en Angleterre, en France, en Allemagne, n'a pas été accompagnée d'une montée brutale de la mortalité... Certains oublis paraîtront également surprenants : pas trace d'alcoolisme dans cette Union soviétique, ni de corruption et encore moins d'antisémitisme ; l'agriculture ne s'y porte après tout pas trop mal et « *le rôle des travailleurs dans le travail et dans la vie économique et politique est nettement plus massif et plus avancé qu'ailleurs* ; quant aux initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S., « *elles vont globalement dans le sens de la paix, de la détente, de la sécurité collective, du désarmement* ».

Le problème des dissidents paraît même moins grave qu'on ne pourrait le penser à la lecture de certains numéros de *l'Humanité* : le mouvement est expédié en une page, ce qui suffit cependant aux auteurs pour le disqualifier en lui accolant l'étiquette globale d'« *antidémocratisme* » et pour reprendre à leur compte la légende soviétique sur Soljenitsyne, « *défenseur du général Vlassov* ». Khrouchtchev lui-même ne trouve pas grâce aux yeux de nos auteurs, qui le traitent beaucoup plus durement que ne le fait l'actuelle direction ; il est vrai qu'un certain rapport secret « attribué » à M. K et « étouffé » par Maurice Thorez reste présent à tous les esprits. Ce rapport en disait pourtant plus, il y a vingt-deux ans, que n'en confessent aujourd'hui ceux qui ne voulaient pas entendre.

Le principal intérêt de *l'U.R.S.S. et nous*, en définitive, n'est pas tant son contenu que son titre. Le mérite des auteurs est d'avoir traité un sujet tabou. En ce sens, un verrou vient de sauter. Quant à la réalité soviétique, elle reste ce qu'elle est et attend de nouveaux explorateurs communistes, moins respectueux, à l'esprit et à la mémoire plus libres. L'U.R.S.S. est-elle socialiste ou connaît-elle des « *évolutions difficiles, avec des hauts et des bas, mais tendanciellement orientées vers de plus en plus de socialisme* », comme le suggère Francis Cohen dans sa conclusion ? Peu importe, en fin de compte, à condition que l'on sache et que l'on accepte ce qu'elle est. D'où ce conseil à l'usage des auteurs : « *Camarades ! Encore un effort.* »

JACQUES AMALRIC.

(1) Ces citations sont extraites d'une « table ronde » réunissant les cinq auteurs et constituant le chapitre IV du livre intitulé « Aspects de la vie politique ».

(*) *L'U.R.S.S. et nous*, par Alexandre Adler, Francis Cohen, Maurice Décaillot, Claude Prioux et Léon Robel. Editions sociales.

Qui l'eût cru hier encore ?

« *La collectivisation fut menée à rythmes forcés, la conviction étant le plus souvent remplacée par la contrainte.* (P. 31.)

« *On peut estimer à environ quatre cent mille à cinq cent mille les exécutions capitales intervenues entre 1935 et 1939, parmi lesquelles une très forte proportion de communistes, mais sans doute aussi de nombreux petits* « *droits communs* » *(trafiquants et autres) fusillés pour l'exemple à des moments particulièrement difficiles.* (P. 61.)

« *...On parviendrait ainsi à un chiffre minimal de 6 + 4 = 10 millions de Soviétiques morts des suites des deux grandes vagues de répression des années 30.* (P. 62.)

« *Les véritables solutions auraient peut-être passé par plus d'appel à l'initiative démocratique.* (P. 145.)

« *...Ainsi la conception stalinienne méconnait-elle profondément les formes nouvelles de division sociale du travail apparues sous le socialisme.* (P. 161.)

« *Indiscutablement, le domaine culturel est une de ces catégories intermédiaires mais spécifiques auxquelles n'a pas été donnée la consistance autonome suffisante pour que son rapport au politique ne soit pas celui d'une totale résorption.* (P. 178.)

« *La classe sociale la plus massivement atteinte par la répression (au moment de la collectivisation à marche forcée), celle qui a été sacrifiée pour fournir les moyens matériels et la main-d'œuvre de l'industrialisation, serait aussi celle qui apporterait les idées, les attitudes et les hommes indispensables au fonctionnement du système.* » (P. 184.)

Voilà quelques-unes, mais quelques-unes seulement des appréciations que portent et des hypothèses qu'avancent, en ce mois de septembre 1978, cinq intellectuels communistes français qui publient avec la bénédiction des dirigeants de leur parti.

On n'avait jamais rien lu de tel sous de telles plumes. Les conditionnels ne manquent certes pas, on rencontre souvent les « sans doute » et les « peut-être », mais la période des certitudes et des dénégations assenées à l'indicatif est révolue. A tel point qu'il est tentant de considérer la sortie en librairie de *l'U.R.S.S. et nous* comme un moment important dans l'histoire du P.C.F.

Ils parlent bien tard et ne disent pas tout ? Ils doutent et ce n'est pas négligeable.

Le parti n'évolue par vraiment ? Il autorise ses militants à évoluer et même les y invite. C'est essentiel.

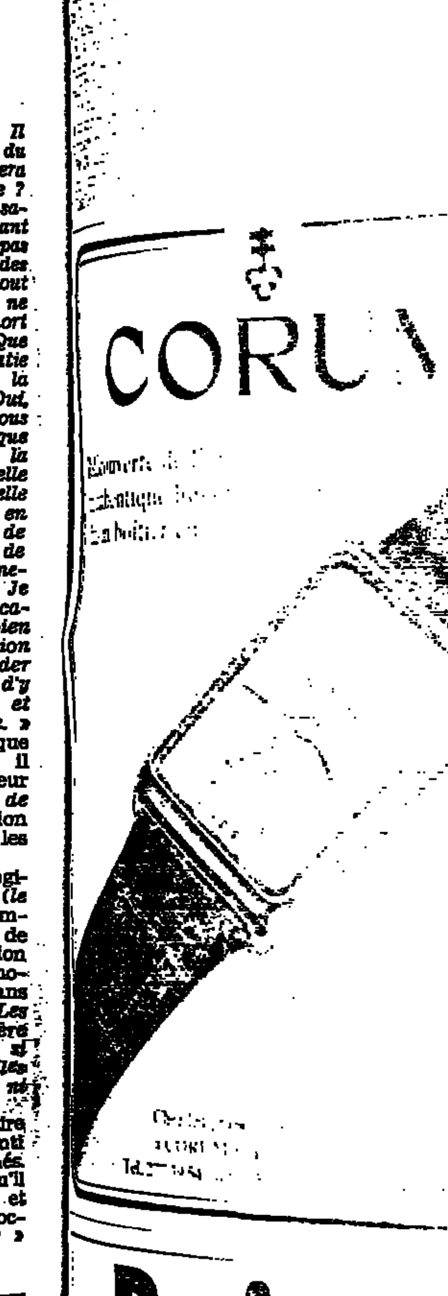
Qui l'eût cru jadis, naguère, hier encore ? — R. B.

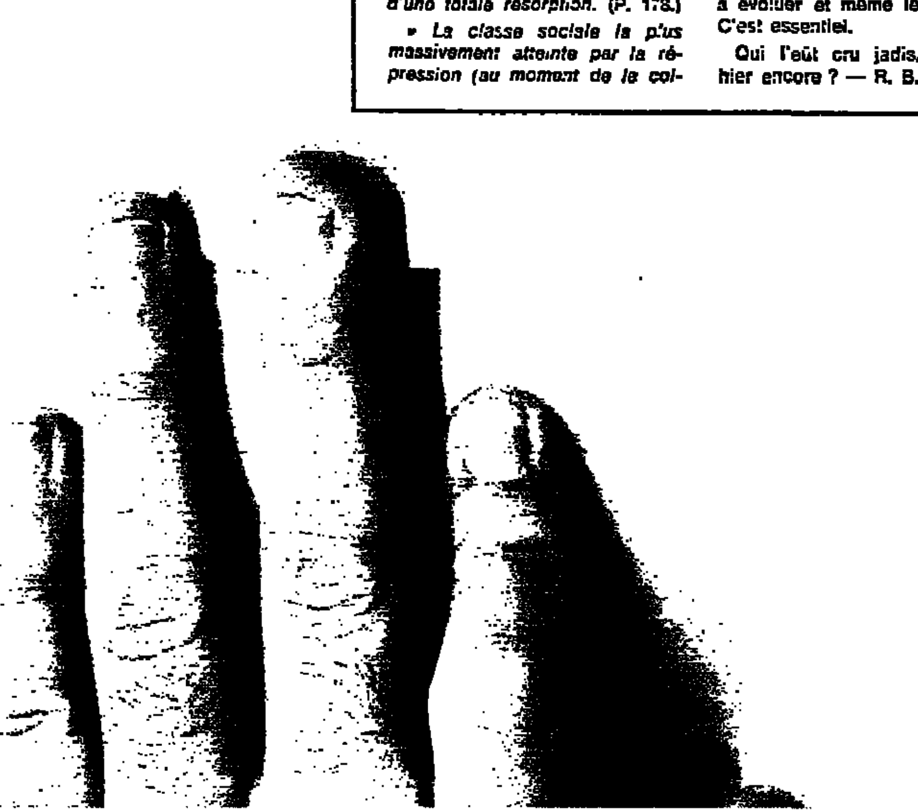
Au Grand-Orient de France

M. BAROIN : le débat majorité-opposition ne nous concerne pas.

M. Michel Baroin, grand maître du Grand-Orient de France, interrogé l 12 septembre au micro de France-Inter par Joseph Paletou, a notamment déclaré au sujet de sa réélection à la tête de son obédience et de la présence de communistes dans les loges :

« *Nous avons l'habitude en France de raisonner toujours en termes d'étiquetage politique entre gauche, droite, centre. La franc-maçonnerie est une institution fondamentalement différente (...). Je n'ai jamais eu de carte de parti politique. Cela ne me concerne pas, ni ne m'intéresse. Je suis, en revanche, un mutualiste fort convaincu, et en ce qui concerne la neutralité des francs-maçons dans le débat majorité-opposition, je reprends ce que j'ai dit : nous ne sommes pas concernés par les problèmes de majorité ou d'opposition. Ce qui nous préoccupe, c'est le problème de la place, du rôle et du devenir de l'homme dans une société qui traverse la crise la plus fondamentale qu'elle ait jamais connue depuis le dix-huitième siècle (...). Il est probable, il est peut-être même certain, que nous avons dans nos rangs des membres du parti communiste. Mais nous n'interdisons l'entrée du temple à personne. Nous refusons simplement le dogmatisme et le sectarisme.* »





La légitime défense en question

De plus en plus souvent les victimes d'agressions se « rebiffent » et se regroupent, constituent des associations d'autodéfense, jugeant que l'on peut faire de moins en moins confiance aux juges et à la police pour assurer la sécurité. L'une d'entre elles, l'association Légitime Défense, se dit forte de dix mille adhérents et soutient même un candidat dans l'élection partielle du XIVe arrondissement à Paris.

Devant l'ampleur que prend un tel mouvement lié à une certaine psychose d'insécurité, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, a jugé utile de rappeler que « la légitime défense n'est admissible que si elle s'exerce dans les conditions prévues par la loi » et qu'elle doit être « proportionnée à l'attaque. Le président du syndicat de la magistrature, M. Dreyfus, a relevé de son côté que « l'autoprotection des personnes conduira tout naturellement à la protection renforcée de l'ordre établi ».

Le « coup de sang » des victimes

C'est l'heure où les turfistes lyonnais font leur « papier » pour leur tiercé dominical. Trois hommes, masqués, armés, font irruption dans le Bar des Sports. Ils ont pris une employée du P.M.U. en otage, ils demandent la recette. Le patron du bar, M. Maurice Bay, balaie sa terrasse, son sang ne fait qu'un tour. Il se rue à l'intérieur de l'établissement. Bagarre générale. Les trois malfaiteurs sont désarmés, copieusement rossés, menacés, pour être enfin remis à la police qui les transporte à l'hôpital.

Voilà le dernier épisode, tragi-comique, du « ras-le-bol » des victimes. Les Lyonnais ont d'ailleurs avec Guignol une vieille tradition de la bastonnade. Toutefois, cette réaction brutale d'un cafetier, spontanément aidé par toute sa clientèle, s'inscrit dans un climat de violence où les voyous sont plus fréquemment reçus à coups de fusil qu'à coups de bâton. On se souvient des « affaires » les plus récentes.

Le 4 septembre 1978, une restauratrice de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis) tire sur un jeune voyou qui s'était introduit dans la cuisine pour dérober un porte-monnaie et un transistor.

Le 24 août 1978, M. Raymond Leroy, un pâtissier de Florange (Moselle), tire à deux reprises sur deux jeunes garçons qui tentaient de pénétrer dans son immeuble. Hocine Sakhi, treize ans, est tué (*le Monde* du 26 août).

Dans la nuit du 29 au 30 août, M. Marcel Hucleux, un ingénieur chimiste, tue un jeune cambrioleur de vingt-trois ans, à Verrières-le-Buisson, dans l'Essonne (*le Monde* du 2 septembre).

Dans la nuit du 30 au 31 août, un commerçant de Briançon (Hautes-Alpes), M. Daniel Gaillard, blesse mortellement M. Georges Gharib, vingt-trois ans, l'un des sept cambrioleurs de son magasin qui s'enfuyaient (*le Monde* du 29 juin 1978).

Le 22 novembre 1976, René Vermeulen est tué sur le coup et son complice, M. André Rousseau, blessé par le transistor piégé, qu'un garagiste de Villenauxe-la-Grande (Aube), M. Lionnel Legras, avait installé dans son garage, après avoir été cambriolé une douzaine de fois (*le Monde* du 27 avril 1978). Et on pourrait multiplier les exemples...

Depuis quelques mois, la délinquance provoque une réaction spontanée. Parallèlement, un sentiment d'insécurité se développe depuis 1973, sentiment souligné dans le rapport « Réponse à la violence », établi par le comité d'étude sur la violence, la criminalité et la délinquance, comité présidé par M. Peyrefitte avant son retour au gouvernement (*le Monde* du 29 juillet 1977). Le recensement des questions écrites posées par les parlementaires à propos de la violence est à cet égard significatif : une dizaine par an avant 1968, une centaine actuellement.

Bref, certains citoyens ne font plus confiance à la police, et à la justice. Ils s'arment... Ainsi le 2 septembre, le conseil municipal de Veyrins-Thuellin (Isère) a délibéré en séance extraordinaire de la *formation* d'une milice privée organisée par les villageois, victimes d'une trentaine de vols en août.

Un meeting à Nancy

« A la violence, il faut répondre par la violence, sinon la légitime défense n'existe plus », nous ont déclaré les responsables d'une organisation dont le nom revient de plus en plus souvent, Légitime défense. Cette association s'est constituée le 13 janvier 1978, autour de M. François Romerio, ancien président à la Cour de sûreté de l'Etat.

Elle a pour origine une initiative de Mme Mauricette Lamour, son actuelle secrétaire générale, qui désirait fonder un comité de soutien à Lionel Legras, à l'exemple de celui créé lors de l'affaire Goldman. Légitime défense, qui a recueilli six mille signatures en faveur de Lionel Legras, revendique dix mille adhérents. L'association tiendra son premier meeting public au Palais des congrès de Nancy le 6 octobre. Elle a même présenté un candidat pour l'élection partielle du XIVe arrondissement (16e circonscription), M. Philippe Wargny. Celui-ci s'est déclaré favorable à un régime pénitentiaire dissuasif : *« Ce que je veux, c'est que le criminel responsable de ses actes soit condamné comme il le mérite »*. Il est en outre partisan du maintien de la peine de mort : *« Il est moins inhumain de condamner quelqu'un à mort que de le laisser croupir dans l'enfer des prisons »*. Autre préoccupation du candidat : ne jamais laisser condamner à la prison une personne qui s'est défendue contre ses agresseurs.

Le slogan de Légitime défense » pourrait en effet être *« pitié pour les victimes »*. Elle considère que la jurisprudence atténue les termes de la loi (1) en exigeant notamment que la défense soit proportionnée au danger de l'attaque. *« Les juges mettent alors sur le même plan l'honnête homme et le voyou, ce qui est outrageant pour l'honnête homme. On impose un duel, alors que c'est le voyou qui a l'initiative »*, nous a déclaré M. F. Romerio. L'association entend bien faire triompher ses thèses le 12 octobre prochain lorsque la cour d'Appel de Reims rouvrira le dossier de l'affaire Legras (*le Monde* du 27 avril 1978).

« Fruits mortels »

La publicité qu'assure à son association M. Romerio a-t-elle inquiété les pouvoirs publics ? Toujours est-il que le garde des sceaux a jugé utile dans une interview à *l'Aurore* de rappeler que *« la légitime défense n'est admissible que si elle s'exerce dans les conditions prévues par la loi. Si chacun en jugeait à sa guise, la violence serait permanente, et il n'y aurait plus ni loi ni société. Ce serait la jungle. Par conséquent, et j'insiste, le sentiment de son bon droit ne suffit pas à légitimer une violence »* (*le Monde* du 13 septembre).

Le président du syndicat de la magistrature, M. Marc Dreyfus, qui a rencontré notre correspondant à Vesoul, a tenu des propos plus tranchés encore : *« L'imposture est singulière*, a-t-il dit, *qui tend à attacher la notion de légitime défense à des actes d'expression sur la personne, voire des meurtres commis en réplique à de simples attaques contre les biens. »*

Pour M. Dreyfus, *« la violence qui répond à la violence, mécanisme bien connu, est la pire qui soit »*. Il la craint en effet pour la *« démocratie, dans une période aussi difficile sur le plan économique et social »*. Et il voit dans l' *« exigence de sécurité »* invoquée jusqu'à l'obsession *« un conditionnement dont les fruits mortels, grenades prêtes à éclater, mûrissent déjà »*.

Toutefois, toutes les victimes d'agressions ne sont pas des adeptes de la légitime défense violente. Un exemple récent le montre. Gérant d'un bureau de change dévalisé le 8 septembre, M. Michel Fonclara a déclaré : *« Avec mon métier, c'est tous les jours que je peux être attaqué. Je pense que, si j'étais armé, je risquerais de provoquer des initiatives malheureuses. Je ne veux pas que des gens soient tués par ma faute. Je n'ai pas d'a priori, j'agis en fonction de la situation... Je ne la provoque pas... Je ne suis pas armé, et je suis contre les gens qui tirent sous prétexte de légitime défense... »*

(1) L'article 328 du code pénal stipule : *« Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. »* L'article 329 précise : *« Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense les deux cas suivants :*

» 1) Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites ou si les coups ont été portés en repoussant, pendant la nuit, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances ;

» 2) Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence. »

SUICIDE D'UN ANCIEN REPRIS DE JUSTICE

Claude Pretot, quarante et un ans, définitivement paralysé des membres inférieurs depuis qu'il avait été blessé, le 25 novembre 1977, par M. René Juillet, tenancier d'établissements de nuit à Paris, a été découvert mort, lundi 11 septembre, dans la clinique privée parisienne où il était soigné. D'après les premiers éléments de l'enquête, il s'était sectionné l'artère fémorale à l'aide d'un rasoir.

Ancien repris de justice, Claude Pretot avait joué un certain rôle, quoique en partie involontaire, dans les récents démêlés qu'a connus M. Gilbert Zemour avec la justice et qui avaient abouti, le 11 juillet, à la condamnation de ce dernier à un an de prison pour « menaces verbales de mort sous condition » (« le Monde » du 6 et du 13 juillet). Après le dépôt d'une plainte de M. Juillet contre M. Gilbert Zemour, Claude Pretot avait, à son tour, tardivement porté plainte contre M. Juillet, aujourd'hui poursuivi pour tentative d'homicide, et qui n'a pas encore été jugé.

Les circonstances dans lequelles Claude Pretot fut blessé sont demeurées obscures. La victime prétendait avoir été prise à partie et « cartonnée » alors même qu'elle n'était pas armée. M. Juillet expliquait, de son côté, que l'altercation devait être rattachée à ses propres difficultés avec M. Gilbert Zemour et qu'il avait tiré parce qu'il se sentait gravement menacé par Claude Pretot. Avant de se suicider, ce dernier a laissé deux lettres destinées l'une au juge d'instruction, l'autre à la police, qui sont en ce moment examinées par les enquêteurs.

● *Le tribunal correctionnel* de Colmar (Haut-Rhin) a condamné le 12 septembre, en audience de flagrant délit, à 3 000 francs, pour outrage à agent de la force publique, M. François Meil, trente ans, cet électronicien avait demandé au parquet de rechercher sa mallette volée contenant des matières prétendument radioactives (*le Monde* du 13 septembre), procédé qui dans son esprit devait faire avancer plus vite les recherches.

Les délégués de l'intersyndicale de la police sont sortis déçus de leur entrevue à l'Élysée

Après avoir rencontré M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, les délégués de l'organisation adhérant à l'intersyndicale de la police nationale (Fédération autonome des syndicats de police, Syndicat national autonome des policiers en civil, Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale) ont été reçus à l'Elysée par M. Philippe Sauzay, chef du cabinet du président de la République.

L'émotion qu'avait suscitée dans la police la fusillade de l'ambassade d'Irak, qui a coûté la vie à l'inspecteur Jacques Capéla, avait entraîné cette démarche. Les représentants syndicaux ont remis à leur interlocuteur un dossier reprenant quatre chapitres de leurs revendications : l'élimination de la « diplomatie du P-38 », une révision des méthodes de lutte antiterroriste, une augmentation des moyens en personnel et en matériel, le « droit à la dignité » (« le Monde » du 7 septembre 1978).

En quittant l'Elysée, après une heure quarante d'entrevue, M. Henri Buch, secrétaire général à la Fédération autonome des syndicats de police, a regretté vivement que la délégation n'ait pas été reçue par le président de la République : *« Nous avions supposé, en fonction des déclarations du chef de l'Etat, en mars dernier, que la sécurité des Français était une de ses préoccupations prioritaires. Or, à ce moment, on nous a opposé une fin de non-recevoir. Il est regrettable qu'il ait fallu des événements comme ceux d'Orly, de l'ambassade d'Irak et du boulevard Voltaire, pour que nous puissions arriver à avoir une audience qui n'est toutefois pas celle que nous espérions. »* Il a estimé que la police ressentira *« comme une sorte d'affront »* le fait que la délégation n'ait pas été reçue par M. Giscard d'Estaing. En ce qui concerne la violence, M. Buch a estimé que *« c'est un problème de gouvernement qu'il appartient de régler en provoquant, dès la rentrée parlementaire, un large débat »*.

M. Pierre Watrelios, secrétaire général du Syndicat autonome des policiers en civil, qui a également regretté de ne pas avoir eu de réponses personnelles de M. Giscard d'Estaing, a souligné pour sa part *« l'inadaptation de la police nationale à l'évolution de notre société est le fait qu'elle ne peut pas à l'heure actuelle faire face à l'ensemble de cette mission »*.

M. Jean-Claude Riquois, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale, a précisé de son côté : *« Nous voulons que l'on tienne compte du caractère particulier de notre fonction et que l'on considère que les agressions contre les policiers ne peuvent finalement pas être tolérées sans mettre en cause le caractère démocratique de cette société. »* Il a formulé le vœu que le gouvernement mette fin aux activités illégales des services secrets ou privés de certains pays étrangers sur le territoire national. *« Le gouvernement*, a dit M. Riquois, *doit créer une commission constitutionnelle des problèmes de sécurité, de façon que l'on adapte en permanence la police nationale à ces missions. »*

Finalement déçus par la manière dont se sont déroulées leurs entrevues avec le ministre de l'intérieur et le chef du cabinet du président de la République, les représentants de l'intersyndicale attendent maintenant la traduction de leurs revendications en termes budgétaires. Le ministre de l'intérieur s'est refusé à leur donner des indications sur ce point, réservant ses informations aux parlementaires. Aussi, s'ils n'obtiennent pas des assurances au cours des prochaines semaines, les organisations des syndicats de police envisagent de mettre au point certaines actions au cours de l'automne dans une forme qui reste à définir.

L'Humanité de ce mercredi 13 septembre, qui rappelle que la fédération C.G.T. de la police nationale ne participant pas à la délégation avait souligné le caractère spécieux de l'audience, note d'autre part : *« Certes, il n'était pas question hier de régler tous les problèmes posés par l'accroissement de la violence — ne serait-ce que parce que toutes les parties concernées n'étaient pas là — mais la mauvaise volonté évidente manifestée par les pouvoirs publics face aux doléances justifiées des policiers prouve bien que la lutte contre l'insécurité n'est pas une préoccupation prioritaire pour le pouvoir. »*

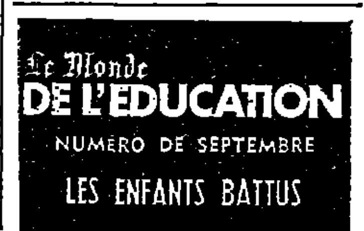
A Argenteuil

DES LOCATAIRES DE LA RÉSIDENCE DU SQUARE JEAN-DE-LA-FONTAINE REFUSENT DE PAYER LEURS CHARGES

Depuis février, une vingtaine de locataires du square Jean-de-la-Fontaine, à Argenteuil, pratiquent une grève du paiement des charges. Ils estiment que leurs logements sont dégradés à la suite de malfaçons. Ces appartements, situés dans deux tours, ont été construits en 1973 pour la compagnie d'assurances La Providence par la société Bouygues.

Certains locataires prétendent qu'il pleut dans certains appartements et que des boiseries sont pourries. Selon M. Jean-Pierre Padez, président de l'amicale des locataires, qui a déposé plainte auprès de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, une vingtaine d'appartements auraient été déclarés insalubres par les services d'hygiène de la ville d'Argenteuil.

Le promoteur, La Providence, assure de son côté avoir entamé des poursuites judiciaires contre la société Bouygues. M. Pierre Moutet, attaché de direction, a déclaré que sa société avait déjà dépensé 220 000 francs pour des travaux de boiserie et que 100 000 francs seront engagés dans les prochaines semaines pour la restauration de cloisons et plafonds où apparaissent des fissures. M. Moutet a estimé cependant que les malfaçons ont été aggravées par les locataires qui obstruaient les systèmes de ventilation.



FAITS DIVERS

LA DISPARITION D'UN DC3 AU LARGE DE L'ITALIE

Trois baroudeurs en « mission »

Près de sept semaines après la disparition d'un DC-3 au large de la Sicile (*le Monde* des 30 et 31 août et des 1er, 2, 3-4 septembre), le mystère reste entier. On est en effet toujours sans nouvelles des deux pilotes, MM. Roland Raucoules, quarante-trois ans, et Philippe Toutu, vingt-huit ans, et de leur commanditaire, M. Michel Winter, quarante-huit ans, « agent de marketing » de son état, qui se trouvaient à bord de l'appareil.

Les recherches des autorités italiennes entreprises du 28 au 30 juillet n'ont ainsi rien donné, pas plus que les travaux d'une commission d'enquête réunie au début du mois de septembre à Brindisi. Il semble cependant sinon établi du moins hautement probable que l'avion s'est dirigé vers la côte africaine. Trois éléments concourent à établir un tel scénario. Tout d'abord, la réputation de pilote chevronné de Roland Raucoules — un « expert » doublé d'un baroudeur ; ensuite, la capacité d'un DC-3 à atteindre d'un *trait* le nord du Tchad (par exemple) ; enfin, le « profil » d'une mission enregistrée sous la rubrique « convoyage » dans le contrat d'assurance passé durant le mois de juillet dernier.

Des trois passagers connus de ce vol mystérieux, deux se détachent par leur personnalité : Roland Raucoules et Michel Winter. Le premier, ancien activiste de l'O.A.S. sous le pseudonyme de « Sébastopol », réfugié un temps en Espagne puis au Nicaragua, « ancien » du Biafra, ex-pilote de M. Omar Bongo, président du Gabon, a une réputation qui déborde le petit monde des pilotes professionnels, celle d'un baroudeur.

La « trajectoire professionnelle » de M. Michel Winter est plus floue. Ancien parachutiste colonial, noté par les Renseignements généraux (R.G.) comme ancien activiste, il passa lui aussi par le Biafra et, apparemment, par le Cameroun en tant que « coopérant ». Toutefois, M. Winter a su, au fil des années, préserver son anonymat. Agent de marketing (sans bureau) pour le compte de sociétés étrangères depuis plusieurs années, ses activités sont toujours restées fort discrètes. M. Winter réside à Paris sous le nom de M. Winter d'Arc depuis 1974 au moins.

Enfin, les enquêteurs, et de manière générale les personnes intéressées par la disparition du DC-3, estiment que cet avion n'a pas été acheté « cash » 500 000 francs, le 21 juillet dernier, pour opérer un simple acheminement d'armes. On pense plutôt au transport d'un ou plusieurs hommes. Dans ce cas, un commando — sous le couvert d'un service de renseignement étranger — pouvait avoir la mission de « liquider » plusieurs personnalités tchadiennes en vue.

● *M. Pierre Blondeau, adjudant de gendarmerie*, adjoint du commandant de la brigade de Segré (Maine-et-Loire), a été gravement blessé d'un coup de fusil de chasse, mardi 12 septembre, par un représentant de commerce, M. Daniel Doussin, qui a pris la fuite. L'agresseur a été arrêté dans la soirée au péage de l'autoroute de Poitiers-Sud et ramené sur les lieux de son forfait. Pour « expliquer » son geste, il a invoqué un désir de vengeance après l'amende qui lui avait récemment été infligée pour excès de vitesse dans une agglomération.

Il avait acquis le jour même pour passer aux actes un fusil de chasse automatique à trois coups. L'usage d'une balle à ailettes (utilisée pour chasser le gros gibier) explique la gravité des blessures au foie et à l'abdomen de la victime.

CATASTROPHES

LES INONDATIONS EN ASIE

Les récoltes de riz au Vietnam et au Laos sont gravement compromises

Les inondations dues à des pluies de mousson particulièrement diluviennes, ne sévissent pas seulement en Inde et au Bangladesh. Une bonne partie du sud-est asiatique est affecté par la catastrophe.

● Au VIETNAM, le delta du Mékong est submergé depuis près de deux semaines par les eaux du fleuve et de ses affluents dont le niveau a monté, par endroits, de 4 mètres. L'inondation de cette région qui est le grenier à riz du pays va certainement aggraver le déficit alimentaire dont souffre déjà le Vietnam : avant la crue les autorités vietnamiennes envisageaient d'importer 2 millions de tonnes de grain.

● Au LAOS, la moitié de la récolte de riz aurait été détruite par les inondations, ce qui porterait à 180 000 tonnes le déficit du pays pour cette céréale. L'année dernière, le Laos avait subi, au contraire, une sécheresse prolongée qui avait déjà affecté ses récoltes. Le Laos aurait un besoin immédiat de 2 500 tonnes de semences de riz qui lui permettraient de ressemer les rizières et d'obtenir dans quelques mois une nouvelle récolte.

● EN INDE, les eaux du Gange et de ses affluents continuent à submerger les zones basses des Etats d'Uttar-Pradesh et de Bihar. Dans ce dernier Etat, situé en aval du premier, le niveau de la crue continue à monter. On estime que cent soixante mille personnes ont dû quitter les villages du Bihar. Dans le même temps, des sacs de sable sont disposés sur les digues protégeant Begusaral (à une centaine de kilomètres à l'est de Patna), localité où se trouve une importante raffinerie de pétrole.

Progressant vers l'aval, le flot de la crue a atteint l'ouest du Bangladesh. Déjà cinquante mille personnes habitant le district de Rajshahi envahi par les eaux du Gange et de la Mahananda ont dû être évacuées pour la deuxième fois : après une première crue, elles venaient, en effet, de rentrer chez elles.

Encore plus vers l'aval, les autorités estiment que la crue atteindra Calcutta, la capitale de l'Etat indien du Bengale-Occidental, vers le 18 septembre. Le sud de cet Etat est sous les eaux depuis près de deux semaines.

UN PREMIER BILAN

Quatre-vingt-un morts en montagne au cours de l'été

Grenoble. — Le nombre des morts et des blessés dans les départements alpins (Savoie, Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes) devrait, cette année, être légèrement inférieur par rapport aux « records » enregistrés pendant les étés 1974 (quatre-vingt-douze morts) et 1977 (quatre-vingt-dix morts). Les premières statistiques révèlent que la montagne a tué quatre-vingt-une fois depuis le début du mois de juin. Deux personnes sont d'autre part portées disparues dans le Dauphiné. Les secouristes de la C.R.S.-47 de Grenoble ne sont pas parvenus à retrouver la trace du docteur Yakoubowitch et de son fils Yves, âgé de douze ans, qui avaient quitté la station de Chamrousse le 6 août en fin de matinée, prenant la direction du lac Achard.

C'est dans le département de la Haute-Savoie, et plus particulièrement dans le massif du Mont-Blanc que les opérations de secours en haute et moyenne montagne ont été les plus nombreuses, dépassant deux cents interventions. Les gendarmes-secouristes de Chamonix et de Saint-Gervais ont descendu dans la vallée quarante-deux morts. Malgré une baisse de fréquentation du massif du Mont-Blanc, estimée à 30 % par les guides de Chamonix et les gardiens de refuges, le nombre des morts est aussi élevé qu'en 1977. A l'origine des accidents, « *beaucoup d'imprudences* » font remarquer les guides, mais surtout « *une montagne très différente des années précédentes* ». L'enneigement exceptionnel de l'hiver a, en effet, très souvent transformé certaines courses de rochers en un itinéraire de neige. Les accidents se sont produits surtout dans les itinéraires glaciaires, les faces et les couloirs Cordier, Couturier et Whymper, qui mènent au sommet de l'Aiguille Verte (3 121 mètres).

Le nombre de foudroyés en montagne fut cet été beaucoup plus important que les années précédentes. Huit personnes ont été victimes des orages subits et violents qui se sont abattus sur les massifs du Mont-Blanc et de l'Oisans ; certains sommets comme la Meije et l'Aiguille du Peigne et du Dru constituant de véritables paratonnerres naturels.

Un tiers d'étrangers

Les montagnes des Alpes françaises ont, cette année encore, attiré de très nombreux alpinistes étrangers, notamment allemands, anglais, espagnols, américains, japonais et polonais. On compte parmi eux plus du tiers des personnes tuées cet été en montagne. Il n'est pas possible toutefois de savoir si c'est une trop grande témérité ou une connaissance rudimentaire de la montagne et des techniques alpines qui sont à l'origine de ce que certains qualifient de « *véritable hécatombe* ».

Enfin, comme depuis plusieurs années, on a enregistré dans tous les départements alpins une forte augmentation des interventions des gendarmes et des C.R.S. en moyenne montagne. Souvent, les appels ont émané de randonneurs blessés au cours de leur marche. Pendant les mois de juillet et août plus de dix personnes sont mortes en moyenne montagne, à la suite de perte d'équilibre, de chute ou de glissade sur des névés ou de l'herbe humide, ou tout simplement victimes de leur méconnaissances des conditions de la montagne. — C. F.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Un libre choix

Pourquoi un homme jeune accepte-t-il de prendre autant de risques ? Pourquoi devenir et continuer d'être un pilote de formule 1 ?

Chaque fois qu'un accident arrive, les mêmes questions reviennent d'actualité. Il ne faut pourtant pas chercher bien avant pour percer les raisons et les motivations des pilotes. Leur philosophie, malgré les apparences, est simple et logique. Tous ont fait un libre choix. Celui de mener la vie qu'ils voulaient, en exerçant un métier qui est autant une passion qu'un moyen d'existence. Le plaisir de conduire, la notoriété, pour quelques-uns fortune et gloire. Un jour ici, un jour là, aux quatre coins du monde. Ils sont parfaitement conscients que les plus grands risques en sont la contrepartie. C'est la règle du jeu et pour beaucoup une sorte de justification de leur salaire. La « prime de risque ».

Mieux vaut bien vivre cinq ans, dix ans, que d'aller jusqu'à la vieillesse chichement, sans joie. C'est ce qu'ils pensent tous et qu'ils disent parfois, tout en croyant dur comme fer dans le même temps à leur bonne étoile. A la course c'est comme à la guerre. C'est toujours le voisin qui meurt.

En septembre 1973, François Cevert a bien résumé, semble-t-il, cet état d'esprit : « Je sais que je peux mourir en course, mais je sais aussi que j'ai de la chance. Tranquillisez-vous, il ne m'arrivera rien. Chaque fois qu'un pilote est tué, qu'un bon ami disparaît, je me dis : qui sera le suivant ? Puis j'oublie. On oublie vite. Je n'arrêterais de courir pour rien au monde, même si on m'assurait que le danger était là, imminent. Je n'ai envie de ne rien faire d'autre. Je n'ai de goût pour aucune autre vie forcément monotone. Quoi ? Un bureau le matin, le soir, toute une existence ? Surtout, que personne ne nous plaigne, je suis pleinement heureux, pleinement conscient. »

François Cevert s'est tué quelques jours plus tard à Watkins-Glen, aux Etats-Unis, le 6 octobre 1973. Les autres se sont dit : à qui le suivant ? Puis ils ont oublié. Et il y a eu Donohue, Revson, Pryce et, dimanche dernier, Peterson.

Tous sûrement heureux, sûrement conscients, avant que leur « bonne étoile » ne les abandonne.

FRANÇOIS JANIN.

NIKI LAUDA CROIT QUE RONNIE PETERSON AURAIT PU ÊTRE SAUVÉ

Amsterdam. — Le pilote autrichien Niki Lauda a déclaré, mardi 12 septembre, à la télévision néerlandaise qu'il pensait que Ronnie Peterson serait toujours vivant s'il avait reçu les soins « *que nécessitait son état* » après l'accident de Monza. Selon Niki Lauda, les médecins milanais qui ont soigné Ronnie Peterson ne lui ont pas permis de se remettre complètement du « choc » avant de l'opérer. A l'hôpital de Niguarda de Milan, où Ronnie Peterson avait été transporté, on avait fait savoir que le décès du coureur était dû à une défaillance pulmonaire et rénale. — *(A.P.)*

VOILE

LA NOUVELLE-ZÉLANDE DANS LA ONE TON CUP

Après avoir remporté en Angleterre, devant cinquante concurrents, la Half Ton Cup (championnat du monde des bateaux d'une demi-tonne) dans laquelle elle avait engagé une seule unité, la Nouvelle-Zélande va-t-elle gagner à Flensburg, en Allemagne, la One Ton Cup (championnat des bateaux d'une tonne) qui oppose trente-six bateaux ?

Après l'annulation de la quatrième épreuve, un parcours olympique, et avant le départ de la cinquième et dernière, une grande course au large de 300 milles à coefficient 2, qui devrait être disputée mercredi 13 septembre, par gros temps, l'unique représentant néo-zélandais, *Export-Lion*, récemment construit sur les plans de Bruce Farr, est en tête du classement général provisoire ; il précède de peu deux allemands, *Bremen* et *Tilsag*, réalisés l'un et l'autre sur plans de Ron Holland, architecte néo-zélandais établi en Irlande. A la 7e place figure un bateau français, *Bermudes*, dû à Philippe Briand. — Y. A.

● *Mort d'un gardien de but.* — Grièvement blessé par un coup de pied reçu en pleine tête lors d'un match de football amical à Formerie, près de Beauvais (Oise), Régis Dagicourt, dix-sept ans, gardien de but, est décédé le 11 septembre au C.H.U. d'Amiens.

Le jeune homme, qui avait reçu ce coup de pied dans des circonstances encore mal éclaircies, souffrait de plusieurs fractures du crâne. Tout d'abord transporté à l'hôpital de Beauvais, il avait été transféré au C.H.U. d'Amiens par hélicoptère en raison de la gravité de son état.

SCIENCES

Un satellite américain de 10 tonnes va retomber dans l'atmosphère

Washington (A.P.). — Le satellite américain Pégase-1 — qui survole essentiellement les zones tropicales — va rentrer au cours des prochains jours dans l'atmosphère. Il est possible que certains débris atteignent le sol, annonce la NASA.

Pégase-1 a été lancé le 16 février 1965. Il s'agit d'un engin de plus de 10 tonnes auquel deux ailes d'une envergure de 30 mètres donnent l'aspect d'un gros oiseau. Des détecteurs disposés sur ses ailes ont servi durant trois ans à mesurer l'impact des météorites.

Selon la NASA, il devrait tomber au cours du week-end, probablement dimanche 17 septembre. Le corps du satellite et le dernier étage de la fusée porteuse, qui y est toujours fixé, devraient se consumer en traversant les couches denses de l'atmosphère. Mais il est possible que quelque 800 kilogrammes de matériaux durs parviennent jusqu'au sol.

Toutefois, du fait que ces matériaux seront fragmentés en centaines de morceaux, le danger apparaît limité. Un représentant de la NASA a estimé que le risque devrait être inférieur à celui qui est entraîné normalement par les météorites qui retombent sur la Terre.

CORRESPONDANCE

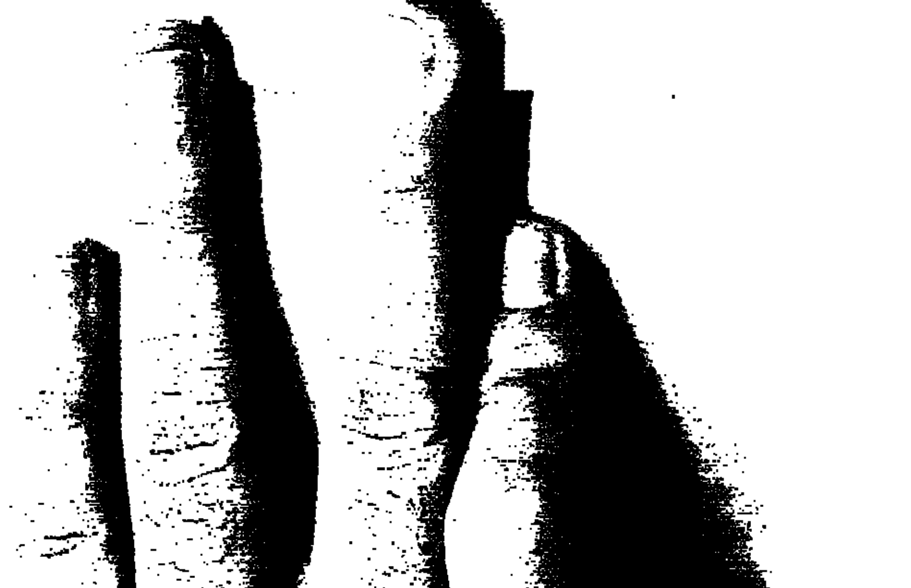
L'analyse des gaz des volcans

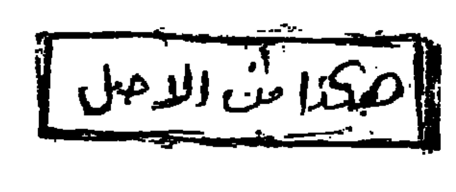
Nous avons reçu de M. Maurice Krafft, volcanologue, la lettre suivante :

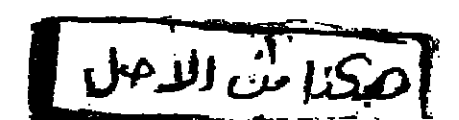
Dans *le Monde* du 30 août, vous avez publié un article de M. Haroun Tazieff intitulé : « Une mission française à Java ; l'analyse immédiate des gaz permettra une meilleure connaissance des risques volcaniques. » Il y est écrit que, « *pour la première fois au monde (...), F. Le Guern et André Nohl ont conçu et réalisé le premier chromatographe en phase gazeuse de terrain capable d'analyser les gaz à chaud...* » sur les volcans. C'est inexact puisqu'en juillet 1970 (et les années suivantes) l'équipe Vulcain, que je dirige, a analysé des gaz chauds sur les volcans Vulcano et Stromboli (îles Eoliennes) à l'aide d'un chromatographe en phase gazeuse portatif conçu et réalisé par M. François Couillard (à l'époque ingénieur à l'Institut supérieur d'électronique de Paris), avec l'aide de la société Touzart et Matignon.

Ces travaux ont fait l'objet, le 15 février 1971, d'un compte rendu à l'Académie des sciences intitulé : « Analyse des gaz par un chromatographe portatif sur le volcan Vulcano (îles Eoliennes) » de Mlle Katia Conrad, MM. François Couillard, Maurice Krafft et Jean-Guy Bartaire, présenté par M. Jean Orcel. Cela n'ôte rien au mérite de MM. Le Guern et Nohl, mais je tenais à le signaler.

D'autre part, il est dit que le dôme actuel « *du Merapi a pris naissance en 1972* » ; c'est inexact. Il y était déjà en 1971, lors de notre mission volcanologique de huit mois en Indonésie, et y était toujours en 1976.







ÉDUCATION

« Il ne peut y avoir rivalité entre parents et enseignants »

déclarent le SNI et la Fédération Cornec

« Il ne peut y avoir rivalité entre parents et enseignants. » Cette affirmation est contenue dans une déclaration commune de la Fédération des *conseils* de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E., présidée par M. Jean Cornec) et du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.), adoptée à l'unanimité par les instances dirigeantes des deux organisations et rendue publique mardi 12 septembre. *« Il ne peut y avoir rivalité mais complémentarité, car l'enfant ne peut vivre éclaté entre ses moments de vie familiale, de vie scolaire et ses temps de loisirs et de détente. »*

La Fédération Cornec et le SNI continuent de dénoncer la création des comités de parents instaurés par la réforme Haby depuis l'an dernier dans les écoles maternelles et élémentaires. A leurs yeux, ces instances fixent « *un cadre étriqué* » à la collaboration entre parents et enseignants et cherchent à faire s'opposer les uns et les autres. Mais « *une situation nouvelle a été créée* » et les deux organisations se placent dans la perspective d'« *une transformation progressive des conseils d'école en conseils de gestion tripartite, dans le souci de favoriser et amplifier les luttes communes contre la réforme et pour l'amélioration du service public d'éducation* ».

« *Les parents*, est-il écrit, *doivent pouvoir assumer la part importante qui leur revient dans l'éducation de leurs enfants, y compris en étant associés à la recherche des finalités et moyens d'éducation, à la définition de projets avec leurs objectifs, le suivi de leur réalisation. (...) Mais il est évident aussi qu'il faut, dans cette collaboration franche et ouverte, tenir compte de la spécificité de l'action de chacun des partenaires. Les parents s'interdiront d'intervenir dans tout ce qui relève de la fonction spécifique et de la responsabilité propre de chacun des membres de l'équipe pédagogique. De même, les enseignants s'interdiront d'émettre tout jugement sur les conceptions éducatives des parents.* »

La spécificité de chacun

Dès le début de l'année scolaire, les adhérents du SNI et de la Fédération Cornec sont donc appelés « *à multiplier dans les écoles les réunions d'information au cours desquelles les maîtres expliquent aux parents des élèves de leur classe la façon dont ils aborderont le programme, la méthode utilisée et précisent l'aide que les parents pourront leur apporter à la maison et dans le cadre des activités d'éveil* ». Les rencontres entre maîtres de l'école du collège et parents du conseil local de la Fédération Cornec seront intensifiées « *sans porter préjudice aux échanges individuels parents-maîtres* ». Les réunions du conseil d'école devront être préparées ensemble, de même que « *toute action de pression sur les pouvoirs et les administrations* ».

Sur le plan national, les deux organisations décident d'« *approfondir le débat sur la place, le rôle et les limites respectives d'intervention de chacun des partenaires des équipes éducatives* ». Elles s'engagent « *à revendiquer d'un commun accord la participation des parents à l'élaboration de la carte scolaire, aux propositions d'ouverture et de fermeture de classe, d'école ou de section d'établissement ainsi que la mise en œuvre des premières mesures tendant à accorder aux parents élus ou désignés un statut reconnu de délégué des parents* ».

DIALOGUER...

Le texte commun publié par le SNI et la Fédération Cornec fera date dans l'histoire des relations entre parents et enseignants. Certes, l'accord entre les deux organisations n'est pas nouveau puisque la seconde est née de la première, en 1946. Mais un tournant est pris que les événements de l'an dernier ne laissaient pas, en surface, présager.

L'année 1977-1978, marquée par la mise en place d'un comité de parents dans chaque école maternelle ou primaire, en application de la réforme Haby, fut, en effet, une année grise pour la collaboration entre maîtres et parents. Au premier trimestre, pour obtenir une amélioration du remplacement des maîtres absents, des décharges pour les directeurs d'école et un abaissement des effectifs des classes, le SNI faisait pression sur le ministre et bloquait la réunion des conseils d'école. La satisfaction des revendications, expliquait le SNI, profiterait aux enfants, donc aux familles. Il n'empêche : peu ou prou, les parents on eu alors le sentiment d'être utilisés. De jeunes élus, avides de collaborer avec les maîtres, acceptaient mal cette attitude des instituteurs qui ressemblait trop au refus de toute collaboration.

La situation se débloqua le 14 décembre 1977, le SNI donnant le feu vert à la réunion des conseils d'école. Mais les traces ne s'effaceront pas du jour au lendemain. Six mois plus tard, au congrès de Limoges, des militants de la Fédération Cornec le faisaient savoir vigoureusement à leur direction. La leçon fut entendue : le texte qui vient d'être diffusé en est la conséquence.

Un texte, toutefois, n'a jamais réglé seul un problème. Quand le SNI « gelait » les conseils d'école ce n'était pas uniquement par tactique. Ses dirigeants sentaient qu'à la base nombre d'instituteurs, craignant que certains parents veuillent « leur apprendre leur métier », redoutaient un dialogue vrai avec les familles. Par timidité, complexe d'infériorité ou... de supériorité. Tous maux qui ne sont pas guéris cette année et ne le seront que lorsque auront changé la formation des maîtres et les mentalités.

Les deux organisations publient un texte invitant à un dialogue qui peut conduire très loin : il leur appartient maintenant de convaincre leurs adhérents que ce dialogue est possible et fécond. Si la générosité des uns rencontre le tact des autres, le visage de l'enseignement pourra en être bouleversé.

CHARLES VIAL.

Les services d'accueil et de renseignements dans les académies de la région parisienne

Les rectorats organisent, à l'occasion de la rentrée scolaire, des services d'accueil et de renseignements pour les familles et les enseignants. Voici les adresses de ces services pour le trois académies de la région *parisienne* :

● ACADEMIE DE PARIS. — Un service d'accueil « spécial rentrée » fonctionne jusqu'au 27 septembre. Ce service aide les parents d'élèves à résoudre les problèmes d'inscription dans les classes du premier et du *second* degré, ainsi que dans les classes spéciales relevant de l'éducation spécialisée. Les parents sont reçus, 11-19, rue Archereau, Paris-19e, du lundi au vendredi, de 9 h. 30 à 16 h. 30. Tél. 200-67-46.

● ACADEMIE DE VERSAILLES (Yveline, Essonne, Hauts-de-Seine et Val-d'Oise). — Le rectorat prévoit un service d'accueil jusqu'au 23 septembre.

Pour les élèves : tél. 950-71-64, 33, avenue des Etats-Unis, 78000 Versailles.

Pour les enseignants : 45, avenue des Etats-Unis, 78000 Versailles, tél. 950-20-38 et 950-21-37.

● ACADEMIE DE CRETEIL (Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). — Un service d'accueil fonctionnera jusqu'au 23 septembre. Les familles pourront s'informer, soit en téléphonant au 377-12-71, soit en se rendant au rectorat de Créteil, rue Georges-Enesco, entre 9 h. 30 et 12 heures, 14 heures et 17 heures. Les enseignants obtiendront des renseignements en téléphonant au 377-12-71 (enseignement technique : poste 500 ; enseignement général : poste 600) ou en se rendant au rectorat entre 9 h. 30 et 12 heures.

● *Le Syndicat national des enseignements techniques et professionnels* (SNETP-C.G.T.) appelle ses adhérents à « *agir dès le jour de la pré-rentrée pour défendre les conditions d'emploi et de travail* », action pouvant aller jusqu'à la grève selon la situation locale.

RELIGION

L'ABBÉ DIDIER MARCHAND EST NOMMÉ ÉVÊQUE DE VALENCE

Jean Paul Ier a nommé évêque de Valence l'abbé Didier-Léon Marchand, du diocèse de Grenoble, vicaire épiscopal à l'archidiaconé de Saint-Maurice, à Vienne. Il succède à Mgr Jean de Cambourg, dont la démission pour raison de santé avait été acceptée en 1977.

[Né le 1er novembre 1925 à La Chapelle-de-Surieu (Isère), M. Marchand est entré en 1944 au petit séminaire de Grenoble. Il a fait ses études de théologie au grand séminaire de Grenoble puis à l'Institut catholique de Lyon, où il a obtenu la licence en théologie. Il a été ordonné prêtre en 1951. Après avoir exercé son ministère dans plusieurs paroisses du secteur de Vienne, il est devenu, en 1967, responsable interdiocésain de la pastorale de ce secteur puis dans la zone de la vallée du Rhône. Depuis 1971, il était vicaire épiscopal pour l'archidiaconé de Saint-Maurice à Vienne et pour la zone pastorale de la vallée du Rhône, zone qui comprend des secteurs des cinq diocèses de Grenoble, Lyon, Saint-Etienne, Valence et Viviers.]

● *Le quinze centième numéro en langue française de « l'Osservatore romano ».* — Une réception a été donnée le mardi 12 septembre à l'occasion de la sortie du quinze centième numéro de l'édition hebdomadaire de *l'Osservatore Romano* en langue française. Cette publication, dirigée par M. Alain Galichon, avait été fondée en 1949. Installée et imprimée d'abord à Paris, elle devait être transférée, deux ans plus tard, au Vatican. Quatre autres éditions hebdomadaires *ont vu le jour par la suite* : l'espagnole (1951), l'anglaise (1968), la portugaise (1969) et l'allemande (1970).

Pour sa part, *l'Osservatore Romano* (quotidien de langue italienne) approche des trente-six mille numéros. Fondé en 1861, il *n'a cessé de paraître que pendant* les quelques jours de la prise de Rome en 1870. — *(Corresp.)*



UN ENTRETIEN AVEC

(Suite de la première page.)

» Pour ce qui concerne plus spécialement les classes maternelles, de nouveaux emplois ont été créés, auxquels s'ajoutent, au niveau départemental, des transferts de postes de l'enseignement primaire à l'enseignement préscolaire. Au total, de nombreuses classes maternelles nouvelles seront ouvertes alors que les effectifs attendus accusent, en raison de la chute de la démographie, une baisse de quarante mille élèves. Les conditions d'accueil seront donc meilleures que l'an dernier, et il y aura moins d'élèves par classe. Seules, quelques zones suburbaines ou rurales connaîtront encore des difficultés. N'oublions pas que la France est l'un des pays au monde où le taux de préscolarisation est le plus fort et que plus de 98 % des enfants français de quatre et cinq ans vont à l'école.

» Quant aux maîtres auxiliaires, le premier ministre a accepté que sept mille cinq cents postes soient maintenus, en surnombre, à titre temporaire pendant l'année 1978-1979. Cette mesure devrait permettre de réemployer pour un an le plus grand nombre des maîtres auxiliaires qui étaient en service l'an dernier. Ils retrouveront donc du travail sinon dès le jour de la rentrée, du moins au cours des prochaines semaines.

J'ai abordé ce ministère comme une grande entreprise

— Le vieillissement prévisible du corps enseignant jusqu'à la fin du siècle ne vous inquiète-t-il pas ?

— Bien sûr que si. Nous avons la chance, à l'heure actuelle, d'avoir un corps enseignant jeune. C'est une chance parce que si nous avons à opérer un certain nombre d'évolutions, comme le collège unique, ou l'amélioration de l'enseignement primaire, il est bien certain que la jeunesse de ces enseignants nous facilitera la tâche. En revanche, il est non moins certain qu'ils vont vieillir ensemble. C'est une question à laquelle il nous faut réfléchir à bref délai.

— Lors de votre nomination à l'éducation, on a pensé que vous seriez surtout sensible — en tant qu'ancien industriel et ministre du travail — aux problèmes de la formation professionnelle des jeunes. Or, depuis cinq mois, vous êtes resté très discret sur ce thème.

— Mon expérience personnelle m'a d'abord conduit à aborder le ministère de l'éducation comme une entreprise, je dirai même une très grande entreprise, ce qu'il est en réalité avec ses huit cent cinquante mille fonctionnaires et son budget de 80 milliards de francs.

» Il fallait que je prenne la dimension des problèmes, que j'étudie des mesures pour accroître l'efficacité des services et utiliser au mieux les moyens que la collectivité nationale consacre à l'éducation. Ce qui ne signifie pas que j'ai laissé de côté des problèmes préoccupants, comme ceux de la formation professionnelle des jeunes. Des équipes sont au travail sur ce sujet depuis le mois de mai, une discussion est ouverte avec la FEN, et des propositions seront faites dans les mois à venir. Il s'agit là d'une question à laquelle j'attache la plus grande importance et à propos de laquelle je ne veux pas faire de déclaration tant qu'un travail préparatoire, en profondeur, n'aura pas été accompli.

» Au demeurant, la proximité de la rentrée exigeait que des mesures d'ajustement soient prises à très court terme pour l'application de la réforme en sixième et en cinquième. Et la formation des maîtres du premier degré m'a paru devoir être le premier dossier à traiter. Mais ces priorités « chronologiques » ne signifient pas, loin de là, que les problèmes de la formation initiale des jeunes soient absents de mon esprit.

— Avez-vous un calendrier à ce sujet ?

— Au mois d'août, nous avons beaucoup avancé les choses. Un certain nombre d'orientations ont été précisées. Depuis, nous avons entrepris deux sortes de discussions, d'une part, avec la FEN, d'autre part, avec le patronat, qui a à donner son avis sur les débouchés et les perspectives d'emploi. Un premier point pourra être fait à la fin de l'année 1978.

La formation : *une exigence de justice et une nécessité*

— Dans la crise que traverse notre société, l'école fait parfois figure de bouc émissaire : les formations ne sont pas adaptées aux besoins de l'économie, deux cent mille jeunes quittent l'enseignement chaque année sans aucune formation. Pensez-vous que l'enseignement français a sa part de responsabilité dans l'aggravation du chômage, et, si oui, quelles solutions immédiates proposez-vous ?

— L'école ne peut être tenue responsable de tout et elle ne l'est certainement pas de la situation de l'emploi, qui tient, vous le savez, à de nombreux facteurs, dont la conjoncture économique mondiale.

» Améliorer la qualité et le niveau de la formation professionnelle des jeunes est une nécessité vitale pour l'avenir de notre pays. Dans ce domaine, mon objectif est triple :

» — Réduire le nombre des élèves qui sortent du système scolaire sans aucune formation. C'est là une exigence de justice, mais c'est aussi une nécessité économique. Un pays qui, comme le nôtre, ne dispose pas de ressources naturelles ne peut survivre dans la tourmente économique actuelle que par la supériorité de son potentiel technologique, c'est-à-dire par la qualité professionnelle de ses ouvriers et de ses techniciens.

» — Mieux adapter nos formations, ce qui ne veut pas dire les subordonner aux besoins immédiats des professions. Bien au contraire, l'évolution rapide des professions et des technologies nous conduira à développer des formations polyvalentes ou à base de qualifications-clefs qui donneront aux jeunes des facilités pour le choix d'un premier emploi ainsi que des facilités de reconversion éventuelle par la suite.

» — Diminuer, sinon supprimer tout à fait, l'hiatus beaucoup trop grand qui existe entre l'école et la vie active. Divers moyens doivent concourir à ce but, tels, peut-être, la délivrance progressive des diplômes par le système du contrôle continu et des unités capitalisables, le développement de l'enseignement par alternance ou la multiplication des stages.

» De leur côté, les entreprises ont une responsabilité à laquelle elles ne sauraient échapper : savoir accueillir les jeunes dans leur premier emploi et les aider, par des méthodes d'encadrement et d'aide psychologique appropriées, à s'adapter à la vie professionnelle. L'école ne peut pas tout faire ; les entreprises participent à la formation complémentaire des jeunes. La société tout entière est finalement responsable de la fonction d'éducation. Les travaux publiés par l'UNESCO et l'O.C.D.E., depuis plusieurs années, mettent en évidence cette coresponsabilité éducative de l'école et de l'ensemble des milieux économiques et professionnels.

Le collège unique : il rapprochera les Français

— « Il n'y aura pas de réforme Beullac », avez-vous annoncé dès votre arrivée. Mais il y a une réforme Haby votée par le Parlement. Est-il aisé de mettre en place une réforme qu'on n'a pas soi-même conçue ?

— La loi de 1975 introduit une réforme fondamentale à laquelle j'adhère pleinement. Je la juge capitale pour notre pays. Le collège unique exprime une volonté politique profonde. Je ne suis pas sûr que l'on en ait saisi, dans la majorité comme dans l'opposition, toute la portée pour l'évolution de notre société. Cette volonté politique, c'est celle de faire en sorte que l'école ne reproduise pas les injustices, les discriminations qui subsistent dans notre société. Le collège unique rapprochera les Français. C'est l'école de Jules Ferry jusqu'à seize ans.

» En disant cela, je ne parle pas seulement des structures : mettre tous les élèves de sixième dans les mêmes classes et les mêmes établissements ne signifie rien à lui seul. Mais ceci impose une nouvelle pédagogie, de nouvelles attitudes, toute une évolution de notre enseignement. Cette ambition exigera des années pour se réaliser. Et les difficultés à surmonter ne manquent pas.

» Cette première année d'application en a fait apparaître... Il s'agit de les analyser lucidement et d'y remédier. C'est ce qui sera fait, pas à pas, et dès cette année.

— La réforme s'applique cette année au cours élémentaire et à la classe de cinquième. De quels moyens supplémentaires disposez-vous pour cela ?

— Pour l'enseignement primaire, je dispose de mille cent quatre-vingt-cinq emplois supplémentaires qui vont permettre d'abaisser le nombre des élèves par classe au cours élémentaire première année. Notre but est de parvenir à limiter à vingt-cinq le nombre des élèves de cette classe. Cet objectif n'est pas hors de portée, mais il ne saurait être réalisé en une seule année. Cette rentrée marque donc une première étape dans cette voie. Je voudrais dire à ce sujet qu'il ne faut pas avoir la « religion de la moyenne ». L'effectif souhaitable et optimum peut varier d'une classe à l'autre, d'une région à l'autre.

» Pour les collèges, nous mettrons en place deux mille cinq cents enseignants supplémentaires auxquels doit s'ajouter la plus grande part des sept mille cinq cents surnuméraires. Ce qui ne signifie pas, je le précise, que c'est à des maîtres auxiliaires que sera confiée la responsabilité des enseignements de soutien et des activités d'approfondissement en sixième et en cinquième. J'ai demandé au contraire aux chefs d'établissement que les maîtres les plus chevronnés soient chargés de cette mission.

— Vous parlez du collège unique mais la réforme laisse de côté un nombre grandissant de jeunes Français orientés vers un enseignement spécialisé par des commissions départementales qui jugent sur dossier. Le collège sera-t-il un jour réellement unique ? Vous prônez la souplesse dans l'application de la réforme. N'est-ce pas reconnaître que la notion de collège unique est, en fait, irréaliste ?

— Il n'y a aucun lien entre l'orientation de jeunes vers l'enseignement spécialisé et la mise en œuvre du collège unique. Cette orientation est prononcée, sur dossier et à partir de critères qui ne sont pas spécifiquement pédagogiques, par les commissions départementales d'éducation spécialisée instituées par la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées. Si le nombre de ces élèves augmente, c'est que par l'ouverture de nouvelles sections d'éducation spécialisée nous accroissons chaque année la capacité d'accueil de structures scolaires adaptées à leur situation personnelle et je m'en félicite. Il y aura toujours un faible pourcentage d'élèves qui relèveront de l'éducation spécialisée. Vouloir les intégrer au collège unique sans tenir compte de leur situation ne serait pas leur rendre service.

» Tout autre est le cas des élèves qui, sans relever de l'éducation spécialisée, ont accumulé, à l'école élémentaire, des retards scolaires tels qu'ils ont beaucoup de mal à bénéficier de l'enseignement dispensé dans les nouvelles sixièmes. C'est à leur intention que j'ai prévu cette année des actions de soutien complémentaire ou même un véritable rattrapage. Et c'est pour que leur nombre diminue progressivement que j'ai décidé d'agir en amont, en améliorant la qualité de l'enseignement élémentaire ; donc de la formation des maîtres.

» Le collège unique est un objectif que nous atteindrons progressivement. Il ne sera tout à fait effectif que lorsque l'action entreprise au niveau de l'enseignement élémentaire aura porté ses fruits, à savoir une plus grande homogénéité des enfants qui entrent en sixième. Mais constater aujourd'hui l'existence de certaines limites, d'ailleurs provisoires, n'équivaut pas à un constat d'échec ou d'impossibilité. Déjà la suppression des filières et l'institution d'un enseignement de soutien ont provoqué chez les enseignants — je l'ai constaté lors de mes visites d'établissements — un intense courant de réflexion pédagogique, et chez plusieurs une véritable rénovation de leurs méthodes.

» Le collège unique n'est pas l'ancien premier cycle des lycées dans lequel tous les jeunes Français seraient admis. C'est une entité originale qui suppose de nouvelles méthodes pédagogiques et une nouvelle relation entre le maître et l'élève. J'ai, cette année, laissé aux chefs d'établissement et aux enseignants beaucoup de souplesse dans l'application du soutien. C'est une attitude plutôt réaliste. Nous ferons le collège unique de façon réaliste.

— Il existe une autre catégorie d'élèves qui n'accèdent pas au collège unique : ce sont les élèves accueillis dans les classes pré-professionnelles de niveau (C.P.P.N.) et préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.). Ne s'agit-il pas d'une filière ?

— Pour l'instant, oui. Il faut être réaliste. Un certain nombre d'élèves âgés sortant du primaire ont encore besoin d'un enseignement de ce type. A mon avis, il faut résoudre d'urgence deux problèmes : la formation des maîtres de collège et celle des instituteurs. Je ne crois pas que nous pourrons aboutir au collège unique tant que nous aurons 15 % d'enfants sortant du primaire et n'ayant pas une maîtrise suffisante du français. C'est pourquoi j'ai mis la priorité sur la formation des maîtres du premier degré.

Baccalauréat : le temps de la réflexion

— Faudra-t-il attendre 1981-1982 pour voir la réforme atteindre le second cycle, c'est-à-dire la classe de seconde ? En ce cas acceptez-vous l'idée de maintenir le baccalauréat sous sa forme actuelle jusqu'en 1983-1984 ?

— La réforme, s'appliquant progressivement, atteindra, en effet, le second cycle, c'est-à-dire la classe de seconde, à la rentrée de 1981, moment où elle aura été au préalable mise en place en 4e et en 3e. Cela peut paraître long. Mais on ne peut d'un côté déplorer la succession des réformes depuis vingt ans et demander une application rapide de celle-ci, qui constitue l'achèvement d'un édifice conçu et préparé depuis des années. Une réforme du système éducatif est une chose trop sérieuse et qui engage trop l'avenir du pays pour que nous la mettions en place dans la précipitation. Nous nous donnerons le temps de la réflexion et de la concertation. Il n'y a pas, actuellement, de discussion en cours sur le baccalauréat avec le ministère des universités.

M. CHRISTIAN BEULLAC

Formation des instituteurs : je lutte contre l'abstraction

— Votre première initiative importante concerne la transformation du recrutement et de la formation des futurs instituteurs. La durée des études sera vraisemblablement allongée, mais aurez-vous les moyens budgétaires de revaloriser les traitements des instituteurs puisque ceux-ci auront — dans l'avenir — une plus grande qualification en début de carrière ?

— Le premier ministre m'a en effet donné mission de mettre au point une rénovation de la formation des instituteurs. C'est par là qu'il faut commencer. Cette affaire importante fait actuellement l'objet d'une concertation avec nos partenaires sociaux. Il faudra attendre le mois d'octobre pour connaître les projets arrêtés.

» Dans ce domaine, je me refuse à tomber dans le piège qui consiste à se poser la question : faudra-t-il trois ans ou deux ans de formation ? Je lutte de façon constante, dans ce ministère, contre l'abstraction. Il y a en France une prédilection pour l'abstraction qui fait que, au lieu de poser les problèmes en termes concrets, on commence à les poser en termes de philosophie, ce qui entraîne des blocages inutiles. Alors qu'à partir du moment où nous nous disons : devant quelle population sommes-nous au niveau élémentaire ? Quels sont les problèmes qui se posent à nous ? Que voulons-nous obtenir ? Quelles corrections à apporter ? on peut discuter.

— Après la formation des instituteurs, vous vous attaquerez à celle des maîtres du second degré. Quelle sera votre politique à cet égard ?

— Effectivement, je n'ai pas l'intention de me limiter au seul problème de la formation des instituteurs. D'ores et déjà, j'ai demandé à mes collaborateurs d'étudier celui de la formation des professeurs du second degré, et je suis bien décidé à faire avancer rapidement ce dossier. Quant à ma politique dans ce domaine, elle est simple : je veux avant tout améliorer la « qualité » de nos enseignants, ce qui veut dire, bien sûr, la qualité de leur savoir, qui est déjà grande, mais aussi et surtout la qualité pédagogique.

» Les sciences de l'éducation ont beaucoup évolué depuis quelques décennies, et de ce fait nous connaissons mieux l'enfant. Celui-ci, d'ailleurs, n'est plus ce qu'il était il y a vingt ou trente ans : il est plus précoce, plus éveillé, plus sollicité par le monde extérieur, par exemple par la télévision, mais en même temps plus rétif à l'égard de certains exercices scolaires traditionnels. Nous devons en tenir compte pour l'évolution de notre pédagogie. D'autant plus que le collège unique, les classes hétérogènes, exigent de nouvelles relations entre le professeur et l'élève. Beaucoup d'enseignants, d'ailleurs, l'ont compris et ont eux-mêmes adapté leur enseignement. Certains éprouvent le besoin d'un recyclage, comme on dit. Mon intention est de leur en apporter les moyens.

Nous devons être compétitifs

— Votre prédécesseur a supprimé la direction de la formation permanente du ministère de l'éducation. On ne peut pas dire que cela ait encouragé l'enseignement public — notamment secondaire — à prendre des initiatives dans ce domaine.

— La direction de la formation continue a été rattachée à la direction des lycées, ce qui est logique puisque, dans notre système scolaire, ce sont principalement les établissements du second cycle qui sont appelés à participer à des actions de formation continue. Cette mesure était d'ordre administratif, et il ne faut pas lui faire dire plus que ce qu'elle signifiait. Elle ne s'est pas accompagnée, bien au contraire, d'un recul ni même d'un ralentissement des activités de formation continue auxquelles prend part l'enseignement public. *En 1977, les établissements scolaires et universitaires ont assuré 13 % des actions financées par les entreprises et la moitié des actions financées sur crédits d'Etat. Je souligne, au passage,* que la part prise par l'éducation dans les actions financées par les entreprises s'est, depuis 1973, accrue chaque année de 25 %.

» J'ai dit souvent que l'un des objectifs que je poursuivrai serait d'ouvrir l'école sur la vie, et notamment la vie économique. *Il me paraît bon*, de ce point de vue, pour notre système éducatif de prendre, dans la formation permanente, une part importante. C'est une de ses vocations, si elle n'est pas la principale. Mais s'ouvrir sur le monde extérieur, c'est entrer dans la compétitivité. Nous devons offrir des services compétitifs.

— Depuis votre arrivée rue de Grenelle, on a le sentiment que les organisations d'enseignants vous ménagent. Comment cela s'explique-t-il ? Cela peut-il durer ?

— Je ne mesurerai pas l'efficacité de mon action au degré de « ménagement », comme vous dites, enregistré chez les syndicats. Ce que je sais c'est que d'emblée j'ai voulu établir avec eux des contacts directs fondés *sur l'honnêteté intellectuelle* et la franchise. Je souhaite qu'eux et moi nous regardions toujours la vérité en face sans nous payer de mots et sans nous masquer les difficultés ni les limites de notre action. S'ils apprécient ce style, je m'en félicite. Ils peuvent être assurés que je n'en changerai pas.

Une société saine vit en harmonie avec ses enseignants

— Vous voulez redonner confiance aux enseignants et réconcilier la France et son école. Quel moyen précis utiliserez-vous pour atteindre ce but ?

— Une société ne peut vivre sainement ni préparer son avenir avec sérénité si elle n'est pas en harmonie avec ses enseignants. Le travail des enseignants et leurs difficultés sont trop souvent méconnus. Ils aiment leur métier et ont sur lui des idées pertinentes et souvent novatrices.

» Il faut leur donner l'occasion non pas seulement de les exprimer mais aussi de les mettre en œuvre. Ils doivent savoir aussi que l'opinion est attentive à chacune de leurs attitudes et de leurs initiatives, dont certaines, il faut le dire, ne sont pas toujours bien comprises. Je suis porté, par expérience, par tempérament et par raison, à penser que la confiance se partage et qu'elle est en général payée de retour.

» Les recteurs, que nous avons vus vendredi, nous ont indiqué qu'il y avait actuellement sur le terrain un effort d'imagination qui les frappait. Un peu partout en France se forment des groupes animés par des chefs d'établissement et des maîtres qui sont en train de chercher les voies les plus diverses. Si vraiment nous avons réussi à déclencher ce mouvement, alors nous avons fait ce qu'il y avait de plus important.

— Nous allions oublier les parents...

— Dans les relations parents-enseignants, il y a une double difficulté. D'abord de la part des enseignants eux-mêmes. Beaucoup ont été habitués depuis des générations à être les « seuls maîtres à bord » dans leurs classes. Ce qui ne voulait pas dire qu'ils n'étaient pas prêts à discuter avec tel ou tel parent pris individuellement. Le maître se trouve maintenant face à une collectivité qui lui demande de rendre des comptes, d'expliquer, de justifier. Il y a là un changement d'attitude que je compare beaucoup à celui qu'il a été nécessaire de demander à la maîtrise dans les usines.

» De leur côté, les parents sont parfois agressifs à l'égard des enseignants. Dans bien des cas certains considèrent que c'est à l'école de tout faire. On demande aux enseignants de pallier toutes les insuffisances de la société, de la famille. Les parents doivent être très attentifs au fait que le *rôle des enseignants n'est pas* facile.

» En tout cas, ce n'est pas par des circulaires que je vais régler le problème. Jusqu'à preuve du contraire, des relations confiantes entre deux groupes ne se décrètent pas. »

Propos recueillis par
BRUNO FRAPPAT.

CORRESPONDANCE

Section C et illusion

M. André Perrin, proviseur du lycée Pasteur, à Neuilly (Hauts-de-Seine), nous écrit :

L'article que Bruno Frappat a publié dans *le Monde* du 22 juin sur « Le baccalauréat trompe-l'œil » contient nombre de remarques pertinentes sur la signification sociale de ce diplôme et les illusions qui se maintiennent, dans de très nombreuses familles, malgré le démenti des faits.

Ces familles sont excusables. Beaucoup de parents ont vécu leur adolescence dans un système qui ne leur a pas permis d'accéder au baccalauréat, mais dans lequel ils voyaient à peu près tous les bacheliers entrer dans des carrières de responsabilité ou de direction, publiques ou privées.

Or, il n'y avait que 26 700 bacheliers (dont 9 000 filles) en 1940. On en compte environ dix fois plus aujourd'hui, mais les besoins en médecins, avocats, ingénieurs, professeurs, cadres, etc., n'ont probablement pas décuplé. D'où les échecs en première année de médecine ou de droit ; d'où la difficulté d'entrer dans les classes préparatoires aux grandes écoles ; d'où une sélection qui ne dit pas son nom.

Le désenchantement des parents commence à peine à redescendre vers ceux des élèves de troisième. Aussi la poussée de ces parents continue-t-elle à s'exercer très fortement en direction de la section C.

Lorsque le décret du 10 juin 1965 a institué les sections A, B, C, D et E, on a réalisé une construction qui semblait bien répondre aux besoins des études ultérieures et qui était pleinement satisfaisante pour l'esprit.

Chaque secteur de l'enseignement supérieur aurait dû trouver son compte dans ce système, c'est-à-dire des bacheliers bien adaptés à ce qu'ils allaient entreprendre. En réalité, la section C a attiré presque tous de suite le maximum de bons élèves, bien qu'elle fût orientée vers l'abstraction la plus grande et alors qu'il est de multiples formes d'intelligence.

Toutes les grandes écoles se sont arrangées pour fermer en pratique la porte aux autres séries. Celles qui auraient dû puiser leurs recrues en B ont organisé un barrage mathématique qui ne laissait d'espoir qu'aux C. La médecine, qui aurait dû s'imposer de ne prendre que des D, a laissé les C concurrencer les D et l'emporter. Et ainsi de suite.

Après quoi s'est installée dans *l'opinion l'idée que C était la voie* royale, la seule qui mène à tout. On voit bien que cette prépondérance tient seulement à ce qu'on a détourné le dispositif de son objet. La section C n'est pas la meilleure pour les futurs biologistes, les futurs juristes, les futurs Sciences Po, les futurs littéraires.

La série C n'est pas conçue pour mener à tout, puisqu'elle oriente vers un certain type de spéculation scientifique et qu'elle conduit en fait les élèves à peu travailler les lettres, l'histoire, les langues, la philosophie, c'est-à-dire à être peu ou mal formés dans ces disciplines. C'est la capacité des élèves admis dans cette série qui les rend à peu près aptes à tout.

Combien d'échecs ne voit-on pas en seconde C ou en première C, chez les élèves qui veulent à tout prix entrer en C ou qui y sont contraints par leurs parents ? Comme si c'était une chance que d'être confronté à un *niveau d'abstraction* qui dépasse les capacités qu'on a ; comme si c'était s'épanouir que de traîner en queue de classe, d'obtenir un laborieux et médiocre « bac » C pour se faire éliminer des études universitaires un ou deux ans après.

Qui étudiera un jour le malmenage des *matheux-malgré-eux* et les dégâts causés chez les jeunes gens pour qui, d'échec en échec, de « descente » de C en D, de D en B, de B en A, la section C ne restera que le miroir aux alouettes de la promotion sociale ?

QUAND LA NOSTALGIE EMPLIT LES CARTABLES

Les outils de l'écolier

QUAND l'écolier en blouse grise et sac au dos regagnait, le jour de la rentrée, l'école de Jules Ferry, il emportait dans son barda les mêmes objets stéréotypés, ces outils qui, d'une génération à l'autre, aidaient les élèves à surmonter les embûches du maître aussi bien que l'ennui. Traits bien tirés, lettres bien ourlées, mais aussi mâchonnage du porte-plume jusqu'à en extraire le suc du bois filandreux, ivresse des colles blanches amandées, règle lance-boulettes et craie pompeuse d'encre violette. Sans omettre l'indispensable rapporteur, fait pour être tordu dans tous les sens, comme dans la classe son homonyme au regard fuyant. Un appareillage un peu solennel qui donnait à l'enfant un statut enviable d'écolier, de futur travailleur. Un univers ardoisé et crayeux, aux formes immuables, qui fleurait l'école et l'automne comme les feuilles mortes dans la cour le 1er octobre.

Ces objets ont-ils quitté la classe, d'autres les ont-ils remplacés, plus ressemblants à notre école avec sa nouvelle pédagogie, ses larges fenêtres et ses plastiques colorés? *« Ce sont les moyens d'écriture qui ont le plus évolué*, explique M. Chauvel, chef du service de publicité d'un grand agent commercial. *La plume sergent-major est devenue introuvable — Baignol et Farjon en fabrique encore quelques centaines de mille destinées pour l'essentiel à l'exportation en Afrique — elle a été supplantée par le stylo à bille, puis par le feutre.* » La pointe Bic, honnie par la plupart des maîtres il y a vingt-cinq ans, est aujourd'hui recommandée par les auteurs de manuels. *« C'est plus pratique*, explique Mme Berthelot, institutrice à Mont-Notre-Dame, dans le Soissonnais. *Les enfants peuvent appuyer, tandis que le feutre s'écrase.* » Rares sont les instituteurs qui exigent encore d'écrire à la plume. Les « pleins et les déliés » et leurs revers, le « pâté », ne tracassent plus guère la conscience des écoliers. Dans les cahiers, les modèles d'écriture sont prévus pour être recopiés au stylo à bille. *« Je suis gauchère et en classe je ne pouvais pas utiliser le porte-plume convenablement. On m'a forcée*, se souvient Mme Germaine Despouys, membre de la Confédération syndicale des familles. *Avec une plume on était obligé d'écrire de la main droite.* »

Le progrès technologique — de la plume à la bille — a correspondu à une évolution de la pédagogie. *« Aujourd'hui*, explique le directeur de l'école primaire de Braine (Aisne), *on donne beaucoup moins d'exercices écrits. On n'a plus le même souci de lisibilité qu'autrefois, où une belle écriture était un signe d'instruction. D'ailleurs, la note d'écriture n'existe plus.* » On vend les stylos à bille à l'unité, par paquets, à tous les prix; c'est l'outil familier de l'élève. Il est mangé, sucé, démonté, en somme... bien adopté. *« Ce sont les clic-clic que je ne peux supporter »*, avoue un instituteur. Les bruits modernes de la classe couvrent les bruits anciens. Aux ardoises on a ajouté des « amortisseurs » de caoutchouc. Il arrive que les petits gadgets tombent et perturbent les cours. On retrouve en fin d'année dans les tiroirs des instituteurs des prises hétéroclites : crayons parfumés, feutres gigognes, ardoises magiques, venus de Hongkong ou du Japon.

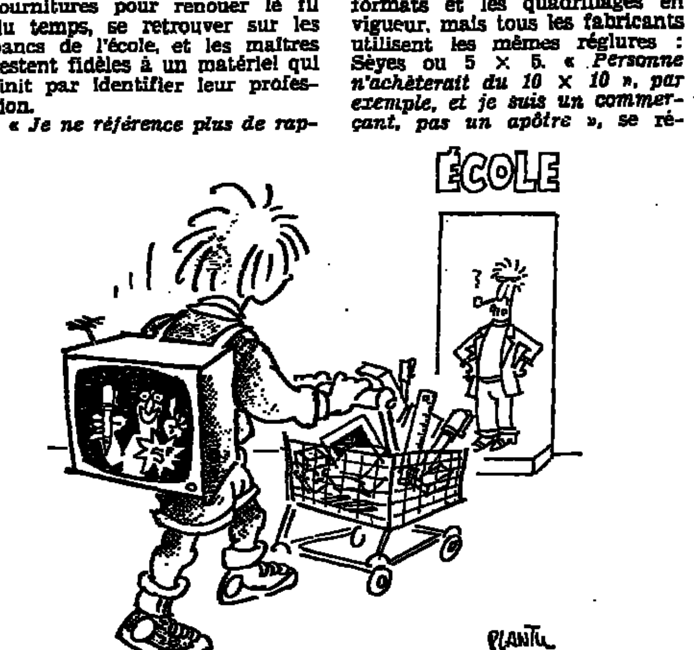
Un ou deux trous ?

La propriété dicte aussi sa loi : Les taille-crayons possèdent à présent des réservoirs pour éviter que les copeaux ne salissent le parquet. Ces mêmes taille-crayons, qui ont, semble-t-il débridé l'imagination des fabricants : transformés en petit globe, en télévision, en loupe, en machine enregistreuse — on ne sait comment camoufler leur partie utile de moins en moins solide. *« L'an dernier, j'ai acheté à mon fils une fusée et, en plus, un taille-crayons : je n'avais pas vu que la fusée en était un »*, se souvient une mère. Ces outils-jouets plaisent aux enfants. *« Nous avons épuisé le stock de style 1900 en deux semaines »*, constate M. Noël Almagiacchi, chef de rayon dans un Carrefour de la région parisienne. La gadgétisation n'est freinée que par le poids des habitudes. *« Les clients réclament des taille-crayons à deux trous*, s'étonne M. François Ulmann, spécialisé dans la fabrication de matériel scolaire. *Or on ne trouve pratiquement plus de crayons pour s'adapter aux grands trous.* »

La demande reste souvent traditionnelle. L'an dernier, Korès a mis sur le marché une calculatrice électronique conçue exprès pour les écoliers. *« Nous avons dû arrêter la fabrication : nous n'avions pas un support publicitaire suffisant »*, explique aujourd'hui le directeur commercial de l'entreprise. En réalité, l'objet, trop cher, n'a pas séduit les parents et les maîtres, qui ont eu peur de la nouveauté. Car on aime racheter les mêmes fournitures pour renouer le fil du temps, se retrouver sur les bancs de l'école, et les maîtres restent fidèles à un matériel qui finit par identifier leur profession.

« Je ne référence plus de rapporteurs, confie une responsable des achats des Galeries Lafayette, Mme Colette Andreys, *puisque cela ne sert plus à rien.* » En réalité, on fabrique toujours des rapporteurs. Ulmann en met en vente autant qu'autrefois et vient de sortir un article plus sophistiqué : un rapporteur à 360 degrés.

Une autre tradition bien ancrée : le quadrillage des cahiers. Personne ne sait si des textes rendent obligatoires ou non les formats et les quadrillages en vigueur, mais tous les fabricants utilisent les mêmes réglures : Sèyes ou 5 × 5. « *Personne n'achèterait du 10 × 10 », par exemple, et je suis un commerçant, pas un apôtre »*, se récrie un fabricant qui se soumet sans plus se poser de questions à la loi coutumière.



(Dessin de PLANTU.)

Les ardoises sont aussi recherchées que par le passé. Là encore, la tradition garantit le marché. *« Les Belges avaient interdit les ardoises pour des raisons d'hygiène, mais ils y reviennent. Une centrale d'achats vient de m'en commander par milliers »*, confie M. Ulmann. L'est *de la France réclame toujours* des réglures *« à l'allemande »*.

La mode « rétro » révèle le besoin de retrouver, à travers les objets, une permanence des valeurs menacées de l'école laïque obligatoire et gratuite. Evidemment les détaillants tirent profit de cette nostalgie. Des ardoises d'écolier vendues ici 5 F valent plus de 20 F dans les magasins d'ameublement où elles sont accrochées dans les cuisines à l'ancienne. Les plumiers, les encriers dans lesquels on met des fleurs, servent à l'ornement des chambres d'enfant, en souvenir d'une école qui n'existe plus. Les becs verseurs qu'utilisait le factotum pour ne pas tacher les bureaux se vissent à présent sur les bouteilles d'apéritif. *« Nous avons sorti cette année tous nos vieux stocks et nous avons confectionné un blister (emballage sous plastique)*, s'amuse un fabricant, *trois plumes, un plumier, un encrier de porcelaine, un porte-plume...* » Tout semble devenu si différent, mais, sous la pression des enfants, le barrage des parents et des maîtres a sauté. Le modernisme envahissant a emporté les derniers résistants. On se souvient de l'instituteur du Grand Meaulnes, M. Seurel, qui interrompait son cours pour regarder dans un porte-plume « à vue » l'image *« trouble et grossie de la basilique de Lourdes »*. Après lui, de nombreux maîtres se sont laissé séduire.

Le plastique a apporté ses couleurs, les blouses se sont égayées, même les compas, instruments austères et précis, ont pris des airs de fête. « Les nouveaux pédagogues » plus attentifs au monde extérieur n'ont pas repoussé ce bazar de la société de consommation. *« Et puis*, explique une mère, Mme Michèle Fouet, *l'école c'est si ennuyeux qu'on veut leur acheter ce qui leur fait plaisir.* » En classe, on insère à présent volontiers les articles importés du monde où l'on s'amuse dans le fourre-tout des activités d'éveil.

La gibecière d'abord

Mais ce sont les cartables, objets exposés au regard du voisinage, fortement symboliques pour les enfants, qui suivent la mode au plus près. *Le seul magasin* Carrefour de Villiers-en-Bierre, près de Paris, en a vendu vingt mille pour la rentrée de 1977. *« Je regrette de ne pas avoir imprimé « UCLA » (université de Los Angeles) sur mes sacs d'école*, dit un commerçant, *j'en aurais écoulé cette année des milliers.* » Les élèves, le plus souvent conformistes, ont pour cet article des exigences que les parents ne satisfont pas toujours.

Le cartable *Time is money* ou le sac « reporter » battent tous les records. La solidité en prend un coup : on a vendu en 1976 19,7 millions de cartables en matière synthétique contre cent quarante mille articles en cuir. Les fabricants, invoquant une campagne des pédiatres qui préconisent d'équilibrer les charges pour éviter les déviations de la colonne vertébrale, ont su convaincre la clientèle d'acquérir des gibecières : *« Nous vendons les trois quarts de nos cartables avec des sangles*, dit M. Almaggiachi, *mais ils sont en moyenne plus chers de 20 %.* » D'autres causes influent sur la mode : *« Les cartables sont de plus en plus grands — ils atteignent cette année 46 centimètres. C'est qu'on ne peut plus rien laisser à l'école à cause des vols, et qu'il faut apporter de plus en plus de matériel »*, dit Mme Andreys.

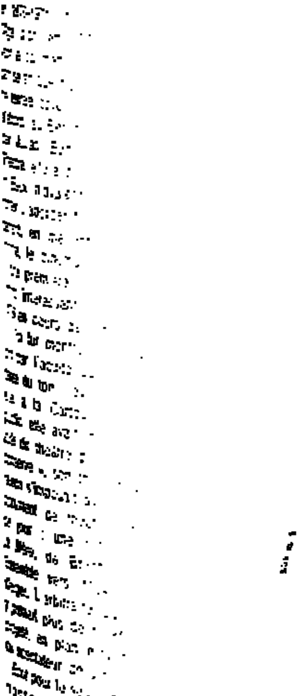
Les cahiers ont aussi « changé de peau ». Là où naguère se trouvait la table de multiplication figure désormais la fiche technique d'une 500 cm3 ou la silhouette bondissante d'Astérix. Mais on ne mentionne plus guère le poids ou la qualité du papier.

Les gadgets inondent les grandes surfaces. Le « rétro » s'adresse à une clientèle plus aisée. Mais l'outil de l'écolier français s'alourdit chaque année d'un peu plus de valeur ajoutée : *« Le petit mouilleur d'ardoise vaut moins cher que son conditionnement, mais les gens n'achètent que les objets bien visibles »*, reconnaît un fabricant. Les ménagères subissent le matraquage publicitaire : *« Bravo les prix ! »*, *« La rentrée en skate »*, *« La mode retourne à l'école »*. On se rue dans les magasins, comme si la veille encore les enfants allaient tout nus. On avance le chariot *rempli de fournitures, en ignorant* ce qu'il en a coûté (690 F pour un écolier de sixième, d'après les estimations de la Confédération syndicale des familles). En septembre 1977, une circulaire du ministre de l'éducation conseillait pourtant aux professeurs de n'exiger que *« ce qui revêtait un caractère absolument nécessaire »*. *« On m'a demandé*, se souvient une mère, *un pinceau en poils de petit-gris* (1) *à 15 F. J'ai acheté à mon fils un pinceau à 2,50 F et il a fait l'année avec.* » Les professeurs de dessin et d'enseignement technique — souvent perfectionnistes — ne se rendent pas toujours compte que leurs demandes peuvent grever le budget des familles les plus modestes : Canson, quart-raisin 125 g, pinceau-plume numéro 5 et les dix-neuf graduations des crayons à dessin... *Il faut donc tout* acheter, au risque de paraître le plus pauvre. Ces fournitures de plus en plus sophistiquées entraînent des dépenses plus élevées qu'autrefois et elles sont souvent plus fragiles.

Comme les manuels allégés, les stylos, les cahiers, les cartables de l'école « pour tous » ne semblent pas avoir été fabriqués pour durer. Ils suivent, parfois avec quelque retard, les nouvelles méthodes de la commercialisation. La publicité crée le besoin : on achète. Les municipalités mettent aujourd'hui un point d'honneur à l'acquisition d'un matériel pour les écoles primaires et dépensent souvent plus de 2 000 francs par classe pour l'année. On consomme donc ces nouveaux outils de l'écolier qui ont troqué leur caractère d'autrefois, leur identité, leurs teintes grises et laïques, contre la galete colorée d'une école qui veut privilégier l'éveil et la créativité. Mais, plus encore qu'une nostalgie, le « rétro » traduit un regain d'intérêt pour le travail bien fait et la valeur de l'objet. Comme si aujourd'hui casser et jeter n'amusait plus, même les enfants.

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Variété d'écureuil de Russie.



Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

A la Royal Academy de Londres

Le compromis victorien

L'HISTOIRE de la peinture victorienne commence avant l'accession au trône de la reine Victoria. C'est, en effet, en 1822 que David Wilkie expose à la Royal Academy une œuvre, *les Pensionnaires de Chelsea apprenant la nouvelle de Waterloo*, dans laquelle se trouvent déjà réunis la plupart des éléments (patriotisme, anecdote *morale et tonifiante, sympathie prudente* pour les humbles, etc.) qui constitueront ce qu'André Maurois a appelé le compromis victorien. Le tableau eut un immense succès, enchanta Géricault par ses « expressions touchantes », et Wellington, qui l'avait commandé, insista pour le payer en espèces : « *Croyez-vous*, écrivit-il à l'artiste, *qu'il me serait agréable de mettre les commis de mon banquier dans le secret de mes folles dépenses ?* »

1822-1837 : Victoria est couronnée reine d'Angleterre et trois ans plus tard elle épouse le prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha. La reine elle-même n'était pas une personne très culturelle, mais le prince Albert, devant lequel elle était en adora*tion, lui fit partager ses goûts* de collectionneur et sa conviction que protéger les arts en leur indiquant la bonne voie était un des premiers devoirs de la monarchie. « *La vieille sophistication whig, fondée sur le Grand Tour et la culture latine,* écrit Rosemary Treble, l'auteur du catalogue, *cède alors la place au moralisme protestant, à l'exaltation de la vertu publique et privée.* »

Le Shakespeare des chiens

Les mécènes ne sont plus des esthètes, des gentilshommes libéraux, mais des banquiers, des armateurs, de petits industriels pour qui l'achat d'une œuvre d'art est un signe de promotion sociale et qui, peu sûrs de leur goût, s'en remettent pour leur choix aux spécialistes, marchands et critiques. L'époque est ainsi marquée à la fois par la mise en place d'un marché de l'art (les prix sont astronomiques) avec des noms aussi célèbres que celui de William Agnew, et par le développement considérable de la critique artistique. Ruskin n'est ici que *primus inter pares et il a joué dans l'histoire de l'art* anglais au dix-neuvième siècle un rôle auquel ne peut prétendre aucun de ses confrères du continent. « *L'œuvre d'art la plus grande,* écrivait-il, *est celle qui fait naître dans l'esprit du spectateur le plus grand nombre de grandes idées.* » *The greatest number of the greatest ideas.*

Quelles idées ? Si altier que fût *le génie de Ruskin*, il a été le porte-parole des classes moyennes, de cette bourgeoisie pieuse et active, cynique et sentimentale à la fois qui était aussi ferme dans ses convictions morales que respectueuse dans ses goût artistiques et le passage que nous venons de citer a été écrit à propos d'un tableau de Sir Edwin Landseer qui représente un chien veillant le cercueil de son maître, un vieux berger. Landseer ne fut pas seulement fait baronnet par la reine, dont il était le peintre favori : ses contemporains lui donnèrent aussi le titre de « Shakespeare des *chiens* » *et il fut encore le* Shakespeare des cerfs, de ces nobles animaux, de ces « monarques » solitaires qu'il serait intéressant de comparer à ceux de Courbet et qui sont un des symboles de la mythologie victorienne, de son respect de la vaillance individuelle et de la noblesse de l'instinct discipliné par la vertu.

Avec les paysages, souvent d'ailleurs fort beaux, et où le labour importe plus que le loisir, avec quelques marines et quelques navires, qui disent l'orgueil d'avoir conquis la maîtrise des mers, l'empire de l'Océan, avec aussi quelques enfants, dont le merveilleux petit garçon aux bulles de Millais (si merveilleux qu'il devint une réclame pour une marque de savon), le monde animal est à peu près tout ce qui *rappelle* dans la peinture victorienne les thèmes de la peinture du dix-huitième siècle et de l'époque *romantique. En parcourant* cette exposition, où l'on ne voit plus qu'une seule dame à grand chapeau, on a l'impression que le monde aristocratique a disparu, s'est littéralement volatilisé, avec toute cette Arcadie de promenades, de sous-bois, d'élégance bienveil*lante, de rêverie culturelle que l'on* associe, à tort ou à raison, aux noms de Gainsborough, de Reynolds ou de Lawrence.

Cela ne signifie pas que le peuple entre en scène. On voit ici et là une famille de pêcheurs, l'intérieur d'une maison d'ouvrier, mais il n'y a pas plus de peinture sociale et socialiste dans l'Angleterre de 1850 qu'il n'y en a dans la France de la même époque, et la pauvreté n'y apparaît que sous la forme du dénuement *décent et de la résignation laborieuse*. Ainsi dans cette toile de Richard Redgrave, *la Couturière* (1846), où l'on voit une jeune fille lever les yeux de son ouvrage au moment où l'aube blanchit la fenê*tre de sa mansarde (pour que nous* comprenions bien, il y a aussi une pendule qui indique l'heure : 5 h. 20).

Plutôt qu'à Courbet et Millet, on pense ici à une sorte de didactisme social tel qu'il s'exprime dans un des tableaux les plus populaires du siècle, *le Docteur*, de Luke Fildes : dans une pauvre chambre qu'éclairent tout de même quelques fleurs et une cage d'oiseaux, un médecin regarde longuement une enfant malade, *étendue sur un lit de fortune. L'œuvre* est de très grande qualité, le sentiment digne de Tolstoï, mais dans l'ensemble les peintres victoriens se sont plutôt attachés à illustrer « les petites tragédies de la vie moderne », comme disait l'un d'eux, les *mésaventures* et les drames domestiques, dont les classes moyennes *attendaient* que l'art, comme le roman, illustrât les péripéties : les procès, ainsi dans ces *deux toiles remarquables* d'Abraham Solomon *(Avant le verdict, Non coupable !)*, la mésentente conjugale, l'émigration, et l'on verra ici à côté du merveilleux *Last of England*, de Ford Maddox Brown, une toile moins connue d'Henry Nelson O'Neil qui montre l'adieu des épouses aux soldats partant réprimer la révolte du Bengale. « *Rien n'est plus touchant, rien n'est plus anglais* », écrivit Paul Muntz lorsque le tableau fut présenté à Paris en 1867.

La guerre. Waterloo, Trafalgar, Sébastopol ! « *Scotland for ever !* » On se doute bien que les peintres anglais n'en négligèrent pas plus les épisodes glorieux ou pathétiques que ne le firent nos Meissonier ou nos Alphonse de Neuville, les seuls peintres français d'ailleurs qu'ils semblent avoir vraiment connus. La guerre et la religion. L'école anglaise est dans ce domaine d'une originalité remarquable à force de science, de scrupule archéologique, de volonté de replacer *l'épisode biblique dans le cli*mat culturel et ethnique qui fut le sien : grands voyageurs, les peintres anglais ont été d'excellents orientalistes (voir *le Harem*, de John Frederick Lewis, digne du meilleur Delacroix) et c'est à leurs séjours en Orient que William Holman Hunt et James Tissot doivent d'avoir interprété de façon si convaincante



Vernissage de presse à la Royal Academy.

la poésie intemporelle des Evangiles. Tissot, l'aimable Tissot, le peintre mondain par excellence, qui l'eût cru ? Et pourtant sa *Vie de Notre Seigneur Jésus-Christ, est d'une* vérité, d'un accent qui font paraître bien artificiels le Jésus de Renan et même l'Orient de Flaubert.

Ce scrupule archéologique, ce fanatisme du détail vrai, on les retrouve *dans la peinture d'histoire*. On n'imagine pas meilleure illustration de la poliorcétique romaine que *la Catapulte*, de Sir Edmund Poynter, tous les metteurs en scène shakespeariens devraient s'inspirer des œuvres d'Edwin Austin Abbey (qui avait des armoires entières remplies de costumes du quinzième siècle), et quant aux toiles d'Alma-Tadema, *les Bains de Caracalla* et *les Roses d'Héliogabale*, dont raffolaient les Américains, elles semblèrent d'une vérité historique si convaincante qu'elles sont à l'origine des décors des films de Griffith et de Cecil B. de Mille.

Voilà nos victoriens : au nom de la morale tout court, le réalisme le plus scupuleux, le plus minutieux, le plus méfiant, le plus obsessionnel qui fut jamais. Le réalisme, il est banal de le redire, est l'art de la bourgeoisie et le marchand dra*pier qui sait ce qu'est une pièce* de soie ou une aune de drap ne veut pas s'en laisser compter lorsqu'il voit le drap ou la soie qu'il fabrique, palpe et vend depuis trente ans représentés dans un tableau. Pour peindre *le Docteur* plus haut cité, Luke Fildes fit construire dans son atelier un cottage de pêcheur du Devonshire et pendant tout le temps qu'il travailla à son *Héliogabale*, quatre mois, Alma-Tadema fit venir chaque semaine de Nice des corbeilles *de roses afin qu'il fût* bien entendu que chacun des milliers de pétales dont le tableau était fleuri avait été peint individuellement, d'après nature et dans sa prime nouveauté. Ses revenus lui *permettaient ces extravagances artis*tiques et morales : les prix atteints par les tableaux victoriens auxquels s'ajoutaient les revenus considérables de leur gravure, ont fait de leurs auteurs les artistes les mieux payés de l'histoire avant l'époque contemporaine.

L'esprit de Hogarth

Les mieux payés et les plus populaires. Les chiffres d'entrées, cités dans le catalogue, aux expositions de la Royal Academy ou à celle des cartons destinés à la décoration du Parlement, sont absolument stupéfiants. Si cette peinture a rencontré *une faveur aussi étendue*, c'est qu'elle ne mettait rien en question ni sur le plan moral ni peut-être surtout sur le plan formel : l'innovation formelle est toujours ressentie comme une menace contre l'ordre *politique et social. Nous retrouvons* ici le compromis victorien : par rapport à Dickens, Balzac et Flaubert sont des insoumis, des insurgés.

C'est aussi que cette peinture a été le triomphe de l'insularité. Les peintres anglais ont voyagé sur le continent, certains sont passés par l'atelier de Carolus-Duran, ont connu Rosa Bonheur, peut-être Delacroix, certainement Meissonier (cf. *le Duel*, de John Pettie), si cher au couple royal que Napoléon III offrit un de ses tableaux *(la Rixe)* à la reine lors de sa visite à Paris. Et à propos de l'assez pâle *Lamentation du Christ sur Jérusalem*, de Eastlake, un critique écrivait que les artistes anglais « étaient désormais capables de surpasser les maîtres de l'école allemande contemporaine » (c'est-à-dire les Nazaréens).

Fort heureusement, l'esprit de Hogarth veillait et les peintres victoriens sont demeurés plus anglais que nature. Comme au dix-huitième siècle, ils excellent dans la scène de genre que leur jovialité, leur goût de l'expression et du détail narratif *transforment en comédie très animée*, en petite épopée du quotidien, parfois en évocation enthousiaste de la société industrielle. A travers ces chefs-d'œuvre que sont *la Poste centrale une minute avant la fermeture, la Distribution des dividendes à la Banque d'Angleterre, le Jour du derby, la Gare*, George Hicks et William Powell Frith ont su être les « peintres de la vie moderne » en des termes qui auraient sans doute irrité Baudelaire, mais disent la confiance d'une époque en ses nouveaux dieux.

ANDRÉ FERMIGIER.

A PROPOS DU « MOLIÈRE » D'ARIANE MNOUCHKINE

Un récit contre l'histoire

Molière est à l'affiche. Sans anniversaire, sans tricentenaire ni quelconque millésime, il est cette année joué, célébré, commémoré en divers lieux. A la Comédie-Française, bien sûr, où l'on découvrira le Dom Juan *de Jean-Luc Boutté après avoir revu* les Femmes savantes, la Jalousie du barbouillé et les Fourberies de Scapin. *Au Théâtre de Chaillot, où Jérôme Savery monte le* Bourgeois gentilhomme *avec Bernard Haller. Au TEP, où l'on verra* le Malade imaginaire *de Marcel Maréchal. Dans plusieurs centres et compagnies dramatiques* (Dom Juan *à Beaune*, l'Etourdi *à Nice*, Monsieur de Pourceaugnac *à Auch*, Dom Juan *encore à Lons-le-Saunier). Au Festival d'automne surtout où le Théâtre national de Strasbourg présente* le Misanthrope *mis en scène par Jean-Pierre Vincent, et Antoine Vitez ses quatre productions :* l'Ecole des femmes, le Tartuffe, Dom Juan, le Misanthrope.

Au même moment, le film d'Ariane Mnouchkine sur la vie de Molière suscite des controverses qui attestent de l'importance de ce retour aux sources.

ARIANE MNOUCHKINE, trente-neuf ans, fille du producteur de *Fanfan la Tulipe*, Alexandre Mnouchkine, a grandi dans le milieu du cinéma avant de devenir l'animatrice du Théâtre du Soleil, l'organisatrice de ces cérémonies populaires, à la Cartoucherie de Vincennes, que furent *1789*, en 1970-1971, *1793*, en 1972-1973, *l'Age d'or*, en 1975-1976. Poursuivant à sa manière l'expérience de remise en question *radicale* du théâtre tentée après guerre par Brecht d'abord, au Berliner Ensemble, puis par Julian Beck, avec le Living Theatre, elle a osé ce que ni Brecht ni Beck n'avaient eu le cœur de *tenter : aborder franchement*, directement, en mettant en scène elle-même, le cinématographe.

Une première tentative, extrêmement intéressante, le filmage de *1789* en cours de représentation — le film fut montré en 1974, — surprit par l'acuité du regard, la justesse du ton : avec ses moyens à elle, à la Cartoucherie, parmi le public, elle avait imprimé sur pellicule du théâtre pas du tout « en conserve », son théâtre. La comparaison s'imposait *avec le plus beau* document de théâtre enregistré à ce jour : une représentation de *la Mère*, de Brecht, au Berliner Ensemble vers 1954, avec Helen Weigel. L'arbitraire du jeu théâtral *y prenait* plus de relief d'être ainsi projeté, en plan moyen, au visage du spectateur de cinéma.

Ecrit pour le seul cinéma, *Molière*, monté en coproduction avec Antenne 2, la R.A.I. italienne, Claude Lelouch et Alexandre Mnouchkine, inaugure une nouvelle démarche (1).

Budget de 20 millions de francs, six mois de tournage, deux ans de travail au total : un système de production qui est aussi une prise de position politique. Tout le monde *est payé sur la même base horaire*, au prorata du temps de travail effectivement tourné. « *Je déteste deux choses* », explique Ariane Mnouchkine dans la revue *Cinématographe* (juin 1978), *le corporatisme, qui est la tendance du cinéma, et l'aristocratisme des gens de théâtre, pour qui le seul art pur, c'est le théâtre, et le cinéma, une industrie, comme dit l'autre.* » Ici tout l'argent est passé dans la production, rien ne va à de supposées vedettes, acteurs, cinéastes, techniciens, *et autres* éminences grises.

« *Notre ambition*, déclarait l'auteur au moment du tournage, *a été de réaliser un film réaliste, le plus fidèle possible aux mœurs et à l'état d'esprit du siècle qu'il évoque.* » « *Cette fois, nous obéissons aux lois du cinéma*, ajoutait Philippe Caubère, vingt-six ans, qui joue le rôle de Molière, *nous interprétons un texte minutieusement écrit, nous suivons scrupuleusement toutes les indications de mise en scène.* » Ces remarques prennent plus de relief si on se rappelle que, deux ans plus tôt, le Théâtre du Soleil avait monté *l'Age d'or*, drame contemporain, à partir d'une improvisation collective et en recourant délibérémen à l'emploi des masques, en développant même toute une théorie du masque reprise de la *Commedia dell'arte* : Ariane Mnouchkine, Philippe Caubère, un spécialiste suisse des masques, Stiffel Erhard, parmi d'autres, se sont expliqués à ce sujet dans l'opuscule intitulé *l'Age d'or, première ébauche* (Stock, 1975). Au début du tournage de *Molière*, la fabrication de centaines de masques était envisagée.

Une excellente scène avec Philippe Caubère, Molière éructant et *mimant la grosse farce du Docteur amoureux* (samedi Antenne 2 nous a montré Ariane Mnouchkine sculptant à distance, en quelque sorte, sa performance, indiquant un jeu de main qui commande tout le reste, et presque à la voix), témoigne encore de ces préoccupations. Le *Molière* de 1978 ignore à peu près le masque, se contente d'un récit chronologique de quatre heures, en deux parties : d'abord l'enfance, l'adolescence, l'apprentissage du théâtre et de la vie ; ensuite l'âge mûr, la réussite, les drames de la vie privée, la cour, la mort grandiose. L'histoire avance, invertébrée, sans direction précise. Nous sommes à *la fois* au Châtelet et à la Comédie-Française, *suivant mal un dialogue* faussement « naturel » et de toute façon anachronique. *Molière* écrivain, et même acteur, n'arrive pas à se détacher parmi tous ces comparses bon enfant ; il est noyé dans une *minutieuse reconstitution* d'époque lourde de signification, qui a ses mérites, mais joue finalement contre l'histoire. Tous copains — copains, ou ennemis. La grande famille du théâtre. Plus de Molière !

Avec parfois l'état de grâce : *l'ouverture, les jeux de Jean-Bap*tiste Poquelin enfant, le prêtre en folie, le partage du gâteau des rois, notre découverte d'un Paris moyenâgeux plus proche de Calcutta que d'Hollywood. Et ces deux confidences à voix feutrée : Molière faisant répéter amoureusement sa jeune femme Armande Béjart dans la cour de l'Orangerie ; Molière discutant métier, une dernière fois, avec son ancienne maîtresse, Madeleine Béjart, à l'article de la mort. *Moments d'intimité* qui sauvent un film, par-delà le didactisme parfois pesant de la narration, qui font oublier le côté un peu guindé de la recréation de la cour du Roi-Soleil.

LOUIS MARCORELLES.

(1) Présenté à Cannes et à Avignon, le film d'Ariane Mnouchkine a fait l'objet de comptes rendus de Jean de Baroncelli dans *le Monde* du 30 mai et de Colette Godard dans *le Monde* du 22 juillet.

POUR LA PEINE DES HOMMES

LA moue des juges patentés devant le Molière *d'Ariane Mnouchkine, il fallait s'y attendre.*

Voilà des siècles que le bon usage bannit des spectacles la peine des hommes. Le travail est relégué en coulisse, comme la mort au temps de Racine. La trapéziste doit sourire au vide, et le danseur se cacher pour reprendre souffle. L'effort : shocking !

Les bons apôtres disent aux auteurs : « Allons, faites rêver ou se poiler les gens qui bossent, au lieu de les emmerder avec leurs problèmes ». *Les maîtres penseurs du libéralisme avancé ajoutent désormais :* « Montrer l'exploitation, c'est marxiste, donc criminel et vieillot ! » *Tout bénef pour la société en place : comment l'accuser d'encaisser une plus-value dont ses artistes, réputés regardants, nient l'existence ? Pas vu, pas pris !*

Mnouchkine n'a de cesse de dénoncer cette vaste entourloupette. Au théâtre, depuis quinze ans, elle ne fait que ça. La Cuisine, *de Wesker, prouvait déjà qu'il n'y a pas de grande bouffe sans des gens qui transpirent aux fourneaux.* 1789 *: que l'histoire n'avance pas sans douleurs ni délais. Le peuple s'est reconnu dans ce travail de femmes en couches. Ces retrouvailles dérangeaient si fort qu'un grand philosophe chrétien a préféré les croire arrangées de force par une Cartoucherie-Goulag !*

Avec Molière, *Mnouchkine remet ça. Elle rend palpable l'évidence planquée que le chariot légendaire de Thespis, des comédiens doivent le pousser à genoux dans la boue ; que les gondoles offertes par Venise à Louis XIV, il a fallu des connards de prolos, façon dix-septième siècle, pour se les coltiner à travers les Alpes ; que les mots d'auteur, il faut en payer le prix dans la vie, les essayer, y renoncer parfois ; que les subventions, cela s'arrache à des souverains pleins de méfiance et de dents gâtées ; que la sonnette d'Argan, il faut s'échiner à l'agiter, même quand on se sent mal, pour qu'elle fasse rire ; qu'un mourant, ça pèse lourd à ramener jusqu'à son lit... Atroce ou joyeux, c'est ainsi.*

La bande à Mnouchkine profite de ce que « cinéma », après tout, veut dire « mouvement », pour faire voir et entendre ce prodigieux « Oh ! Hisse ! » de toute aventure humaine véritable, c'est-à-dire collective. En nos temps d'escamotage des classes et des sales tâches, décidément, il n'y a pas pire scandale !

B. POIROT-DELPECH.

THÉÂTRE

LA RENTRÉE EN RÉGION PARISIENNE ET EN PROVINCE

AUBERVILLIERS. — *Si jamais je te pince*, de Labiche, mise en scène de Jacques Rosner, Théâtre de la Commune (à partir du 10 octobre).

BOULOGNE-BILLANCOURT. — *Caligula*, d'Albert Camus, mise en scène d'Eric Nonn, avec Rufus (à partir de novembre).

IVRY. — Les quatre Molière de Vitez (*l'Ecole des femmes, le Tartuffe, Dom Juan, le Misanthrope*), Théâtre des quartiers d'Ivry (à partir du 20 décembre).

NANTERRE. — *Tristan et Yseult*, adaptation Alain Enjary, mise en scène Arlette Bonnard, Théâtre des Amandiers (à partir du 25 octobre).

SAINT-DENIS. — *La Table*, de Michèle Foucher, par le Théâtre national de Strasbourg, Théâtre Gérard-Philipe (à partir du 26 septembre).

VITRY. — *Théâtre de chambre*, de Vinaver, mise en scène de Jacques Lassalle, Studio-Théâtre (à partir du 5 décembre).

CENTRES DRAMATIQUES

sous réserve programmes communiqués par l'ATAC

ANGERS. — *L'Aventure carnavalesque de François Rabelais*, mise en scène de Jean Guichard, Théâtre des pays de Loire (à partir du 23 octobre).

BEAUNE. — *Dom Juan*, de Molière, mise en scène de Michel Imbert, Théâtre de Bourgogne (à partir du 10 octobre).

BESANÇON. — *Histoire du soldat*, de Ramuz et Stravinsky, mise en scène d'André Mairal, Centre théâtral de Franche-Comté (à partir d'octobre).

BEZIERS. — *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, de Bertolt Brecht, mise en scène de Jacques Echantillon, les Tréteaux du Midi (à partir de novembre).

CAEN. — *Jean-Jacques Rousseau*, de Chartreux et Jourdheuil, mise en scène de Jourdheuil, Comédie de Caen (à partir du 17 octobre).

GRENOBLE. — *Maître Puntila et son valet Matti*, de Bertolt Brecht, mise en scène de Georges Lavaudant, Centre dramatique des Alpes (à partir d'octobre).

LILLE. — *Jean-Jacques Rousseau, l'homme défiguré*, mise en scène et adaptation de Jean-Marie Schmit, Théâtre populaire des Flandres (à partir du 15 octobre).

LIMOGES. — *Burgou, bandit limousin*, création collective, mise en scène de Hassan Géretly, Centre théâtral du Limousin (à partir d'octobre).

LYON. — *La Mouette*, de Tchékhov, mise en scène de Bruno Bayen, par la Fabrique de théâtre, Théâtre de la Reprise (à partir du 20 octobre).

MARSEILLE. — *Légendes à venir*, d'après Nazim Hikmet, mise en scène de Mehmet Ulusoy, par le Théâtre de la Liberté, Nouveau Théâtre de Marseille (à partir du 7 novembre).

NICE. — *L'Etourdi*, de Molière, mise en scène de J.-L. Thamin, Nouveau Théâtre de Nice (à partir d'octobre).

RENNES. — *Dialogues d'exilés*, de Bertolt Brecht, mise en scène de Robert Angebaud, Théâtre du Bout du monde (à partir du 1er septembre).

SAINT-ETIENNE. — *La Mère confidente*, de Marivaux, mise en scène de Caroline Huppert (à partir du 24 novembre).

TOULOUSE. — *L'Opéra de quat'sous*, de Bertolt Brecht et Kurt Weill, mise en scène de Maurice Sarrazin, Grenier de Toulouse (à partir du 20 octobre).

TOURCOING. — *Ça respire encore*, de et par J.-L. Hourdin, Groupe régional d'action théâtrale et Comédie de Caen, Théâtre de la Salamandre (à partir du 8 octobre).

VILLEURBANNE. — *Antoine et Cléopâtre* en alternance avec *Périclès*, de Shakespeare, mise en scène de Roger Planchon, Théâtre national populaire (à partir de novembre).

TRETEAUX DE FRANCE. — *Les Trois Mousquetaires ou l'escrime ne paie pas*, d'Alexandre Dumas, mise en scène de Francis Perrin (à partir du 28 septembre).

COMPAGNIES DRAMATIQUES

ANNECY. — *Français, encore un effort, si vous voulez être républicains*, de D.A.F. de Sade, Théâtre éclaté (à partir d'octobre).

AUCH. — *Monsieur de Pourceaugnac*, de Molière, mise en scène de Jean Durozier, Théâtre populaire d'Occitanie (à partir de septembre).

AVIGNON. — *Virgilio, l'exil et la nuit sont bleus*, de et par Gérard Gélas, Théâtre du Chêne noir.

BORDEAUX. — *La Chasse aux corbeaux*, d'Eugène Labiche, mise en scène de R. Paquet, Compagnie dramatique d'Aquitaine (à partir du 26 octobre).

LONS-LE-SAUNIER. — *Dom Juan*, de Molière, mise en scène d'André Benichou, Théâtre populaire jurassien (à partir du 1er octobre).

METZ-THIONVILLE. — *Déménagemant*, d'Anne-Marie Kraemer, mise en scène de Jacques Kraemer (à partir du 1er décembre).

NIMES. - *Le Roi se meurt*, d'Eugène Ionesco, mise en scène de Bernard Gauthier, Théâtre populaire du Midi (à partir du 14 novembre).

REIMS. — *Théâtre à vendre ou les Enfants de l'ours*, de et par J. Roche, spectacle pour enfants, Compagnie Jean et Colette Roche (à partir du 15 octobre).

STRASBOURG. — *Stunz, fragments d'une vie malmenée*, de Gaston Jung, mise en scène de Gaston Jung, Les Drapiers (à partir d'octobre).

VALENCE. — *Arthur Rimbaud*, adaptation et mise en scène d'Alain Rais, Spectacle de la vallée du Rhône (à partir du 6 novembre).

COMPAGNIES DRAMATIQUES POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

CAEN. — *Un cœur simple*, de Gustave Flaubert, mise en scène de Marly Barnabé, Théâtre du Gros Caillou (à partir d'octobre).

LILLE. — *Dans ma maison*, de et par René Pillot, Compagnie de la Fontaine (à partir de septembre).

LYON. — *Chorus pour un oiseau gris*, de Maurice Yendt, mise en scène de Maurice Yendt et Michel Dieuiade, Théâtre des Jeunes Années (à partir du 30 novembre).

NANCY. — *Family Circus*, d'Henri Degoutin, scénographie d'Alain Roy, Comédie de Lorraine (à partir d'octobre).

SAINT-DENIS. — *Jeanloujalou*, de Patricia Giros, mise en scène de Patricia Giros, Compagnie Bazilier (à partir d'octobre).

SARTROUVILLE. — *Léon-Camille Pontdassets, les Mots n'ont pas d'écailles*, de et par Françoise Pillet, La Pomme verte (à partir de novembre).

DISQUES

LES SOUSCRIPTIONS DE L'AUTOMNE

Comme chaque année, les revues de disques spécialisées (« Diapason » et « Harmonie ») dressent la liste des souscriptions (ou « offres spéciales ») qui vont drainer une large partie des achats de disques de la fin d'année. Le cru 1978 n'est pas sensationnel ; on est loin des premières années de cette mode commerciale, fort lucrative, où les éditeurs se battaient à coups de coffrets énormes, emplis de révélations musicales. Il s'agit davantage aujourd'hui d'une production normale sur laquelle des prix avantageux projettent une lumière engageante.

Il y aura cependant de quoi attirer les discophiles les plus exigeants. Les albums les plus intéressants seront sans doute l'« Œuvre intégrale » de Webern, enregistrée sous la direction de P. Boulez, même si une telle publication ne peut pas encore figurer dans les best-sellers, comme l'album des trois opéras de Bellini interprétés par la Callas, accompagné par un disque d'hommages dus à d'éminentes personnalités (Caballe, Giulini, Gobbi, Karajan, Vickers, Wallmann, etc.). On saluera par ailleurs avec joie l'intégrale des mélodies de Poulenc, un petit trésor.

Autres têtes d'affiche : la « Carmen » d'Edimbourg, avec Berganza et Domingo ; « l'Atlantide », de Falla, qui permettra enfin d'étudier de près cet oratorio si étrange ; « le Monde de la Lune », un des plus charmants opéras de Haydn ; l'intégrale des « Symphonies » de Honegger, par Baudo ; « Hippolyte et Aricie », par Jean-Claude Malgoire, et la réédition très attendue du « Werther » de Thill et Ninon Vallin.

Dans des domaines plus courus, on ne pourra se passer de jeter une oreille au « Fidelio » de Bernstein, au second « Don Giovanni » de Böhm, aux trois somptueux enregistrements de Puccini. L'intégrale des « Sonates » de Beethoven, de Brendel, devra rejoindre sur nos rayons celle de Kempff.

Parmi les habituels grands pourvoyeurs de « souscriptions », Verdi se taille la part du lion avec le nouveau « Nabucco », mais aussi les « Deux Cents Ans de Scala » : *sept opéras d'un coup, vingt et un disques et un livre*. Pas de Mahler cette année, un seul Wagner (reprise). Haydn tient bon sans s'essouffler, comme Bach avec les inépuisables « Cantates ». Les centenaires se portent moins bien : les offres sont nombreuses, mais les éditeurs ont surtout puisé dans leurs réserves, mis à part l'« Olimpiade » de Vivaldi et les « Symphonies » de Schubert, par Karajan. Celui-ci est toujours très sollicité ; on a même été jusqu'à repiquer ses 78 tours, comme s'il n'enregistrait pas assez...

Quant à la musique contemporaine, elle continue son purgatoire ; ce serait pourtant l'occasion ou jamais de la faire connaître.

J. L.

BACH (J.-S.). — *L'Art de la fugue*, G. Leonhardt, 2 HM, 82,20 F (N).
Cantates (12) pour les dimanches après la Trinité, vol. 1, K. Richter, 6 DG, 231,60 F (N).
Les Grandes Cantates (147, 163, 173, 184, 186), vol. 8, H. Rilling, 3 Era, 127,80 F (N).
Clavierübung (quatre livres), B. Verlet et J. Guillou, 8 Phi, 306,80 F (NR).
Concertos brandebourgeois, C. Abbado, 2 CBS, 82,20 F (N).
Les Douze Concertos pour clavecin, H. Dreyfus, L. Sgrizzi, L.F. Tagliavini, Y. Le Gaillard, 4 Era, 170,40 F (N).
Messe en si mineur, N. Marriner, 3 Phi, 127,80 F (N).
L'Œuvre pour orgue, vol. 3 (*le Dogme en musique*), G. Baker, FY, 70,80 F (N).
Les Six Partitas, E. Heidsieck, 3 Cas, 123,60 F (R) ; G. Leonhardt, 3 HM, 123,30 F (N).
Passion selon saint Matthieu, H. Rilling, 4 CBS, 164,40 F (N).
Sonates et partitas, S. Vegh, 3 Val, 115,80 F (R).
Suites françaises, L. Boulay, 2 Cas, 82,40 F (R).
Suites pour violoncelle, R. Fontanarosa, 3 IPS, 123,30 F (N).

BACH (J.-C.). — *Concertos pour pianoforte* op. 1, 7, 13, I. Haebler,

BEETHOVEN. — *Concertos, deux rondos, variations en ut mineur*, A. Weissenberg, Karajan, 4 EMI, 193,60 F (NR).
Fidelio, Janowitz, Kollo, Sotin, Fischer-Dieskau, Bernstein, 3 DG, 127,80 F (N).
Missa solemnis, Messe en ut majeur, dir. C. Davis, 3 Phi, 127,80 F (N).
Intégrale des quatuors, Quatuor Juilliard, 10 CBS, 293 F (R).
Les trente-deux sonates, A. Brendel, 13 Phi, 408,20 F (NR).
Les sonates pour piano et violon, J. Heifetz, 5 RCA, 193 F (R) ; J. Suk, J. Panenka, 5 Sup, 146,50 F (R).
Intégrale des trios à cordes, Trio de Paris, 3 Syrinx, 127,80 F (N).

BELLINI. — *La Somnambule, les Puritains, la Norma*, Maria Callas, 8 EMI, et un disque d'interviews en hommage à Callas, 340,80 F (NR).

BERLIOZ. — *Harold, Requiem, Damnation de Faust, Enfance du Christ, Ouvertures, Symphonie fantastique, Roméo*, Ch. Munch et Orchestre de Boston, 11 RCA, 299,20 F (R).
Te Deum, Requiem, Enfance du Christ, dir. C. Davis, 5 Phi, 205, F (R).

BIZET. — *Carmen*, Berganza, Domingo, Cotrubas, Milnes, dir. C. Abbado, 3 DG, 127,80 F (N).

BRAHMS. — *Les Quatre Symphonies*, Karajan, 4 DG, 164,40 F (N).

BUXTEHUDE. — *Intégrale de l'œuvre d'orgue*, vol. 1 et 2, B. et M. Lagacé, 8 Cal, 283,20 F (NR).

CHARPENTIER. — *Les Neuf Leçons des ténèbres*, dir. J.-Cl. Malgoire, 3 CBS, 146,40 F (N).
Te Deum (et *Cantate 50* de Bach), I. Zambo, Hun, 55 F (N).

CHERUBINI. — *Médée*, S. Sass, dir. L. Gardelli, 3 Hun, 165 F (N).

CHOPIN. — *Concertos et Krakowiak*, M.-J. Pires, 2 Era, 85,20 F (N).
Les Cinquante et Une Mazurkas, C. Lilamand, 3 Vox, 123,30 F (N).
Les enregistrements de V. Horowitz de 1928 à 1957, 4 RCA, 141,60 F (R).

CLEMENT. — *Quatre Symphonies*, C. Scimone, 2 Era, 91,40 F (N).

DARGOMIJSKY. — *Le Convive de Pierre*, Th. du Bolchoï, 2 CDM, 91,40 F (N).

DEBUSSY. — *Les Préludes*, E. Heidsieck, 2 Cas, 82,40 F (R).

DELALANDE. — *Trois Leçons des ténèbres*, M. Etcheverry, Era, 41,60 F (N).

DELIBES. — *Sylvia*, J.-B. Mari, 2 EMI, 97,60 F (N).

DOWLAND. — *Lute songs, Lute solos*, R. Spencer, A. Deller, 3 HM, 123,30 F (N).

FALLA. — *L'Atlantide*, R. Frühbeck de Burgos, 2 EMI, 110 F (N).
La Vie brève, l'Amour sorcier, T. Berganza, J. Carreras, 2 DG, 91,40 F (N).

FAURE. — *Intégrale des mélodies*, J. Herbillon, 6 Cal, 212,40 F (R).

GRETRY. — *Richard Cœur de Lion, l'Amant jaloux*, M. Mesplé, dir. E. Doneux, 3 EMI, 146,40 F (N).

GRIGNY. — *Livre d'orgue*, P. Lefebvre, 2 FY, 77,20 F (N).

HAENDEL. — *Les seize suites pour clavier*, E. Heidsieck, 4 Cas, 164,80 F (R).

HAYDN. — *La Création*, Donath, Tear, Van Dam, Frühbeck de Burgos, 2 EMI, 97,60 F (N) ; *le Monde de la lune*, Auger, von Stade, Mathis, Alva, Dorati, 4 Phi, 170,40 F (N) ; *6 Quatuors*, op. 20, Quatuor Juilliard, 3 CBS, 137,10 F (N) ; *Quatuors* op. 64, Quatuor Tatraï, 3 Hun, 165 F (N) ; *Trios 22 à 33*, R. Gianoli, J. Manzone, A. Tétard, 3 IPG, 123,30 F (N) ; *12 Symphonies « à titre »*, N. Marriner, 6 Phi, 246,60 F (R).

HONEGGER. — *Intégrale des Symphonies, Pacific 231, Pastorale d'été, Chant de joie*, S. Baudo, 3 Sup, 123,30 F (N).

JANACEK. — *Souvenirs de la maison des morts*, Théâtre national de Prague, 2 Sup, 82,20 F (R).

LECLAIR. — *Intégrale des douze concertos*, Jarry, Lardé, Paillard, 3 Era, 137,10 F (N).

LISZT. — *Rapsodies 1-6, Marche hongroise, Mephisto-Valse*, Philharmonica Hungarica, W. Boskovsky, 2 EMI, 97,60 F (NR).

MASSENET. — *Le Jongleur de Notre-Dame*, A. Vanzo, dir. R. Boutry, 2 EMI, 110 F (N).

WERTHER. — G. Thill, N. Vallin, G. Feraldy, 3 EMI, 123,30 F (R).

MESSIAEN. — *Les mélodies*, M. Command, 3 EMI, 137,10 F (N); *Intégrale de l'œuvre d'orgue*, J.-L. Thiry, 6 Cal, 246,60 F (R) ; *Turangalila Symphonie*, A. Previn, 2 EMI, 91,40 F (N).

MONTEVERDI. — *Vêpres de la sainte Vierge*, Pro Cantione Antiqua, 2 HM, 84,20 F (N).

MOZART. — *Six concertos pour piano*, M. Perahia, 3 CBS, 123,30 F (R.).
Don Giovanni, Milnes, Tomova-Sintov, Zylis-Gara, Berry, Mathis, Böhm, 3 DG, 127,80 F (N).
Symphonies 32, 35, 36, 38, 39, 41, Karajan, 3 DG, 127,80 F (N).

POULENC. — *Intégrale des mélodies*, E. Ameling, N. Gedda, G. Souzay, D. Baldwin, 5 EMI, 228,50 F (N).

PROKOFIEV. — *Ivan le Terrible, Sinfonietta*, R. Muti, 2 EMI, 91,40 F (N).

PUCCINI. — *La Fille du Far-West*, Neblett, Domingo, Milnes, Mehta, 3 DG, 127,80 F (N).
Madame Butterfly, Scotto, Domingo, Wixell, Maazel, 3 CBS, 137,10 F (N).
Turandot, Caballe, Freni, Carreras, Lombard, 3 EMI, 146,40 F (N).

RACHMANINOV. — *Quatre concertos, Rapsodie - Paganini*, J.-Ph. Collard, M. Plasson, 3 EMI, 146,40 F (N).

RAMEAU. — *Hippolyte et Aricie*, J.-Cl. Malgoire, 3 CBS, 146,40 F (N).

SCARLATTI. — *Trente-sept sonates*, Z. Ruzickova, 3 Sup., 94,20 F (N).

SCHUBERT. — *Piano à quatre mains*, vol. 2, N. Lee, C. Ivaldi, 3 Arion, 137,10 F (N).
Piano à quatre mains (sélection), A. Queffélec, I. Cooper, 3 Era, 127,80 F (N).
Intégrale de l'œuvre violon et piano, N. et I. Gotkovsky, 3 RCA, 127,80 F (NR), U. Hoelscher, K. Engel, 2 EMI, 97,80 F (N).
Les dix dernières sonates pour piano, N. Lee, 5 Val., 177 F. (R).
Trois sonates, sept pièces diverses, S. Richter, 3 CDM, 115,80 F (R).
Intégrale des symphonies et Rosamonde, Karajan, 5 EMI, 228,50 F (N).
Voyage d'hiver, Chant du cygne, D. Conrad, 3 Eremurus, 165 F (N).

SCHUMANN. — Enregistrements de Yves Nat, 5 EMI, 205,50 F (R).
Les Trois Trios, 3e Sonate, Romances, Phantasiestücke, Trio Ravel, 3 Arion, 137,10 F (N).

SMETANA. — *Ma patrie*, W. Sawallisch, 2 RCA, 97,60 F (N).

STRAUSS (J. et fils). — *Les Plus Célèbres Valses, marches et polkas*, W. Boskovsky, 3 Decca, 106,20 F (R).

STRAUSS (R.). — *Salomé*, Karajan, 2 EMI, 110 F (N).

STRAVINSKY. — *Petrouchka, Oiseau de feu, Sacre du printemps*, P. Boulez, 3 CBS, 123,30 F (R).

TARTINI. — *Sonates en trio, Trille du diable*, P. Amoyal, 2 Era, 85,20 F (N).

TCHAIKOVSKY. — *Premier concerto pour piano, Concerto pour violon*, B. Rigutto, J.-P. Wallez, Y. Ahronovitch, 2 IPG, 82,20 F (N).
Symphonies 4, 5, 6, Karajan, 3 EMI, 106,20 F (N).

THOMAS. — *Mignon*, Horne, von Stade, Vanzo, Almeida, 4 CBS, 164,40 F (N).

VERDI. — *Nabucco*, Scotto, Ghiaurov, Obrastzova, Muti, 3 EMI, 146,40 F (N).

VIVALDI. — *Quatre Cantates profanes*, A.M. Miranda, Solstice, 45,70 F (N).
Les Concertos pour flûte, J.-P. Rampal, C. Scimone, 3 Era, 106,20 F (R).
Dix-sept Concertos, Pierlot, Allard, Scimone, 3 Era, 106,20 F (R).
Treize Concertos, M. André, M.C. Alain, C. Scimone, 3 Era, 106,20 F (R).
L'Olympiade, Madrigalistes et Orchestre de Budapest, 3 Hun, 165 F (N).
Quatre Saisons, Estro Armonico, Stravaganza, Cetra, etc., N. Marriner, 10 Decca, 310,40 F (R).
Treize Chefs-d'œuvre, M. Larrieu, P. Doukan, 3 Cas, 123,60 F (R).
Tito Manlio, B. Finnilä, J. Hamari, V. Negri, 5 Phi, 205,50 F (N).

WAGNER. — *Les Maîtres chanteurs*, G. Solti, 5 Decca, 205,50 F (R).

WEBERN. — *L'œuvre intégrale*, P. Boulez, 4 CBS, 195,20 F (N).

Récitals et anthologies

DEUX CENTS ANS DE LA SCALA. — *Rigoletto, le Trouvère, la Traviata, Un bal masqué, Macbeth, Don Carlos, Simon Boccanegra*, 21 DG et un livre, 615,30 F (R).

H. VON KARAJAN. — *Repiquages d'enregistrements 78 tours*, avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, 6 EMI, 246,80 F (N).

R. SERKIN. — *Récital à Carnegie Hall* (Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert), 2 CBS, 82,20 F (N)

A. BERNARD, trompette. — *Concertos* de Telemann, Haendel, Torelli, Jolivet, Tomasi, 3 IPG, 123,30 F (R).

FLUTE « BELLE EPOQUE ». — A. Marion, G. Pludermacher, Syrinx, 31,40 F (N).

ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE FRANCE. — *Concertos du dix-huitième siècle*, 5 IPG, 193 F (R).

L'ORGUE ITALIEN. — *Des origines à la fin du dix-huitième siècle*, Tagliavini, Berruti, Spinelli, 5 Era, 177 F (N).

ORCHESTRE DE STRASBOURG. — Œuvres de Smetana, de Borodine, de Rimsky, de Glinka, Era, 45,70 F (N).

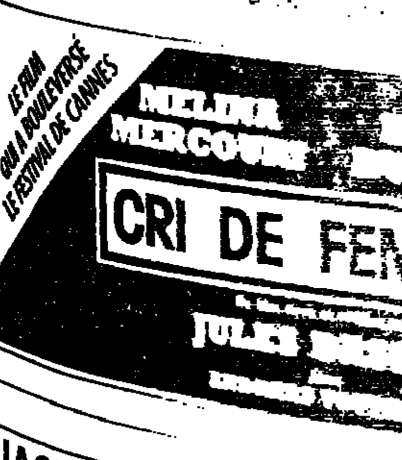
VIENNE AU TEMPS DE LA VALSE. — Pages célèbres, dir. R. Stolz, 5 Eurodisc, 136 F (R).

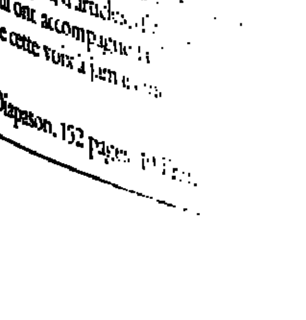
★ ABREVIATIONS : Cal : Calliope ; Cas : Cassiopée ; CDM : Chant du Monde ; DG : Deutsche Grammophon ; Era : Erato ; HM : Harmonia Mundi ; Hun : Hungaroton ; IPG : Ivan Pastor ; Phi : Philips ; Sup : Supraphon ; Val : Valois.

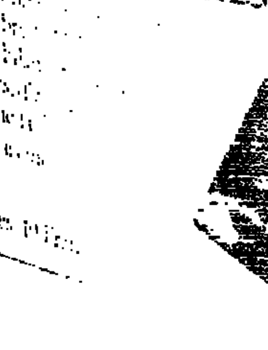
A la suite de chaque enregistrement, (N) signifie que la souscription concerne des enregistrements tout à fait nouveaux (du moins en France) ; (NR) qu'elle contient des nouveautés et des reprises ; (R) qu'elle ne réunit que des reprises d'enregistrements déjà publiés.

★ Les prix sont établis, comme de coutume, à partir des prix de gros hors taxes. Mais, en raison de la libéralisation des prix, ils ne sont donnés qu'à titre indicatif, les éditeurs n'ayant plus le droit d'en faire état dans leur publicité, car le détaillant est désormais libre d'afficher le prix qu'il veut. Il reste que, pour les souscriptions, cette indication est essentielle.









POINT DE VUE

Le voyage de James Toback

par JEAN-PATRICK MANCHETTE (*)

LE seul sujet qui vaille, mais le plus vague aussi, c'est la difficulté d'être, c'est-à-dire se faire (devenir), c'est-à-dire avoir des relations avec les hommes, dans un monde qui veut empêcher les relations entre les hommes pour augmenter sans cesse les relations entre les choses (production et circulation des marchandises). La mode veut que le cinéma traite ce sujet en nous montrant surtout, autour du héros, les apparences actuelles (le fameux « milieu socioculturel »), *Fingers* (*Mélodie pour un tueur*), de James Toback (1), imparfait mais saisissant, passionne d'abord en ce qu'il nous montre tout autre chose pour nous parler de la même chose.

∴

Les apparences actuelles sont certes présentes dans *Fingers* : milieu urbain sordide, musique pop, maquereaux pittoresques et pauvres putains, truands visqueux, questions d'argent, coups. Mais la vertu de Toback est de déterrer aussi tout le passé de son héros, tout ce qui est mort et cependant survit et veut se répéter, et pèse si lourd sur le cerveau des vivants et sur leurs instruments (et donc aussi sur leur outil). Empruntant ouvertement à la psychanalyse, mais guère au mélo psychanalytique, Toback fait voir que chaque instant du héros renvoie au passé, et que ses « Notes sur le jeu de l'acteur » (*Film comment*, janvier 1978) sont des notes sur le jeu de l'homme : « *Si la folie est perte du soi — la découverte que le soi n'existe pas — alors l'acteur doit nécessairement passer par la folie pour connaître son art, qui est la pratique continuelle de devenir. Non pas seulement par, mais à travers la folie — pour atteindre le point d'équilibre mental qui non seulement autorise mais réclame la création d'un soi, même en sachant que le soi est une fabrication.* »

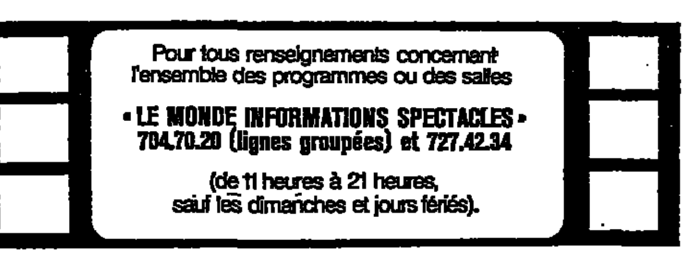
∴

Jimmy Angelelli (Harvey Keitel, prodigieux) est dans *Fingers* vie pure, donc pur néant, pure déchirure du soi. Pianiste qui *répète* continuellement pour sa mère cantatrice ; encaisseur qui cogne pour son père prêteur ; obsédé par sa propre reproduction et par l'organe qui y sert (alors frénétique ou bien bloqué, comme ses doigts se bloquent sur le clavier le jour où il ne s'agit pas d'une répétition, mais d'une audition, *c'est-à-dire une relation*). Obligé pour devenir, c'est-à-dire *pour se nier*, de *nier* ceux qu'il répète : aussitôt qu'il a raté son audition, allant voir sa mère folle pour lui faire savoir qu'elle ne se réalise pas en lui ; et, quand le père est mort, arrachant à l'assassin ses génitoires. Peut-être trop tard, nous n'en saurons *rien* : au dernier plan du film, enfin vide, enfin fou, c'est encore un enregistrement qu'écoute l'homme aux doigts, nu, simiesque pré-humain.

(Pour James Toback du moins, nous savons quelle a été, jusqu'ici, la suite du voyage : il écrit ; il filme ; tant mieux.)

(1) Louis Marcorelles a rendu compte de ce film dans *le Monde* du 1er septembre.

(*) Romancier.



Promenades florentines

L'enfant peintre et le militant

LES visiteurs de Florence sont des marcheurs. Dans la citta antica, on conseille de ne pas entrer en voiture. Et, à partir de 17 heures, elle y est interdite. Les machines quittent la piazza Signoria devant le palazzo Vecchio, et le cœur de la ville est livré aux piétons. La foule qui monte et descend le ponte Vecchio fait en réalité la navette entre les deux grands musées de Florence : les Offices et le Pitti, que sépare le fleuve.

La grande cour des Uffizi entourée d'arcades est aussi animée que la place Beaubourg, les saltimbanques en moins. On entre, on sort ; on va au musée. Et, à l'intérieur, dans les petites salles tapissées de chefs-d'œuvre, on ne tarde pas à tomber sur une pancarte discrète qui recommande, pour le bien de tous, de parler à voix basse : mezza voce, s'il vous plaît. En fait, les tableaux suffisent à faire taire les gens.

L'Autoportrait *parisien de Chagall, tout bleu, tout aérien. Il a été donné récemment au palais des Offices pour la Galerie des autoportraits, aménagée dans le couloir secret construit par Vasari en 1565 pour relier le palais des Offices au Pitti. C'est une tradition, depuis les Médicis, que d'inviter les grands peintres à ajouter leur autoportrait à la collection des Offices. Picasso avait négligé de donner suite à l'invitation. Pas Vélasquez, ni Delacroix, Ingres, David, Corot, Boecklin...*

Chagall avait répondu, comme disent les Italiens, « avec gentillesse ». Si son Autoportrait, *un peu fou, à la Harpo, a été placé exceptionnellement dans cette salle, c'est à l'occasion de l'exposition de ses peintures récentes au palais Pitti. Il a amené au grand palais toscan son petit monde familier qu'on avait vu au Louvre l'an dernier. Au Pitti, Chagall est encore assez vert pour jouer les enfants terribles, le Wunderkind du village qui entre au palais du seigneur, où on le met à l'honneur. Sa stravagganza colorée est à l'aise dans la proximité du Titien, de Giorgione, du Pérugin et des splendides plafonds baroques de Pierre de Cortone. Il est à l'aise et à sa place. Pas un portrait, ni un autoportrait dans ses tableaux récents, mais c'est toujours lui-même qu'il « portraiture ».*

Le Village *est un tableau petit par ses dimensions, mais bourré d'images, de souvenirs remémorés et peinturés ; c'est un peu le même charme sorcier des évocations les plus quotidiennes qu'on retrouve dans* la Famille. *Moins de choses y figurent, et plus de gens, des têtes d'enfants innombrables qui sortent de partout, les ânes et les autres, au-dessus de la cité endormie dont la facture est classique et grave.*

Au cirque, la peinture de Chagall se met à danser, à partir de rien : la Reine du cirque *est un tableau simple, gris sur tout le fond. Il le fait chanter avec des couleurs vives, chaque fois qu'il trouve un prétexte : le plumage de l'oiseau, la robe de la reine et le bouquet de fleurs que lui offre le Minotaure. Dans le tableau* Au concert, *Chagall recourt au dessin tremblé. Avec une pointe, il gratte la peinture avant qu'elle ne sèche, comme s'il gravait dans la matière picturale, d'un trait qui semble hésitant, mais qui est sûr. L'angélique* Souvenir de la flûte enchantée, *c'est la petite musique de Chagall, l'enfant-peintre qui a, lui aussi, ébloui les docteurs. Et qui, à l'heure du grand âge, invente encore des images.*

Monuments pour la paix

Il faut quitter le palazzo Pitti pour voir la seconde exposition d'art contemporain de la saison estivale de Florence. Le forte di Belvedere se trouve de l'autre côté des jardins de Boboli. De ces terrasses, en 1973, les Nus couchés, *monumentaux, d'Henry Moore avaient étendu leur ombre sur la ville. (Il y a deux ans, le fort, à l'intérieur, montrait une rétrospective Rauschenberg et, l'an dernier, la peinture des Macchiaioli.) Cette fois, c'est Dani Karavan, sculpteur plus connu dans la Biennale de Venise et la Documenta de Kassel que dans les musées français. C'est un Florentin d'adoption. Il a vécu plusieurs années à Florence, il sait tout de la ville, et y a étudié la fresque. Il était donc peintre. Depuis plusieurs années, il s'affirme comme un artiste représentatif de la sculpture des années 70. Sculptures toutes blanches en béton coulé, avec des pans de verdures tendres. Monde de volumes géométriques primaires, qui appartient à la syntaxe des formes contemporaines : pyramide à traverser et à escalader, ligne d'eau qui évoque d'antiques canaux d'irrigation, ligne de lumière qui passe par les interstices, lignes de pierre (colonne), ligne imaginaire d'une composition axiale.*

La nuit, l'exposition prend une nouvelle dimension. Elle sort du fort et s'étend sur la ville. Une ligne de lumière au laser, toute droite, qui part de la tour d'Arnolfo, traverse le ciel de Florence et va buter sur le point le plus haut du Duomo de Brunelleschi. Cette ligne de lumière, cette pyramide blanche et ces vagues d'herbe, le sculpteur les a appelées Monuments pour la paix. *Car Dani Karavan est israélien, israélien de la gauche militant pour l'entente israélo-palestinienne et arabe. En quelque sorte, c'est un sculpteur politique, ayant cette faculté de matérialiser des idées et d'immatérialiser des volumes.*

Avec lui, la sculpture est devenue architecture, un simulacre d'architecture où priment non des espaces où aller mais des formes à voir, des pleins et des vides qui, pour le regard, deviennent des lieux. La démonstration est plus évidente dans l'autre partie de l'exposition Karavan, à Prato, à 4 kilomètres de la capitale toscane.

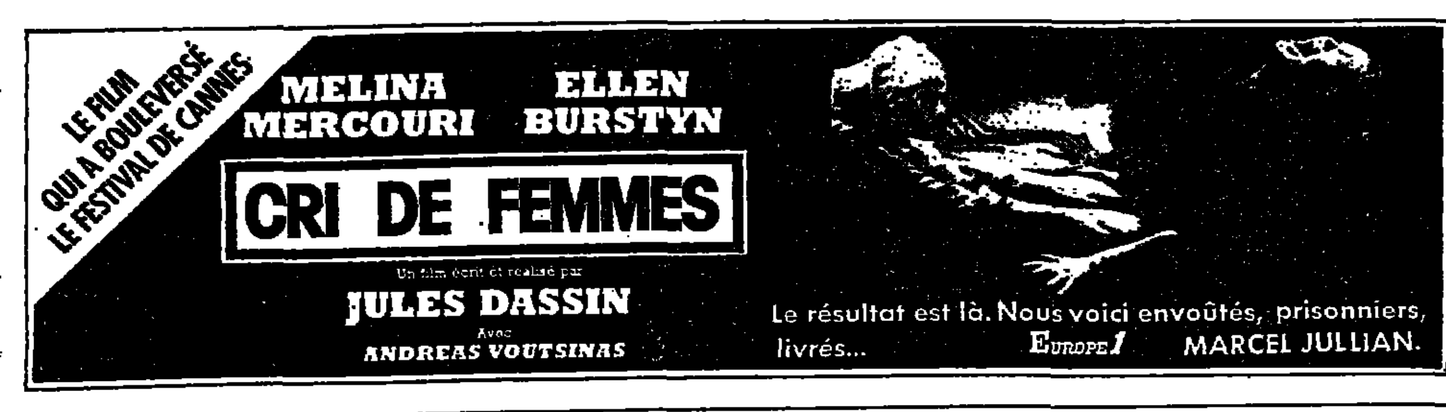
Dans le castel de l'empereur, construit tout près de l'église en marbre blanc et gris, avec huit tours et d'innombrables créneaux, Dani Karavan a construit un parterre de sculptures, faites de contrepoints de formes géométriques primaires de béton blanc et d'herbe verte. Coupole de verdure coupée en son milieu, carrés creux où l'on passe, triangles pleins de terre, murs fendus d'une ligne intangible de lumière. Cette sculpture a trouvé un « lieu » idéal à l'intérieur du castel de Frédéric II « roi de Jérusalem ». S'y mesure le cours des temps qui fait se rencontrer la beauté « fonctionnelle », simple et monumentale, de l'architecture du fort et le grand jeu contemporain de l'art pour l'art. L'un va avec la guerre, l'autre contre elle.

JACQUES MICHEL.

★ Les œuvres récentes de Chagall au palais Pitti. Jusqu'à la fin septembre.

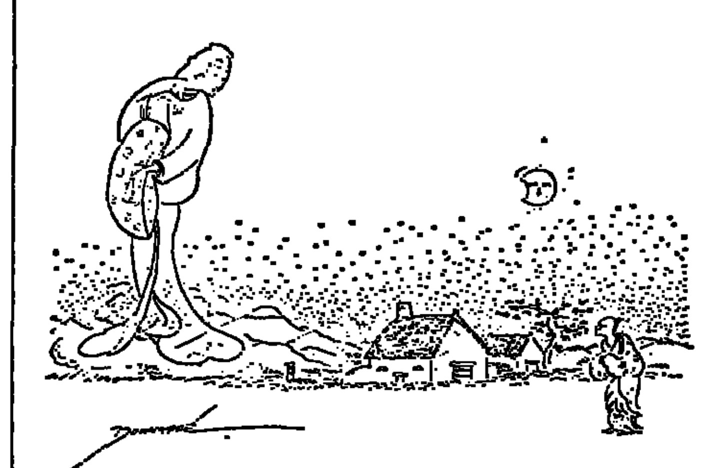
★ Sculptures pour la paix de Dani Karavan au forte di Belvedere de Florence et au castello dell'imperatore à Prato. Jusqu'à la fin septembre.











« Les Contes de la Lune vague après la pluie », de Mizoguchi.

cinéma

TROIS FILMS DE MIZOGUCHI

En réédition, sur des co es neuves 35 millimètres, trois films du cinéaste qui a probablement le plus marqué toute une génération de cinéphiles et de cinéastes en puissance, dans les années 50-60, avec Fritz Lang : les Amants crucifiés *(1954)*, le Héros sacrilège *(1955) et* la Vie de O'Haru, femme galante *(1952). La très fine négociation entre le réalisme apparent du récit, un aspect quasi documentaire, et le débridé de l'imaginaire, les voyages ailleurs. Dans une semaine, on pourra revoir ce qui est sans doute le plus beau film de Mizoguchi :* les Contes de la Lune vague après la pluie.

FEDORA
de Billy Wilder

Le chant du cygne du dernier des cinéastes américains de la grande époque des années 30-40, obligé de s'exiler en Allemagne pour continuer à travailler ? L'humour toujours très noir d'un Viennois d'origine, émigré aux Etats-Unis, comme Sternberg, comme Stroheim, comme Lang, qui adore raconter des histoires pimentées. Un producteur américain cherche à percer le mystère d'une Greta Garbo Fedora retirée du monde et défiant le temps.

L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY
de Wim Wenders

Ancien critique, nourri de films américains, Wim Wenders défend un art de la fascination où il ne se passe apparemment pas grand-chose, où rien ne saute aux yeux, où chacun ajoute son propre cinéma au cinéma en train de se dérouler sur l'écran. Quatre ans avant Au fil du temps, *une même errance frontalière, la marginalité comme situation fondamentale de l'homme. La vie criminelle de Joseph Bloch, gardien de but, imaginée par le romancier Peter Handke, ami de Wim Wenders.*

L'EMPIRE DE LA PASSION
de Nagisa Oshima

A la fin du siècle dernier, au Japon, deux amants commettent l'adultère et tuent. Ils seront punis. Le complément et l'antithèse de l'Empire des sens *qui l'avait immédiatement précédé. Aussi, grâce aux hasards de l'exploitation, la possibilité de comparer le travail d'Oshima et celui de Mizoguchi* (la Vie de O'Haru, femme galante, les Amants crucifiés), *sur des thèmes non sans affinité.*

GREASE
de Randal Kleiser

Le film qui fait trépigner les jeunes Américains, une tranche de folklore estudiantin à la Hollywood, racontée à travers le prisme déformant de la comédie musicale. Plus éloigné de l'Europe que le classique « disco » des mêmes producteurs la Fièvre du samedi soir, *qui avait immédiatement précédé. Plus monstrueux ou plus puéril, au choix.*

MOLIÈRE
d'Ariane Mnouchkine

La vie de Molière, « honnête homme » dans l'acception dix-septième siècle, mais sous le regard des comédiens du Théâtre du Soleil et de l'après-1968. Le mythe du théâtre libérateur passé à la moulinette cinématographique.

DESPAIR
de Rainer Fassbinder

L'œuvre qui fait le désespoir de Billy Wilder, lui aussi exilé à Berlin dans les années 20 comme Herman, le héros de Fassbinder, à la recherche d'une nouvelle identité. Sur un sujet de Vladimir Nabokov, l'auteur de Lolita, *adapté par le dramaturge anglais Tom Stoppard* (Rosencrantz et Guildenstern).

CRI DE FEMMES
de Jules Dassin

La rencontre d'une tragédienne appelée a jouer la Médée d'Euripide et d'une infanticide surnommée la « nouvelle Médée ». Tandis que le spectacle s'organise sous nos yeux, la tragédienne en arrive à s'identifi r à la criminelle. Mise en scène puissante et généreuse de Jules Dassin. Véhémence et impudeur de Melina Mercouri. Désespoir et folie mystique — parfaitement maîtrisés — d'Ellen Burstyn.

ADIEU PHILIPPINE
de Jacques Rozier

La nouvelle vague avait bien de la chance de faire ce cinéma, elle ne s'ennuyait pas. Il faut courir écouter ce cha-cha-cha-là, et regarder ce début des années 60 pris sur le vif.

musique

RETROUVER LE GRÉGORIEN

Avec la réforme de Vatican II, on avait un peu oublié le chant grégorien, puis il est revenu timidement dans les concerts, et le public a suivi, persuadé qu'on allait lui donner la M[illegible] *des anges... Le vrai grégorien est plus austère, plus ancien aussi, et les subtilités de l'in*[illegible]*prétation ne se laissent pas deviner si facilement. Alors on a senti un léger désappointement et tout est à recommencer... Organisés par le Festival estival de Paris, deux concerts, avec l'Ensemble grégorien de Versailles (Saint-Germain-des-Prés, vendredi 15 septembre, à 20 h. 15), puis avec l'Ensemble Guillaume Dufay (mardi 19 septembre, à 18 h. 30 et 20 h. 30, à la Sainte-Chapelle) devraient permettre de se rendre compte si les engouements déçus n'ont pas été fatals à une renaissance pourtant si salutaire.*

« TE DEUM » ET CONCERTO
à Besançon

Depuis cinq ans, on a beaucoup joué le Requiem *de Berlioz, sans doute parce que c'est un chef-d'œuvre, mais aussi parce qu'il est tragique. Célébrant la gloire de Dieu et de l'empereur, on comprend que son* Te Deum *ne puisse pas prétendre à semblable faveur. C'est dommage pour la musique, et cela vaudrait la peine d'aller s'en rendre compte à Besançon. Au même programme, en création mondiale, un concerto pour piano de Gérard Masson (né en 1936), un des compositeurs les plus importants de sa génération, mais dont on n'entend seulement les œuvres que de loin en loin. Orchestre national de France, direction Hubert Soudant, soliste Homero Francesch, Festival de Besançon, dimanche 17 septembre, à 20 h. 30 (retransmis en direct par France-Musique).*

JOHN CAGE
à l'Athénée

C'est un peu tôt dans la saison, mais John Cage ne pouvait plus venir après, et il faut qu'il soit là pour diriger Atlas Acliptícalis *avec l'Ensemble musique vivante (mercredi 20 septembre) et dire ses* Empty Words *(vendredi 22). Auparavant, car ce petit festival dure une semaine, Gérard Fremy joue* les Sonates et interludes pour piano préparé, *le lundi 18, et Grete Sultan* les Etudes australes *pour piano, le mardi 19. Enfin, on pourra découvrir les récentes* Freeman Etudes *par le violoniste Paul Zukofsky (jeudi 21). C'est l'occasion pour ceux qui confondent encore volontiers la musique de Cage avec l'idée qu'ils s'en sont faite un jour de constater qu'elle a encore évolué, parfois sévère, mais toujours libre. (Renseignements : 073-27-41).*

ET AUSSI : *Rétrospective Paris-Berlin, vendredi 15 (Wedekind, Schönberg, Weill, Eisler) et dimanche 16 (l'Age du jazz), à 18 heures, au cinquième étage du Centre Georges-Pompidou. Soirée Schubert sur un pianoforte par Paul Badura Skoda (Théâtre du Ranelagh, lundi 18, à 20 h. 30). Le Quatuor Parrenin à l'église des Billettes (mardi 19, à 21 heures) dans un programme Mozart, Beethoven, Schubert. Le lendemain, même endroit, même heure, Jean-Jacques Kantorow jouera Mozart accompagné au piano-forte par Hans Govaerts. L'Orchestre de Chicago, en tournée, sous la direction de Georg Solti, fait halte au Palais des congrès, le mercredi 20 septembre, pour y donner les premières symphonies de Beethoven et de Mahler. Enfin, le Festival de Saint-Dizier jette ses derniers feux : Sextuor à cordes de Paris, vendredi 15, à 21 h. 15 (Schubert, Schönberg), Quatuor Amadeus, dimanche 17, à 15 heures (Schubert). Renseignements : (61) 66-14-11.*

expositions

PARIS-BERLIN
au Centre Georges-Pompidou

1900-1933 : Berlin, plutôt que Paris, et c'est tellement mieux ainsi. On avait besoin qu'enfin soit déployé sur les bords de Seine le dossier épais de l'art allemand depuis les débuts de l'expressionnisme à l'une des époques les plus fécondes et désespérantes aussi de son histoire. Peinture, architecture, arts appliqués... De Kokoschka et Kirchner à Dada, d'Otto Dix et George Grosz au Bauhaus et à la Nouvelle Objectivité, violence, révolte, refus névrotique de la société bourgeoise, préoccupations sociales. Loin de l'ivresse plastique et de la joviale liberté des créateurs parisiens.

DESSINS DE HANS HARTUNG
aux Sables-d'Olonne

L'aventure de l'abstraction lyrique retracée à travers la rétrospective des dessins d'un précurseur : les premières aquarelles et les premiers lavis inf[illegible]*els d'Hartung datent de 1922, alors que le mouvement n'allait s'épanouir en France qu'après 1950. Une importante exposition montée par un musée de province dynamique, ouvert à l'art contemporain, et qui ne se contente pas d'une seule exposition par an.*

L'ÉCOLE DE PONT-AVEN
au musée de Quimper

Ceux qui, autour de Gauguin, d'Emile Bernard et de Serusier se sont retrouvés, vers l'année 1890, à Pont-Aven ou au Pouldu : Maufra, Lacombe, Moret, Filiger, pour ne citer que les artistes les mieux représentés à l'exposition. Celle-ci constitue le premier bilan des œuvres apparentées à l'école célèbre conservées dans les collections publiques et privées de Bretagne. Après Quimper, elle ira à Rennes, puis à Nantes.

L'ABSTRACTION CRÉATION
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

L'histoire d'un groupe et d'une revue l'Abstraction Création, *qui, entre 1931 et 1935, a réuni les peintres de l'avant-garde internationale à Paris. Dès cette époque toutes les voies de l'abstraction semblent d'ores et déjà explorées: L'exposition retrace cette période d'intense création sans faire de sélection* a posteriori, *en restant fidèle aux errements du groupe : la froideur des cimaises disparaît derrière la vie d'une époque. A l'étage au-dessus, l'ARC a organisé une exposition sur les avatars récents de l'abstraction, où l'on peut prendre la température de certaines voies contemporaines. Deux expositions essentielles sur les inquiétudes du siècle.*

AUGUSTE RODIN
le monument des Bourgeois de Calais, au musée Rodin

Un « dossier » qui semble sans faille sur l'œuvre la plus connue du sculpteur. Tout y est dit et montré : la commande, les problèmes financiers et matériels, les modèles, les versions successives, la puissance de Rodin. Le catalogue est un trop rare chef-d'œuvre de précision.

L'HOMME ET SON CORPS DANS LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE
au Musée national des arts et traditions populaires

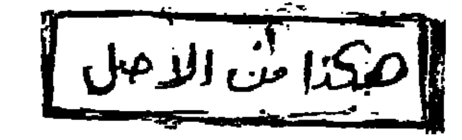
Fidèle aux rituels du musée, cette exposition parvient à être à la fois complexe, car issue d'un rigoureux travail, et séduisante par sa présentation, les surprises de son circuit, la chaleur et le pittoresque de ses audio-visuels. Toutes les attitudes, les utilisations et les interprétations du corps humain dans la société française y sont évoquées à travers des objets beaux, symboliques ou les deux à la fois.

MOURLOT,
à Avignon (grande chapelle du Palais des papes)

L'histoire d'une famille vouée à l'imprimerie. Le plus illustre de ses membres, Fernand Mourlot réinventa l'art de la lithographie. Ses affiches et reproductions, qu'il tira de l'œuvre des plus grands peintres du XX[e] *siècle, ont donné aux arts de la rue des lettres de noblesse, y ont introduit la perfection technique et humaine du compagnonnage.*

ET AUSSI : *La peinture en Provence au XVII*[e] *siècle,* au palais Longchamp à Marseille (à la découverte de talents restés longtemps inconnus) ; *Alberto Giacometti* chez Maeght, à Saint-Paul-de-Vence (l'angoisse et la nuit du grand peintre et sculpteur), *Sculptures romanes de Toulouse* au musée Chagall, à Nice (ce qui reste de trois anciens chantiers) ; *De Renoir à Matisse* et *Jules Romain,* au Grand Palais ; *Piero Della Francesca,* un dossier du département des peintures du [illegible]uvre ; *Jacques Lipchitz,* au Centre Pompidou.

ET BIENTOT : *Les frères Le Nain,* au Grand Palais (à partir du 4 octobre) ; *Claude Le Lorrain,* au Louvre (à partir du 20 octobre) ; *Miro,* au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (à partir du 26 octobre) et au Centre Pompidou (à partir du 20 septembre) ; *Bernanos,* à la Bibliothèque nationale (à partir du 14 septembre) ; *Asgerorn* au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (à partir du 13 octobre) ; *Retables italiens du treizième au quatorzième siècle,* au Louvre (à partir du 14 octobre).





Expositions

CENTRE POMPIDOU

Entrée principale, rue Saint-Martin (277-12-33). — Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h. : sam. et dim., de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

PARIS - BERLIN. Rapports et contrastes, France-Allemagne, 1900-1933. Jusqu'au 6 novembre.

JACQUES LIPCHITZ (4e étage). Jusqu'au 16 octobre.

ATELIERS AUJOURD'HUI 9 : Sculptures funéraires de Koffi-Mourouflé (Côte-d'Ivoire) - Gravure de Triki (Tunisie). Jusqu'au 25 septembre.

Centre de création industrielle

L'ESPACE URBAIN SOVIETIQUE 1917-1978. Jusqu'au 18 septembre.

SOUS LE SOLEIL AUTREMENT, l'énergie solaire. Jusqu'au 16 octobre.

B.P.I.
MUSEES

DE RENOIR A MATISSE. Vingt-deux chefs-d'œuvre des musées soviétiques et français. — Grand Palais, entrée Clemenceau (261-54-10), sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 9 F ; le samedi : 6 F. Jusqu'au 18 septembre.

JULES ROMAIN. L'histoire de Scipion (tapisseries et dessins). — Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 2 octobre.

HENRI RIVIÈRE (1864 - 1951). Aquarelles et gravures. — Petit Palais, quai Alexandre-III (265-99-21). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 15 septembre.

PIERO DELLA FRANCESCA. Le portrait de Sigismond - Malatesta (dossier du département des peintures, no 15). — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 18 septembre.

NOUVELLES ATTRIBUTIONS. — Dessins du seizième et du dix-septième siècle. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 septembre.

DONATION PICASSO. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (voir ci-dessus).

AUGUSTE RODIN : le monument des Bourgeois de Calais (1884-1895). — Musée Rodin, 7, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F ; le dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

LES BARBUS. — Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'à fin septembre.

PARIS VU PAR LES PEINTRES. De Corot à Foujita. — Collections du musée Carnavalet. Mairie annexe du 12e arrondissement, 130, avenue Daumesnil. De 10 h. à 12 h. 30 et de 13 h. 30 à 17 h. 45. Jusqu'au 4 octobre.

ABSTRACTION-CREATION (1931 - 1936). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 1er octobre.

PEINTRES DU QATAR. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 1er octobre.

L'ABSTRACTION ANALYTIQUE : Degottex, Devade, fractures du monochrome. — ARC Paris, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 septembre.

ATELIERS PORTUGAL. — Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 14, quai de New-York (voir ci-dessus). Entrée gratuite pour les enfants et les groupes (animations, prendre rendez-vous au 723-61-27). Jusqu'au 29 octobre

L'HERBIER DE JEAN - JACQUES ROUSSEAU. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 2 octobre.

DESSINS D'ORNEMENT DU DIX-SEPTIEME AU VINGTIEME SIECLE. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

FORAIN : 1852-1931. — Musée Marmottan, 2, rue Louis - Boilly (224-57-42). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 24 septembre.

L'HOMME ET SON CORPS DANS LA SOCIETE TRADITIONNELLE. — Musée national des arts et traditions populaires, 6, rue du Mahatma - Gandhi (bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 15. Entrée : 6 F ; le dimanche : 4 F. Jusqu'au 2 octobre.

SPLENDEUR DES COSTUMES DU MONDE. — Musée de l'homme. Palais de Chaillot (505-70-60). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 15 novembre.

ELEGANCES FRANÇAISES, de 1750 à nos jours. — Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 29 octobre.

VISAGES DE MONTMARTRE. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent. Jusqu'en octobre.

IL ETAIT UNE FOIS LEONARD... Exposition-atelier pour enfants. — Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons. Jusqu'au 31 décembre.

LES FOLIES DU DIX-HUITIEME SIECLE A PARIS. — Château de Bagatelle, rue de Sèvres-à-Neuilly, bois de Boulogne. Tous les jours, de 10 h. à 17 h. 30. Jusqu'au 11 septembre.

ARCHITECTURES : Photographies de L. Baltz, P. Baron, A. Belleguie, J. Bonnemaison, P. Tosani, J. Turner. — Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois. Sauf dimanche, de 12 h. à 18 h. Jusqu'au 16 septembre.

JARDINS DE FRANCE - 1760-1820. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (277-59-20). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 24 septembre.

CENT CINQUANTE ANS DE MODE (1828-1978). — Bibliothèque Forney, 1, rue du Figuier (278-17-34). Sauf dim. et lundi, de 13 h. 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 octobre.

CENTRES CULTURELS

ROSARIO FLOREZ et CHARY DE GOYENECHE, peintures sur toile et sur soie. — Bibliothèque espagnole, 11, avenue Marceau. Sauf sam. et dim., de 15 h. à 18 h. 30. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre.

QUAND L'IRAN REÇOIT PARIS. — Maison de l'IRAN, 65, avenue des Champs-Elysées (225-62-90). Jusqu'au 20 septembre.

EN REGION PARISIENNE

FONTAINEBLEAU - Fontanarosa. Rétrospective : 1912-1975. — Salle des fêtes du théâtre. Tous les jours, de 14 h. 30 à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

SANNOIS - Tapisseries contemporaines (Arp, Bergman, Calder, Kandinsky, Le Corbusier, Riopelle, etc.). — Centre Cyrano-de-Bergerac, place du Général-Leclerc (981-81-56). L., Merc., Sam., de 15 h. à 18 h. ; Mardi, Jeudi, de 9 h. à 13 h. 30 ; Dim., de 9 h. à 12 h. 30 et de 15 h. à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 octobre.

VERSAILLES - Cafés, bistrots et compagnie. — Centre culturel de la Caisse d'épargne, 143, boulevard de la Reine (953-92-05). Jusqu'au 30 septembre.

EN PROVINCE

ANTIBES - César, rétrospective de l'œuvre sculpté. — Musée Picasso. Jusqu'au 31 octobre.

ARLES - François Morellet. — Cloître Saint-Trophine. Jusqu'au 30 septembre.

AVIGNON - Cinquante années de lithographies aux ateliers Mourlot. — Grande Chapelle du palais des Papes. Jusqu'au 30 septembre.

DUNKERQUE - Cent vingt œuvres récemment acquises pour le futur musée d'art contemporain de Dunkerque. — Hôtel de ville (sauf mardi). Jusqu'au 30 septembre.

GRENOBLE - Judith Reigl : Peintures choisies 1956-1978. — Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 6 novembre.

LE HAVRE - Sur les pas d'Eugène Boudin. — Musée des beaux-arts, boulevard J.-F.-Kennedy (42-33-97). Jusqu'au 4 décembre.

LYON - Tissu et créations : la texture. — Espace lyonnais d'art contemporain. Eté.

Sculpture à la Part-Dieu : Agam, Arman, Calder, César, Miro, etc. Jusque fin septembre.

MARSEILLE - La peinture en Provence au dix-septième siècle. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 30 septembre.

NICE - Sculptures romanes de Toulouse. — Musée national, message biblique. Marc Chagall (80-11-45). Jusqu'au 13 novembre.

Gustav-Adolf Mossa et les symboles. — Galeries des Ponchettes. Jusqu'au 25 septembre.

D'HIER A DEMAIN, 1968-1978-1988, un aspect de l'art actuel. — Galerie de la Marine, 59, quai des Etats-Unis (85-82-34). Jusqu'au 24 septembre.

QUIMPER - L'Ecole de Pont-Aven dans les collections publiques et privées de Bretagne. — Musée des beaux-arts. Jusqu'à la mi-octobre.

LA ROCHELLE - Exposition « Le Siège de La Rochelle de 1627-1628 ». — *L'Oratoire, salle municipale,* ancienne église Sainte-Marguerite. Jusqu'au 15 octobre.

LES SABLES-D'OLONNE - Hans Hartung. Rétrospective de l'œuvre sur papier : 1920-1978. — Jean-Pierre Pericaud. Peintures et dessins. — Musée de l'abbaye Sainte-Croix (32-01-16). Jusqu'au 30 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE - Alberto Giacometti. — Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 30 septembre.

VALLAURIS - Serge Poliakoff. Rétrospective. — Musée municipal (63-76-94). Jusqu'au 2 octobre.

Concerts

MERCREDI 13 SEPTEMBRE

CENTRE POMPIDOU, 18 h. : Les solistes de l'Ensemble intercontemporain (Krenek, Haba, Hindemith).

LUCERNAIRE, 19 h. : C. Stigliani, piano (Scarlatti, Ravel, Debussy, Schubert) ; 21 h. : J.-C. Dalzon, flûte, A. Bartelloni, mezzo-soprano (Telemann, Beyts, Ravel, Ibert, Sciortino).

JEUDI 14

CENTRE POMPIDOU, 18 h. : Les solistes de l'Ensemble intercontemporain (Reger, Strauss-Kerr).

EGLISE SAINT - LOUIS D'ANTIN, 12 h. : J. Bonfils, orgue (Campion, Franck, Tournemire).

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 13 ; 21 h. : J.-C. Dalzon, flûte, P. Grapeloup - Saliceti, piano (Mozart, Fauré, Bach, Roussel, Ibert Sciortino).

VENDREDI 15

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 13.

CENTRE POMPIDOU, 18 h. : R. Dreshaler, les solistes de l'Ensemble intercontemporain (Weill-Gasbarra, Schönberg-Wedekind, Schönberg-Falke).

SAMEDI 16

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 13 ; 21 h. : P. Lieutaud, harpe, J.-C. Dalzon, flûte (Bach, Krumpholtz, Nodermann, Tjemil, Fauré).

DIMANCHE 17

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 13 ; 21 h. : voir le 16.

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 : Montserrat Torrent - Serra, orgue (Ximenez, Bruna, Ginastera, Guridi, Soler, Cabanilles).

CENTRE POMPIDOU, 18 h. : L'âge du jazz, par les solistes de l'Ensemble intercontemporain (Stravinski, Milhaud, Blacher, Honegger, Krenek, Seiber).

LUNDI 18

ATHÉNÉE, 21 h. : John Cage (œuvres vocales et instrumentales).

LUCERNAIRE, 19 h. : S. Marendaz, soprano, G. Kern, piano (Schubert, Schumann, Strauss).

MARDI 19

ATHÉNÉE, 21 h. : voir le 18.

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 18 (Ravel, Debussy, Britten) ; 21 h. : voir le 16.

FESTIVAL ESTIVAL (329-53-04)

EGLISE SAINT - SULPICE, le 13, 20 h. 30 : J. Guillou, orgue (Schumann, Dupré, Widor, Guillou).

CONCIERGERIE, le 14, 18 h. 30 : J.-E. Dalher, clavecin, K. Graf, soprano, P.-L. Graf, flûte (Rameau, Jolivet, Roussel, Rameau).

EGLISE SAINT-SEVERIN, le 14, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. A. Myrat (Mozart).

EGLISE SAINT - GERMAIN - DES - PRES, le 15, 20 h. 30 : Ensemble grégorien de Versailles (chants grégoriens).

THEATRE DU RANELAGH, *le 18,* à 18 h. 30 : Jeunes interprètes et compositeurs polonais (Czarnecki, Penderecki, Borkowski, Moryto) ; le 18, à 20 h. 30 : Paul Badura-Skoda, forte-piano (Schubert).

SAINTE-CHAPELLE, le 19, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ensemble Guillaume Dufay (chants grégoriens et polyphonies médiévales).

FESTIVAL DE MUSIQUE DE CHAMBRE

EGLISE DES BILLETTES, le 13, 21 h. : Lieder Quartet (Haydn) ; le 14 : Trio Ravel (Chopin) ; le 19 : Quatuor Parrenin (Mozart, Beethoven, Schubert).

EGLISE SAINT - LOUIS-EN-L'ISLE, le 15, 21 h. : Orchestre Bernard Thomas (Mozart, Haendel, Bach, Corrette).

MUSEE CARNAVALET, le 16, 21 h. : C. Maillols et M. Rosslensky, piano (Schubert).

EN REGION PARISIENNE

ARCUEIL, salle Jean-Vilar, le 15, 22 h. 30 : La route vers demain, Zoo.

BRETEUIL, château, le 17, 16 h. : Stanislas Vigerie, piano (Bach, Chopin, Liszt, Debussy, Ravel).

L'ISLE-ADAM, Pavillon chinois, le 16, 17 h. : Groupe de musique contemporaine de Varsovie.

ORLY, hôtel Hilton, le 18, 21 h. : Jeunes interprètes et compositeurs polonais.

ROSAY-EN-BRIE, église, le 16, 21 h. : *Orchestre de l'Ile-de-France,* dir. J. Fournet ; sol. F.-H. Houbart (Haendel, Poulenc, Saint-Saëns).

SCEAUX, Orangerie du château, Xe Festival (661-06-71), le 15, 20 h. 45 : P. Baubet-Gony (Schubert, Mozart, Baubet-Gony) ; le 16, 17 h. 30 : Ensemble de chambre français (Mozart, Haydn, Hindemith, Françaix) ; le 17, 17 h. 30 : Quatuor Loewenguth, M.-Th. Chailley (Mozart).

SERANS, église Saint-Didier, le 16, 21 h. : Ensemble instrumental Monteverdi, dir. M. Dubois (Vivaldi).

LE MONDE DES ARTS

Théâtre

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses

Les salles subventionnées

COMEDIE FRANÇAISE (296-10-20), les 15, 17 et 19, 20 h. 30 et le 17, 14 h. 30 : le Renard et la Grenouille ; Doit-on le dire ? ; les 16, 18, 20, 20 h. 30 : Un caprice, le *Triomphe de l'amour*.

T.E.P. (636-79-09), les 19 et 20, 20 h. : films.

CENTRE POMPIDOU (277-11-12) (mardi), le 13, 18 h., débat : Rencontre avec les *femmes* architectes ; tous les jours à 15 h., 16 h. 30, 18 h. : Diatope, de Xénakis.

Les autres salles

AIRE LIBRE (322-70-78) (V., S.), 18 h. 30 : Faustino Mime.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : Mon père avait raison.

BOUFFES DU NORD (280-28-04) (D), 20 h. 30 : Prends bien garde aux zeppelins.

CARTOUCHERIE DE VINCENNES (jusqu'au 18), 21 h. 30 : Théâtre équestre.

COMEDIE-CAUMARTIN (073-43-41) (J.), 21 h. 10, mat. dim., 15 h. 10 : Boeing-Boeing.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 15 h. : le Bateau pour Lipaia.

DAUNOU (261-69-14) (J., D. soir), 21 h., mat. dim., 15 h. : les Bâtards.

ESSAION (278-46-42) (D.), 20 h. 30 : Sonate pour deux femmes seules et une H.L.M. ; 22 h. 15 : L'empereur s'appelle Dromadaire.

FONTAINE (874-74-40) (D.), 21 h. : les Jeannes (à partir du 17, à bureaux fermés le 19).

HUCHETTE (326-38-99) (D., L.), 21 h. : la Leçon ; la Cantatrice chauve.

IL TEATRINO (322-28-92) (D., L.), 21 h. : Louise la Pétroleuse.

LA BRUYERE (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. 15 h. et 18 h. 30 : les Folies du samedi soir (à bureaux fermés les 13 et 14).

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.) I. : 18 h. 30 : Théâtre de chambre de J. Tardieu ; 20 h. 30 : Punk et Punk et Colégram ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. — II. : 18 h. 30 : le Fauteuil ; 20 h. 30 : Lady Pénélope ; 22 h. 15 : la Musica.

MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., 15 h. : la Vie en v.o. (à partir du 15).

MADELEINE (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : le Préféré.

MICHEL (265-35-02) (L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. 15 : Duos sur canapé.

MICHODIERE (742-95-22) (D. soir, L.), mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : les Rustres ; (D.), 18 h. 30 : Au niveau du chou (à partir du 15).

MONTPARNASSE (320-89-90) (D. soir, L.), 21 h., mat. sam. 17 h., dim. 15 h. : les Peines de cœur d'une chatte anglaise.

NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir), 21 h., mat. sam. 17 h., dim. 15 h. 30 : Apprends-moi Céline.

OBLIQUE (805-78-51) (à partir du 19), 21 h. : Bajazet.

ORSAY (548-38-53) (L.), les 13, 14, 19, 20 h. 30 : Harold et Maude ; les 15, 16, 20 h. 30, le 17, 15 h. et 18 h. 30 : le Rhinocéros.

PALAIS-ROYAL (742-84-29) (D. soir L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : la Cage aux folles.

PENICHE (205-40-39) (D.), 20 h. 30 : *la Dernière* Bande.

SAINT-GEORGES (878-63-47) (J., D. soir), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : Patate.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : Au bénéfice du doute.

THEATRE DE BRETAGNE (329-06-91). Mer., J., V., S., 18 h. 30 : Barzaz Breiz.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.

THEATRE MARIE-STUART (508-17-80) (D.), 20 h. 30 : la Nuit du 13 ; 22 h. 30 : Monnaie, camping et caravaning.

VARIETES (233-09-92) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : Boulevard Feydeau.

Festival d'automne

(278-10-00)

THEATRE MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.), 20 h. 15, mat. sam. et dim. 14 h. 45 : Maître Puntila et son valet Matti (à partir du 19).

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h. 30 : le *Grand écart* ; 22 h. : la Femme rompue ; 23 h. 15 : Serge Llado.

LES BLANCS-MANTEAUX (277-42-51) (D.), 20 h. 30 : la Nouvelle Star ; *21 h. 30 : l'Asote* ; *22 h. 30* : Icare, jazz ; 23 h. 30 : Toti Soler.

AU COUPE-CHOU (272-01-73) (D.), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : Confessions d'une bourgeoise ; 23 h. 30 : Hosanna.

CAFE D'EDGAR (322-11-02) (D.), I : 20 h. 15 : Soli-loques (sf les 15, 16, 17) ; 21 h. 30 : Popeck ; 23 h. : Soigne tes ecchymoses, Gervaise. — II : 23 h. : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.

CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 20 h. 15 : Théâtr'en poudre ; 22 h. : Fromage ou dessert ?

COUR DES MIRACLES (548-85-60), 21 h. 45 : L'eau en poudre ; 23 h. : Grugru (dernière le 16) ; (D.), 20 h. 30 : Marianne Sergent.

DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 20 h. 45 : la Tour infernale.

FANAL (233-91-17) (D.), 20 h. : Un coin dans le sens de la marche ; 21 h. 15 : le Président.

LUCERNAIRE (544-57-34) (L.), 22 h. 30 : Roméo et Georgette (dernière le 19).

LE MANUSCRIT (887-82-60) (D., L.), 21 h. : Vos gueules, on s' marre ; 22 h. : Michel Vallier (jusqu'au 19).

LA MURISSERIE DE BANANES (508-11-67) (D., L.), 20 h. 30 : les Etoiles ; 21 h. 30 : El Orbane.

LE PETIT CASINO (747-62-75) (D., L.), 21 h. : Douby ; 22 h. 30 : Eclimont et Dodane.

LES PETITS PAVES (607-30-15) (Mar.), 21 h. 15 : le Scorpion et la Grenouille.

LE SPLENDID (887-33-82) (D., L.), 20 h. 45 : Pierre et Marc Jolivet ; 22 h. : Poubelle girl.

THEATRE DES 400 COUPS (329-39-69) (D.), 20 h. 30 : la Goutte ; 21 h. 30 : En attendant l'autobus ; 22 h. 30 : Y' a qu' là que je suis bien.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), I : 21 h. : C. Ricard ; II : 22 h. 30 : Poussez pas le mammifère (fermeture définitive le 15).

Variétés

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 14 h. 30 et 18 h. 30 : Ginette Garcin.

ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79) (D.), 21 h., mat. sam., 17 h. : Rip Off.

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18) (D.), 20 h. 30 : Jacques Villeret. A partir du 18, 22 h. : Michel Rivard, jusqu'au 16. A partir du 18, 20 h. : Jacques Bertin.

GYMNASE (770-16-15) (Mer., D. soir), 21 h., mat. dim., 15 h. : Coluche.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h. : Vinicius de Moares, *Tom Jobim, Miucha* et Toquinho (dernière le 17). A partir du 19 : Charles Dumont.

THEATRE PRESENT (203-02-55), vend., sam., 20 h. 30, dim. 17 h. : Paul et Jacques Préboist.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim., *15 h. 30* : Y'a du va-et-vient dans l'ouverture.

DEUX-ANES (606-10-26) (Mer.), 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : Le con t'es bon.

La danse

PALAIS DES ARTS (272-62-98), *20 h. 30 : Kol Aviv, chants et* danses d'Israël. Jusqu'au 16.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES *(225-44-36)*, à partir du 19, 20 h. 30 : Le ballet national de Mexico.

Jazz, pop, rock, folk

CHAPELLE DES LOMBARDS (236-65-11) (D.), 20 h. 30 : Latif Khan et Asif Ali ; 23 h. 30 : Music Women Free Improvising *Group*, jusqu'au 16 ; à partir du 18 : Charlie Haden et Jacques Thollot.

BATACLAN, le 18, 19 h. 30 : les Ramones.

CAVEAU DE LA HUCHETTE, 21 h. : Benny Waters, jusqu'au 17 ; à partir du 18 : Maxime Saury Fanfare.

GOLF DROUOT, 22 h., le 16 : Diesel, rock.

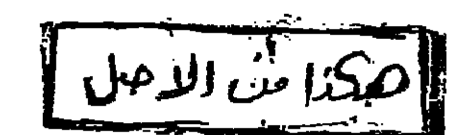
LE PALACE, le 19, 24 h. : Robert Palmer.

THEATRE MARIE-STUART, *18 h. 30* : Edja Kungali + Guests, afro-jazz.

THEATRE CAMPAGNE PREMIERE (322-75-93), 20 h. 30 : Sugar Blue Quartet (jusqu'au 17) ; 20 h. 30, à partir du 18 : David Rose ; 18 h., à partir du 18 : John Mami Watta, rock.

THEATRE DE L'ATHENEE, les 15, 16, 17, 21 h. : Don Cherry.

PALAIS DES ARTS (272-62-98), jusqu'au 16, 18 h. 30 : Chemin blanc.



Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
MERCREDI 13 SEPTEMBRE

15 h. : la Grande Parade, de K. Vidor ; 18 h. 30 : l'Oiseau de paradis, de K. Vidor ; 20 h. 30 : Proud Flesh, de K. Vidor ; 22 h. 30 : Rafferty and the gold dust twin, de ... Richards.

JEUDI 14

15 h. : la Belle et la Bête, de J. Cocteau ; 18 h. 30 : Orphée, de J. Cocteau ; 20 h. 30 : J'ai tué Raspoutine, de R. Hossein ; 22 h. 30 : Une corde, un Colt, de R. Hossein.

BEAUBOURG (704-24-24)
MERCREDI 13

15 h. : Ma sœur est du tonnerre, de R. Quine ; 17 h. : Une heure avec ...ol, de E. Lubitsch ; 19 h. : Dames, de R. Enright.

JEUDI 14

15 h. : Aimez-moi ce soir, de R. Mamoulian ; 17 h. : Sa Majesté ...t de sortie, de J. von Sternberg ; ... h. : la Reine de Broadway, de ... Vidor.

Les exclusivités

...LA RECHERCHE DE Mr GOODBAR (A., **) v.o. : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).
...NNIE HALL (A.) v.o. : La Clef, 5e (337-90-90).
...ARGENT DE LA VIEILLE (It.) v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
...ROUND THE STONES (A.) v.o. : Vidéostone, 6e.
...S BOIS DE BOULEAUX (Pol.) v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
...RIGADE MONDAINE (Fr., **) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).
...N CANDIDAT AU POIL (A.) v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
...E CONVOI (A.) v.o. : Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98) (sf Mar.).
...RI DE FEMMES (A.) v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; France Elysées, 8e (723-71-11) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Madeleine, 8e (073-56-03) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
...AMIEN, LA MALEDICTION II (A., *) v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
...IEU MERCI, C'EST VENDREDI (A.) v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93).
...OSSIER 51 (Fr.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-...-48) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
DRIVER (A., *) v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
L'EMPIRE DE LA PASSION (Jap., v.o.) (**) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Balzac, 8e (359-52-70).
EXHIBITION II (Fr.) (**) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (*) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
GOOD BYE EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.) (4 parties) : La Pagode, 7e (705-12-15).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
INTERIEUR D'UN COUVENT (It., v.o.) (**) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) (2 parties) : Bosquet, 7e (551-44-11).
LE JEU DE LA MORT (A., v.o.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE JEU DE LA POMME (Tch., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Magic-Convention, 15e (828-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80).
LAST WALTZ (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES MAINS DANS LES POCHES (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Omnia, 2e (233-39-36) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE MATAMORE (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11).
MELODIE POUR UN TUEUR (A., v.o.) : Studio-Médicis, 5e (633-25-97), Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LE MERDIER (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
MŒURS CACHEES DE LA BOURGEOISIE (It., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
MOLIERE (Fr.) (deux parties) : Impérial, 2e (742-72-52), Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
MON PREMIER AMOUR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Concorde, 8e (359-92-84), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS ? (It., v.o.) : *Palais des Arts, 3e* (272-62-98).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ORDRE ET LA SECURITE DU MONDE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA PETITE (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (sauf mar.).
LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Biarritz, 8e (723-69-23), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
PORTRAIT D'ENFANCE (Angl., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
RETOUR (A., v.o.) : Studio-Logos, 5e (033-26-42).
REVE DE SINGE (It., v. angl.) (**) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ROBERT ET ROBERT (Fr.) : Balzac, 8e (359-52-70).
SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
LE SOURIRE AUX LARMES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Gramont, 2e (742-95-82), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Athéna, 12e (343-07-48), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
TROCADERO, BLEU CITRON (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
UNE NUIT TRES NORMALE (Hong., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Contrescarpe, 6e (325-78-37).
VAS-Y, MAMAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Colisée, 8e (359-29-46), Athéna, 12e (343-07-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, (522-37-41).
VIOLETTE NOZIERE (Fr.) : Ternes, 17e (380-10-41).
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Studio-Raspail, 14e (320-38-98).
LES YEUX BANDES (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

Les films nouveaux

L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Olympic, 14e (542-67-42).
LE SECOND SOUFFLE, film français de Gérard Blain : La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23), Colisée, 8e (359-29-46), Olympic, 14e (542-67-42), Parnassien, 14e (329-83-11), Français, 9e (770-33-88), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
FEDORA, film américain de Billy Wilder (v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Le Paris, 8e (359-53-99), (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).
MIDNIGHT EXPRESS, film américain de Alan Parker (v.o.) (**), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Ambassade, 8e (359-19-08), Mayfair, 16e (525-27-06), (v.f.) : A.B.C., 2e (236-55-54), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), George-V, 8e (225-41-46), Français, 9e (770-33-88), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
GREASE, film américain de Randal Kleiser (v. o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90), Marignan, 8e (359-92-82), (v.f.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Richelieu, 2e (233-56-70), Helder, 9e (770-11-24), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Cambronne, 15e (734-42-96), Napoléon, 17e (380-41-46), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
L'INEVITABLE CATASTROPHE, film américain de Irwin Allen (v.o.) (*) Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Ermitage, 8e (359-15-71), (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75).
LES GLADIATEURS DE L'AN 3000, film américain de Henri Suso (v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), (v.f.) : Boul'Mich, 5e (033-48-29), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount - Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
VESTIAIRE DES FILLES, film américain de Harry E. Kerwin : Paramount - Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), mardi, 21 h.
AMERICAN GRAFFITI (A., v. o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
LA CICATRICE INTERIEURE (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), 22 h.
LES COMPLEXES (It., v.o.) : Lucernaires, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
LES DAMNES (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S.,D.).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, 12 h., 23 h. 45.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.
GROS PLAN (A., v.o.) : Olympic, 14e 18 h. (sf S., D.).
INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sf D.).
NATHALIE GRANGER (Fr.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S., D.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h. ; Daumesnil, 12e.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e, 12 h., 24 h.
LA ROULETTE CHINOISE (All., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S. D.).
THE LAST PICTURE SHOW (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mardi, 21 h.

Cinéma

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr.) : Saint-André-des-arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet - Bastille, 11e (357-90-81), Olympic 14e (542-67-42).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS *(It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).*
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (sf mar.).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78), Le Parnassien, 14e (329-83-11)
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
LES CHEVAUX DE FEU *(Sov., v.o.)* : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
LE COUTEAU DANS L'EAU *(Pol., v.o.)* : Panthéon, 5e (033-15-04).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Daumesnil, 12e.
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; (v.f.) : Madeleine, 8e (073-56-03).
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e.
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Les Templiers, 3e.
JONATHAN LIVINGSTON, LE GOELAND (A., v.f.) : Studio Dominique, 7e (705-04-55) matinée.
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LENNY (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
M.A.S.H. (A., v.o.) : Daumesnil, 12e.
LA MARQUISE D'O (All., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
MEAN STREETS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e.
LE MYSTERE DES DOUZE CHAISES (A., v.o.) : Théâtre Présent, 19e (203-02-55)
NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : Les Templiers, 3e.
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES *(It., v.o.)* : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
L'ŒUF DU SERPENT (A., v.o.) : Studio Dominique, 7e (705-04-55) en soirée.
***ORANGE MECANIQUE** (A., **, v.o.)* : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e.
PARADE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES PETITES MARGUERITES (Tch., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), New-Yorker, 9e (770-63-40).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; v.f. : Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).
LE TROISIEME HOMME (Ang., v.o.): Kinopanorama, 15e (306-50-50).
***THE KILLERS'S KISS** (A., v.o.)* : Studio Bertrand, 7e.
UN ETE 42 (A., v.f.) : Gramont, 2e
LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

Les festivals

SAM PECKINPAH (v.o.), Broadway, 16e (527-41-16), en alternance : Major Dundee, Pat Garett et Billy le Kid, la Horde sauvage, Croix de fer, Un nommé Cable Hogue, Tueur d'élite, The Guetaway.
MIZOGUCHI (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78), merc., sam., mardi : la Vie d'O Haru, femme galante ; jeudi, dim. : les Amants crucifiés ; vend., lundi : le Héros sacrilège. Action République, 11e (805-51-33), merc., sam., mardi : les Amants crucifiés ; jeudi, lundi : le Héros sacrilège ; vend., lundi : la Vie d'O Haru, femme galante.
H. BOGART (v.o.), Action Ecoles, 5e (325-72-07), merc., sam., mardi : le Faucon maltais ; jeudi, dim. : la Comtesse aux pieds nus ; vend., lundi : le Port de l'angoisse. Action La Fayette, 9e (878-80-50), merc.: les Anges aux figures sales ; jeudi : Passage to Marseille ; vend. : Bas les masques ; sam. : la Femme à abattre ; dim. : The African Queen ; lundi : Casablanca ; mardi : La mort n'était pas au rendez-vous.
I. BERGMAN (v.o.), Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25), merc. : Jeux d'été ; jeudi : l'Œil du diable ; vend. : la Prison ; sam. : Persona ; *dim.* : Rêves de femmes ; lundi : la Fontaine d'Arethuse ; mardi : le Silence.
AMOUR, EROTISME ET SEXUALITE (v.o.), le Seine, 5e (325-95-99), I. 12 h. 30 : Je, tu, il elle ; 14 h. : Flesh ; 16 h. : Dehors, dedans ; 18 h. : Hiroshima, mon amour ; 20 h. : Une petite culotte pour *l'été ; 21 h. 30 : Casanova. — II,* 14 h. 30 : le Regard ; 16 h. 20 : Bilitis : 18 h. 20 : Malicia : 20 h. 20 : Vices privés ; Vertus publiques.
MARYLIN MONROE (v.o.), Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), 14 h. : Marylin : 15 h. 30 : la Rivière sans retour ; 17 h. : Sept ans de réflexion ; 19 h. : Niagara ; 20 h. 30 : Troublez-moi ce soir ; 22 h. : les Misfits.
FILMS DES PAYS DE L'EST (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), merc., jeudi : la Terre de la grande promesse ; vend. : les Orphelins ; sam. : Adoption ; dim. : Andréi Roublev; lundi : le Miroir ; mardi : la Couronne de sonnets.
C. CHAPLIN (v.o.) : Les Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. 30 : la Revue de Charlot : 15 h. : les Feux de la rampe : 17 h. 30 : le Kid ; 19 h.: la Ruée vers l'or ; 20 h. 30 : le Dictateur ; 22 h. : les Temps modernes.
CARLOS SAURA (v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13), mer., ven., dim., mar. : le Jardin des délices ; jeu., sam., lun. : Anne et les loups.
CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS : La Pagode, 7e (705-12-15) : mer., dim. : la Belle et la Bête ; jeu. : la Grande Illusion ; ven., lun. : Drôle de drame ; sam., mar. : Hôtel du Nord.
STUDIO GALANDE (v.o.) : 6e (033-72-71), 13 h. 45 : Satyricon ; *15 h. 55 : Mort à Venise ; 18 h. 10* : les Fraises sauvages ; 20 h. : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 10 : Chiens de paille ; vend., sam. + 24 h. : Répulsion.
CHATELET-VICTORIA (v.o.) : 1er (508-94-14), I. : 14 h. : les Hauts de Hurlevent ; 16 h. : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. : les Routes du Sud ; 20 h. (+ ven., sam., 24 h.) : Cabaret ; 22 h. 15 : le Droit du plus fort ; II. : 14 h. 10 : l'Année dernière à Marienbad ; 16 h. 10 : l'Enigme de Kaspar Hauser ; 18 h. : Citizen Kane ; 20 h. 10 (+ ven., 24 h.) : Providence ; 22 h. (+ sam., 24 h.) : Aguirre, la colère de Dieu.
PALAIS DES GLACES (v.o.) : 10e 607-49-93), en alternance : *Pas* d'orchidées pour Miss Blandisch, Sanctuaire.
AVENTURE (v.o.) : J.-Renoir, 9e (874-40-75), mer., sam. : les Aventures du Poséidon ; dim., mar. : l'Odyssée du Hindenbourg.
MARX BROTHERS (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07), mer., dim. : les Marx au Grand Magasin ; jeu., lun. : la Soupe au canard ; sam. : Une nuit à l'Opéra ; mar. : Monnaie de singe.
STUDIO 28 (v.o.) : 18e (606-36-07), mer. : Assaut ; jeu. : Morts suspectes ; ven. : Adieu, je reste ; sam. : Roméo et Juliette ; dim., mar. (sf 21 h. 30) : le Merdier.

Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATOU, L.-Jouvet (966-20-07) : Vas-y, maman ; mar., 21 h. : O Salto (v.o.).
CONFLANS - SAINTE - HONORINE, U.G.C. *(972-60-98)* : le Jeu de la mort (**) ; Vas-y maman ; l'Inévitable catastrophe (**).
LE CHESNAY, Parly-II (954-54-00) : Driver ; les Mains dans les poches ; Vas-y maman ; le Sourire aux larmes ; Brigade mondaine (**).
LA CELLE-SAINT-CLOUD, Elysées-II (969-69-65) : les Gladiateurs de l'an 3000 ; le Vestiaire des filles.
ELANCOURT, Centre des 7-Mares (063-81-34) : Brigade mondaine (**) ; les Chasseurs ; les Risque-tout.
LES MUREAUX, Club AB (474-04-53) : Orange mécanique (**) ; Je suis timide, mais je me soigne. — Club YZ (474-94-46) : la Fièvre du samedi soir ; Dieu merci, c'est vendredi.
LE VÉSINET, Cinécal (976-39-17) : l'Etat sauvage ; Rêve de singe. — CAL (976-32-75), J., 21 h. : Hello Dolly. — Médicis (966-18-15) : Ils sont fous ces sorciers.
MANTES, Domino (092-04-05) : l'Inévitable Catastrophe (*) ; Midnight Express (**) ; Grease. — Normandie (477-02-35) ; les Gladiateurs de l'an 3000 ; Woodstock.
***MAULE**, Etoiles (478-85-74)* : l'Arnaque ; les Risque-tout.
POISSY, U.G.C. (965-07-12) : l'Inévitable Catastrophe (*) ; Midnight Express (**) ; le Sourire aux larmes ; *les Mains* dans les poches.
SAINT-CYR-L'ECOLE (045-00-62) : la Folie Cavale.
SAINT - GERMAIN-EN-LAYE, C L 2 (963-04-08) : Fedora ; Je suis timide, mais je me *soigne. — Royal (963-*09-72) ; le Jeu de la mort ; Little Big Man.
VELIZY, centre commercial (946-24-25) : le Convoi ; Je suis timide, mais je me soigne ; *Grease ; Driver.*
VERSAILLES, Cyrano (950-58-58) : Mon Premier Amour ; Fedora ; l'Inévitable Catastrophe (*). Grease ; le Convoi ; Je suis timide, mais je me soigne. — C 2 L (950-55-55) : Midnight Express (**) ; Mon Premier Amour. — Club (950-17-96) : Mon Oncle ; The Song Remains the Same ; Zardoz ; la Planète interdite.

ESSONNE (91)

BOUSSY-SAINT-ANTOINE, Buxy (900-50-82) : Un candidat au poil ; les Gladiateurs de l'an 3000 ; l'Inévitable catastrophe (*).
BURES, ORSAY, Les Ulis (907-54-14) : les Gladiateurs de l'an 3000 ; Driver ; l'Inévitable catastrophe (*) ; Midnight Express (**) ; Vas-y, maman.
CORBEIL, Ariel (088-06-44) : l'Inévitable catastrophe (*) ; Vestiaire de filles ; Il était une fois dans l'Ouest.
EVRY, Gaumont (077-06-23) : Vas-y, maman ; Mon premier amour ; le Jeu de la mort (*) ; Midnight Express ; Grease.
GIF, Central-Ciné (907-61-85) : sam., dim. : les Routes du Sud. gua, dingue, dingue ; le Droit gue, dingue, dingue ; le droit vengeur de Bruce Lee (*).
PALAISEAU, Casino (014-26-60) : Croix de fer ; Robert et Robert.
RIS-ORANGIS, *Cinoche (906-72-72)* : les Orphelins ; l'Etat sauvage ; Cycle comique américain.
STE-GENEVIEVE-DES-BOIS, Perray (016-07-36) : Driver ; l'Ordre et la Sécurité du monde ; Dossier 51 ; le Sourire aux larmes.

HAUTS-DE-SEINE (92)

ASNIERES, Tricycle (793-02-13) : Grease ; Un second souffle ; le Sourire aux larmes.
BOULOGNE, Royal (605-06-47) : l'Arnaque ; l'Incompris.
CHAVILLE (926-51-96) : l'Ange et la Femme ; Brigade mondaine (**).
***LA GARENNE**, Voltaire* (242-22-27) : Violette Nozière (*).
GENNEVILLIERS, Maison pour tous (793-21-63) : Force de frappe.
MALAKOFF, Palace (253-12-69) : Ils sont fous ces sorciers ; la Petite (**) ; la Montagne du Dieu cannibale (*).
NEUILLY, Village (722-83-05) : Fedora.
RUEIL, Ariel (749-48-25) : Je suis timide mais je me soigne ; Grease. Studio (749-19-47) : Driver ; Dieu merci, c'est vendredi ; Mesdames et Messieurs, bonsoir.
SCEAUX, Trianon (661-20-52) : Rencontres du 3e type ; Une femme libre.
VAUCRESSON, Normandie (970-28-60) : *les 7 cités d'Atlantis* ; Une femme libre ; Last Waltz.

SEINE-SAINT-DENIS (93)

AUBERVILLIERS, Studio (833-16-16) : Violette Nozière (*) ; la Fièvre du samedi soir ; Retour.
AULNAY-SOUS-BOIS, Parinor (931-00-05) ; le Convoi ; l'Inévitable catastrophe (*) ; les Mains dans les poches ; Vas-y, maman. — Prado : Driver ; Fureur de vivre.
BAGNOLET, Cinhoche (360-01-02) : Violette Nozière ; les Routes du sud.
BOBIGNY, Centre commercial (830-69-70) : le *Convoi ; le Merdier* ; l'Ordre et la sécurité du monde.
BONDY, ABC *(847-18-27) : Rencontres du troisième type* ; l'Hérétique.
EPINAY, Epicentre (826-89-50) : Ils sont fous ces sorciers ; le Cercle de feu ; Exhibition II (**).
LE BOURGET, Aviatic (284-17-85) : Grease ; Un candidat au poil ; Midnight Express (**).
MONTREUIL, Méliès (858-28-02) : Je suis timide mais je me soigne ; Fedora ; les Gladiateurs de l'an 3000.
LE RAINCY, Casino (927-11-98) : le Convoi.
PANTIN, Carrefour (843-28-02) : les Gladiateurs de l'an 3000 ; le Jeu et la mort (*) ; l'Inévitable catastrophe (*) ; Je suis timide mais je me soigne ; Dieu merci, c'est vendredi ; le Convoi.
ROSNY, Artel (528-80-00) : Dossier 51 ; le Jeu et la mort (*) ; Brigade mondaine *(**) ; Driver ; Je suis* timide mais je me soigne ; le Convoi.

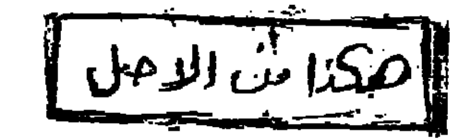
VAL-DE-MARNE (94)

CACHAN, Pléiade (253-13-38) : la Petite Fille en velours bleu ; l'Affaire Mori (v.o.).
***CHAMPIGNY**, Pathé* (880-52-97) : Vas-y, maman ; Un candidat au poil ; les Mains dans les poches ; Midnight Express ; Grease.
CHOISY-LE-ROI, CMAC (890-89-79) : la Femme libre.
CRETEIL, Artel (898-92-54) : Brigade mondaine (**) ; Je suis timide mais je me soigne ; Damien, la *malédiction II (*) ; Fedora* ; le Convoi ; Driver.
LA VARENNE, Paramount (883-89-30) : Je suis timide mais je me soigne ; les Gladiateurs de l'an 3000 ; Fedora.
LE PERREUX, Palais du Parc (324-17-04) : l'Inévitable catastrophe (*).
***MAISONS - ALFORT**, Club* (378-71-70) : Trocadéro, bleu citron ; Mon premier amour ; la Belle et le Clochard.
NOGENT-SUR-MARNE, Artel (871-01-52) : les Gladiateurs de l'an 3000 ; Driver ; le Jeu de la mort (*) ; Je suis timide, mais je me soigne. — Port : Fedora.
***ORLY**, Paramount (728-21-89)* : les Gladiateurs de l'an 3000 ; le Vestiaire des filles.
THIAIS, Belle-Epine (686-37-90) : le Jeu de la mort (*) ; Vas-y, maman ; Un candidat au poil ; le Sourire aux larmes ; Midnight express (**) ; Grease.
VILLEJUIF, Romain-Rolland (726-*15-02) : la Raison d'Etat.*
VILLENEUVE - SAINT - GEORGES, Artel (389-08-54) : les Gladiateurs de l'an 3000 ; l'Inévitable Catastrophe (*) ; le Sourire aux larmes.

VAL-D'OISE (95)

ARGENTEUIL, Alpha (981-00-07) : les Gladiateurs de l'an 3000 ; Driver ; les Mains dans les poches ; Cris de femmes ; le Convoi ; le Jeu de la mort (*). — Gamma (981-00-03) : Vas-y, maman ; Je suis timide, mais je me soigne ; ; l'Inévitable catastrophe ; Midnight express (**).
CERGY - PONTOISE, Bourvil (030-46-80) : Je suis timide, mais je me soigne ; *les Mains dans les poches* ; Midnight express (**) ; Grease.
ENGHIEN, Français (417-00-44) : Grease ; le Convoi ; Fedora ; Je suis timide, mais je me soigne ; Vas-y, maman ; Brigade mondaine (**). — Marly : Un second souffle.
GONESSE, Théâtre Jacques-Prévert (985-21-92) : l'Espion qui m'aimait.
SARCELLES, Flanades (990-14-33) : Je suis timide, mais je me soigne ; Driver ; le Jeu de la mort (*) ; les Gladiateurs de l'an 3000 ; Grease.
SAINT-GRATIEN, Les Toiles (989-21-89) : *la Belle et le Clochard* ; Violette Nozière (*) ; Orange mécanique (**).

CABARETS



RADIO-TÉLÉVISION

M. LECAT : REFLÉTER LA DIVERSITÉ DU PAYS

● M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a présidé, mardi 12 septembre, le haut-conseil de l'audiovisuel.

« *L'ambition de la radio-télévision française doit être de mieux refléter la diversité du pays, de préserver une certaine identité culturelle et d'assurer le renouvellement des talents* », a déclaré le ministre, qui a demandé au haut-conseil trois études sur les opérations commerciales des sociétés de programme, sur le régime des redevances et sur les relations entre la création audiovisuelle et les autres secteurs de la création.

TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 13 SEPTEMBRE

— *M. Jean-Pierre Soisson*, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, parle de l'éducation physique et sportive au cours du magazine « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

JEUDI 14 SEPTEMBRE

— *M. Christian Beullac*, ministre de l'éducation, répond aux questions des auditeurs, sur Europe 1, à 19 h. 15.

● *Un accord de coopération* entre la Télévision centrale de la République populaire de Chine et TF 1 a été signé le mardi 12 septembre.

Cet accord, le premier qu'ait jamais signé la Télévision centrale de Pékin avec une société de programmes occidentale, prévoit des échanges dans le domaine des informations comme des émissions ainsi que des échanges d'équipes de tournage.

VU

Contrôler le hasard

On parlait jeu, mardi soir, aux « Dossiers de l'écran », pas des jeux genre scrabble ou canasta à vingt sous le point recueillis par une cagnotte qui servira à se payer, tous les six mois, un bon petit dîner entre copains, non, du jeu au singulier, de l'enfer du jeu, de la folie du jeu, ce besoin, cette drogue — elle enivre, vous exalte, vous accable, vous dévore, — cette passion enfin.

Certains la dominent, la contrôlent, arrivent à y céder sans se laisser emporter, à l'exemple de l'un des invités dont on ne voyait pas le visage : le jeu a mauvaise réputation et il tenait à garder l'anonymat, moins assuré en cela que le baron Empain — comment ne pas songer à lui — qui ne craint pas d'évoquer, dans la presse et sur les ondes, des sommes importantes perdues à la roulette ou au chemin de fer et de traiter de jocrisses ceux qui s'en offusqueraient. Après tout, l'Etat y trouve son compte, qui prélève jusqu'à 25 % des fortunes abandonnées sur les tapis verts, faussant ainsi délibérément les chances d'un parieur qui, en réalité, n'en a aucune de s'enrichir. Le sait-il ? Sans doute.

Peu lui importe au fond : on ne joue pas aux jeux d'argent pour de l'argent, on joue pour gagner, pour prendre des risques, pour contrôler le hasard, nous disait, très pertinent, M. A..., un jeune joueur repenti. Et M. Gilbert, président du Syndicat des casinos, le confirmait : c'est pour tenter un sort qui leur a été trop favorable dès le berceau que certains de ces gros clients fréquentent les salles de jeux, c'est pour dominer jusqu'au destin. Encore faut-il en avoir les moyens.

Le drame illustré par l'excellent télé-film américain présenté en guise d'introduction, l'histoire en résumé, en réduction, bien sûr, d'une joueuse acharnée à se détruire, c'est celui du flambeur littéralement emporté dans l'engrenage, la spirale, le gouffre du : « Qui a gagné perdra. »

Il y avait là un psychiatre, M. Lebovici. Il a prononcé, à ce propos, le mot de maladie, trop souvent incurable, hélas ! Comme les alcooliques anonymes, les joueurs anonymes obtiennent, paraît-il, d'excellents résultats. On les a à peine mentionnés. Il aurait fallu insister, donner des adresses, des numéros de téléphone. Les appels à S.V.P. en témoignaient : beaucoup de ceux qui ont suivi le débat cherchaient, pour eux ou pour leurs proches, une porte de sortie à cette impasse.

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 13 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1



20 h. 30, Jeu : L'inspecteur mène l'enquête ; 22 h., Histoire des gens, de P. Dumayet, réal. J.-M. Meurice (les Galériens du roi).

Cette émission évoque la vie des forçats dans les bagnes, à terre et à bord des galères, au XVIIe siècle.

22 h. 50, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Sport : Football (Coupe d'Europe) : Nantes-Benfica Lisbonne (en direct de Nantes).

22 h. 15, Magazine : Question de temps (L'ordinateur et votre avenir).

Peut-on apprivoiser ce monstre inquiétant qu'est l'ordinateur ? Une série d'enquêtes et de reportages qui nous font découvrir également un autre visage de l'ordinateur au Japon et aux Etats-Unis.

23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Téléfilm : Point commun. D'après un roman de M. Cury. Adapt. et réal. : O. Descamps. Avec : M. Dubois, A. Simono, J. Serres, A. Roux, J. Ferrière, J. Jeanson, M. Verret, F. Vercuyssen.

Adolphe voudrait être l'ami de Lucien, qui est l'amant de sa femme. Destruction d'une liaison sur fond de vie provinciale.

21 h. 55, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Musiques de la nostalgie et de l'inachevé : avec V. Jankélévitch ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : « Aller-retour détours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du Royal Albert Hall de Londres... « Symphonie n° 9 en mi bémol majeur » (Haydn), « Concerto pour piano n° 4 en sol majeur » (Beethoven), « Symphonie n° 2 en ut mineur » (Tchaïkovski), par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. W. Susskind, avec C. Curzon, piano ; 22 h. 40, Sortilèges du flamenco ; 23 h. 10, France-Musique la nuit : méridiens de septembre.

JEUDI 14 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 50, Objectif santé : La protection des aliments ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 35, Feuilleton : Christine (n° 4) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 40, Les formations politiques : l'opposition (le parti socialiste) ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série : Allegra (n° 1) (d'après le roman de F. Mallet-Joris, adapt. F. Verny, réal. M. Wyn).

Chronique d'un monde de femmes, trois sœurs qui tentent d'échapper au poids d'une famille oppressante. Cette réflexion sur la condition féminine apparaît surtout comme une succession de lieux communs...

21 h. 25, Magazine : L'événement ; 22 h. 35, Ciné première, avec J. de Coquet et des extraits de « Grease » et de « la Petite Fille en velours bleu ».

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

14 h., L'opéra sauvage : l'Inde ; 15 h., Aujourd'hui, madame ; 16 h., Moïse ; 16 h. 50, Sport : Volley-ball ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Messieurs les jurés : L'affaire Lizant Marillet, de F. Claude, réal. A. Michel.

Un fait divers de 1976, histoire d'un règlement de compte raciste entre étudiants.

22 h. 35, Spécial buts : Coupe d'Europe.
22 h. 45, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Comité de liaison pour l'action locale et régionale (CLAR) ; 19 h. 10, Feuilleton : Le chevalier de cœur ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film... un auteur) : DON ANGELO EST MORT, de R. Fleischer (1973), avec A. Quinn, F. Forrest, R. Forster, A. Tompkins, A. Littiéri, C. Cioffi.

Après la mort d'un chef de la Mafia, les clans qui briguent sa succession se livrent une guerre sans merci.

Film d'action et d'atmosphère bien fabriqué, avec bonne mesure de violence et de cadavres.

22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : P.-J. Jouve (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Les civilisations de l'écriture ; à 8 h. 32, l'Europe commence en Crète ; 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, La littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag : « La vie reprendra au printemps », de F. Hébrard ; 11 h. 2, La musique et l'amour : Hauteurs et timbres ; 12 h. 5, Ainsi va le monde... Agora, à 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des orgues en France ;

14 h. 5, Un livre, des voix : « la Tête de Louis XVI », de R. Pividal ; 14 h. 47, Le vif du sujet : la marée noire ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute : les problèmes du Grand Nord ; 17 h. 32, La musique et l'amour : Rythmes et temps ; 18 h. 30, Feuilleton : le grand livre des aventures de Bretagne... « Le couronnement d'Arthur » ; 19 h. 25, Jules Verne : les minorités opprimées ;

20 h., « la Tragédie de Macbeth », de Shakespeare, réal. C. Mourthé, musique de L.-A. Marcel (redif.) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : « Aller-retour détours ».

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Estivales ; 12 h. 40, Jazz classique : les étapes de Louis Armstrong ;

14 h., Divertimento : Mozart, Hummel ; 14 h. 30, Triptyque : Sibelius, Prokofiev ; 15 h. 32, Musique française d'aujourd'hui : Amy, Taïra, Masson, Aperghis, Mache ; 17 h., Postlude ; 18 h. 2, Musique magazine : musiques rock, pop, soul et jazz ; 19 h., Jazz time : le bloc-notes ; 19 h. 45, Informations festivals ;

20 h. 30, En direct du Royal Albert Hall de Londres... « Concerto pour violon en si bémol mineur » (Elgar), « Symphonie n° 3 en mi bémol majeur » (Beethoven), par le B.B.C. Symphony Orchestra, dir. B. Haitink, avec I. Haendel, violoniste ; 23 h., Actualité des musiques traditionnelles ; 0 h. 5, Méridiens de septembre



CARNET

Réceptions

— A l'occasion du quatrième anniversaire de la révolution du 12 septembre 1974, le chargé d'affaires d'Ethiopie et Mme Mesfin Retta ont donné une réception mardi 12 septembre.

Mariages

— Mme DIDIER-GIRARD,
M. et Mme Urbain. René DESSAILLY,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,
Caroline et Jean,
le samedi 16 septembre 1978.
Rendez-vous au château d'Aunoy.

— Mme Guy HOUIST est heureuse de faire part du mariage de sa fille
Agnès
avec
M. Dominique DESMARCHELIER,
célébré dans l'intimité le samedi 2 septembre 1978.

Décès

Le Père Charles-A.-M. AVRIL, O.P.,
ancien provincial,
a été rappelé à Dieu le 11 septembre 1978 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Ses funérailles seront célébrées jeudi 14 septembre, à 10 h. 30, dans l'église conventuelle de l'Annonciation, 222, faubourg Saint-Honoré, Paris (8e).

De la part du Père provincial des Dominicains de la province de France,
Du Père prieur et des religieux du couvent de l'Annonciation, de sa famille.

(Le Monde du 13 septembre.)

— Lyon, Chamonix.
Mme Mario Gacon,
M. et Mme François de Grossouvre,
Mme Josiane Berger-Perrier,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Padet, Bourrin, Cohan, Guyonnet, Cuny, Quenin, Verret, Bouche, Guery.
M. Gilies Nebon-Carle,
Milles Joséphine et Maria Villar,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Antoine BERGER,
survenu le 5 septembre, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe a été célébrée dans l'intimité en l'église Saint-Claude de Tassin, le vendredi 8 septembre.

— M. Louis Bouvyer, son époux,
M. et Mme Jean Bouvyer,
M. et Mme Jean Herpin,
M. et Mme Henri Bouvyer,
M. et Mme Etienne Bouvyer,
M. et Mme Philippe Bouvyer,
ses enfants,
Ses vingt-neuf petits-enfants,
Ses onze arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès survenu le mardi 5 septembre 1978 à l'hôpital d'Arcachon, de
Mme Louis BOUVYER,
née Antoinette Clerfeuille.

Les obsèques ont eu lieu le 7 septembre à Ambarès (Gironde).

Une cérémonie religieuse aura lieu le samedi 16 septembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, Paris (16e).

Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue Chernowitz, Paris (16e).

— Jean et Jacqueline Houdart,
Jean-Louis, Olivier, Philippe Houdart,
Robert et Camé Allier,
Pierre et Anita Biala,
Claude Pamechon,
font part du décès de leur amie amie
Henriette FOURNIER,
« la Riette »,
qui s'est éteinte à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Ses obsèques ont eu lieu à Nice le 11 septembre 1978.
77, rue Blanche, 75009 Paris.

— Nous apprenons la mort de notre confrère,
Maurice KOROBEINICK
(Maurice Corot),
décédé lundi 11 septembre, à Marseille, à l'âge de cinquante-quatre ans.

[Né à Paris en 1924, Maurice Korobeinick avait participé aux combats de la Résistance dans la région provencale. A la libération, il entre au journal « Rouge-Midi », puis à « la Marseillaise », où, sous le nom de Maurice Corot, il occupe divers postes, avant d'être nommé rédacteur en chef adjoint. L'an dernier, il avait participé à la création du journal « le Point du jour », à Lyon, comme rédacteur en chef adjoint.]

— M. et Mme Marc Leboucher, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Ruais, leurs enfants et petit-enfant,
M. et Mme Philippe Massenet, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul LEBOUCHER,
officier de la Légion d'honneur,
ancien élève de l'Ecole polytechnique (1900),
ingénieur principal honoraire du génie maritime,
ingénieur en chef honoraire de la S.N.C.F.,

leur père, grand-père et arrière-grand-père, muni des sacrements de l'Eglise, survenu le 11 septembre 1978, dans sa centième année, au domicile de l'un de ses enfants, 7, rue Albert-Samain, Paris (17e), six mois après la mort de son épouse,

Mme Paul LEBOUCHER,
née Clotilde Guieysse,

Les obsèques seront célébrées le jeudi 14 septembre, à 8 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris (17e), et suivies d'une cérémonie religieuse et de l'inhumation dans le caveau de famille à Treflez (Finistère), le vendredi 15 septembre.

Ni fleurs ni couronnes.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

76, rue de Monceau, 75008 Paris.
5, hameau de Boulainvilliers, 75116 Paris.
7, rue Albert-Samain, 75017 Paris.

— Mme Robert Lehmann,
M. et Mme Daniel Lehmann,
Emmanuelle et Etienne Lehmann,
Sa famille, ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de
Robert LEHMANN,
survenu le 11 septembre 1978, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 septembre, à 14 h. 30, au cimetière Montparnasse. (Rendez-vous entrée principale.)

— M. Guy l'Heriteau,
Jacques et Marie-France l'Heriteau et leurs enfants,
Jean-Pierre et Kazuko l'Heriteau et leurs enfants,
Jean-Loup et Françoise Philippe et leurs enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
Mme Guy L'HERITEAU,
née Denise Mouillé,
psychologue,

leur épouse, mère, grand-mère et parente, survenu le 9 septembre 1978 dans sa soixante-sixième année, en son domicile, 2, rue de la Marne à Cachan (94).

L'inhumation a eu lieu le mardi 12 septembre au cimetière de Cachan dans la plus stricte intimité.

— Nous apprenons le décès, le vendredi 8 septembre à Saintes (Charente-Maritime), du
contre-amiral (C.R.)
Hubert MEYER.

[Né en 1899, Hubert Meyer s'était engagé dans la marine en 1918. Capitaine de frégate, il avait reçu, le 8 mai 1945, la reddition de l'amiral Schirlitz, commandant allemand de la poche de La Rochelle, évitant ainsi la destruction du môle de La Pallice.

Promu contre-amiral de réserve en 1954, Hubert Meyer avait été élu maire de Royan en 1959. Il avait renoncé à se représenter en 1965.]

— Kaddish pour
Adam NOWOMINSKI,
décédé le 20 août 1978.
Alembik, Nogent-sur-Marne.
Toledano, Strasbourg.

— L'association des Amis du docteur Janusz Korczak a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 20 août 1978, à Saint-Georges-des Groseillers (Orne), de
M. Adam NOWOMINSKI,
son fondateur et président d'honneur.

Il a été inhumé au cimetière de Saint-Georges-des-Groseillers, le 23 août 1978.

[Professeur de lettres en Pologne avant la guerre de 1939, Adam Nowominski a très largement contribué à faire connaître en France l'œuvre du docteur Janusz Korczak, ce pédiatre polonais, qui a consacré une partie de sa vie aux orphelins juifs de Varsovie. Le 5 août 1942, il avait accompagné deux cents d'entre eux à Treblinka, où il est mort dans la chambre à gaz.

C'est à Adam Nowominski que l'on doit la récente publication en France du livre du docteur Korczak « Comment aimer un enfant ».]

— Nous apprenons le décès de
M. René PAINVIN,
président d'honneur de la Compagnie générale d'électricité,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

le 10 septembre, dans sa quatre-vingt-dixième année.

[Né le 20 février 1889 à Saint-Nazaire, M. René Painvin est ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur des mines. Président (1940), puis président d'honneur (1969) de la Compagnie électro-financière, il est aussi administrateur (1943), vice-président (1955-1970), puis président d'honneur de la Compagnie générale d'électricité.]

— M. et Mme Jean RANCE et leur fils ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur fille et sœur,
Catherine,
survenu le 10 septembre 1978, à Paris.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 14 septembre 1978, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, 75013 Paris.

Un registre de signatures sera à disposition à l'entrée de l'église.
94, avenue Edison, 75013 Paris.

— François, Mitsou et Cécilia Suzzoni ont la douleur de faire part du décès de leur mère,
Mme Vve Jules SUZZONI,
née Adrienne Pergola,
survenu à Paris le mardi 5 septembre

Les obsèques ont eu lieu en l'église paroissiale de Corte, le samedi 9 septembre.
20250 Corte.
81, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris.

— M. Robert Vergriete,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Robert VERGRIETE,
née Suzanne Legrain,

leur épouse et parente, survenu le 8 septembre 1978, dans sa quatre-vingtième année, à Evecquemont (Yvelines).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 12 septembre 1978 au cimetière de Vernouillet (Yvelines).

37, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6e).
Brezolles par Vernouillet (78).

Remerciements

— Mme veuve Simone Cani et ses enfants, très touchés des nombreuses marques d'amitié et de sympathie qui leur ont été manifestées à l'occasion du décès de
M. Emile CANI,
et dans l'impossibilité de remercier personnellement toutes les personnes qui leur ont écrit, les prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sentiments reconnaissants.

Anniversaires

— Le 14 septembre 1968 disparaissait tragiquement
Marc DERIVERY,
à l'âge de vingt et un ans.
Que ceux qui l'ont connu et aimé gardent son souvenir.
« Heureux ceux qui ont le cœur pur... »

— Annemasse, Annecy, Louveciennes.
Une pensée toute particulière est demandée à ceux qui gardent vivant le souvenir de
Lisette VINTRAUD,
pour le premier anniversaire de sa mort.

Messes anniversaires

— En souvenir de
Mme Georges PETIT,
née Marie-Louise Gros,
décédée le 4 août 1978, une messe sera célébrée par l'abbé Bernard Petit, curé de Notre-Dame-des-Champs, en l'église Saint-Louis, rue Saint-Louis-en-l'Ile, sa paroisse, samedi 16 septembre 1978, à 11 h. 30.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de
Mme Henri ULLMANN,
croix de guerre 1939-1945,
une messe sera célébrée le jeudi 14 septembre, à 8 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue de Neuilly.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Avis de messe

— A l'intention de
M. Naguib BALADI,
et de
Mme Geneviève BALADI,
née Gautier,
décédés accidentellement le 6 juillet 1978, une messe sera célébrée en la basilique Saint-Rémi de Reims, le samedi 16 septembre 1978, à 9 heures.

— Eglise catholique universelle.
Pèlerinage de sainte Rita.
Dimanche 17 septembre, à 15 h. 30, grand-messe célébrée en latin par le Père Dominique Philippe, en l'église du 65, quai d'Orsay, à Paris, sous la présidence de S.E. Mgr De Coster.
Renseignements : 320-37-40.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Visites et conférences

JEUDI 14 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, entrée de la manufacture, métro Pont-de-Sèvres, Mme Pennec : « Les ateliers de la manufacture de Sèvres ».

15 h., 12, rue Daru, Mme Meyniel : « Saint Alexandre Newski, l'art orthodoxe à Paris ».

15 h., 1, rue du Figuier, Mme Puchal : « Hôtel des archevêques de Sens ».

15 h., Palais de Tokyo, entrée, Mme Vermeersch : « Musée d'art et d'essai : découverte des collections du musée du Louvre ».

17 h., Grand Palais, entrée de l'exposition, Mme Saint-Girons : « La tapisserie de Scipion d'après Jules Romain » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., avenue Franklin-Roosevelt : « Le Palais de la découverte » (L'art pour tous).

15 h., façade église Saint-Etienne-du-Mont, Mme Hager : « Promenade dans le quartier Mouffetard ».

15 h., métro Etienne-Marcel : « Vieilles rues de Paris, abbaye Saint-Martin-des-Champs » (A travers Paris).

15 h., métro Passy : « De l'hôtel de Lamballe à la maison de Balzac » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., entrée du Grand Palais : « Exposition de Renoir à Matisse ».

15 h., 141, rue Mouffetard, portail église Saint-Médard : « Mystères de la rue Mouffetard » (Paris et son histoire).



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

Important groupe industriel offre carrière

Analyste-Programmeur

à débutant DUT Informatique, libéré des obligations militaires
Lieu de travail Velizy
Missions éventuelles en province
La compagnie Générale d'Informatique chargée du recrutement et de la formation recevra les candidatures.
Envoyer C. V. + photo à M. de Saint-Sernin

CGI 84, rue de Grenelle 75007 Paris

A.O.I.P.
RECHERCHE :
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
ayant plusieurs années d'expérience en MÉCANIQUE DE PRÉCISION ET EN HYDRAULIQUE pour animer une équipe chargée de la conception de machines spéciales.
Adresser C.V. et décrire avec précision la nature de l'expérience acquise
à A.O.I.P. - B.P. 301, PARIS 13e
(Indiquer les prétent. et le délai de disponibilité.)

MATRA
recherche pour son Service Qualité Composants
INGENIEURS

• Electronicien ou Physicien
formation ENSI - INSA
— Il est chargé d'analyser et de pré-évaluer les technologies des nouveaux composants électroniques.
— Une expérience industrielle de 3 ans environ acquise dans le domaine des composants électroniques est indispensable. Réf. A.

• Electronicien
SUP-ELEC - ENSI - ISEP...
— Il est responsable de la politique et du suivi de la qualité des composants sur des grands projets.
— Il a également des contacts suivis avec les clients et sous-traitants.
— Une expérience industrielle de quelques années est souhaitée. Réf. B.
Pour les 2 postes la connaissance de l'anglais est indispensable compte tenu des déplacements de courte durée (France et pays limitrophes).
Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant le poste concerné sous No NK 372
MATRA R. KORFAN B.P. No 1 - 78140 VELIZY

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

MATRA
recherche pour son service Etudes de Systèmes Aéronautiques.
INGENIEUR
Grandes Ecoles
SUP ELEC - Télécom. - Grenoble...
ayant au minimum 3 ans d'expérience dans les techniques électromagnétiques (radar, télécommunication).
Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 373
MATRA R. KORFAN B.P. No 1 - 78140 VELIZY

IMPORTANT CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS
recherche
CHEFS DE MISSION
NIVEAU EXPERTISE COMPTABLE
— expérience minimum : 1 an ;
— langues étrangères souhaitées.
COLLABORATEURS
— expérience minimum : 1 an ;
— langues étrangères souhaitées.
Env. lettre de candidature manuscrite, photo, c.v., prétent., sous le numéro 422, Publicité MEESTERS, 113, rue de Reuilly. 75012 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour
PARIS
JEUNE INGÉNIEUR
E.T.P., I.N.S.A. ou équivalent
pour exercer activité technico-commerciale pour des matériels de carrière ou miniers.
Le candidat peut être soit un ingénieur débutant ou, ce qui serait apprécié, un ingénieur ayant quelques années d'expérience dans les domaines concernés.
Après une période de formation à GRENOBLE sera détaché à PARIS. Il est nécessaire que le candidat ait une bonne connaissance de l'anglais, des contacts humains faciles et soit fortement motivé pour une activité commerciale.
Adresser CV + ph. et prét. à no 78.438 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. t.

Responsable F.90000 comptabilité gestion
La filiale française d'une société anglo-saxonne spécialisée dans la distribution de matériel électronique recherche son responsable administratif et financier. Basé en banlieue sud et en liaison étroite avec le PDG, le nouveau cadre s'intégrera à une petite équipe. Il devra être très polyvalent pour faire face aux tâches quotidiennes comme aux besoins à plus long terme. Il devra mettre en place des systèmes comptables adaptés à la croissance de la société, pour se consacrer ensuite plus largement à des travaux de gestion.
Le poste convient à un candidat, homme ou femme, de 28 ans minimum, de niveau DECS ou équivalent et ayant déjà travaillé dans un contexte anglo-saxon. La connaissance de l'anglais est souhaitée.
Adresser C.V. détaillé s/réf.S801 à : J.N. CRETE Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75755 Paris Cédex 15 - Discrétion absolue.



emplois régionaux

PLAYTEX FRANCE
38 LA TOUR DU PIN
à 50Km de LYON et de GRENOBLE
crée le poste d'
ASSISTANT au DIRECTEUR des RELATIONS HUMAINES
• LE CANDIDAT
Agé de 25 ans minimum de formation IUT, Institut de Sc. Po ou CIFFOP ou similaire, devra avoir une expérience de 2 à 5 ans des Problèmes de Personnel en milieu industriel, le sens des relations humaines et être un homme de contact. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.
• SA MISSION
Il secondera activement le Directeur du Personnel sur tous les aspects de la fonction, notamment :
Préparation des réunions avec les partenaires sociaux, mise en page du Journal d'Entreprise, analyses de postes, évaluation, notation, effectuer les études décidées par la Direction Générale, préparation du tableau de bord, etc...
Facilités de logement.
Envoyer lettre manuscrite en anglais avec C.V. détaillé et photo à J. LABAUNE Directeur des Relations Industrielles PLAYTEX FRANCE Z.I. - 38110 LA TOUR DU PIN.

GROUPE PHOTOGRAPHIQUE INTERNATIONAL (ILFORD - LUMIERE)
recherche
pour son UNITE LYONNAISE (Service Recherches et Développement)
INGÉNIEUR DE RECHERCHES
Il devra :
- Etre âgé de 28 ans minimum ;
- Avoir bénéficié d'une formation scientifique supérieure : diplôme d'ingénieur chimiste, Maîtrise, Doctorat ;
- Avoir le goût et la pratique des travaux de recherches ;
- Avoir une aptitude naturelle à l'esprit et au travail d'équipe ;
- Avoir une connaissance indispensable de l'anglais et souhaitable de l'allemand.

Il sera affecté à :
- La recherche et la mise au point de nouvelles émulsions photographiques ;
- L'utilisation de techniques modernes pour l'élaboration de nouvelles surfaces sensibles.

Rémunération en rapport avec niveau scientifique et expérience.
Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous no 1.979 à HAVAS LYON, qui transmettra.

SOCIETE DES TELEPHONES STE (THOMSON ERICSSON)
- Vous avez une première expérience de la **VENTE** et possédez le profil convaincant du **VENDEUR** ainsi que les qualités requises pour les rapports avec la clientèle.
Notre Division TELEPHONIE PRIVEE vous propose au sein de nos agences de LILLE et ROUEN des postes d'
INGENIEURS COMMERCIAUX
- Chargés d'animer une équipe de technico-commerciaux, de négocier la vente d'installations téléphoniques, les candidats retenus posséderont un diplôme d' INGENIEUR ELECTRONICIEN.
- Vous adressez C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence ICL 78 Direction du Personnel 146, Bld de Valmy 92707 Colombes Cedex.
Les entretiens peuvent être prévus dans la zone d'activité

GROUPE SPÉCIALISÉ
dans pièces grandes séries pour l'automobile METAL ET PLASTIQUE recherche pour usine neuve dans ville agréable des Vosges
DIRECTEUR D'USINE
Formation A.M. ou équivalent
Expérience confirmée dans ce domaine.
Langue allemande ou anglaise appréciée.
LOGEMENT ASSURE.
Adr. curr. vitae et prétentions sous réf. 5.062 à : P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

L'UNIVERSITE DE DROIT, D'ECONOMIE ET DES SCIENCES D'AIX - MARSEILLE
propose aux demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. des stages rémunérés à temps plein (5 à 9 mois)
STAGES 1 ET 2
Préparation au diplôme de Juriste conseil d'entreprise et de juriste d'affaires internationales (licence en droit exigée).
STAGE 3
Statistiques et techniques de gestion (niveau bac + 2 souhaité).
STAGE 4
Technique et commercialisation des appareillages scientifiques (niveau bac + 2 souhaité).
STAGE 5
Préparation au B.T.S. Secrétariat de Direction (3 ans d'expérience exigés).
Se présenter pour information le 30 septembre à 10 h. au C.R.A. - A.N.P.E., Tour Méditerranée, avenue Jules-Contini, 13006 MARSEILLE.

Nous sommes des LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES IMPORTANTS en pleine expansion et nous recherchons
UN RESPONSABLE PLANNING FABRICATION
POUR NOTRE DIVISION PHARMACIE
Le titulaire du poste sera chargé entre autres :
- de l'établissement et du suivi du planning fabrication ;
- du calcul des charges des ateliers et détermination des moyens en personnel et matériel ;
- de la gestion des stocks et matières premières, etc

Le candidat devra être titulaire d'un D.U.T. de GESTION et avoir 2 à 3 années d'expérience.
Lieu de travail : PITHIVIERS
Avantages sociaux - 13e mois - 5e semaine - Congés d'ancienneté - Prime de vacances - Participation...
Ecrire de toute urgence au Service du Personnel, LABORATOIRES RIKER avenue du 11-Novembre. — 45300 PITHIVIERS.

Organisme de Prévention et de Sécurité du Bâtiment et des T.P.
recherche
pour son centre de formation banlieue ORLÉANS
1) CONDUCTEUR DE TRAVAUX Génie Civil
Formation de base : niveau DUT ou BTS, expérience professionnelle chantiers génie civil et (ou) ouvrages d'art.
2) TECHNICIEN ÉLECTRICIEN
Formation de base : niveau B.T.S.
Expérience travaux d'installation et d'équipement bâtiment ou établissements industriels.
Références minimum : 5 ans bâtiment ou T.P.
Position cadre, avantages sociaux divers.
POUR DEVENIR :
ANIMATEURS DE FORMATION DE SÉCURITÉ
Perfectionnement assuré pendant environ 3 mois.
Adresser curr. vitae et prétentions à : OPP BTP, 2 bis, rue Michelet, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Constructeur T.V. en province
recherche
INGÉNIEUR D'ÉTUDES
pour son laboratoire Télévision
Quelques années d'expérience souhaitées
Faire offre au no 7.946 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e, qui transmettra. C.V. et prétentions indispensables.



emplois internationaux

Importante Société Française
regroupant une dizaine d'unités industrielles en AFRIQUE NOIRE recherche pour l'une d'elles, un
DIRECTEUR
La personne retenue sera un Ingénieur confirmé d'au moins 35 ans, ayant une forte expérience de la production de grande série et de la gestion d'un centre de profit.
Résidence dans une grande ville d'Afrique.
Contrat à durée indéterminée assorti des avantages et garanties « expatriés ».
Ecrire avec C.V., photo et prétent. sous référ. SDK
CETAGEP 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI

Etablissement Enseignement Français à New-York recherche pour présente année scolaire
PROFESSEUR AGRÉGÉ MATHÉMATIQUES
ou admission agrégation.
Tél. NEUILLY - 624-35-44.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9e.

Pour séjour grande ville AFRIQUE NOIRE, Société recherche
CONDUCTEUR TRAVAUX
Expér. bâtim. Rens., entrevue, hôtel Méridien, vendredi 15 sept. 15 h. 30-18 h. 30 (s'adr. récept.).

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des EMPLOIS vs attendent. Dem. le mensuel spécial MONDEMPLOIS (Service M 47) 14, rue Clauzel. — PARIS - IXe.

RÉGION BORDELAISE
Importante société spécialisée dans problème : dépoussiérage, transports pneumatiques, ventilation dans le secteur de l'industrie du bois, offre situation intéressante et d'avenir à
CADRE SUPÉRIEUR
DIPLOME A.M. ou équivalent
— âge minimum 30 ans ;
— ayant expérience en dépoussiérage industriel ;
— apte à assurer responsabilités du secteur « AUTRES INDUSTRIES » .
— connaissance de l'anglais souhaitée.
Adr. lettre man. et C.V. très complet s/réf. 706 A CAMPBELL, B.P. 37, 75824 PARIS CEDEX 17.

Organisme de formation secteur agricole recherche
FORMATEUR
— Conception et réalisation de STAGES : économie, expression, animation.
— Expérience professionnelle.
— Formation supérieure.
Adresser C.V., photo et prétentions à :
I.N.P.A.R. 65, rue de Saint-Brieuc, 35042 RENNES CEDEX

Rech. pour groupe d'experts comptables, ville du Centre :
1) DIPLOMÉS EXPERTS COMPTABLES ou MÉMORIALISTES
pour postes respons. réclamant dynam. et personnal. Promot. rapide en fonct. de l'adaptat. aux emplois offerts. Possib., à court terme, d'intégr. au groupe en qualité d'assoc. L'organisat. origin. du groupe perm. l'exerc. de la profess. av. une certaine indépendance intellectuelle.
2) COLLABORATEURS CABINET
J. H., libérés O.M., niv. B.T.S., D.E.C.S., expérience ds cabinet expertise comptable souhaitée.

Rech., pour région CENTRE : deux AT 2 - AT 3 électroniciens. L'un ayant expérience sur circuits analogiques ; l'autre ayant expérience conception systèmes de mesure automatique. Ecrire HAVAS, ORLEANS, no 201.135.

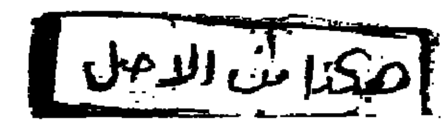
Société Centre France (03 Montluçon) recherche, pour son service comptable, un responsable D.E.C.S. ou niveau. Expérience de cabinet comptable appréciée. Ecrire AGENCE HAVAS, 03101 MONTLUÇON CEDEX, sous no 55.164, qui transmettra.

PLANT MANAGER
Required by International Com[illegible] pany for new heart pacemake[illegible] factory at FOURMIES. Proven ability, commercial instincts, good English essential. Minimum age 30 years. Suit person willing to grow with expanding organisation. Salary commensu[illegible] rate with experience, ma[illegible] fringe benefits. Send C.V. [illegible] photo to N. Hopper, How[illegible] Ltd, 21/23, rue du Général-[illegible] dherbe. 94130 Nogent-sur-Ma[illegible]

Rech. pour région CENTR[illegible] INGENIEUR ELECTRONIC[illegible] pour étud. systèmes de me[illegible] atomatiq. Expér. program[illegible] mini ou micro souhaitée. Ecr[illegible] HAVAS, ORLEANS, no 201.1[illegible]

CENTRE DE RECHERCHE PHARMACEUTIQUE région RHONE-ALPES
recrute
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
en SYNTHESE ORGANIQUE
Envoyer lettre manuscrite et C.V. ss no 764.360 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Ch. vendangeurs (euses) déb[illegible] oct., durée 15 jours, tarif syn[illegible] nourri, logé. Ecr. Dussauge [illegible] ger, Bussières, 71960 Pierrecl[illegible]



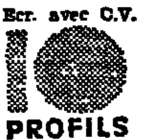
	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,59
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

TITMUS-EUROCON

PREMIER FABRICANT EUROPÉEN DE LENTILLES DE CONTACT

en pleine expansion recherche, pour sa filiale à Paris, son

DIRECTEUR-CHEF DES VENTES

Il sera chargé de développer la stratégie des ventes, de diriger, d'animer et de coordonner l'action commerciale.

Une chance extraordinaire pour un candidat ayant à son actif une expérience réussie du marketing et des ventes, acquise à des postes comparables.

La connaissance des secteurs optique (ou pharmaceutique) est souhaitée mais pas obligatoire. Connaissance de l'allemand (au moins parlé) nécessaire.

Adresser toute candidature, avec C.V. et photo, à l'attention du Directeur Gérant,

TITMUS-EUROCON - Les Mercuriales
40, rue Jean-Jaurès, 93170 Bagnolet.

SECTEUR LOGEMENT SOCIAL

offre situation intéressante à

Adjoint au Directeur

Ce poste conviendrait à cadre supérieur ayant exercé des fonctions similaires, possédant l'expérience de techniques de gestion d'entreprise et d'organisation. Le sens des relations humaines et la pratique de la formation sont indispensables, des connaissances en informatique très souhaitées.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, indiquant derniers émoluments perçus, adressée sous référence 7196 à

ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.
Discrétion absolue assurée.

DANS LE CADRE DE LA CREATION D'ACTIVITES CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT DES MEMOIRES PAR LES TECHNOLOGIES NOUVELLES SEMI-CONDUCTEURS - C.C.D.

Une importante société de Télécommunications

SITUEE EN BANLIEUE SUD-OUEST DE PARIS

recherche

● UN JEUNE INGÉNIEUR

● UN TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

NIVEAU DUT

— Ils seront chargés de la conception des mémoires semi-conducteurs rapides pour gros calculateurs.

— Ces postes conviendraient à des candidats possédant si possible une expérience dans le domaine des mémoires.

Envoyez C.V. détaillé et prétentions (avec photo) sous référence n° 78113, CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er

---

SOCIETE EN PLEINE EXPANSION

cherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES EN ORGANISATION

Au sein d'une équipe dynamique, il participera, en liaison étroite avec le service informatique, à la conception, à la mise en œuvre et au suivi de systèmes de gestion, utilisant le concept de « Base de Données » ainsi que le télétraitement.
Le candidat devra être de formation supérieure (ou équivalent).
Une expérience de 2 à 3 ans en organisation sera souhaitable.
Une connaissance du secteur Assurance serait appréciée, mais non déterminante.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 9.123
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney, 75002 PARIS.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

ingénieur

Formation Grande Ecole ou équivalent, débutant ou quelques années d'expérience.

Développement de programmes scientifiques, traitement de problèmes dans le domaine de la mécanique des fluides.

Lieu de travail : **Banlieue Sud.**

Adresser C.V. et prétentions à **CISI,** 35, boulevard Brune, 75014 PARIS.

Emplois et Carrières

Audit interne

Important groupe industriel français (C.A. 7,5 milliards de francs). Nous renforçons notre service de contrôle interne au sein de notre Direction Financière.

Nous recherchons plusieurs contrôleurs internes pour prendre en charge et développer : l'appréciation et le contrôle des procédures des sociétés du Groupe, la révision des bilans de ces sociétés, et participer à des missions d'audit en vue d'acquisition de sociétés.

Ces postes conviendraient à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (type grande école commerciale) présentant une première expérience de la fonction d'audit acquise en cabinet, de préférence, ou dans une importante entreprise.

Lieu de travail : Proche banlieue Ouest.

Envoyer curriculum vitae sous réf. OSI (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

GROUPEMENT PROFESSIONNEL

recherche

JEUNE DIPLOMÉ (ÉE)

Option droit social
(Travail et Sécurité sociale)
2 à 3 ans d'expérience
(Cabinet d'avocat, conseil d'entreprises, enseignement).

Il (elle) sera chargé (e) de l'animation :
— d'une revue d'actualité sociale professionnelle (rédaction et mise à jour d'une documentation sociale, coordination des travaux des différents rédacteur, promotion de la revue) ;
— D'un service de renseignements en matière juridique et sociale auprès des entreprises du groupement ;
— De sessions de formation professionnelle en droit social.

Situation intéressante et avenir pour candidat (e) ayant le goût de la recherche, le sens de l'initiative et des qualités de rédaction.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions à U.F.T., TOUR HORIZON, 52, quai National, 92806 PUTEAUX.

BANQUE PRIVÉE
QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES

recherche :

ANALYSTE FINANCIER

— Expérience 5 ans minimum.
— Bonne capacité rédactionnelle.
— Pratique courante de l'anglais indispensable.
— Discrétion assurée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à : O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin — 75009 PARIS sous référence 6007 M.

PROMODATA

GROUPE LOCAFRANCE

cherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Responsable de la commercialisation des matériels type I.B.M. 3, 34, ...

— Expérience commerciale de quelques années sur matériel similaire nécessaire ;
— Fréquents déplacements de courte durée.

Ecrire en joignant C.V. et prétentions à :
M. AUBRON - PROMODATA,
43-47, avenue de la Grande-Armée,
75116 PARIS. *Discrétion assurée.*

Organisme privé cherche profes. éducat. nation. spécialité : Sc. et Techniq. Econom., pr corrections à domicile cours C.A.P. employé de comptab. Ecrire av. C.V. à Paris-Etoile, 76, Champs-Elysées, 75008 Paris, qui trans.

Cherche femme, 25 ans minimum, pour garder 2 enfants (3 ans et 3 mois), 5 matinées par semaine, de 8 h. 15 à 13 h. 30, dans le 15e arrondiss. Tél. 578-95-16, de 10 à 12 h.

UNE SECRETAIRE ET UN COMPTABLE, qualifiés, sont demandés pour la Savoie. Possibilité de logement. Place stable. Adr. C.V., photo et prét. n° 663 PPH, 17, boulevard de la Colonne. — 73-CHAMBERY.

Soro

recherche
● Pour sa division optique :
UN TECHNICIEN
formation physique générale.
● Pour sa division systèmes :
UN TECHNICIEN
pour mise au point instruments de mesure. Notions mécanique souhaitable.

Envoyer C.V. et prétentions à l'attention de Mlle TOUSSAINT 26, rue Berthollet 94110 ARCUEIL.

IMPORT. STE DISTRIBUTION région nord de Paris recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
3/4 ans expér. pr développement applications de gestion sur système orienté temps réel Conn. langages R.P.G. et COBOL. Lieu travail : 50 km nord de Paris après période formation.
Env. C.V. manuscrit, photo et prétentions au n° 7939 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

C. C. E. E.
COMPAGNIE CONTINENTALE D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES
recherche, URGENCE, pour études de protection de réseaux électriques au sein de sa direction technique de Meaux (77)
UN INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN
ayant 1 à 2 ans d'expérience
— Formation E.S.E. (Section Energie Electrique) ;
— *E.N.S.E.G.P. Grenoble ou équivalent.*
Possibilité de logement.
Les candidatures de débutants seront examinées - adresser candidature et C.V. à : C.C.E.E., 154, r. de l'Université, 75007 PARIS.

APSIDE
40, rue de Ponthieu
75008 PARIS recherche disponibles rapidement.
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Tél. 225-12-46 - 359-27-80 ou envoyer C.V.

Ets enseignement secondaire quartier Latin, recherche
PROFESSEUR DE PHYSIQUE
très qualifié pour classes terminales. Tél. : 326-49-83.

SOCIETE ADMINISTRATION DE BIENS recherche
GÉRANT
titulaire des cartes G. et T. Sér. références exigées. Ecr. à n° T 07.928 M Régie-Presse, 85 bis, r. Reaumur, 75002 Paris.

Sté de CONSEIL INFORMATIQUE DE GESTION, recherche
JEUNE INGÉNIEUR
pour démarrages mini-systèmes de gestion en temps réel, connaissance I.B.M. 34 appréciée. Env. C.V. et photo à CEGI, *33, rue des Renaudes, Paris-17e.*

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE, 35 personnes, missions très diversifiées, recherche pour PARIS (8e)
EXPERTS
CHEFS DE GROUPE
Possibilité association expérience audit 5-7 ans.
RESPONSABLES DE MISSION
Déplacements limités expér. audit 2-4 ans.
Adress. curriculum vitae, photo et prétent. sous référ. 1.875 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

JEUNE CADRE
maximum 28 ans
ESSEC, HEC, SUP de CO
(option finances, comptabilité)
2 ans minimum expérience
AUDIT ORGANISATION
pour organisation systèmes comptables, mise au point procédures informatique
Envoyer C.V. et prétentions à n° 22.406 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Société d'Expertise Comptable dynamique recherche UN(E) COLLABORATEUR niveau :
ASSISTANT CONTROLEUR
Poste évolutif.
Env. C.V. et prétent. G.F.P., 23, rue des Mathurins (8e).

LARDET-BARCOCK
14, rue Aristide-Briand
92532 Levallois-Perret Cedex
recherche pour son départem. Equipements et Instrumentations
JEUNE INGÉNIEUR
Formation électronique.
C.V. et prétentions à faire parvenir à l'adresse ci-dessus.

Ecole de langues recherche PROFESSEUR qualifié expérimenté ALLEMAND aux *adultes, langue maternelle.* Env. C.V. détaillé et sal. souhaité sous n° 64.087 à Havas-Contact, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Laboratoire pharmaceutique Paris recherche PHARMACIEN ayant expérience fabrications pour diriger plusieurs ateliers de production et divers services généraux. Env. C.V. *et prétentions* à : HOMSY DELAFOSSE et ASSOCIES S.A. (J.H.), 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris qui transmettra.

Ecoles Privées recherchent
1) pour région Orsay (91) : 1 PROFESSEUR D'ANGLAIS.
2) pour Paris :
1 PROFESS. SCIENCES ECO.
1 PROFESS. PHYS.-CHIMIE.
Pr ces 2 postes, expér. pédagogique exigée : 3 ans min. dans *école française. 788-99-75.*

Internat de Jeunes scolaires et travailleurs banlieue Nord de Paris rech. éducateurs (trices) ou moniteurs éducateurs (trices) diplômés (es) av. expér. pour poste en responsabilité. Se présenter avec tous documents, *le 13 septembre à partir de 9 h., 9, r. Cadet, 75009 Paris, 1er ét.*

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL spécialisé dans le financement des investissements *des P.M.E., recherche* pour sa délégation régionale Aquitaine à BORDEAUX :
CHARGÉ(E) D'ÉTUDES
Vous avez un DUT finances comptabilité ou équivalent, vous êtes intéressé par l'économie d'entreprise et l'analyse financière.
Après une solide formation technique assurée par un stage rémunéré de 3 mois à Paris, il ou elle se verra confier l'étude des demandes de crédit.
Rémunération première année : 48.500 F, expérience appréciée.
Envoyer C.V. complet + photo, à M. GUETRON, Délégué régional C hcl, 11, rue Boudet, 33000 BORDEAUX

SURVEILLANTE INTERNAT au pair, désir. suivre cours en *terminale, recherchée par école* privée PARIS. Téléph. 368-99-23.

Ecole secondaire privée laïque banlieue Nord cherche
● PROFESSEUR de SCIENCES PHYSIQUES classes de seconde C, nouveau program., 10 h. hebdo.
● EDUCATEUR SCOLAIRE INTERNAT cinq jours sur sept.
Ecr. n° T 7.983 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

VOUS ETES JEUNES ET VOUS AVEZ
● Le goût du contact humain ;
● Une grande curiosité d'esprit ;
● Une bonne formation de base récemment acquise (H.E.C., E.S.S.E.C., SCIENCES PO, SUP. DE CO) ;
● Des ambitions personnelles que vous souhaitez faire coïncider avec les ambitions d'une entreprise.
Une des 3 PREMIERES Sociétés de CREDIT BAIL MOBILIER recherche
UN ATTACHÉ DE DIRECTION
Apte, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de Crédit Bail en aidant les P.M.E. à résoudre leurs problèmes d'équipement.
Résidence : grande ville de France.
Env. C.V. man., photo et prét. n° 78.727, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

secrétaires

IMPTE ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS

recherche UNE

SECRÉTAIRE

PARFAITEMENT TRILINGUE
FRANÇAIS - ANGLAIS - ARABE

CE POSTE EST SITUE EN PROCHE BANLIEUE OUEST

Adresser lettre manuscrite et C.V., No 77.870, CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cédex 01.

ALLIANCE FRANÇAISE recherche J. F., dactylo, préférence sténo sachant rédiger, orthographe parfaite, excellente mémoire, sens accueil, pour secrétariat travaux variés, dérangement constant. Téléphone : 544-38-28, poste 07, matin uniquement.

POUR SERVICE COMMERCIAL EXPORTATION du département PRODUITS GRAND PUBLIC d'un très important GROUPE FRANÇAIS
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO TRILINGUE
FRANCAIS - ALLEMAND NEERLANDAIS
Poste à pourvoir à CLICHY
— 40 heures semaine ;
— Horaire variable ;
— Restaurant d'entreprise.
Adres. C.V. détaillé, prétentions, n° 78.734, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

IMPORTANTE SOCIETE 5e arrondissement, recherche :
UNE SECRÉTAIRE
bilingue (français-anglais). *Ecrire n° 71.467, I.P.F.,* 12, rue de l'Isly, Paris (8e).

GROUPE CULTUREL recherche
SECRÉTAIRE
ayant aptitude aux contacts et à l'organisation.
Tél. au 270-06-69 pour rendez-vs.

Ministère Parisien cherche
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
à MI-TEMPS pour travailler de 17 à 20 heures. Rémunération suivant titre et expérience. — Adresser lettre et C.V. sous la référence 5.065 à P. Lichau S.A., B. P. 220, 75063 Paris Cédex 02, qui transmettra.

ALLIANCE FRANÇAISE recherche pour tenue dossiers diversifiés JEUNE FILLE sachant taper, cultivée, apte synthèses, expérience classement, ordre, méthode, mémoire indispensable. Téléphone : 544-38-28, poste 07, matin uniquement.

capitaux ou proposit. com.

Ets P. COSTA Fabrique de conserves rech. associé p. expl. usine et brevet. Ecrire : 9, avenue des Grillons, 77270 Villeparisis ou tél. 427-07-15

URGENT - LABORATOIRES ANALYSES MEDICALES dans groupe de spécialistes Manosque, 2 millions de b. rech. Pharmacien-Biologiste pr association. Tél. (92) 72-02-58

propositions diverses

Vds collect. de coquillages du Pacifique et de Nouv. Calédonie. Qual. except. Tél. (16-77) 36-62-70

cours et leçons

Jne professeur donne leçons de piano et solfège pour débutant. Tél. 887-34-69

demandes d'emploi

CADRE DIRECTION (33 ans)

● 6 ans V.R.P./CHEF DE VENTES — GROUPE MULTINATIONALE

● 4 ans DIRECTION COMMERCIALE.
● 2 ans DIRECTION MARKETING GENERALE.
— ENTREPRISE C.A. 10 millions 39 personnes

Large expérience de marché à forte concurrence propose sa collaboration à P.M.E. pour DIRECTION COMMERCIALE ou ASSISTANT DIRECTION GENERALE

Ecrire n° 6096 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

---

GÉNÉRALISTE OPÉRATIONNEL

Expérience 20 années de Direction moyenne entreprise, actif, efficace, bon négociateur, parle anglais PROPOSE SA COLLABORATION TEMPORAIRE (rémunération - honoraires)

A PATRON MOYENNE ENTREPRISE

pour l'aider à résoudre certains problèmes urgents concernant : fournisseurs, clients, marketing, exportations et missions à l'étranger.

Ecrire n° 3 041, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e).

HAUT PROFESSIONNEL DE L'IMMOBILIER

MARKETING : Etudes de marché - PUBLICITE PROMOTION - VENTE

DIRECTION CCIALE : Animation - Formation - Equipe 20 collaborateurs.

GESTION : Contrôle des Budgets - Organisation entreprise - *Réalisation objectifs.*

Propose sa collaboration à Société PARIS ou NORMANDIE. Appointements act. 130.000 francs.

Ecr. MIN THE, 13, rue Ganneron, 75018 PARIS, qui transmettra.

CADRE 35 ANS
CHEF DE SERVICE DISTRIBUT. PHYSIQ.

10 ans expér. transport, douane, stockage, manut., gestion de stock, informatique recherche situation dans ENTREPRISE

PRODUIT GRANDE CONSOMMATION OU TRANSPORTEUR

Accepte poste en province ou déplacement LIBRE IMMEDIATEMENT
Ecr. M. J.-L. AUBERT, 4, square Ampère, 75330 Fontenay-le-Fleury. Tél. 460-28-29.

CADRE DE BANQUE

Femme, 39 ans, classe V, très expérimentée dans les domaines suivants : étude et gestion ; crédits et prêts ; responsabilité de clientèle, particuliers et sociétés ; titre et Bourse ; poste de responsa*bilité dans la fonction personnel,* recherche poste dans Banque à Paris.

Pour un premier contact, écrire ou téléphoner à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, rue Marengo, 75001 PARIS - Téléphone : 260-37-17 (poste 32).

Psycho-comptable

SPECIALISTE FORMATION

35 ans, huit ans *de pratique* en Relations humaines et audit social. Nombreuses expériences d'amélioration des conditions de travail et de rentabilisation des structures, cherche poste de responsabilité en formation ou gestion du personnel.

Ecrire n° 6.094 « Le Monde » Publicité 5, r. des Italiens - 75427 PARIS-9e qui transmettra

---

JOURNALISTE MAIS AUSSI HOMME DE MARKETING rompu aux techniques de positionnement, de produits ayant *déjà réussi la mise* sur le marché de 2 magazines, étudie toute proposition Presse ou Edition non publicitaire. Ecr. n° T 07926 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

F. 40 a., bacc. 10 a. exp. document. biblioth. esprit analytique, *ch. travail préf. temps partiel.* Angl. lu, not. allem., sac. rédig. Ecr. n° T 07985 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE COMPTABLE
Gde expér. *respons.* et organis. comptables, administr., financ., *cherche situation en Aquitaine.* Ecr. n° 7.880 « le Monde » Pub., *5, rue des Italiens, 75427 Paris.*

JOURNALISTE
J.H. 30 a., expérimenté, bon niv. culture génér., sans responsabil. étud. ttes proposition ds organe *de presse ou service de presse.* Ecr. n° 3.066 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

JEUNE FEMME - 33 ans
DYNAMIQUE cherche
POSTE SECRETAIRE A RESPONSABILITES
Sténodactylo - Bilingue anglais
Possibilité déplacements
Libre début octobre
Examine toute proposition
Ecr. n° 6.091 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

PROFESSEUR PHYS.-CHIMIE
F., 32 a., 4 a. d'exp., sér. réf. sect. pub. et privé, rech. emploi Paris 10-14 h./sem. Classes 1re et 2e de préf. - Tél. 842-07-23.

DIRECTEUR ADMINISTR.
logistique administ. des ventes, 10 a. expérience multinationale, rech. situat. PARIS-BANLIEUE. Ecr. n° T 07952 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. DIPLOMEE C.A.P., B.E.P., BAC G1, 4 ans expérience, rech. POSTE
SECRÉTAIRE
Bon salaire. *Mlle Letur, 27, rue* Lafontaine, 94130 Fontenay-s-B.

JEUNE HOMME - 25 ans
Bac B, 3 ans SCIENCES ECO, ECOLE DES CADRES (GESTION), stages banque, réassurance, cherche situation Paris. Ecr. n° 78.154, Contesse Publ., 20 av. Opéra, Paris-1er qui tr.

FRANÇAIS, LANGUE ETRANG. lang., littérat., civilis., direc. pédag. J.H., 31 a., diplômé Enseignem. supér. Exp. France et étranger. Ch. poste en rapport. *Tél. 575-31-18*

J.F., 29 ans, licence Droit priv., 6 a exp. profess., ch. situation en rap. Etud. ttes prop. Lib. rap. Ecr. n° 3067 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Hme, 31 a. tril. franç., allem., angl., exp. cciale, voyages, ch. sit. déplacements souhaités, ét. ttes propos. Tél. 206-74-25

H. 28 a., maîtrise lettres, dipl. audio-visuel, angl. parlé, 3 ans exp. formation, étude ttes propositions forma., enseign., anim. Ecr. Galharret, c/o Verdou, 10, r. H.-Barbusse, 94 Villejuif. Tél. 678-51-53 matin.

J. Fme, 24 a., langue matern. allemand, lic. lettres françaises, dipl. pédagogie, étudie ttes propositions format., enseign., trad. Ecr. Galharret, c/o Verdou, 10, r. H.-Barbusse, 94 Villejuif. *Tél. 678-51-53 matin.*

J. F. CELIBATAIRE - 25 ans maîtrise de gestion 78, lic. espagnol, stages d'entrep., cherche situation en rapport. Ecr. Mlle Dominique COMBES, 3, villa Cerre, 94300 Vincennes.

Américaine tril. franç., espagnol, permis de travail, expérience, enseignement des entreprises et secrétariat export, ch. situation intéressante. Tél. 8 h 30 - 12 h : 842-07-73.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

A RENOVER 120 m2 + balc. 13 m2 RARE. 390.000 F. — 325-77-33.

TRUDAINE 2/3 pièces - 45 m2 8e étage. Tt conft. TERRASSE 45 m2. Vue dégag. sur *Montmartre* et Sacré-Cœur. S/place 71, rue de Dunkerque, jeudi 14 h.-17 h. — 265-90-05.

19e QUAI DE LA LOIRE. Cause départ province part. vd très BEAU DUPLEX 184 m2 + 34 m2 balcons, dern. étages, vue imprenable, double exposition, 7 p., 3 s. bns, 2 entr. Poss. vdre séparém. 3 p. et 4 p. en duplex. Possibilité parking. 840.000 F à débattre. Tél. : 206-69-19

12e REUILLY. IMM. RECENT 60 m2 - IMPECCABLE Décoration moderne. - 268-67-06.

MARAIS - BEAUBOURG (3e) Imm. et appt rénové **2-3 P.** cuis., bains, 50 m2, asc., v.-o. Pptaire : 236-57-42.

IDEAL PLACEMENT **STUDIOS** à partir de 74.000 F. Location et gestion assurées. Crédit possible 80 %. 256-26-01 et 256-02-64

18e - Me LAMARCK **STUDIO** salle de bains, cuisine, tout confort, tél., 28 m2, immeuble 65, impeccable. Prix 145.000 F. - 627-78-52.

MATIGNON GABRIEL MERVEILL. PIED-A-TERRE **120 M²** Living + 1 chbre, soleil TERRASSE VERDURE SAINT-PIERRE - 563-11-88

16e AUTEUIL - 3 P. TT CFT, 75 M2. Prix 450.000 F. JOUBERT & ANDRE - 266-67-06

NEUILLY. Me Sablons, ds petit imm. pierre de T., 2e étage, appt superbe 114 m², 4 pièces, cuis., office, bains, ch. centr. indiv. Pour visite et renseign. 797-20-91 le matin ou 783-72-80.

REUILLY-DIDEROT. Bel imm. pierre de taille, vaste 2 pces, entrée, cuis., tout conft, balc., calme. 240.000 F. - 345-82-72.

AVENUE SAINT-MANDE imm. récent, 6e étage, 4 pces, bs, w.-c., gar. - 347-19-89.

PARTIC. vend très beau studio 35 m², sur verdure, tout cft. Tél. 531-48-37.

Me GUY-MOQUET 1er étg., dans bon immeuble ancien, appt 3 p., 69 m², cuisine, s. de bs, ch. central, état neuf - 387-05-55.

ETOILE - Vente directe, studio, cuisine, s. d'eau, refait neuf, 118.000 F - 533-12-15.

TRES BEAU 50 m², tout confort, imm. standg, 265.000 F. **278-09-40**

PARIS-11e. Studio tout confort avec terrasse, dernier étage, 220.000 F. VIMO, 951-32-70.

METRO ROME Bel immeuble ancien, 3e étage, ascenseur, beau studio 33 m², cuisine équipée, bains, tél. 210.000 F. S.P.E.I., 256-03-54.

Me M.-BIZOT. Im. anc., b. 2 p., 45 m², entrée, cuis., s. de bs, W.-C. indép., tél., cave, 6e étg., soleil, 180.000 F - Tél. 307-08-19.

Près rue BALLY, beau 3 pces, téléph., 5e étage, terrasse, soleil, 297.000 F - 280-23-25.

GARE DE LYON. Vaste 5 p., cuis., hall d'entrée, 2 w.-c., 5. de bs + s. d'eau, asc., balcon, parking. 560.000 F - 346-63-85.

Me DAUMESNIL Imm. P. de T., 3-4 p., rue et cour, tt cft, asc. + chbre service, 400.000 F. Apr. 14 h. Jeudi, 268, rue de Charenton.

NATION - Pierre de taille, beau 2 p., entrée, cuis., w.-c., s. bs, balcon, 215.000 F - 344-71-97.

FACE PARC MONCEAU. Sompt. 8 p., 395 m² dt 127 de récept., 4e étg., 4 chb., dressing, 3 bains, office, gde cuis., 2 ch. serv. possib. prof. libér. T. 359-04-86.

Me VOLTAIRE. Immeuble 1971. Séjour + 3chb., 77 m², 360.000 F. FONCIAL - Téléph. : 266-32-35.

PARIS, 19, quai de la LOIRE, imm. réc., calme. P. vd 3 p. + cave + gar. 330.000 avec C.F. 208-09-37.

Avenue FOCH; 2 p., cuis., w.-c., s. de bains, grand standing, 58 m², 650.000 F - LAM. 89-39.

AV. RACHEL. Vue exceptionnelle, magnifique triplex, 4 chb., 2 bains, living, jardin, bureau, terrasse. H. LE CLAIR - 359-69-36.

Pte BAGNOLET Plein Sud, calme, imm. récent, séjour + chambre. — MARTIN, Docteur en Droit : 742-99-09.

Me GUY-MOQUET 106, RUE DES MOINES. Petit immeuble standing, pierre de taille. Reste à vendre : 2 PIECES, 47 m² : 247.800 F. STUDIO 25 m² : 175.800 F. Livraison novembre 1978. Renseignements : 627-90-75.

160, BD PEREIRE Living, 4 chambres, 2 bains, 180 m², dernier étage av. balcon. Ce jour, 14 h. 30 à 17 heures.

Paris Rive gauche

VAVIN - ODE 42-70 195 m2 7 P. **JARDIN** privé, calme

SAXE-SEGUR. 4 p., 135 m² + ch. bonne, r.-ch., tr. calme, gd stdg rive gauche, bel immeuble. Possibilité prof. libérale plaque. 306-43-07, avant 8 h., apr. 20 h.

RASPAIL 5 pièces 131 m2. 760.000 F. MARNIER : 222-69-50.

CONVENTION immeuble bourgeois. Beau 2 pièces, entrée, cuis., wc, possib. bains. A SAISIR. 189.000 F. - 325-77-33.

RUE DANTON **300 M²** Possibilité professionnel. Immeuble grand standing 567-22-88

6e pr. TOURNON. Imm. XVIIIe 1er ét. 2 P., 75 m2. Travx. JOUBERT & ANDRE, 266-67-06

SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE 5, RUE FREDERIC-SAUTON. Petit immeuble entièr. restauré **2-3 PIECES** 83 M2 ENVIRON. Gros œuvre et aménagements TRES SOIGNES. Sur place jeudi et vendredi de 14 h à 18 h, ou 755-98-57.

JARDIN DES PLANTES Beau 2 p., tout conft, bel immeuble ravalé. Px à déb. S/pl. jeudi 14, de 13 h. à 19 h., 5, RUE NICOLAS-HOUEL.

ECOLE-MILITAIRE - Grand studio, cuisine, w.-c., douche. A rénover. 108.000 F - 531-68-04.

13e PETIT STUDIO 1974. Grand conft, soleil, calme, 97.000 F + 3 % *notaire* - 535-56-92.

5e - GRAND STUDIO sur jardin + cave voûtée habitable, 59 m² dans rénovation de classe. URGENT. De 14 h. à 18 h., 28 bis, r. du Cardinal-Lemoine.

14e BOISSONADE - Magnifique 110 m², vaste living + 2-3 chambres plein soleil, dernier étage + ascenseur, calme. Etat parfait. DAN. 63-98, après 18 h.

VERNEUIL-BAC - ODE. 95-10. Soleil, grand charme, calme, 55 m², colombages. Asc., luxe. *Sur cour-jardin.*

13e PEUPLIERS. Part. à Part., calme, soleil, vue, 2 pièces, s. d'eau, entrée, tél., 6 ét. s/asc. Px 130.000 F - Tél. 588-67-17.

BAC. - Immeuble 18e siècle, charme, 4 pces, tt conft. Jeudi, vendredi, 14 heures à 17 h., 39, rue de Grenelle, 1er étage gauche ou 742-99-09.

24, BD PORT-ROYAL GD 2 PCES, cuis., bains, w.-c., chauff. REFAIT NEUF. 1er sur rue et cour. Prix 225.000 F, crédit. — Jeudi, 14 h. à 18 h.

AFFAIRE A SAISIR MAUBERT, 119.000 F. BEAU STUDIO CARACTERE, tout confort. — Tél. 325-75-42.

AV. GOBELINS No 30, vend libre petit 3 pièces pierre de taille, 3e étage, SUD. 225.000 F. — Jeudi, 14 h. à 19 h.

MONTPARNASSE Imm. 1976, stand., studio état neuf, kitchen., salle de douche, étage élevé. Rendez-vs 704-78-83, 9 h. à 12 h., 14 h. à 17 h.

ST-GERMAIN-DES-PRÉS Bel imm. 4 pièces, gde cuisine, poss. bains, dressing, conft, tél., 4e ét., esc. C, 42, r. du Dragon. Jeudi, vend., sam., dim., 14-18 h.

MÉTRO PASTEUR Part. vd dans imm. gd standg neuf 5 pièces, 142 m², 950.000 F. Téléph. 734-83-59.

Région parisienne

MONTGERON Résidentiel, près lycée, calme. Très bon standing, Appt 112 m2 6 PIECES, cuis., bains, cave, parking + garage fermé, parfait état, 372.000 F. - 921-40-72.

ASNIERES. 200 m. gare, dans résidence, grand standing, joli 2-3 p., état impeccable, calme, libre de suite, téléphone. UFFI - 261-80-27.

PRES LYCEE ENGHIEN résid. de luxe, quartier ultra résid., appt 121 m², séj. dble, 3 ch., 2 bains + boxe, parking, 2 caves. 750.000 F - 989-31-74.

Résidence nve, séj., 3 ch., 106m² + 16m² terr., 550.000 F. 989-31-74.

NEUILLY - Studio, cuisine, bains, dans hôtel particulier, parfait état - 567-22-88.

MEUDON. Route des Gardes, 110 m², double living + 3 chambres, 2 bains, balcon, calme, verdure - 567-22-88.

BOULOGNE Me Pont-de-Sèvres. 2-3 p., 65 m², terrasse 60 m² avec pièce aménagée, parking, cave, 390.000 F. S.P.E.I. - 256-03-54.

appartem. achat

Rech. appts 2 à 5 p. PARIS préfère rive gauche avec ou sans travx, urgent, paiement cpt chez notaire. T. 873-20-37

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15e. 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles - Paiement comptant.

chasse-pêche

ACTIONS DISPONIBLES pour chasse aux perdreaux en Beauce, 75 km de Paris. 500 ha, beau tableau, le fusil 1.500 F. - Tél. 027-41-75

manoirs

TOURAINE Près localité, au calme, raviss. manoir anc., 9 P., cft, logem. gard., joli parc clos 2 ha, jolie vue. - Chatet, 37150 Francueil.

demandes d'emploi

…me de compagnie bon milieu …rieuse, libre cherche poste pr …ris auprès dame ou monsieur …ul, valide, milieu aisé, sans obligation cuisine, ménage, …erie, logée. Ecrire no 113.301 H.A.P. Hall petites annonces 7X-44040 Nantes Cedex.

ARCHITECTE D.P.L.G. ch. emploi. Ecr. CARRERE 71, rue Sèvres, Paris-6e

PHYSICIEN …a., formation supér. électron., énergétique, anglais, expérience industrielle 9 ans. LABO : Assistance technique, usine, clients ; Contrôle matières premières ; Développem. nouveaux prod. MARKETING : Promotion de produits en milieu hospitalier ; Formation, animat., contrôle réseau ccial France export ; Plan de marketing européen. cherche toutes régions poste

ASSISTANCE TECHNIQUE TOUS SECTEURS. Libre immédiatement. …r. no 7.827 M, Régie-Presse, …bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

…emme Cadre, célibataire, adjointe directeur personnel …s not. allem., goût des cont. …n. et int. Etud. ttes propos. …ris, no 3035 « le Monde » P., …r. des Italiens, 75427 Paris-9e

CADRE, 35 ans, 4 ans expérience africaine dans société import Export. Formation bancaire. Connaissances immobilières. …nde mobilité et disponibilité, …rche poste commercial et …ponsabil., tout pays d'Afrique …autres. Anglais, Espagnol. …. no 7942 « le Monde » Pub. …r. des Italiens, 75427 Paris-9e

…ple, 36 ans, lui expér. comp. …lité, elle biblioth., édition, …rche situation librairie-presse …vince préfér. Libres de suite. …. no 3062 « le Monde » Pub. …. des Italiens, 75427 Paris-9e

…ponible pour tâches spéciales de 1 à 3 mois. …opean Project Manager (30) …r des travaux à l'étranger. Faire offre sous chiffre …25-460 399 à Publicitas, case poste à 111, CH-6300 Zoug.

…, 27 ans, licenciée ès lettres …pagnol), anglais courant, …tugais, dipl. CREDIF, référ., …s connaiss. dactylo, anglais …mmercial, ch. emploi stable …Madrid et ttes propositions. …. no 7.885 M Régie-Presse, …bis, rue Réaumur, Paris (2e)

…ULOUSE - H., 28 ans, solide …ure générale, goût des …tacts humains, expérience …la vente, connaissances …ion et publicité, cherche …e Agent commercial ou …ition publique dans région …ousaine. Ecrire PUNTOUS, …, 2109 Toulouse Cedex 31020.

…e, 40 a., direct. informatique, …ér. en réalisation de gestion, traitement, démarrage et di… …ion de serv., ch. pl. stable. …, no T 07826 M, Régie-Presse, …bis, rue Réaumur, Paris (2e)

…SISTANTE de DIRECTION …ans, trilingue anglais-italien, …rience administration, ges… comptabilité, exportation, …erche poste collaboratrice …seconder patron P.M.E. de …érence. Très disponible. Sé… …ses références. Tél. 976-61-64 ou écrire à C. DUJOUR, 41, rue Roger-Jourdain, …500 RUEIL-MALMAISON

…, lic. Lettres modernes, 4 a. …r. enseign., ch. pl. mi-temps parisienne. Archimède J., …rue de Rennes, 75006 Paris.

ALLEMANDE partiellement agrégée lettres, lic. psychol. …r. enseign., traduct., formal. …tes, ch. emploi Paris-banl. …e Czybulka, 81, boul. Saint-Marcel - 75013 Paris.

J. H. 26 ans DUT TECHNIQ. de commercialisat., dégagé OM, ch. empl. stable, bien rémunéré. Etudie toutes propositions. TEL. : 557-00-42, de 8 à 11 h.

SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS S.D. conf. 4 a. expér., connais. telex, 24 a, ch. place fixe, petit secrétariat de direction évolutif à Paris. Libre de suite. Lyne BECHERBLUT, 921-25-31, le matin, 20, Grande-Rue, 91260 JUVISY.

J. F., 31 a., lic. psycho., bibliot. document., bne rédact. dactylo, cherche poste stable. Ecr. no 2.777 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Fme, 45 a., posséd. un B.P. de coiffure, gest. compl. (comptab. comprise) de librairie-papeterie (*importante*) ch. empl. de resp. dans commerce. Branche indiff. Me BRISAC, 10, rue du Dr-Roux, 75015 Paris. 566-75-54.

DOCUMENTALISTE Spécialisée (médecine, hygiène générale, toxicologie, environn.) ch. s'intégrer à équipe médicale ou para-médicale. 8 a. d'expér. comme responsable de service spécialisé INTD 1970. Ecr. no 7.874 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne homme, licence maîtrise D.E.A. philosophie, expér. enseignement, disponible immed. cherche emploi. Téléphoner : 527-48-15.

Ancien rédact. en chef, diplômé *études supér. de journalisme*, licencié en théologie, connaiss. le grec moderne, ch. emploi. Papadopoulos Constantin, 15, rue Danton, 92-VANVES.

perdu-trouvé

Egaré le 11-9-78 bd Haussmann devant gds magas. laissez-passer (passeport) égyptien au nom Caramanian Marie Takvor. Tél. 603-96-18. Récompense

autos-achat

URGENT Part. achèterait R 5 TL 35.000 km maximum. — Téléph. 499-81-80.

autos-vente

5 à 7 C.V.

Collaborateur Simca-Chrysler vd HORIZON GLS, 15 avril 1978, 4.500 km., bleu métallisé, toutes options. Tél. domicile, le soir : 974-84-74. Bureau : 965-40-00, poste 40-75.

8 à 11 C.V.

Particulier vend B.M.W. 2002 (11 CV), année 1974, 74.000 km. Prix Argus, possibilité crédit. Tél. le soir après 18 h. 942-91-49.

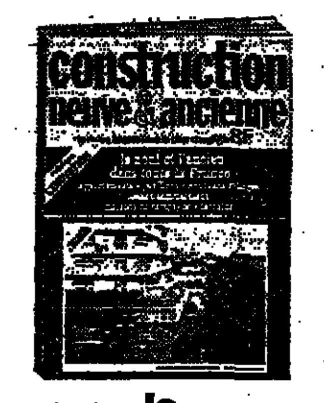
12 à 16 C.V.

Vd cause départ outre-mer 504 coupé V6, juin 1977, 30.000 km., parfait état. — Téléph. 575-08-05.

box-parking

PARIS (13e) PLACE D'ITALIE. Parkings à louer : 173 F. S'adresser 17, rue Albert-Bayet. Téléph. 589-15-21.

Immobilier (information)



le "super catalogue" des annonces immobilières

chaque mois plus de 500 pages d'annonces

en vente chez votre marchand de journaux

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière, Me Opéra 84, rue d'Alésia, Me Alésia. Frais abonn. 350 F. - 266-52-04

locations non meublées Offre

Paris

AV. FOCH 2 P., IMM. STAND., cuis. équipée, TEL. 2.880 F - 723-58-80.

VANEAU Gd studio tt confort, refait neuf, moquette, téléphone. - 566-80-31.

RUE RIBERA. 3 pces, 95 m², imm. nf, 2 bains, w.-c., parkg, 3.500 F. 227-33-32/33-51.

Région parisienne

PARIS EST 93-BAGNOLET SANS COMMISSION 3 P., 66 m², loy. 1.008 à 1.033, charges 423 F, parking 77 F. 4 P., 77 m², loy. 1.108 à 1.203, charges 492 F. Parking 77 F. 5 Pces, 96 m², loy. 1.200 à 1.300, charges 606 F, parking 77 F. S'adresser bureau de gérance, du lundi au vendredi, de 9 h. à 12 heures. LES PARCS DE LA NOUE 1-13, rue de la Noue, BAGNOLET - Tél. 858-02-31, Me GALLIENI. Bus : 78 et 101 N.

locations non meublées Demande

Paris

Pour P.-D. G. et DIRECTEUR **Cie SUISSE** 4 à 6 P. standing rech. DIRECT par Propriétaire, heures bureau : 555-84-23.

Région parisienne

Pour société européenne ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. - 283-57-02.

locations meublées Offre

Province

LYON-CALUIRE. Part. loue F3 meublé, gd cft, vue. Caution. T. apr. 20 h. (78) 23-12-96.

locations meublées Demande

Paris

EMBASSY SERVICE recherche direct. studio ou appt PARIS, villa banl. Ouest - 265-67-77.

Cherchons appart. de standing pour locations un à douze mois ou plus. Sérieuses réf. offertes. **PARIS PROMO - 325-28-77**

viagers

Vendez rapidement Conseil Expertise indexation gratuite. Discrétion. Etude LODEL, 35, bd Voltaire. - 355-61-58

Ternes, petit studio, tt conft, impeccable occupé Hme 70 a., 23.000 + 450 F. CRUZ, 8, rue La Boétie. - 266-19-00

Sté Spécialiste Viagers **F. CRUZ** 8, rue La Boétie 266-19-00. Prix, indexation et garantie. Etude gratuite, discrète

locaux commerciaux

ORGANISME PUBLIC

recherche

300 m2, rez-de-chaussée, bien éclairé à proximité métro : Châtelet, Réaumur, République ou Bastille

Ecrire no 764.490 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur — 75002 PARIS

PALAIS-ROYAL A LOUER. 2 burx de 13 m² chacun, situat. except., tél., possib. salle conférences, télex et petit équipem. bureau. Tél. 260-37-17, poste 37.

SAINT-DENIS, dépôt ou atelier 800 m2 + bureaux 300 m2. NERET. - 225-62-20

PLESSIS-TRÉVISE LOCAL COMMERCIAL NEUF, 940 m² divisibles. Possibilité tous commerces. SANCHEZ RETI, 893-23-05.

fonds de commerce

A vdre LIBRAIRIE-PAPETER. Argenton-Creuse ctre, cse retr. Loc. 5 p. cft. T. 16 (54) 04-05-79.

NEUILLY. Bail à céder sur avenue face métro, 80 m2 + 40 m2 sous-sol, tout commerce, sauf restaurant. Téléphone 747-47-68.

Vends avec facilités ou échange contre propriété magnifiq. restaurant, murs et fonds, plein centre gde ville Ouest, 200 places assises, bon chiffre d'affaires, superficie 900 m2. Ecrire M. SANTONI, 20, avenue Emile-Sari, 20200 BASTIA.

NEVERS A LOUER SANS PAS-DE-PORTE **BRASSERIE-RESTAURANT AMÉNAGÉE** Possib. TABAC - PMU - LOTO Ds Centre commercial périphér. POUR RENSEIGNEMENTS Ecrire SAEMANE, 3, place du Grand-Courlis, 58000 NEVERS ou TEL. : (86) 57-75-22

hôtels-partic.

NEUILLY Hôtel particulier grand standing, grandes réceptions, 5 chbres, 3 s. de bains, services, terrasses, grand jardin, prix élevé justifié. 870-90-10 - 870-15-53

bureaux bureaux

A LOUER

5.333 m2 BUREAUX NEUFS sur 2 niveaux

(Proximité station métro et R.E.R. « Nation »)

490 F/m2/AN/H.T. — Parkings — Cloisons — Standard téléph. indépendant

(Charges estimées : 50 F/m2/an. chauffage compr.)

DISPONIBLES NOVEMBRE 1978

Groupes d'Assurances Mutuelles de France 7, avenue Marcel-Proust, 28024 CHARTRES. Tél. : (16-37) - 21-59-17 service immeubles.

8e, Rue PORTALIS, Cessation activités. TRES BEAUX BUREAUX 235 m2, standing. Heure repas : 527-43-21

1 à 20 BUREAUX TOUS QUARTIERS. Location sans pas-de-porte AG. MAILLOT ST-LAZARE **293-45-55**

14e AV. GENERAL-LECLERC 3 burx tt conft, téléph. 3.000 F ch. compr. — 285-38-96.

INVESTISSEUR DOIT ACHETER AVANT LE 31-12-1978 **IMM. DE BUREAUX** VIDE OU OCCUPE. **K.F.R. - 260-67-53**

immeubles

Ach. compt IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPES *Tél. 878-95-86.*

DEUIL-LA-BARRE Bel imm briques apparentes, ascens. 25 APPTS dont L libres. rapport actuel annuel 100.000 F. Rapport poss. garanti 150.000 F l'an. Prix 1.850.000 F. T. 259-45-45

17e BROCHANT, excellent état, imm. lucratif, 5 étages + rez-de-ch., 10 appts de 3 Pces, w.-c., dont 1 libre. Prix : 1.150.000 F. INVESTISSEUR 627-78-52

VOLTAIRE Immeuble en totalité 1.500 m2 UTILES ET OCCUPES - 266-67-06.

fermettes

YONNE (89) 150 km. de Paris, calme, pêche, chasse, jolie fermette propre compren. 1 gde cuis., 1 gde sal., chem., poutres appar., 1 ch., s. d'eau, w.-c., gaz, tél., habitable sans frais, grenier aménagé, sur 1.100 m² clos. Légumes, verger, dépendances. Prix 160.000 F. — Tél. 206-39-31.

terrains

VAR - BARJOLS village provençal, magnifiques terr. viabil., seul ou avec villa, soleil, depuis 20.000 F + crédit. Vente sur place, dimanche apr.-midi, Tél. (94) 26-30-71, ou écr. P. Michel, 108, rue Cdt-Rolland, 13008 MARSEILL.

propriétés

COGNAC (près). Centre ville, maison 18 pces, possibilité trois logements ou sept petits. Travaux à prévoir. LE PROPRIETAIRE : 045-29-09.

12 KM. VERSAILLES, s/780 m², construction ancienne en meulière, comprenant 2 grandes salles de 40 m², cuisine, 8 chambres, 2 salles de bains, 3 w.-c., grand garage. Prix 632.000 F. I.N., 045-29-09.

BAZOCHES (78). Belle propriété sur 9.000 m², habitation de caractère, hall réception, cheminée, poutres, ch., cuis., bains, cave, chaufferie. Premier étage à aménager. — Téléph. 489-04-47.

MAISON maître d'ancien moulin, 6 p., c., tt CONFT + maison gardien, sur 27.000 m², bord RIVIERE à truites, région PROVINS. Prix 510.000 F., gros crédit possible. — Tél. 808-25-52.

Particulier vd maison bourgeoise à BOURGES (Cher) avec jardin et dépendances. Prix intéressant, cause liquidation de succession. S'ad. à Mme Vinceros, 6, allée des Prés-Fleuris, appt 44. Tél. (36) 70-74-65. - 18000 BOURGES

Propriété très haut standing 400 m², construction récente, parc 6.000 m2 par paysagiste, 60 km. par autoroute de l'Ouest, 1.100.000 F. Tél. 720-00-87

NORMANDIE, La Saussaye Exceptionnelle DEMEURE caractère 7 PIECES pressoir, verger, 1.890 m2 530.000 F - COCHELIN 44, rue La Boétie, Paris-8e Tél. 359-12-98

VENCE MAS PROVENÇAL 150 m2 + 35 m2 de terrasse, sur 1.500 m2 terrain. Exposition sud - 780.000 F, frais réduits. - Tél. 16 (93) 80-24-90, le soir : 20-70-78.

LA BOISSIÈRE (Eure) près MEREY, 5/6 Pces, plain-pied, 3.650 m2 taillis, bois, tennis, cuis. équ., 495.000 F. frais not. compr. - Tél. : 955-06-41.

PRÈS RAMBOUILLET PROPR. ANC., PARC 1,3 HA, bord rivière, maison de maître, récept., 6 chbres, mais. d'amis, dépendances. 1.200.000F. Agence RAMBOUILLET-DESMEUZES **S.A. 483-03-15**

villas

Limite ENGHIEN près Lac, villa, séj. 50 m2 + 4 ch., 4 bns, ss-sol tot, jardin. - 989-31-74

SAINT-CLOUD, villa gd standing 6 P., gd ss-sol, terrain 845 m2 Livraison octobre 78. 918-59-45

Prox R.E.R. SAINT-GERMAIN vds ravissante VILLA dans verdure, séj., cheminée, 3 chambres, 750 m2 jardin paysagé. TEL. 973-25-83

78 Dans petit bourg 32 km Paris. Très belle VILLA neuve luxueusement agencée. Terrain 2.000 m2. Vue imprenable s/coteaux du Vexin - 7 p. Garage 3 voitures. - Libre à la vente. - Prix à débattre. UFFI - 261-80-27

CHATOU Calme - VILLA RECENTE ILE-DE-FRANCE 1973, séj., 4 ch., bains, dches, conft, garage et jardin. - Prix : 580.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE Le Vésinet - 976-85-90

Près ST-GERMAIN-EN-LAYE Limite MARLY. - Traditionnel 5-6 P., 2 bns, sous-sol complet, résident., forêt. 950.000 F frais notaire inclus. Tél. : 955-06-41.

pavillons

ERAGNY PRES CERGY beau pav. 1967, terr. 670 m2, rez-de-ch : séj., 1 chbre, cuis., s de bains, 1er ét. (à cloisonn.) 2 chbres, s. de bns, possib. chf. mazout. 300.000 F. - 788-49-00

VANVES, Me, luxueux pavil. sur terrain 300 m2, gd séjour + 4 chbres, garage, prix : 660.000 F. 734-36-17

1.714 PAVILLONS VILLAS. Autour de Paris : 0 à 120 km. SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR. VENEZ, TEL., ou ECRIVEZ MAISON DE L'IMMOBILIER **C.I.M.I.** 27 bis, av. de VILLIERS, 75017 PARIS - 757-62-02

maisons de campagne

Forêt des Colettes Dans bourg, maison 5 p., sur 2 niveaux, excellent état, 140 m² hab., séj. av. chemin. campag. et pout. app., s. de bs, w.-c., dépend., terrain atten. 1.600 m².

PRIX 140.000 F Possibilité crédit 80 %. PROGECO 3, B.P. 159, 90, aven. du Général-de-Gaulle, 03105 MONTLUÇON CEDEX. Téléph. 16 (70) 28-30-30. FERME LE LUNDI.

VAR, 20' AIX-EN-PROVENCE Vieille ferme provençale du 19e en pierre, partie habitation à rénover avec une cheminée provençale, tour à pain, chambres au premier étage, anciennes écuries, grange à aménager, 4.000 m2 de terrain avec chênes centenaires eau par puits, possibilité d'avoir l'eau de ville, élect., située sur un promontoire, vue sur forêt de chênes. 380.000 avec 76.000 F cpt, possibilité de crédit bancaire. Catry, tél. ce jour (91) 54-92-93. Jours suivants (94) 70-63-38 heures rep.

ALPES PROVENCE près ski, bord route Napoléon, fermet., 3.000 m2 ter., 160.000 F; vraie bergerie isolée sur 3 ha de forêt, dominant mont Ventoux, site exception., 100.000 F; 15 km. de Gap, 4.110 m2 à bât., E.-El., égout, téléph., 98.000 F (+ TVA) ; village typique, rég. Manosque, 1.815 m2 à bât., E.-El., 45.000 F (+ TVA). Catry, Tél. ce jour : (91) 54-92-93, et jours suivants heures repas : (91) 65-15-87.

châteaux

MILLY-LA-FORET 50 km. Sud Paris, CHATEAU 17 p., tout conft, maison garde. Beau parc 70.000 m² Raynaud, 14, rue Lincoln (8e). 359-97-50.

RÉGION DAX (LANDES) - Magnifique **CHATEAU** Gde réception + 30 pièces. Conft moderne - 8 ha parc boisé BOURLAUT, 5, rue Dailly, 92210 SAINT-CLOUD.

A 13 KM. DE TROYES *CHARMONT-SOUS-BARBUISE* **CHATEAU XVIIIe** très belle affaire, situé dans un cadre agréable entouré de douves, comprenant 22 Pièces, grenier, dépendances, petites écuries, 15.000 m2, parc et jardin. Prix 500.000 F. Libre de suite. Y. Damonte, Tél. (25) 43-72-01.

l'agenda du Monde

Antiquité

ART NÈGRE vds un MASQUE WAWA du Nigéria très haute qualité. Tél. : 633-90-01.

Artisans

ENTREPRISE GÉNÉRALE exécute tous travx. T. 368-03-94.

Arts

Médecin vend collection abstraite. Tél. 608-37-89, de 17 à 19 heures.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET 19, r. d'Arcole (4e). T. 033-00-83.

ACHAT COMPTANT, beaux bijoux, même importants, brillants, pierres fines, objets d'art. *J. HORSTEN, 14, r. Royale, 8e.*

DIAMANT PLACEMENT. Vente directe. Conseils. Garanties. EURAMEX, 31, Champs-Elysées, Paris. Tél. : 359-91-71.

Cours

ANGLAIS cours et conversation avec professeurs d'origine. CLUB ANGLAIS. 033-01-72.

Professeur expérimenté donne cours d'anglais tous niveaux. Tél. : 329-69-41.

Débarras

TOUS DÉBARRAS Tél. : 883-59-32.

Fourrures

FOURRURES OCCASION DÉPOT - VENTE EXCLUSIV. DE FOURRURE **GRAND CHOIX** VETEMENTS, PARFAIT ETAT 91, rue du Théâtre, Paris-15e. **Tél. : 575-10-77**

Rencontres

SOLITAIRES

qui redoutez la bêtise autant que la vulgarité et qui souhaitez communiquer, sortir, voyager, vous lier ou vous marier en des conditions optimales d'entente.

Cabinet RUCKEBUSCH 32 ans d'expérience

nous vous recevrons sur rendez-vous et vous faciliterons avec le tact et la discrétion qui s'imposent, des rencontres selon vos aspirations.

cfc

à PARIS 8è, 5, rue du Cirque (Rond-Point des Champs Elysées) Tél : 720.02.78/720.02.97

à LILLE 59, 4 & 6 rue Jean Bart Tél : 54.86.71/54.77.42

Dame seule et libre, 63 ans, résidant à proximité du parc de Saint-Germain-en-Laye, désire rencontrer dame même situation 60-65 a., cultivée, bne éducation, aimant nature et littérature. Ecr. no 7.920 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Instruments de musique

A vendre urgent PIANO STEINWAY & SONS Mod. D., 7 ans, très peu joué. G. CHASSIN, 24590 Archignac.

Part. à part. vd piano Yamaha 1/4 de queue, noir vernis brillant parfait état. Tél. 903-10-45.

PIANOS neufs depuis 6 800 F. Occasion 3 500 F. Daudé, 75, av. Wagram. WAG. 34-17.

Moquette

MOINS CHER 30 à 60 % sur 10.000 m2 moquette qualités variées laine et synthétique. 757-19-19.

Psychologie

Entretien d'aide psychologique, psychothérapie. Tél. : 333-21-12.

ÉCOLE DE PSYCHOLOGIE Le développement du moi, immortalité, le réveil, la 4e voix, etc., tout en continuant sa vie habituelle, sans rien abandonner, ni rompre. Tél. : 857-80-24.

Jeux

Particulier vd très beau billard en noyer et palissandre de Rio. Prix intéressant. Tél. le soir après 20 h. 929-87-19.

Livres

Bibliophile vd nbrx livres XVIIIe à nos jours. Liste gratuite. J. Quillet, 12, place du Théâtre, 26200 MONTELIMAR.

Pension de famille

Pens. de famille pr 1 enfant 11 à 14 a. chez prof. angl.-franç. av. 1 fille 11 a. Lambesc-Provence, C.E.S., tennis, piscine, piano. Ecr. no 7.919 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Vacances Tourisme Loisirs

TENNIS ROYAL COURT Location tennis couvert reste quelques heures saison 78-79, mercredi école pour enfants. Tous renseignem. au 631-09-58.

l'agenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, interprètes, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 296-15-01.

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 13 septembre 1978 :

UN DECRET

● Portant majoration de certaines allocations viagères annuelles attribuées aux tributaires du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

UN ARRETE

● Relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans certains établissements destinés à l'administration, à l'enseignement et à la pratique des activités sportives et socio-éducatives relevant du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la révision du règlement sanitaire départemental type.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 177

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II							■		
III					■				
IV								■	■
V		■	■					■	
VI							■		
VII				■					
VIII							■		■
IX		■			■				
X									
XI				■					■

HORIZONTALEMENT

I. Leur combinaison n'est généralement pas transparente. — II. Font l'objet d'un livre ; Symbole. — III. Pas ardu ; Peut changer agréablement quand on est resté trop longtemps fidèle au bar. — IV. Désagréable à essuyer. — V. Bataille mémorable. — VI. Fait une liaison ; Précède une somme à verser. — VII. Peu accessible ; Abri de berger. — VIII. Mise à plat. — IX. Symbole ; On y entre pour se mesurer. — X. Ne satisfait que médiocrement ceux qui aiment les côtes. — XI. Romancier ; Jeté pour remonter.

VERTICALEMENT

1. Ils voleraient un œuf mais pas un bœuf. — 2. Peut se rincer d'un coup ; Roula ; Article. — 3. Eclata ; Est souvent le jouet des vents. — 4. Echantillon sans valeur ; Soigne une conquête. — 5. Note ; Moitié de souverain ; Pronom. — 6. Que l'on aurait tort de négliger. — 7. Ne balança pas ; Pronom. — 8. Désigne un métal ; Avec lui, on serait bien empêché de faire un bridge. — 9. Oblige parfois à prendre au moins deux petits verres ; Pieuse ; Finit bien.

Solution du problème n° 2 176

Horizontalement

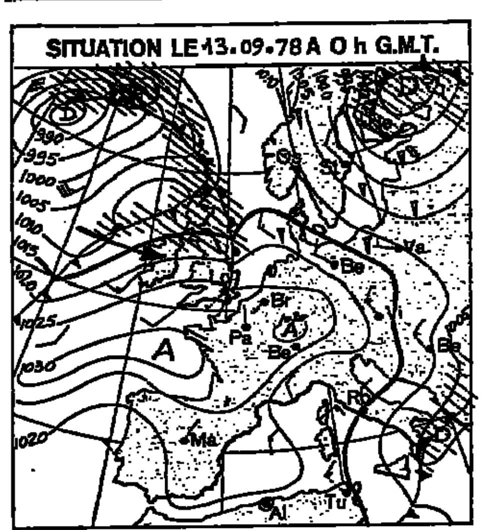
I. Barbiche. — II. Ecaillage. — III. Gais ; Omar. — IV. Ur ; Sévère. — V. Eire ; Ice. — VI. Saur ; Sort. — VII. Ta. — VIII. Bride ; Sua. — IX. Lésine ; Ri. — X. Es ; Volant. — XI. Remisée.

Verticalement

1. Bègues ; Bleu. — 2. Acariâtres. — 3. Rai ; Ruais. — 4. Bisser ; Dive. — 5. Il ; Renom. — 6. Clovis ; Eli. — 7. Hameçons ; As. — 8. Egarer ; Urne. — 9. Ere ; Traite.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 14-IX-78 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 13 septembre à 6 heures et le jeudi 14 septembre à 24 heures :

La France, qui restera dans un champ de pression relativement élevé, sera cependant affectée par le passage de la faible perturbation qui était située mercredi matin au nord-ouest des îles Britanniques.

Jeudi, une étroite bande de ciel très nuageux, avec quelques faibles pluies, se situera le matin de la Bretagne à la Flandre et aux Ardennes. Sur les autres régions, le temps sera encore bien ensoleillé, mais on observera des brumes et quelques brouillards de vallées. Au cours de la journée, cette zone, un peu perturbée, progressera vers le sud pour atteindre le soir les régions s'étendant du Massif Central au nord des Alpes. Après son passage, le temps deviendra de nouveau ensoleillé, avec des passages nuageux. Ceux-ci donneront quelques averses isolées au nord de la Seine et sur le relief du Nord-Est.

Les vents, qui s'orienteront à l'ouest ou au nord-ouest, seront faibles à modérés.

Les températures matinales seront en hausse sur la moitié nord ; les températures maximales seront en légère baisse, surtout dans les régions de l'Est.

Mercredi 13 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 027,8 millibars, soit 770,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Ajaccio, 26 et 14 degrés ; Biarritz, 20 et 12 ; Bordeaux, 21 et 10 ; Brest, 18 et 9 ; Caen, 17 et 8 ; Cherbourg, 16 et 10 ; Clermont-Ferrand, 18 et 3 ; Dijon, 19 et 7 ; Grenoble, 22 et 7 ; Lille, 18 et 8 ; Lyon, 19 et 7 ; Marseille, 22 et 14 ; Nancy, 18 et 4 ; Nantes, 20 et 9 ; Nice, 25 et 17 ; Paris-Le Bourget, 20 et 8 ; Pau, 22 et 9 ; Perpignan, 26 et 16 ; Rennes, 20 et 8 ; Strasbourg, 17 et 6 ; Tours, 20 et 7 ; Toulouse, 22 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 16 ; Amsterdam, 17 et 10 ; Athènes, 27 et 22 ; Berlin, 16 et 9 ; Bonn, 17 et 7 ; Bruxelles, 18 et 9 ; îles Canaries, 34 et 25 ; Copenhague, 18 et 10 ; Genève, 19 et 6 ; Lisbonne, 38 et 20 ; Londres, 20 et 13 ; Madrid, 33 et 12 ; Moscou, 14 et 9 ; Nairobi, 27 et 11 ; New-York, 27 et 16 ; Palma-de-Majorque, 29 et 18 ; Rome, 27 et 14 ; Stockholm, 15 et 6 ; Téhéran, 36 et 24.

Chasse

● *La chasse à l'isard dans les Pyrénées.* — La Haute-Garonne est le premier département pyrénéen à appliquer un plan de chasse à l'isard (équivalent pyrénéen du chamois alpin). Les chasseurs haut-garonnais sont autorisés à utiliser le fusil à lunette et à tirer deux isards dans la saison. Par contre, il leur est interdit de tirer les femelles suitées (qui allaitent des petits) et les chevreaux de l'année (voir également *le Monde* du 9 septembre).

Bienfaisance

● *Les pères noëls verts du Secours populaire.* — Comme chaque année, le Secours populaire français organise une « campagne de l'espérance » pour venir en aide aux enfants qui n'ont pas de Noël. L'an dernier, les pères noël verts ont permis à près de deux cent mille enfants de recevoir des cadeaux pour les fêtes de fin d'année. Les dons sont reçus 9, rue Froissart, 75003 Paris, C.C.P. 654-37 H Paris.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
143 F	265 F	388 F	510 F
II. — TUNISIE			
180 F	340 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.

Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

1977

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.



Le Monde

régions

Bretagne

L'INSTALLATION DES CENTRALES NUCLÉAIRES

Le site de Plogoff en tête de liste

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — La centrale électrique nucléaire que l'E.D.F. se propose de construire en Bretagne sera-t-elle installée à Plogoff (Finistère) à quelques kilomètres de la pointe du Raz ? C'est *le site qu'a finalement accepté le* Comité économique et social de la région réuni en session ordinaire le lundi 11 et le mardi 12 septembre à Saint-Brieuc, au terme d'un débat que les opposants au projet auraient voulu voir porter sur le fond.

Cinq sites avaient été sélectionnés : Erdeven, sur la côte du Morbihan, Tréguennec sur la côte Finistère, dans la baie d'Audierne, Plogoff ; Ploumoguer, toujours sur la côte du Finistère, à 4 kilomètres au nord du Conquet et Guimaec sur la côte du Finistère-Nord à 6 kilomètres à l'ouest de Locquirec. Les sites de Plogoff et de Ploumoguer avaient semblé aux scientifiques être ceux présentant le moins de risques de pollution thermique en raison des courants et l'avantage d'une intégration dans le site, notamment à Plogoff.

La commission culturelle, estimant que « *le choix d'un site implique de toute évidence l'accord sur le fond* », demandait le renvoi du dossier et un débat. Demandant eux aussi un renvoi, les représentants d'associations pour l'environnement ou de l'ensemble des syndicats ont critiqué à la fois la politique énergétique de la France et la procédure employée par E.D.F., qui n'autorise « *ni information sérieuse, ni consultation véritable, ni réel débat* ».

Finalement, par 28 voix pour, 13 contre, 1 abstention et 5 refus de vote, le Comité économique et social de Bretagne entérinait le choix de Plogoff. Il reste maintenant à connaître l'avis du conseil régional, qui se réunit les 25 et 26 septembre, et, peut-être dans un avenir plus proche, celui des populations intéressées. — J. V.

TRANSPORTS

● *Présence soviétique dans les eaux européennes.* — M. Richard Burke, membre de la Commission européenne, vient de dénoncer la concurrence soviétique dans le domaine du transport du fret maritime en affirmant qu'elle était déloyale et constituait une menace grave pour les armateurs européens. Les compagnies européennes sont *incapables de faire face à la récente expansion de la flotte* marchande soviétique et à ses pratiques de « dumping ». — *(Reuter.)*

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

LA JOURNÉE DES « MILLE POINTS TERRIN »

Marseille se « mobilise » à la veille de la venue de M. Boulin

De notre correspondant

Marseille. — Tandis que l'occupation des locaux du groupe Terrin continue dans le calme, l'effervescence règne au sein des états-majors syndicaux et politiques de Marseille et de la région. C'est une véritable « mobilisation générale » qui s'opère à l'occasion de la venue à Marseille du ministre du travail et de la participation prévue pour le jeudi 14 septembre. Officiellement, le déplacement de M. Boulin se justifie par la présentation régionale du pacte pour l'emploi. Inutile de préciser que cette question sera éclipsée par le drame économique *et humain que vit actuellement* le port de Marseille.

Nombreux arrêts de travail

Plusieurs cortèges partis de divers points de la ville ou venus de l'extérieur (de La Ciotat notamment) doivent converger à 11 heures, jeudi, vers la préfecture des Bouches-du-Rhône tandis que de nombreux arrêts de travail ont déjà été annoncés. Le port sera pratiquement paralysé et l'Association générale des étudiants de Marseille ainsi que les syndicats d'enseignants ont annoncé leur participation à la manifestation.

Toute la journée de ce mercredi aura été celle des « mille points Terrin » pour laquelle cent mille affiches ont été imprimées par la fédération du P.S. tandis que la fédération du P.C. a organisé une « journée des délégations » invitant les Marseillais à venir concrètement soutenir les salariés de Terrin.

Pour sa part, M. Gaston Defferre, député et maire (P.S.) de Marseille, qui a rencontré mardi après-midi à Paris M. Joël Le Theule, ministre des transports, rendra compte de ses entretiens aux élus municipaux convoqués pour une réunion extraordinaire du conseil municipal de Marseille, jeudi à 21 heures. — J. C.

ENVIRONNEMENT

A Cherbourg

Le capitaine d'un minéralier britannique est inculpé de pollution

De notre correspondant

Cherbourg. — Parcourir 7 milles nautiques en chaloupe, puis 40 kilomètres par la route pour se présenter dans le bureau du juge d'instruction et y verser une caution de 50 000 francs, *telles sont les mesures conservatoires* qui ont été prises à l'encontre du capitaine d'un minéralier britannique inculpé, mardi 12 septembre, par le parquet de Cherbourg au terme d'une enquête effectuée à la demande du préfet de la première région maritime.

Pris sur le fait

Le commandant Peterf, qui se rendait à Hambourg pour y débarquer 57 000 tonnes de minerai de fer, a profité, semble-t-il, des opérations de nettoyage *engagées par la marine nationale* au large de l'île Vierge pour rejeter à la mer un produit entraînant une pollution encore plus importante que celle qui avait été provoquée par la collision de deux navires, vendredi dernier, sur le « rail » d'Ouessant. Repéré par un hélicoptère, le *Pacific-August* a été pris sur le fait.

Le préfet maritime de Brest ayant demandé à son homologue de Cherbourg le concours des moyens navals en alerte dans la zone de concentration du trafic des Casquets, au nord-ouest du Cotentin, le patrouilleur *l'Alerte* a contraint le minéralier à stopper, dimanche soir, en baie de *Seine et à prendre un mouillage* à environ 7 milles de la côte. A la demande du préfet maritime de la première région, l'administrateur en chef du quartier de Cherbourg s'est alors rendu à bord pour entendre l'équipage et effectuer divers prélèvements de soute et de cale.

C'est à la fin de cette enquête que le parquet a décidé de faire venir à terre, puis d'inculper le commandant du minéralier. Aux termes de la loi sur la protection de l'environnement marin, celui-ci est passible d'une amende de 10 000 à 100 000 francs.

RENÉ MOIRAND.

Rhône-Alpes

LA CONDITION FÉMININE

Re-centralisation

De notre correspondant régional

Lyon. — La condition féminine a désormais « son » ministre en la personne de Mme Monique Pelletier, mais ce que la condition féminine gagne d'un côté, la décentralisation le perd de l'autre. *Ainsi, la décision prise le 15 septembre 1976* par le conseil des ministres de faire d'une Lyonnaise, Mme Nicole Pasquier, la déléguée nationale à la condition féminine et d'installer ses services à Lyon avait été présentée comme une opération exemplaire. Il s'agissait, avait notamment dit M. Lecat, porte-parole, à l'époque, de l'Elysée, « *de démontrer qu'il est possible à des services de compétence nationale d'être installés dans une capitale régionale* ».

Deux ans après, la démonstration s'achève sur un échec. Car il ne fait à peu près aucun doute que la délégation nationale, dont les locaux avaient été inaugurés par le premier ministre et Mme Raymond Barre, va disparaître.

Héroïsme...

Ce n'est pas une réelle surprise. Les propos de la dernière déléguée nationale, Mme Jacqueline Nonon, en avril dernier, deux mois seulement après sa nomination à Lyon, laissaient présager cette volte-face. « *Le fait d'être où nous sommes est un très gros handicap. Nous aurions à Paris beaucoup plus de possibilités, des contacts plus faciles avec les ministères et nous perdrions moins de temps et d'argent* », avait-elle déclaré au bimensuel lyonnais *Résonance* (*le Monde* du 11 avril). A l'époque, on lui avait fait grief de ces propos. Aujourd'hui, elle n'est plus seule à trouver que la province *est finalement loin de* Paris. Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, chargée de l'emploi féminin, partage son analyse. Si du temps où elle exerçait les fonctions de déléguée Mme Pasquier répétait qu'elle voyait dans cette expérience de décentralisation « *plutôt des avantages* » — « *mon équipe est plus proche des réalités quotidiennes et du public féminin qu'elle ne le serait à Paris* » — elle estime dorénavant « *que les conditions de travail sont en effet plus difficiles* [en province], *héroïques parfois, et qu'elles doivent l'être encore plus pour une non-Lyonnaise* »...

Ces difficultés, ressenties avec plus d'importance encore par un service dont l'efficacité tient pour une grande part à sa capacité à « tirer les sonnettes » des autres ministères, n'auraient-elles pas pu être surmontées ? Il aurait suffi d'accroître les effectifs de la délégation (composée seulement de douze à quinze personnes selon les périodes) pour faciliter les déplacements à Paris et adapter aux circonstances certaines modalités pratiques du statut des fonctionnaires. Il aurait fallu, en somme, que le chef du gouvernement, *si intéressé personnellement* par cette expérience, se donne les moyens de sa politique. A défaut, la décentralisation est condamnée à rester au mieux un mythe, au pire un argument électoral.

BERNARD ÉLIE.

A PROPOS DE...

L'ÉCHEC DE L'ÉTALEMENT DES VACANCES

Haro sur les profs !

« Il faut avoir le courage de l'affirmer : c'est la résistance du corps enseignant français à changer ses habitudes et la passivité des pouvoirs publics qui représentent les obstacles essentiels à un étalement raisonnable des vacances. » On ne saurait être plus précis que M. Philippe Bamberger, président de la Confédération française des industries du tourisme (COFIT), dans la désignation des responsables de la pagaille et du gaspillage des vacances d'été.

Réunis depuis bientôt un an au sein de la COFIT, les transporteurs aériens, routiers et ferroviaires, les hôteliers, les agents de voyage, l'Aéroport de Paris et le Centre international de Paris ont décidé, pour leur première manifestation publique, mardi 12 septembre, de soulever un thème à la fois éculé et ardu : l'étalement des départs en vacances.

Qui ne connaît cette litanie ? Un cinquième du parc de wagons de la S.N.C.F. n'est utilisé que vingt-cinq jours par an ; l'activité du Palais des congrès dans la capitale chute de 50 % durant les mois de juillet et d'août ; le trafic d'Air France a augmenté du 25 % au cours des jours « fatidiques » des 14, 30 et 31 juillet, 1er et 15 août 1978.

Le constat amène la COFIT à dénoncer « le coût effarant » de cette concentration des vacanciers dans l'espace et dans le temps. La production industrielle française a diminué, en août 1976, de 40 % alors que le recul ne dépassait pas 10 % en République fédérale d'Allemagne et 1,5 % aux Etats-Unis. Autant dire que les concurrents étrangers emportent des marchés quand les patrons et les ouvriers français sont sur les plages. Au plan touristique, la non-utilisation en dehors des périodes de pointe des moyens d'hébergement et de transport oblige les prestataires de services à gagner leur vie et à amortir leurs investissements sur deux mois. Ce phénomène provoque une flambée inflationniste.

Enfin, l'afflux massif et brutal des vacanciers entraîne automatiquement une diminution de la qualité des services rendus et une « fatigue intolérable » pour les personnels touristiques. Du coup, l'inflation dissuade les titulaires de revenus modestes de prendre leurs vacances en France.

Jusqu'à ce point de son raisonnement, la COFIT n'a guère de mal à enfoncer des portes béantes. Il existe, quelque part dans les ministères, un cimetière des rapports (ceux de MM. de Chalendar et Labrusse par exemple) sur l'aménagement du temps.

Mais l'analyse des industriels du tourisme a plusieurs aspects révélateurs : la responsabilité de cette situation est à partager équitablement entre le corps enseignant, qui s'accroche à ses habitudes de vacances, et le gouvernement, qui a transformé le dossier de l'aménagement du temps en inoffensif serpent de mer.

La COFIT est décidée à ne pas rester les bras ballants et elle en appelle à l'opinion. Elle a ouvert des pourparlers avec les organisations des parents d'élèves (« plus souples et plus compréhensives »), *avec les syndicats d'enseignants et avec le gouvernement. Elle propose, notamment, d'étaler les grandes vacances du 15 juin au 15 septembre, d'en réduire la durée de onze à huit semaines et d'empêcher les trois académies de la région parisienne de lâcher leurs écoliers en même temps. La COFIT veut peaufiner le calendrier 1979-1980 avec toutes les parties intéressées.*

« La déperdition effarante d'énergies et de crédits que constitue pour notre pays le non-étalement des vacances » *prendra-t-elle fin un jour ? M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, promet qu'un groupe interministériel remettra un calendrier pluriannuel d'aménagement du temps, le 15 février 1979. A juger sur pièces.*

ALAIN FAUJAS.

Le Monde

économie

SOCIAL

LES REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS CHEZ M. BOULIN

Inquiets, déçus, mécontents

F.O. déçue, voire irritée, la C.F.D.T. mécontente, la C.F.T.C. inquiète. La concertation que M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a entamée avec les syndicats et le patronat sur son programme d'action et d'orientation en faveur de l'emploi est mal engagée.

Les dirigeants de F.O. qui s'attendaient à l'adoption rapide, *par le gouvernement*, de mesures sur la réduction de la durée maximale du travail et des équivalences, on fait part à M. Boulin, lors de leur entretien de mardi 12 septembre, non seulement de leur déception, mais aussi de leurs critiques à l'égard d'autres projets tels que *la taxation des heures supplémentaires* ou la création, jugée insuffisante, d'emplois d'« *utilité collective* ». M. André Bergeron, qui a réclamé une nouvelle fois *une intervention financière* de l'Etat dans l'indemnisation du chômage, s'est heurté au refus du gouvernement. D'où l'annonce — mal reçue au C.N.P.F. — que F.O. demandera, *dans ce cas*, une augmentation de la cotisation de 3 à 3,5 % versée à l'UNEDIC.

Le changement de ton le plus notable est observé à la C.F.D.T. La délégation cédétiste qui était conduite par M. Rolant, secrétaire national, et non pas par *M. Maire* comme *le Monde* du 13 septembre l'a indiqué, a dressé un sombre bilan de son entretien de deux heures et demie, lundi après-midi. « *Cet entretien a été extrêmement négatif. On en revient à la fermeture. Le ministre dresse des obstacles à la négociation. Il a refusé de réviser ses déclarations* (sur les effets néfastes d'une réduction des horaires) *et de lever les préalables qu'il a posés.* »

Les délégués C.F.D.T., qui ont admis les aspects positifs que pouvait avoir la création du fonds d'adaptation industrielle, tout en soulignant qu'un taux de croissance supérieur à 4,5 % était nécessaire pour résorber le chômage, ont « *regretté* » l'absence de mesures structurelles dans le programme gouvernemental, alors que M. Boulin avait au printemps *annoncé* des mesures d'un tel ordre. Ils ont surtout demandé au ministre de « *lever les préalables qu'il avait posés aux négociateurs* » en proposant la réforme de l'allocation *supplémentaire* d'attente (ASA) qui devrait, selon lui, être dégressive et la création d'une allocation différentielle pour les chômeurs qui accepteraient un travail moins rémunéré.

M. Boulin, a indiqué M. Rolant, « *nous renvoie aux négociations en cours et reste polarisé sur ses propositions. Personnellement, il ne conteste pas certaines de nos propositions, mais chaque fois qu'il répond au nom du gouvernement il nous semble renouer avec la tradition de fermeture* » (envers les syndicats). La C.F.D.T., qui se déclare prête à discuter *d'une réduction des horaires qui* tienne compte de l'évolution de la productivité et d'une compensation partielle des rémunérations pour les salariés à haut revenu, a conclu que l'échec de l'entretien impliquait un recours à l'action au niveau des branches et des entreprises

La C.F.T.C., qui a rencontré le ministre mardi *en fin* d'après-midi, s'est déclarée inquiète. Elle a réclamé la mise en place d'« observatoires régionaux de l'emploi », la surveillance au niveau européen des importations abusives et un plan de réduction progressive de la durée du travail.

Au terme de ces entretiens, qui doivent se poursuivre avec M. Marchais, mercredi à 18 h. 15, et les autres syndicats lundi prochain, M. Robert Boulin a déclaré qu'un accord entre partenaires sociaux sur la durée maximale du travail, les équivalences et une demi-équipe supplémentaire serait, pour le travail posté, déjà positif. Il a renouvelé ses critiques contre une diminution brutale des horaires de *quarante* à trente-cinq heures qui, selon ses services, augmenterait les charges sociales des entreprises de 130 milliards de francs et risquerait d'accroître le *nombre de chômeurs* d'environ trois cent mille. Il a d'autre part indiqué qu'il rencontrera les gestionnaires de l'UNEDIC avant le 27 septembre, date de la réunion du *conseil d'administration* de cette institution

J.-P. D.

● *Le comité d'entreprise de la société Peugeot est convoqué* le jeudi 14 septembre afin d'*informer le personnel des conditions* de rachat de Chrysler-Europe par la firme de Sochaux. Cette décision a été annoncée le 12 septembre par Me Chestell, conseil de Peugeot, *lors* de l'examen par le tribunal de Paris, siégeant en référé, de la requête présentée par le syndicat indépendant des Automobiles Peugeot, la Fédération *nationale indépendante* des mines et métaux et la Confédération des syndicats libres.

Au Puy

LE DIRECTEUR D'ÉLASTELLE-TISSEL A ÉTÉ « RETENU » PAR LES OUVRIERS MARDI APRÈS-MIDI.

(De notre correspondant.)

Le Puy. — La tension reste vive au Puy (Haute-Loire) après les incidents du lundi 11 septembre provoqués par l'annonce de la suppression de cent onze emplois à l'entreprise Elastelle - Tissel (tissus élastiques), s'ajoutant aux licenciements déjà intervenus aux Tanneries françaises réunies (*le Monde* du 13 septembre). *Le* directeur de la société Elastelle-Tissel, M. Denis Valentin, « retenu » mardi dans son bureau depuis la fin de la matinée, a *toutefois* été libéré vers 18 h. 30 après l'annonce de l'élargissement de trois manifestants qui, depuis la veille, étaient gardés à vue.

Les délégués du personnel et *du comité d'entreprise* devaient être reçus dans la journée de mercredi par le directeur, et un plan devait être soumis à la firme allemande DEDY, principal actionnaire.

Les syndicats C.F.D.T., F.O., C.G.C., FEN ont lancé un appel à une grève mercredi, de 16 heures à 18 heures avec rassemblement à la Bourse du travail, pour protester contre les brutalités policières. Les partis communiste et socialiste devaient *se joindre* à cet appel à la manifestation ; ils condamnent en termes violents l'action du préfet et du ministre Jacques Barrot, dont il demandent *la démission, en confirmant* avec les salariés leur opposition à tout licenciement.

AGRICULTURE

Dans la Sarthe

Les étourneaux se sont envolés

De notre correspondant

Le Mans. — Les *étourneaux* sarthois sont décidément de joyeux drilles, qui plus est d'une rare impertinence avec les autorités.

Après avoir mis deux cantons viticoles sur pied de *guerre* — n'allait-on pas jusqu'à envisager l'emploi de la dynamite ? — *déclenché une campagne* de presse de portée nationale et *plongé les pouvoirs publics* dans l'embarras, les étourneaux sarthois ont soudainement disparu. Comme ça, du soir au matin, ou plutôt du matin au soir.

Lundi 11 septembre à la tombée de la nuit, le jour même où, par devant le préfet de la Sarthe, le président de la fédération des chasseurs, sénateur de surcroît, le directeur départemental de l'*agriculture* et quelques autres personnalités étaient réunis pour *tenter sur l'un des plus importants* « dortoirs » d'oiseaux une expérience d'effarouchement so*nore, les étourneaux sarthois* se sont volatilisés.

D'une atmosphère digne des *Oiseaux* de Hitchcock, on est passé à celle, autrement cocasse, de *la Septième Compagnie* de Robert Lamoureux. On ne *saura pas si les étourneaux sont* véritablement allergiques au cri du geai, ce que l'on voulait vérifier à grande échelle, appareils sonores à l'appui. Les étourneaux sont partis sans attendre qu'on leur fasse un *mauvais* sort. A croire qu'ils avaient, eux aussi, leurs « plombiers » *dans les réunions officielles* où se décidait leur destin.

C'est maintenant le mystère le plus complet. La grande inquiétude aussi, car ces dizaines de milliers d'oiseaux prédateurs, s'ils ne sévissent plus dans la Sarthe, sont partis, déplaçant le problème sans pour autant le *résoudre. Une affaire à suivre* donc.

JULES BRÉAU.

LE PROJET DE BUDGET POUR 1979

Les dépenses d'équipement agricole diminueront en valeur réelle

Les dépenses du projet de budget pour 1979 qui sont consacrées à l'agriculture s'élèvent à 54,2 milliards de francs, soit 14,3 % de plus que dans la loi de finances pour 1978 (47,3 milliards de francs). Comme les années précédentes, le budget social — en progression de 15,3 % — se taille la part du lion, aux dépens des dépenses d'équipement qui diminuent en valeur réelle. Dans un communiqué, la Fédération nationale des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) *« s'étonne »* de la faible progression des dépenses d'équipement, qui « fait suite à deux années de stagnation ».

Le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), absorbe près de la moitié (59,4 %) du total des dépenses, avec 26,8 milliards de francs. Une fois *encore, l'assurance - vieillesse*, l'assurance-maladie et les prestations familiales représentent l'essentiel de ces dépenses. Elles sont financées pour 22,7 % par la subvention de fonctionnement du ministère de l'agriculture, qui progresse de 21,9 %, atteignant *6,1 milliards de francs*.

Outre les dépenses sociales, dites « de solidarité », une part importante (18,8 %) du total des dépenses est utilisée par les *versements nets de la France* à la Communauté européenne pour le soutien et l'orientation des marchés. Ces versements atteignent 10,2 milliards de francs *pour 1979, en progression de* 15,9 % par rapport à 1978 (8,8 milliards de francs). Au titre des actions en faveur de l'organisation des marchés, il faut rajouter à cette somme les subventions de fonctionnement du ministère aux organismes d'intervention (ONIVIT, ONIBEV, ONIC, FIRS, CIDO (1), qui s'élèvent à 1,560 milliard, soit la même somme qu'en 1978.

En comparaison, le budget du ministère de l'agriculture proprement dit apparaît mince : 22,3 milliards de francs au total (en progression de 13,6 %). Les dépenses de fonctionnement absorbent 89,5 % de ce total, atteignant 19,969 milliards de francs. Outre la subvention au BAPSA, déjà citée, qui absorbe 30,5 % de cette somme, les bonifications de certains prêts consentis par le Crédit agricole (5,3 milliards, soit 16,2 % de plus qu'en 1978) représentent plus du quart (26,5 %) de ces dépenses. Ces bonifications sont incluses *en totalité dans le* budget ordinaire, mais une part non négligeable d'entre elles relève de l'équipement, étant destinée soit à l'équipement agricole, soit aux *bâtiments d'élevage, soit* aux opérations foncières. Dans les autres dépenses de fonctionnement, un certain nombre de crédits progressent de façon notable : *formation professionnelle* (+ 39,2 %), aide à l'enseignement privé (+ 25 %), subvention à l'Office national des forêts (+ 26 %), sélection porcine (+ 10 %), aide à la production de propéines végétales (+ 35 %).

L'une des caractéristiques de ce budget est la faiblesse de ses dépenses d'équipement. Celles-ci ne représentent, en crédits de paiement, que 2,34 milliards de francs, soit 10,4 % du budget du ministère « stricto sensu » et 4,7 % du total des dépenses consacrées à *l'agriculture* ; elles ne progressent que de 1,5 %. Pour les autorisations de programme, c'est encore pis : ces crédits (2,067 milliards de francs) ne *progressent que de 0,8 % et seulement* grâce à l'augmentation de l'enveloppe « recherche ». En fait, l'essentiel des crédits d'équipements du ministère sont simple*ment reconduits, ce qui, compte* tenu de la hausse des prix, équivaut à une diminution en valeur réelle.

Dans une « enveloppe » *stagnante*, un certain nombre de crédits, destinés à des actions prioritaires, progressent ; c'est le cas des fonds destinés au remembrement simplifié (SAFER) : 281,7 milliards de francs (+ 9,7 %), de ceux qui sont consacrés à l'hydraulique agricole : 175,6 millions (+ 10 %) et surtout de ceux qui sont affectés à la forêt : 99,8 millions de francs, qui progressent de 16,3 %. En revanche, les crédits d'électrification rurale diminuent de 29,8 % ; ainsi que les aides au logement individuel des agriculteurs (— 25,7 %), les crédits pour la voirie rurale (— 28 %) et les crédits aux équipements *d'accueil et d'animation* (— 10 %). Aux sommes inscrites au budget du ministère il faut ajouter les subventions au Fonds forestier et au Fonds national *d'adduction d'eau, inscrites dans* un compte spécial du Trésor, qui atteignent 745 millions de francs, en autorisations de programme, et progressent de 13,2 %.

V. M.

(1) Office des vins de table, Office de la viande, Office des céréales, Fonds de régularisation du sucre et Centre des oléagineux.

LES RÉACTIONS

M. YVES GUÉNA : nous exercerons tous nos pouvoirs pour obtenir des modifications.

M. Yves Guéna, conseiller politique du R.P.R., évoquant, lundi 11 septembre, à « Inter-13 » le projet de budget pour 1979, a déclaré :

« *Ce budget est décevant à bien des égards. Pour les recettes on ne peut pas dire que l'imagination soit au pouvoir. On n'a vraiment rien fait pour les plus petits contribuables. Nous nous efforcerons de faire corriger le budget à cet égard. Quant à l'emploi, les mesures sociales prises sont insuffisantes (...) Nous exercerons tous nos pouvoirs dans la discussion budgétaire et nous obtiendrons des modifications sensibles de la loi de finances.* »

● *Le budget français pour 1979* montre que pour M. Raymond Barre, la prudence anti-inflationniste reste la meilleure carte en faveur de l'expansion, écrit le *Financial Times* du lundi 11 septembre. Le quotidien britannique ajoute que ce budget commence à éliminer certaines des pires anomalies, bien que la plus flagrante — la quasi-exonération des agriculteurs de tout impôt sur le revenu — n'ait pas, de *façon* inexplicable, été modifiée.

M. BLIN (rapporteur général du Sénat) : SOCIALEMENT INQUIÉTANT

Le groupe sénatorial de l'Union centriste, qui tiendra ses journées *d'étude* les 18 *et* 19 *septembre* à Saint-Denis de la Réunion, a exposé, mardi 12 septembre, devant la presse, le programme de ses travaux. La réforme des collectivités locales sera traitée par M. Lionel de Tinguy, sénateur de Vendée, et la politique familiale donnera lieu à un rapport de M. Michel Labéguerie, sénateur des Pyrénées-Atlantiques. « *Nous étudierons sur place*, a d'autre part annoncé le président du groupe, M. Adolphe Chauvin, *les problèmes économiques, démographiques et sociaux de l'île de la Réunion.* »

M. Maurice Blin, sénateur des Ardennes *et rapporteur général* de la commission des finances, présentera enfin les grandes lignes du projet de loi de finances pour 1979. S'exprimant à titre personnel, M. Blin a notamment déclaré, mardi, au sujet de ce budget : « *Il est doctrinalement sain, socialement inquiétant et politiquement décevant (...). Nous appelons l'attention du gouvernement sur deux points noirs : la croisance des investissements qui est inférieure à ce qu'elle devrait être et l'emploi. (...)* »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ..	4,3690	4,3760	— 50	— 10	— 110	— 78	— 310	— 240
$ can. ...	3,7580	3,7640	— 60	— 20	— 130	— 85	— 350	— 280
Yen (100).	2,2784	2,2835	+ 100	+ 140	+ 185	+ 220	+ 520	+ 580
DM	2,1880	2,1930	+ 60	+ 80	+ 130	+ 160	+ 430	+ 480
Florin ...	2,0165	2,0225	+ 40	+ 70	+ 70	+ 100	+ 150	+ 200
F. B. (100)	13,9030	13,9340	+ 60	+ 200	— 15	+ 130	— 80	+ 230
F. S.	2,6900	2,7010	+ 150	+ 190	+ 300	+ 335	+ 880	+ 950
L. (1 000).	5,8350	5,2436	— 210	— 140	— 440	— 335	—1315	—1150
£	8,4925	8,5080	— 320	— 250	— 620	— 550	—1780	—1630

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	3 3/16	3 9/16	3 5/16	3 11/16	3 5/16	3 11/16	3 9/16	3 15/16
$ E.-U. ..	24 5/8	25	8 1/16	8 7/16	8 7/16	8 13/16	9	9 3/8
Florin ...	2 3/8	3 1/8	4 1/4	4 3/4	4 7/8	5 5/16	5 15/16	6 5/16
F. B. (100)	4 1/4	5 1/2	6 3/8	7 1/8	7	7 3/4	7 1/2	8 1/4
F. S.	1/4	3/4	5/16	11/16	3/8	3/4	15/16	5/16
L. (1 000).	14 3/4	17 1/4	11 1/8	12	11 5/8	12 3/8	12 3/8	13 1/4
£	12 3/4	13 3/4	11 3/8	12 1/4	11 3/8	11 9/8	11 3/4	12 9/16
Fr. franç..	7 1/8	7 5/8	7 5/8	8 1/16	7 15/16	8 3/8	9	9 7/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

Grâce à la baisse des importations

L'ACTIVITÉ DE LA CONFECTION MASCULINE S'AMÉLIORE

Le Salon international de l'habillement masculin, qui s'est tenu à Paris du 9 au *12* septembre, a été, selon les professionnels, un « *bon Salon* ». « *Il a confirmé l'atmosphère générale des affaires, qui est satisfaisante* », a précisé le président de la fédération du vêtement masculin. En dépit de la stagnation des ventes en France depuis un an et demi, les carnets de commandes des firmes commencent à se regarnir.

Le fait est dû à la faiblesse des stocks des détaillants, qui contraint ceux-ci à se « *regarnir* », et surtout à un coup d'arrêt aux *importations, consécutif* aux nouveaux quotas fixés lors du renouvellement de l'accord multifibre en décembre 1977. Au cours des six premiers mois de *l'année les importations* de vêtements masculins — en progression constante depuis des années — ont diminué de 11,8 % par rapport à 1977. Le blocage des *importations est particulièrement* net pour tous les pays asiatiques : Macao (— 50 %), Singapour (— 56 %), Malaisie (— 43,3 %), Chine (— 43,7 %), Corée du Sud (— 39 %) et Hongkong (— 20,6 %) ; ainsi que pour les pays d'Afrique du Nord : Maroc (— 27 %) et Tunisie (— 36,7 %) ; les pays de l'Est : Yougoslavie *(— 64,8 %)* ; le nord de l'Europe, la Grèce et certains pays africains. Les importations en provenance des Etats-Unis ont également fortement diminué, probablement en raison de la baisse des ventes de jeans.

Les exportations françaises ayant, dans le même temps, progressé de 10,3 %, la balance commerciale de la branche est redevenue positive avec un taux de *couverture des importations* par les exportations de 105,5 %.

● *Fiat a intégré définitivement Lancia.* — Achevant la restructuration de ses activités entrepri*se depuis cinq ans, le groupe* Fiat a décidé d'intégrer définitivement la société Lancia, dont il détient la totalité du capital depuis 1969, à sa division autonomobile qui *deviendra une société* autonome du groupe. Cette décision, approuvée au début du mois par l'assemblée des actionnaires de Fiat, sera appliquée dès le début de l'année prochaine.

AÉRONAUTIQUE

En six mois

LES COMMANDES A L'EXPORTATION ONT ATTEINT 7 MILLIARDS DE FRANCS

Les commandes à l'exportation enregistrées par l'industrie aéronautique française au cours des six premiers mois de cette année sont du même ordre que celles du premier semestre de *1977. C'est* ce que révèle, dans son rapport annuel, le délégué général du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), M. Jean Dours.

Selon de premières estimations, les commandes reçues de l'étranger durant le premier semestre de 1978 s'élèvent à environ 7 milliards de francs, au lieu de 7 200 millions de francs pendant la période correspondante de 1977. L'an *dernier*, au *total*, la construction aéronautique française avait enregistré pour 23 milliards 830 millions de francs de commandes à l'exportation, dont 73 % de matériels militaires.

Le montant des commandes reçues depuis le début de 1978 laisse supposer que l'*industrie* aéronautique française enregistrera entre 15 et 20 milliards de francs en année pleine, soit la valeur de deux ans d'avance de plan de charge.

« *Ces résultats*, estime M. Dours, *doivent être considérés en tenant compte de l'évolution des coûts sur plusieurs années, car une grande partie des contrats ont été passés à prix définitifs et leur exécution s'étalera sur plusieurs exercices. (...) On remarque notamment que le solde positif des livraisons à l'exportation par rapport aux importations s'est élevé à 10 milliards de francs pour 1977 ; il était de 9 milliards de francs en 1976. L'objectif que s'était fixé la profession dans le cadre du VIIe Plan, de réaliser un solde positif de 30 milliards de francs (valeur 1975) pour la période 1976-1980 paraît donc pouvoir être tenu, voire dépassé.* »

A court terme, prévoit le délégué général du GIFAS, « *l'année 1979 devrait être marquée par une amélioration du plan de charge, un arrêt des baisses d'effectifs et une augmentation du chiffre d'affaires* ».

C.I.I.-H.B. ESPÈRE UN BON SECOND SEMESTRE

C.I.I.-Honeywell Bull va créer une filiale spécialisée dans la fourniture de systèmes informatiques complexes, ont annoncé, le 12 septembre, les dirigeants de la compagnie au cours d'une conférence de presse présidée par M. Jean-Pierre Brulé, P.-D.G. de la société. Cette filiale, qui emploierait de quatre-vingt à cent personnes, serait en fait chargée, au sein de la compagnie, de répondre aux appels d'offres qui mettent en jeu de multiples machines et logiciels. C.I.I.-H.B., qui s'oriente ainsi vers l'ingénierie informatique, souhaiterait trouver un partenaire (une société de services informatiques, par exemple) pour participer au capital et compléter les compétences de cette société spécialisée.

Les dirigeants de C.I.I.-H.B. ont rappelé qu'au cours du premier semestre, le chiffre d'affaires consolidé (hors taxes) de C.I.I-H.B. avait atteint 1 849 millions de francs contre 1 651 millions de francs (+ 12,1 %) pour la même période en 1977. Le bénéfice net consolidé atteint 71,8 millions contre 42 millions (1). Le volume des commandes est en progression de 13,6 % et C.I.I.-Honeywell Bull espère un « bon second semestre ».

(1) Il faut tenir compte d'un profit exceptionnel de 40,5 millions de francs réalisé sur les opérations de location de matériels jadis vendus par la C.I.I. à la CILOMI et gérés depuis le 1er novembre 1975 au titre d'une convention entre C.I.I.-Honeywell Bull, CILOMI et la Caisse nationale des marchés de l'Etat. Le solde des matériels et des contrats subsistant au 30 juin 1978 a été repris par C.I.I.-Honeywell Bull, qui les gérera désormais pour son compte exclusif. La subvention comptabilisée pour le premier semestre 1978 a été de 137,5 millions de francs contre 235,4 millions au premier semestre 1977.

BURROUGHS VA FERMER SON CENTRE DE RECHERCHES EN FRANCE

La Compagnie Burroughs, l'un des principaux constructeurs amé*ricains d'informatique, a décidé* de fermer son centre de recherches de Pantin, dans la banlieue parisienne. La nouvelle devrait être officialisée dans quelques *jours*, la *compagnie mettant* la dernière main au « plan social » qu'elle proposera aux quatre-vingts personnes actuellement à Pantin. Burroughs leur offrira, semble-t-il, un *reclassement* à l'intérieur du groupe : en France ou à l'étranger.

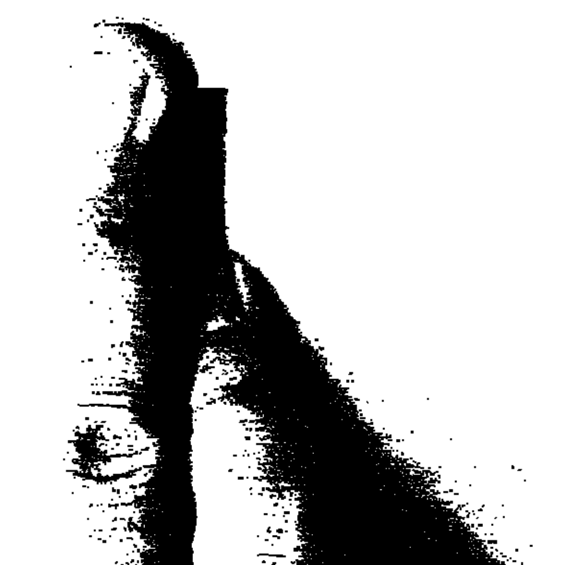
Cette fermeture du centre de Pantin est la conséquence de la restructuration *menée depuis* quelques années à l'échelon mondial par le groupe. La part de la France dans les ventes totales de Burroughs ayant diminué et les activités de Pantin *étant* axées sur des produits anciens et de bas de gamme (imprimantes notamment), la direction américaine du groupe a décidé « *de remettre de l'ordre en France* ».

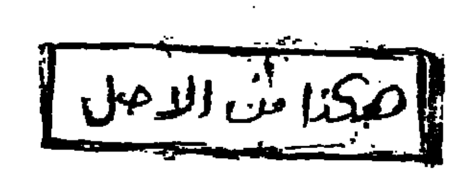
Une nouvelle structure de direction a été mise en place en juillet. Son objectif est de doubler les ventes en cinq ans. Le centre de production près de Rouen a été reconverti des calculatrices vers les terminaux bancaires. Quant aux centres de recherches, ils sont, dans la nouvelle structure de Burroughs, essentiellement concentrés aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Amérique latine.

● *Le taux des obligations cautionnées est abaissé de 9,55 % à 9,40 %* à compter de ce mardi 12 septembre. C'est la seconde *fois cette année* qu'une telle réduction est décidée. Le 12 juillet dernier ce taux avait été ramené de 9,80 % à 9,55 %. Cette décision était attendue dans la me*sure où*, après la récente réduction des taux de base des banques (*le Monde* du 31 août), ramené de 9,05 % à 8,90 %, le coût pour les entreprises du recours à ces *obligations se situait* à un *niveau* nettement supérieur du crédit bancaire. Les obligations cautionnées sont des traites à échéance de quatre mois environ, émises avec la *caution* des banques et employées par les entreprises pour différer le règlement des impôts indirects (T.V.A., droits de douane, etc.). Elles fournissent un appoint *de trésorerie* assez important, surtout aux P.M.E.

● *La Société générale des eaux minérales de Couzan est dissoute.* — Renonçant à un nouvel apport de capitaux (*le Monde* du 7 septembre), les actionnaires de la Société générale des eaux minérales de Couzan (Loire) se sont *prononcés pour la dissolution* anticipée de la société au cours de l'assemblée générale extraordinaire qu'ils ont tenue jeudi à Lyon. — *(Corresp.)*

● *Le groupe Biderman prend le contrôle d'UGECO,* premier fabricant *français d'uniformes.* La société UGECO emploie mille trois cents salariés dans quatre usines situées dans l'Ouest, elle a réalisé en 1977 un chiffre d'affaires *de 100 millions de francs* Le groupe Biderman, première entreprise française de confection, fabriquait déjà des uniformes destinés notamment à l'administration.





ÉTRANGER

POUR FINANCER SES AMBITIONS INDUSTRIELLES

La Chine n'hésitera peut-être plus longtemps à recourir ouvertement aux capitaux étrangers

La firme américaine Kaiser Engineers Inc. a reçu un très important contrat pour le développement de deux projets sidérurgiques en Chine, annonce la direction de la société. Aux termes du premier signé avec la *China National Technical Import Corp.*, Kaiser sera chargée de développer la production de la mine de fer de Nanfen, exploitée par la Penhsi Iron and Steel Co., près de la frontière coréenne. Kaiser sera par ailleurs chargée de commencer l'exploitation du gisement de Sechiaying, située à 300 kilomètres à l'est de Pékin. L'exploitation de cette mine pourrait commencer en 1981. Les contrats attribués à Kaiser Engineers Inc., filiale de Raymond International Inc., entrent dans le cadre du plan chinois pour le doublement de la production d'acier d'ici à 1985. La Chine s'est fixé un objectif de production d'acier de 60 millions de tonnes à cette date.

D'autre part, les sénateurs américains viennent d'adopter un projet de loi autorisant la Commodity Credit Corp. (C.C.C.) à consentir des prêts à la Chine populaire pour financer l'achat par ce pays de produits agricoles américains. Ces crédits ne pourront dépasser trois ans. On estime que Pékin ne devrait pas tarder à recourir à cet avantage qui lui *avait été interdit par le Trade Act de 1974.*

Dans le flot des informations confirmant la nouvelle politique d'ouverture de *la Chine*, le correspondant de l'« International Herald Tribune », à Tokyo, glisse un bémol. Selon lui, les milieux industriels et gouvernementaux japonais, après être passés par une phase d'optimisme à tout crin voient maintenant la situation avec plus de modération : les choses seront longues et rien ne peut assurer *qu'il n'y aura pas de nouveaux changements* économico-politiques.

Une chose est certaine : il est difficile de prévoir comment la Chine financera son développement économique et donc les importations qui lui seront nécessaires pour s'équiper. Les multiples déclarations ou *confidences faites* par les autorités chinoises ne se recoupent pas exactement et même parfois se contredisent. La Chine est-elle réellement prête à s'endetter vis-à-vis des pays capitalistes ?

Soit par respect de l'héritage [r]évolutionnaire, soit que le souve[ni]r de l'endettement désastreux [d]e l'ancien empire reste toujours [pr]ésent, certains dirigeants [ne] hésitent pas à rappeler le prin[ci]pe sacro-saint suivant lequel la [C]hine ne peut pas être débitrice [d]e l'étranger. Dans la réalité, il [n']en va déjà plus ainsi depuis [lo]ngtemps. Il est certain que [Pé]kin fera de plus en plus appel [à] d'importants crédits extérieurs. En s'en tenant aux déclarations [of]ficielles concernant le plan [dé]cennal (1976-1985), on estime [gé]néralement à 20 milliards de [do]llars le *coût des importations* [né]cessaires à sa réalisation. Or les [ex]perts américains et japonais [év]aluent à 5 milliards de dollars [le]s réserves de changes actuelles [de] la Chine. Ce chiffre, qui n'a [ja]mais été confirmé à Pékin, est [ca]lculé en tenant compte d'un [ex]cédent de la balance commer[ci]ale extérieure de 3 milliards de [do]llars pour les années 1976 et [19]77. Cette dernière estimation a [ét]é contestée par un économiste [de] Hongkong, M. V.-K. Rancana[th]en, pour qui l'excédent commer[ci]al des deux dernières années [n']atteindrait que 600 millions de [do]llars, et les réserves de change [ch]inoises *2,6 milliards* de dollars.

[I]l n'est pas possible que la [Ch]ine puisse accroître suffisam[me]nt ses exportations pour que [cel]les-ci équilibrent ses achats [à] l'étranger en forte croissance. [En] dehors de l'*Asie du Sud-Est*, [où] elle développe ses ventes de [pro]duits courants, la Chine espère [perc]er sur le marché mondial des [ma]tières premières. Mais elle ne [pou]rra pas vendre de grandes [qua]ntités de pétrole et de charbon [dan]s un avenir proche, alors [qu']*elle a un besoin pressent* [de dev]ises. Le récent accord com[me]rcial sino-japonais devrait [thé]oriquement permettre d'équi[libr]er les échanges entre les deux [pay]s. Dans la réalité, il n'en va [pas] ainsi : la Chine se procure des [bie]ns d'équipement chez son [par]*tenaire, alors que le Japon* [ta]rde ses achats de pétrole.

Crédits déguisés

[L]a seule solution pour la Chine [est] donc d'emprunter. Il y a d'ail[leur]s longtemps que Pékin fait [app]el à des crédits déguisés. On [esti]me à 500 millions de dollars [la d]ette actuelle de Pékin auprès [du] marché intra-bancaire inter[nat]ional. La Banque de Chine a [pas]sé des accords avec des ban[que]s japonaises et même récem[men]t britanniques et américaines, [eff]ectuant des dépôts croisés en [dev]ises *fortes* (yens, marks, francs [suis]ses) rémunérés à des taux de [l'or]dre de 7,5 %. L'argent placé à [troi]s ou quatre ans dans les suc[cur]sales de la Banque de Chine [à H]ongkong ou à Londres permet [à la] Chine d'acheter des produits *à l'étranger. Les dépôts effectués* par les banques étrangères sont beaucoup plus importants que ceux qui sont versés par l'institution financière chinoise. De tels accords, dont beaucoup doivent être renouvelés cette année, sont appelés à se multiplier. Des négociations sont en cours, actuellement à Tokyo à ce sujet.

Il existe une autre forme de crédits déguisés, pratiqués notamment par les exportateurs japonais. Ceux-ci reçoivent de la part de la Banque d'export-import de Tokyo des crédits fournisseurs, leur permettant de vendre des *produits à la Chine sur la* base de paiements différés allant jusqu'à quatre ou cinq ans. Les intérêts, de 7,25 % à 7,5 %, conformément aux engagements pris par les pays de l'O.C.D.E. sont inclus dans le prix du produit offert. Les Chinois se seraient plaints récemment qu'ils étaient trop élevés et dans certaines opérations conclues il y a quelque temps, les taux auraient été inférieurs à ces pourcentages. Les Britanniques ont critiqué ces pratiques qui pourraient déclencher une nouvelle guerre du crédit à l'exportation.

Il est question maintenant d'aller plus loin. Des banques londoniennes ont offert des lignes de crédit allant jusqu'à un million de livres à la Chine qui se serait montrée très intéressée. Revenant sur ses déclarations de principe, le gouvernement chinois, si l'on *en croit le vice-président japonais* de la Banque d'export-import, serait disposé à accepter un prêt direct de cette institution (*le Monde* du 30 août).

Les Japonais ont une longue pratique de ce type d'opération avec l'U.R.S.S. Ils ont financé ainsi certains projets soviétiques en Sibérie. La même méthode pourrait être appliquée avec la Chine. Des discussions sino-nippones sur l'exploitation en commun par les deux pays des réserves pétrolières du golfe de Pohai vont avoir lieu ce mois-ci à Tokyo. Les Japonais proposeront sans doute un prêt important dont une partie sera remboursée par la fourniture d'hydrocarbures. Une entente à ce sujet apparaît d'autant plus vraisemblable que Pékin, après les avoir condamnés, est maintenant favorable aux « accords de compensa*tion » pratiqués sur une grande* échelle par l'U.R.S.S.

Il n'est, en revanche, toujours pas question d'autoriser les investissements étrangers en Chine. Mais, là aussi, les choses évoluent vite. A Hongkong, deux sociétés communistes chinoises, la Kiu Kwong Investment Corporation et la Sun Company viennent avec la garantie de la Banque de de Chine de s'associer avec des entreprises locales pour fonder des sociétés immobilières. De telles opérations pourraient se généraliser dans la colonie britannique et à Macao. De là à penser qu'elles pourraient avoir lieu, un jour, sur le territoire chinois, il y a évidemment un grand pas à franchir. Mais... On peut tout de même remarquer que les Chinois d'outre-mer, qui sont l'objet de multiples attentions de la part de Pékin, pourraient prochainement être encouragés à investir en mère-patrie, dans le ca*dre de sociétés spécialisées* du même type que celles qui existaient avant la révolution culturelle. Actuellement les envois de fonds des Chinois d'outre-mer atteignent 400 millions de dollars par an. Ils pourraient s'élever à 1 milliard de dollars dans les années qui viennent.

La Chine pourrait enfin se procurer des capitaux étrangers sur le marché financier européen. La Banque de Chine envisagerait l'ouverture d'une succursale à Luxembourg pour surveiller les transactions sur l'euromarché. L'arrivée de la Chine en tant *que pays emprunteur ne se ferait* pas d'un seul coup. La Banque de Chine passerait tout d'abord des accords de crédits bilatéraux avec les banques européennes, et notamment londoniennes, qui se refinanceraient sur l'euromarché. Il s'agirait, en l'occurrence, de crédits indirects chinois effectués sur ce marché. Dans une seconde étape, la Chine contracterait di*rectement des emprunts.* Les grandes banques européennes constitueraient facilement, en quelques semaines, un syndicat d'émission pour réaliser une telle affaire.

La Chine apparaît maintenant comme un pays extrêmement « intéressant » pour les milieux d'affaires occidentaux. Elle a toujours payé régulièrement ses importations et sa politique financière internationale est d'une grande prudence. Reste à savoir, si elle peut conserver cette image de marque. Pour rembourser ses emprunts, elle devra exporter *davantage de produits industriels*, sur un marché mondial déjà extrêmement tendu. Elle aura du mal à se faire une place. En outre, ses objectifs de développement économique peuvent être jugés très ambitieux pour un pays qui assure *toujours* difficilement son auto-suffisance alimentaire.

MAXIME DOUBLET.

[•] *ERRATUM* : la firme [fabriq]uant, de Sipplingen (Bade-[Wu]rtemberg) que le groupe fran[çais] Jeager se propose de rache[ter] réalise un chiffre d'affaires [de] 21 millions de deutschemarks [(...] millions de francs) et non de [...] millions de francs comme [indi]qué par erreur dans nos édi[tion]s datées 10-11 septembre).

LE DÉBAT SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

III. — Les Portugais entre l'indifférence et l'hésitation

Décidés à se battre pour retarder l'échéance de l'élargissement du Marché commun, ou surtout soucieux d'obtenir des compensations, les paysans du Midi de la France sont franchement inquiets de l'ouverture de la C.E.E. à l'Espagne. Les industriels français se montrent, eux, favorables à cette perspective, sans en sous-estimer les risques. De l'autre côté des Pyrénées, les agriculteurs — et le gouvernement — voient dans l'opération la possibilité d'obtenir une certaine indépendance agricole (« le Monde » des 12 et 13 septembre). Et les Portugais ? Pour le moment, c'est tantôt l'indifférence, tantôt l'hésitation.

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

Lisbonne. — Un Portugais sur deux ignore totalement ce qu'est le Marché commun européen. *« Communauté européenne ? Connais pas... »*. C'est ce que vient de révéler, de manière surprenante, un sondage d'opinion publié à Lisbonne par l'hebdomadaire *Expresso*, dont le directeur est M. Francisco Pinto Balsemao, membre du parti social-démocrate de M. Sà Carneiro, un « européen » convaincu.

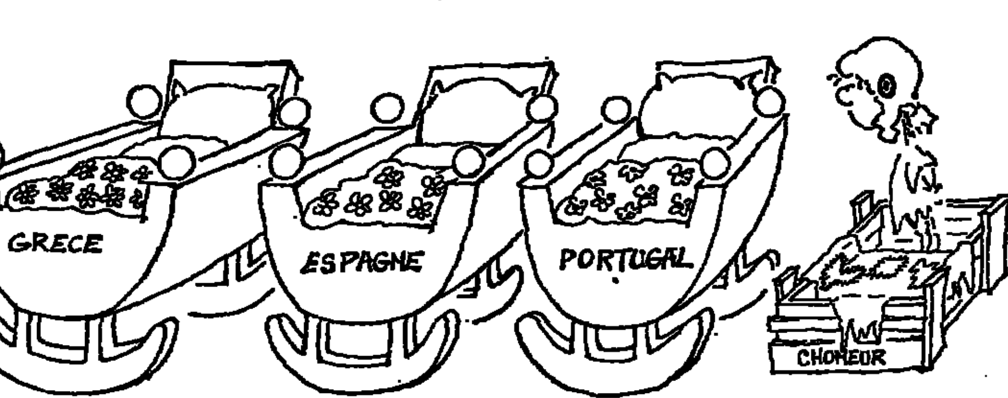
Dans la capitale, la moitié des personnes interrogées sont incapables de définir le Marché commun. A Porto, seconde ville du Portugal, c'est pis : la proportion des « pas au courant » atteint 72 %. Dans les zones rurales, particulièrement dans l'Atlenjo, la méconnaissance ou l'ignorance des problèmes liés à l'intégration du Portugal au Marché commun sont encore plus grands. Parmi ceux qui se prononcent affirmativement, une majorité estime que cette intégration va sans doute *« aggraver les problèmes du pays »*.

On est donc bien loin à Lisbonne des passions et des polémiques soulevées en France et en Espagne par le problème. Les éventuelles difficultés posées à l'économie portugaise par l'adhésion au Marché commun sont encore perçues de manière vague, exception faite, naturellement, des dirigeants et des responsables des organisations professionnelles intéressées. Mais les dossiers ne sont pas affinés, ce que l'on déplore vivement dans les milieux du patronat et de la CIP (Confédération des industriels portugais) où l'on estime qu'un *« très large débat d'opinion s'impose de toute urgence »*.

Les éventuelles réticences de certains membres des Communautés à l'égard de la candidature du Portugal n'ont pas encore été sérieusement abordées ici devant l'opinion, et la « polémique » engagée en France est à peu près totalement ignorée. Les assurances fournies par M. Giscard d'Estaing lors de son récent voyage officiel à Lisbonne ont satisfait les dirigeants, mais n'ont pas été particulièrement mises en valeur par la presse. A Madrid, le gouvernement a désigné D. Leopoldo Calvo Sotela comme ministre chargé des relations avec les communautés. A Lisbonne, pas de ministre « européen », mais une simple « commission » (présidée par M. Constancio, après l'avoir été par M. José Silva Copès, nouveau ministre des finances et du plan), organisme dont l'activité a été jusqu'à présent modeste, à en croire les dirigeants du patronat et des organisations agricoles.

Une tentative d'explication à ce manque de « passion » ? Le Portugal a vécu pendant plus de quarante ans derrière les murailles solides édifiées par le salazarisme qui redoutait plus que tout *« les influences pernicieuses de l'étranger »*. Les Portugais ont été condamnés au silence, au repliement et à la méditation sur les vertus de la petite patrie préservée. Les soucis, les drames provoqués par la guerre coloniale en Afrique n'ont pas contribué à l'ouverture.

Un certain courant « européen » s'est pourtant développé dans les dernières années du gouvernement Caetano, successeur et héritier de Salazar : le seceteur économique et financier non directement intéressé au marché « colonial » estimant alors qu'il convenait de préparer l'avenir et de « réorienter » les échanges du Portugal, de chercher des « créneaux » où la concurrence serait jouable.



Dessin de CHENEZ.

Le plus faible des candidats

Cette méconnaissance globale d'une partie de l'opinion surprend d'autant plus que le Portugal est déjà entré dans le processus d'intégration. Un accord commercial a été conclu en 1972 avec les communautés européennes, et toutes les barrières douanières à l'importation au Portugal des produits industriels européens devront en principe être levées en 1985. De ce point de vue, M. Victor Constancio, ministre des finances du deuxième gouvernement constitutionnel de M. Mario Soares, est optimiste. *« Les barrières,* dit-il, *ont été levées à 40 % et nous avons accepté le calendrier qui prévoit que ce taux atteindra 75 % en 1980. Nous nos sommes engagés à éliminer le reste et nous tiendrons le défi. Mais cet effort doit comporter des compensations, car le Portugal est le plus faible et le plus petit des trois candidats à l'adhésion... »*.

Les soubresauts, économiques et politiques, ayant suivi la révolution d'avril 1974 ont sans doute contribué à cacher aux Portugais l'urgence et l'importance de leurs options internationales. Ces turbulences post révolutionnaires n'ont pas épargné une économie déjà fragile et trop longtemps protégée de manière artificielle. Que le Portugal soit le plus faible des candidats, cela n'est pas douteux. La consommation privée par habitant et par an est de 1 230 dollars en moyenne (plus de 2 000 en Espagne). On compte 97 voitures de tourisme pour mille habitants (136 en Espagne) ; 113 téléphones pour mille habitants (320 en Espagne et 220 en Grèce). Même décalage en ce qui concerne les postes récepteurs de télévision (66 pour mille au Portugal et 174 pour mille en Espagne). Le taux de la mortalité infantile est voisin de 37 pour mille. A bien des égards, le Portugal est encore plus proche de certains pays du tiers-monde que du groupe des nations industrialisées.

M. Constancio fait valoir que les mesures de redressement engagées parallèlement à la négociation d'un prêt avec le Fonds monétaire international ont donné des premiers résultats « encourageants » : un taux d'inflation de 20,8 % au cours des sept premiers mois de 1978 (27 % en 1977) ; une hausse de la valeur des exportations de l'ordre de 14 %, comparée à une hausse de 11,7 % des importations. *« Une balance favorable pour la première fois depuis bien longtemps »*, ajoute-t-il.

Le ministre sortant, dont le rôle a été déterminant dans les négociations avec le F.M.I. et la préparation des négociations avec le Marché commun, redoute que la prolongation de la crise politique et les incertitudes actuelles ne rendent les prochains pourparlers encore plus difficiles. Il est d'ores et déjà douteux que le plan de trois ans, qui était en discussion, puisse être présenté en temps utile. Les rendez-vous d'octobre avec la C.E.E. et de novembre avec le F.M.I. (il était entendu que les termes de l'accord avec le Fonds monétaire devaient être révisés avant la fin de l'année) devront peut-être être retardés. Le problème du financement de la balance des paiements, résolu selon M. Constancio pour 1978, risque de se reposer avec acuité en 1979.

Aussi la Commission européenne a-t-elle déjà recommandé aux pays membres que le Portugal bénéficie non seulement d'une aide financière à la restructuration et à l'investissement, mais aussi d'une action de soutien à sa balance des paiements. La Commission a estimé la période de transition d'un minimum de cinq ans et d'un maximum de dix ans. Les Portugais font état, eux, d'une « fourchette » de quatre à dix ans. Leur produit national brut représentant seulement 1 % de celui des Neufs, ils jugent que l'équilibre économique de la Communauté ne sera guère affecté par leur entrée.

Périls pour l'agriculture portugaise

S'ils se disent en état d'honorer leurs engagements pris en 1972, les dirigeants portugais mettent l'accent sur les « risques » spécifiques pour leur industrie et leur agriculture. *« Dans le domaine agricole, nous ne saurions représenter un « danger » comparable à celui de l'Espagne, sauf peut-être pour le vin. Or nos exportations de vin, y compris le vin de Porto, dont la France est maintenant un client important, ont représenté, en 1977, 1 % seulement de la production totale de la C.E.E. C'est négligeable. En revanche, nous sommes de gros importateurs de produits alimentaires. Notre adhésion pourrait favoriser une hausse des prix intérieurs. Le vrai problème se situe dans le secteur de la viande, du lait et des produits laitiers. Notre productivité est faible, nos prix relativement élevés. Là, la concurrence de la Communauté est sévère. C'est la survie de nos petits exploitants agricoles qui est en cause, particulièrement dans le Nord et le Centre. Et une révision des structures agraires demande du temps... »*

On peut ajouter que la réforme agraire, qui n'a pas touché le centre et le sud du Portugal, est bien loin d'être « normalisée ». Les conflits liés à l'application de la réforme dans l'Alentejo ont fait tomber le gouvernement Soares, et cette question demeure évidemment l'une des plus brûlantes. Une incertitude demeure dans ce domaine-clé pour la modernisation des structures d'un pays qui va dépenser 1 milliard de dollars en 1978 pour ses importations de produits alimentaires (particulièrement des céréales), soit plus que le montant des crédits accordés par le F.M.I.

L'espoir du patronat

Les inquiétudes des dirigeants pour l'industrie concernent la proximité de l'Espagne *« dont le développement est infiniment plus grand »*. *« Quelles seront les conditions de développement des nouvelles industries dont nous avons besoin ? »* « Voilà, dit-on dans les milieux dirigeants, *notre « interrogation essentielle. »* *« Nous aurons besoin de protection dans le secteur de la métallurgie et de la mécanique. Une solution pourrait être notre association avec des entreprises européennes — un accord avec Renault vient d'être conclu dans ce sens — créatrices d'emplois et disposant d'une haute technologie. Mais globalement, les problèmes posés par le Portugal sont faibles, comparés à ceux suscités par l'Espagne qui n'est pas membre comme nous de la zone de libre-échange... »*

La CIP (Confédération des industriels portugais) a dit « oui » à l'entrée dans le Marché commun, mais avec ses « réserves » en ce qui concerne le sort des petites et moyennes entreprises sont de plus en plus vives. La CIP, qui attend de l'entrée dans la Communauté une *« accélération de la modernisation des structures »*, souhaite qu'un large débat national soit ouvert afin que les *« choses soient très claires »*. L'entrée dans l'Europe n'est selon elle *« ni un sauvetage miraculeux ni une descente aux Enfers »*. Cette adhésion doit, selon le patronat portugais, *« assurer les conditions de récupération d'une économie dévastée »*. Le processus *« sera accompagné de risques graves »*, mais le bilan doit être *« positif »*.

Espérant sans doute un *« alignement sur le modèle capitaliste occidental »*, la CIP regroupe en majorité des petites et moyennes entreprises, bien que sa création en 1974 ait été inspirée par les grands monopoles, type Melo. La survie des P.M.E. portugaises, *qui ont proliféré grâce au* système protectionniste du salazarisme et sont le symbole de ce capitalisme « familial » typiquement portugais, est directement liée à une « modernisation » indispensable mais redoutable. Trop longtemps protégées par les lois corporatives, elles ne sont pour la plupart guère concurrentielles. Leur « élimination » éventuelle comporte des risques certains d'explosion politique. Aussi, les partis apparaissent très divisés et indécis sur cette question de la reconstitution d'un secteur capitaliste moderne.

Le débat sur le Marché commun peut permettre au patronat de relancer la remise en question *« des erreurs et des absurdités des premières années de la révolution »* et d'une aide aux petites et moyennes entreprises en péril. C'est toute la problématique économique et sociale du mouvement d'avril 1974 — et implicitement *la révision de la Constitution* — qui va se poser par le biais du débat sur l'intégration.

Même écho chez les dirigeants de la CAP (Confédération des *agriculteurs portugais)* qui dénoncent la réforme agraire coupable, selon eux, de tous les maux de l'agriculture. *« La chute de la récolte de blé est catastrophique, alors que nous importons 800 000 tonnes de céréales. Paradoxe, le Portugal va importer du vin en 1978, la production étant tombée de 50 %. Des milliers d'hectares attribués aux unités collectives de production (U.C.P.) et irrigués ne sont pas cultivés. Manque de cadres compétents, manque de crédits, mauvaise gestion : le Sud a été injustement pénalisé par la réforme. La terre doit retrouver la confiance pour exporter plus et produire mieux...*

» Nous acceptons l'option européenne, affirment les dirigeants de la CAP, *avec tous les sacrifices que cela implique. Car nous espérons que cette option permettra de mettre fin aux ambiguïtés actuelles. »*

Les communistes divisés

Tout à la fois européen, atlantique et africain, le Portugal est, pour des raisons parfois contradictoires, très intéressé à entrer dans le Marché commun, mais conscient des difficultés que cela entraînera. *« L'Europe,* dit un banquier, *va nous contraindre à accélérer la modernisation de notre économie. Tout le monde est bien d'accord là-dessus... »*

Tout le monde ? Pas exactement. Seul de toutes les formations politiques portugaises et se séparant, là aussi, du parti communiste espagnol (partisan résolu de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun), le P.C.P. de M. Cunhal est contre l'Europe. Mais des remous semblent agiter le P.C. portugais au niveau des cadres moyens et jeunes, qui souhaitent une « révision » sur la question européenne. Conséquence inattendue : le débat sur l'adhésion à la C.E.E. pourrait bien favoriser une atténuation des positions rigides de l'état-major du parti communiste portugais.

Prochain article :

LA GRÈCE APRÈS SEIZE ANS D'ASSOCIATION

Pour le P.S.

L'intégration économique de l'Espagne doit s'effectuer en plusieurs étapes

De notre correspondant régional

Toulouse. — Sur l'initiative de M. Alain Savary, député de la Haute-Garonne, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, des dirigeants du parti socialiste du Grand Sud-Ouest et du parti socialiste ouvrier espagnol viennent de se réunir à Toulouse pour étudier le problème de l'élargissement de la Communauté européenne.

M. Savary a rappelé, au cours de la conférence de presse de clôture, que les instances nationales de son parti donneraient, le 27 septembre à Montpellier, des précisions sur leur position que chacun sait positive. *« Oui, le P.S. est favorable à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Et cette entrée doit être immédiate et à part entière, dès lors que nous aurons trouvé une solution aux problèmes de la viticulture, notamment pour les surfaces, les prix et les salaires de nos nouveaux partenaires méditerranéens. Il nous faudra aussi tenir compte de la présence de Basques et de Catalans des deux côtés des Pyrénées. Paris doit comprendre enfin que, si le Grand Sud-Ouest ne doit pas déterminer à lui seul la politique sur ce sujet, le gouvernement français, lui, doit tenir compte du Grand Sud-Ouest. »*

Pour la délégation des instances nationales du P.S., M. Robert Pontillon, sénateur des Hauts-de-Seine, secrétaire national chargé des affaires internationales, et M. Jean-Pierre Cot, député de Savoie, délégué national chargé des affaires européennes, ont exprimé le souhait des socialistes et des sociaux-démocrates des Neuf d'admettre l'Espagne dans la Communauté. *« L'Europe connaît des difficultés. Les candidats à la C.E.E. ont aussi leurs problèmes. Les pays nordiques sont peut-être méfiants face aux pays méridionaux et ces problèmes sont peut-être plus sensibles au plan des marchés agricoles avec la viande, les céréales, le vin. Il faudra protéger les producteurs contre un éventuel dumping. La procédure d'intégration risque d'être longue. Aussi est-il nécessaire de se décider vite sur le principe. »*

Les parlementaires socialistes français sont ainsi favorables à une négociation rapide en vue de l'intégration politique de l'Espagne dans la Communauté européenne. Ils ont souhaité, en revanche, que l'adhésion économique se fasse progressivement après une période de transition, qui pourrait être d'au moins dix années. Pour M. Cot, *« il faudra que l'opération se fasse par phases successives et que soit réellement appliquée la politique agricole commune, qui devra être étendue à l'ensemble des productions méditerranéennes »*.

La délégation espagnole comprenait notamment MM. Luis Yanez, secrétaire national du P.S.O.E., chargé des affaires internationales ; Luis Albinana, député de Valence, secrétaire national chargé des affaires de l'émigration ; Manolo Marin, député de la Manche, chargé des relations avec la C.E.E., et José Martinez, membre du comité directeur du P.S.O.E. Leurs porte-parole ont dit l'unanimité de tous les partis espagnols pour une entrée immédiate de leur pays dans la Communauté. Selon M. Luis Yanez, cette admission favoriserait la classe ouvrière de son pays et contribuerait à consolider la démocratie dans la péninsule ibérique. — L. P.

PRESSE

● *La Gueule ouverte*, hebdomadaire de l'environnement, a transformé sa formule dans le but de sensibiliser un plus large public aux problèmes de l'écologie politique, de la non-violence et des dangers du nucléaire. Le numéro du 13 septembre offre notamment une interview de D. Cohn-Bendit, un dossier sur le nucléaire dans les pays européens et une approche du problème que pose l'élection du Parlement européen. (Le numéro : 5 F.)

● Le *Financial Times*, quotidien londonien qui fait autorité en ce qui concerne les problèmes économiques et financiers, a l'intention de lancer, au cours du quatrième trimestre, une publication hebdomadaire, spécialement préparé pour l'Amérique, qui aura pour titre *World Business Weekly*. Dans un communiqué diffusé le 12 septembre simultanément à Londres et à New-York, M. Alan Hare, président du conseil d'administration et directeur général du *Financial Times*, déclare que le World Business *Weekly*, dont il sera l'éditeur, *« aura pour objectif un « créneau » inoccupé sur le marché américain, qui a besoin de plus d'informations sur les affaires internationales, écrites spécialement pour les Américains, qu'il n'en reçoit actuellement »*.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CARREFOUR

Au 30 juin 1978 :

— Le chiffre d'affaires hors taxes de la société Carrefour s'établit à 3 827 millions de francs comparable à 3 477 millions de francs (venette comprise pour 106 millions de francs). Au premier semestre 1977 (+ 10 %).

— Les amortissements s'élèvent à 50,6 millions de francs contre 51,7 millions de francs en 1977.

— Le résultat avant impôt et participation des salaires ressort à 160,2 millions de francs contre 118,6 millions de francs (venette comprise), soit une progression de 35 %.

— Ce résultat s'entend hors plus-value ou dépréciation de notre portefeuille (plus-value de 10,4 millions de francs en 1978 sur la cession de nos titres distrimas-Belgique) et hors dividendes reçus de nos filiales (19 millions de francs en 1978 contre 11 millions de francs en 1977). Le bénéfice arrêté par le conseil qui comprend ces deux éléments ressort à 189,6 millions de francs.

TAITTINGER C.C.V.C.

Les résultats provisoires du premier semestre de l'exercice 1978 font apparaître un bénéfice net de : 1.758.205 F, contre 1.478.000 F pour la période correspondante de l'exercice précédent. *Ils* s'entendent après 3 millions de francs de provisions exceptionnelles jugées nécessaires par le conseil d'administration, dont 1.500.000 F pour couvrir les risques de la prochaine vendange qui devrait, en quantité, être inférieure à la moyenne.

Le champagne TAITTINGER dont le chiffre d'affaires du premier semestre est en augmentation de 19,20 % sur celui des six premiers mois de 1977 dispose de stocks importants qui doivent lui permettre de poursuivre son expansion malgré la perspective de cette récolte déficitaire en *Champagne*.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS - VIELJEUX

Les actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, réunis en assemblée générale ordinaire, 16, avenue Matignon, à Paris-8e, le 12 septembre 1978, ont :

— Approuvé les comptes de l'exercice 1977-1978 ;

— Décidé la mise en distribution à compter du 25 septembre 1978 d'un dividende de 13,50 F par action assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 6,75 F, donnant un total de 20,25 F par action (contre 17,55 F au titre du précédent exercice).

Le dividende sera payé dans les banques habituelles contre remise du coupon n° 81 pour les actions au porteur et estampillage des certificats nominatifs.

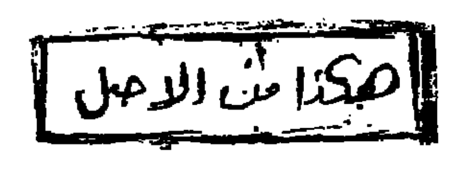
USINOR

La société USINOR communique :

Selon les termes d'une interview publiée dans un grand quotidien du matin, le mardi 5 septembre 1978, Monsieur le premier ministre a indiqué : *« qu'à la fin de 1976 (quand il a pris le dossier de la sidérurgie), il a constaté qu'il fallait en France douze heures pour produire une tonne d'acier, contre moins de huit heures en Allemagne et à peine six heures au Japon »*.

En ce qui la concerne, la société USINOR précise que pour l'ensemble de ses fabrications et pour la totalité du personnel, sa productivité consolidée a évolué comme suit, en heures de travail et centièmes d'heures à la tonne d'acier produite :

1974	7,75
1975 (début de la crise de l'acier	9,22
1976	8,42
1977	8,31
1er semestre 1978	7,06



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
12 SEPTEMBRE

Consolidation

La hausse des cours s'est interrompue mardi à la Bourse de Paris, où l'indice moyen des valeurs françaises a baissé d'un peu moins de 0,50 % après un gain initial de 0,40 %.

Cette baisse était attendue par certains qui la jugeait inévitable et même salutaire après les 4 % de hausse enregistrés au cours des trois séances précédentes. En haut lieu, parait-il, on se montrait un peu préoccupé par la rapidité d'une progression jugée excessive, et des conseils de modération auraient été donnés aux organismes de placement collectif.

Que la chose soit exacte ou supposée, une consolidation apparaissait logique, d'autant que l'environnement international n'est pas des meilleurs : les difficultés rencontrées à Camp David, la situation de l'Iran, etc.

Dans ces conditions, on a vu plafonner les titres recherchés précédemment. Saint-Gobain à Pont-à-Mousson, dont le droit de souscription se maintient un peu au-dessous de 6 F après un début à 4,60 F mardi, PUK, Rhône-Poulenc (qui cède un peu de terrain). Un net repli a été noté sur Crédit Foncier Immobilier, Crédit du Nord, J. Borel, L.M.T., Moulinex, Aquitaine, Lyonnaise des Eaux.

Avance en revanche de Carrefour (sur ses résultats semestriels), Générale occidentale, Perrier, Printemps, Redoute. Aux valeurs étrangères, le fait notable a été la fermeté des pétroles internationaux « domestiques » (Norsk Hydro, Pétrofina) qui bénéficient de la tension en Iran. Reprise modérée des mines d'or en liaison avec celle du métal à Londres.

Sur le marché parisien de l'or, le lingot a perdu 50 F à 29 395 F, tandis que le napoléon restait stable à 260 F, avec un chiffre d'affaires avoisinant 10 millions de francs.

LONDRES

Le calme règne sur le marché mercredi matin, mais la tendance reste soutenue dans l'ensemble, notamment aux industrielles et aux pétroles. Recul, toutefois, des Fonds d'État. Nouvelle avance des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 206 80 contre 208

VALEURS	CLOTURE 11 9	COURS 12 9
Beecham	740 ...	740 ...
British Petroleum	980 ...	982 ...
Courtaulds	122 ...	122 ...
De Beers	474 ...	463 ...
Imperial Chemical	414 ...	416 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	258 ...	259 ...
Shell	580 ...	593 ...
Vickers	207	209 .
War Loan 3 1/2 %	31 1 2	31 5 8
*West Driefontein	32 1 2	33 .
*Western Holdings	27 3 8	27 3 4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

HITACHI. — Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 mars dernier s'élève à 77 849 millions de yens contre 70 169 millions pour un chiffre d'affaires de 2 376 972 millions de yens contre 2 221 999 millions.

SONY. — Le bénéfice net consolidé pour l'exercice s'achevant le 31 octobre prochain sera très inférieur au précédent (34,84 milliards de yens). Mais il est encore trop tôt pour évaluer le montant de cette baisse, a déclaré M. Kimio Okura, directeur général de la firme. Quant au chiffre d'affaires, sa progression sera moindre que celle prévue initialement. Selon M. Okura, la forte appréciation du yen sur les marchés des changes internationaux est responsable de cette dégradation des résultats, près des deux tiers des ventes de la société étant réalisées à l'étranger.

GENERAL MINING. — La société annonce pour le premier semestre un dividende intérimaire de 105 cents contre 90 cents. Le bénéfice net attribuable au 30 juin atteint 28,32 millions de rands contre 21,4 millions. La société envisage de diviser ses actions par cinq.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12 9	13 9
1 dollar (en yens)	192 20	191 83

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 3/8 %

NEW-YORK

Nouveau repli

Amorcé vingt-quatre heures plus tôt, le mouvement de repli s'est poursuivi mardi à Wall Street dans un marché modérément actif et en clôture l'indice des industrielles accusait une baisse de 1,30 point à 906,44. Sur 1 915 valeurs traitées, 795 ont fléchi, 674 ont progressé et 446 n'ont pas varié.

L'activité a porté sur 34,46 millions de titres contre 39,77 millions la veille.

L'issue toujours problématique des négociations Begin-Sadate à Camp David, le résultat incertain du vote qui doit intervenir au Sénat sur la fixation du prix du gaz, enfin et surtout la perspective d'un relèvement imminent des taux de base bancaires évoqués par de nombreux spécialistes ont constitué autant de facteurs dissuasifs qui ont freiné la demande.

Indices Dow Jones : transports, 260,08 (— 0,54) ; services publics, 107,58 (— 0,17).

VALEURS	COURS 11 9	COURS 12 9
Alcoa	47 1 4	47 ...
A.T.T.	62 1 8	62 1 4
Boeing	71 1 4	70 7 8
Chase Manhattan Bank	35 1 8	34 3 4
Du Pont de Nemours	130 ...	128 3 4
Eastman Kodak	64 ...	64 1 4
Exxon	51 7 8	52 1,2
Ford	46 3 8	46 .
General Electric	55	54 1/4
General Foods	34 1 2	34 1 4
General Motors	65 5 8	65 3 8
Goodyear	17 3 8	17 1 2
I.B.M.	300 ...	300 3 8
I.T.T.	33 1 2	33 1 2
Kennecott	23 3 8	23 1 4
Mobil Oil	71 1 2	71 1 2
Pfizer	38 1 8	38 1 4
Schlumberger	91 3 4	92 ...
Texaco	24 7 8	24 7 8
U.A.L. Inc.	43	44 1 4
Union Carbide	41 7 8	41 5 8
U.S. Steel	27 1 2	27 5 8
Westinghouse	23 ...	22 7 8
Xerox	61 1/4	60 ...

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, Base 100 : 30 déc. 1977.)

	11 sept.	12 sept.
Valeurs françaises	152,8	152,2
Valeurs étrangères	109	109,3

C[ie] DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	85,5	85,6

BOURSE DE PARIS - 12 Septembre - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	34	2 852	GAN (Sté) Centr.	616	618	Laffitte-Bail	163	162	Immoinvest	94	94 ..
5 %	62 60	3 068	Protectrice A.I.R.	265	265	Locabail Immob.	332	328	Cie Lyon. Imm.	115	113 .
5 % 1920-1960	d150	3 068	S.P.E.G.	187 50	182 50	Loca-Expansion	116	115 90	UFIMEG	98	100 .
3 % amort. 45-54	71	0 353	U.A.P.	556	...	Locafinancière	159	159 .	U.G.I.M.O.	122 60	123
Emp. 6,80 % 77.	104 40	2 724	Banque Hypot. Eur.	285 10	285	Sté Cent. Banq.	67 90	68	Gestion Sélect.	250	250 .
E.D.F. 6 1/2 1950.	121	2 066	Banque Nat. Paris	321	321	Sté Générale	201 ..	201 .	Sofragi	228	228
— 5 % 1960.	197 10	2 863	(Li) B Scalb. Dup.	188	188	SOFICOMI	...	236			
			Banque Worms	203	210	Sovabail	355	360	Abeille (Cie Ind.)	285	285 .
			C.S.I.B.	61 70	61 50	UCIP-Bail	149 80	150 .	Applic. Hydraul.	729	726 .
			Cofica	93 ..	90 ..	Unibail	250	250	Artois	95 ..	.
			C.A.M.E.	90	87 ..	Un. Ind. Crédit	294 ..	295	Centen. Blanzy	345	345 .
			Creditel	138	135 20				(NY) Centrest	132	135 ..
			Créd. Gen. Indust	269	269 .	Cie Foncière	108 20	110 20	(NY) Champex	126	... ..
			Cr. Ind. Als.-Lor.	171 10	173 .	C. G. V.	275	276	Charg. Réun. (p.)	2850	
			Crédit Lyonnais	316 70	316 70	Fonc. Chât.-d'Eau	592	591 .	Comindus	470	470

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Emp. 7 % 1973.	3650	3655	Electro-Banque	156	156 90	(M) S.O.F.I.P.	...	...	(Li) Dév. R. Nord.	163	162 90
E.D.F. parts 1950	522	... ..	Eurobail	143	145	Fonc. Lyonnaise	575	575 .	Electro-Financ.	309	300
E.D.F. parts 1950	521	... ..	Financière Sofal	328	321	Immob. Marseille		1030 .	(M) Et. Particip.	68	
Ch. France 3 %	178 ..	178 ..	Fr. Cr. et B (Cie)	70	71	Louvre	260	263 .	Fin. Bretagne	57	57 90
			France-Bail	274	270 50	Midi	...	...	Fin. Ind. Gaz Eaux	499	499
A.G.F. (Sté Cent.)	480	480	Hydro-Energie	19 70	19 50	Rente foncière	...	325 50	Fin. et Mar. Part.	74	75 50
Ass. Gr. Paris-Vie	1760	1760 d	Immobail B.T.P.	183	182 50	SINVIM	135	137 .	France (La)	465	464
Concorde	379 80	386	Immobanque	245	244 90	Cogifi	142	142	La Mure	40 30	40
Epargne France	294		Immofice	208	205 20	Foncina	113	113	Lebon et Cie	222	220 50
Financ. Victoire	280	279 50	Interbail	210	210	Gr. Fin. Constr.	145 ..	146	(NY) Lardex	...	123
Fonc. T.I.A.R.D.O.	200	201	— (obl. conv.)	212	214 .	Immindo	154 ..	156 50	Cie Marocaine	... ..	27 60

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Comiphos	92[illegible]	93 ..	Carbone-Lorraine	69 ..	70 ..	Noranda	125	
S.M.A.C.	..	..	Delalande S.A.	266 ..	277	Nat. Nederlanden	232 10	235 50
			Finalens	58	58 90	Olivetti	6 55	6 60
			FIPP	100	100 10	Pakhoed Holding	.. ..	80 ..
Gaumont	...	475	(Ly) Gerland	250	258	Petrofina Canada		
Pathé-Cinéma	73 20	75 .	Gévelot		195	Pfizer Inc.	168 ..	165 30
Pathé-Marconi	...	87 ..	Grande-Paroisse	164	157 70	Phoenix Assuranc	20 40	
Tour Eiffel	128 .	123 ..	Huiles G. et dér.	144 ..	44	Pirelli	5 30	5 80
			Novacel			President Steyn		52 50
			Parcor	1035	1050	Procter Gamble	398	395 .
Air-Industrie	.. ..	64	Quartz et Silice	55 10	56 10			
Applic. Mécan.	35	35 20	Ripolin-Georget		60 ..	Rolinco	294 10	295
Arbel	140	140 90	Rousselot S.A.	550	550	Robeco	358 20	361 50
Av. Dass.-Breguet	338	338 ..	Soufre Réunies		186 50			
Bernard-Moteurs		50	Synthelabo	168	169 90	Shell Tr. (port.)	49	49 ..
B.S.L.	140	141 80	Thann et Mulh.	32	32 20	S.K.F. Aktiebolag	70 20	
C.M.P.	297 ..	297	Ufiner S.M.D.	125 80	123 60	Sperry Rand	208	203 ..
De Dietrich	524	520				Steel Cy of Can.	... ..	109 .
Duc-Lamothe	..	404				Stilfontein	... ..	16 50
E.L.M.-Leblanc	399	400	Agache-Willot	917	916	Suéd. Allumettes		
Ernault-Somua	59 60	62 .	Filés Fourmies	26 80	26 10	Tenneco	138	136 ..
Facom	510	520	Lainière-Roubaix	53 ..	52 70	Thorn Electrical	.. ..	.. ..

VALEURS	Emission frais inclus	Rachat net
13 9		
Creditater	156 50	149 40
Croissance-Imm.	175 14	167 20
Euro-Croissance	168 52	160 88
Financière Privée	406 17	387 75
Fructidor	157 03	149 91
Gestion Mobilière	229 20	218 81
Mondiale Invest.	193 20	184 44
Natio Valeur	275 83	263 32
Oblisem	135 62	129 47
Optimavalor	182 12	173 86
Planinter	310 25	296 18
Sicavimmo	255 01	243 46
S L Est	480 44	468 20
Sogineco	136 78	130 58
Saginter	441 84	421 84
Valorem	188 90	180 33

* Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
220	Exxon Corp.	227	227 80	224 90	225 ..
205	Ford Motor.	203 50	205	205	201
104	Free State.	106 10	108 20	108 20	106 30
245	Gen. Electric	244 20	242 80	242 .	242 80
48	West Deep.	50 10	50 70	51 50	51 70
123	West Hold.	121	122 50	122 50	120 10
260	Xerox Corp.	271 50	268 80	268 80	265 30
0 90	Zambia Corp	0 92	0 90	0 91	0 89

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13 9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 400	4 372	4 40
Allemagne (100 DM)	219 050	218 830	219 ...
Belgique (100 F)	13 915	13 923	13 475
Pays-Bas (100 fl.)	201 870	201 900	201 50
Danemark (100 krd)	79 730	79 660	79
Suède (100 krs)	98 270	98 190	98 25
Norvège (100 k.)	83 180	83 040	82 50
Grande-Bretagne (£ 1)	8 498	8 581	8 60
Italie (1 000 lires)	6 250	6 236	5 25
Suisse (100 fr.)	269 890	269 050	269 50
Autriche (100 sch.)	30 320	30 330	30 32
Espagne (100 pes.)	5 908	5 890	5 55
Portugal (100 esc.)	9 610	9 590	9 75
Canada ($ can 1)	3 791	3 758	3 815
Japon (100 yens)	2 289	2 282	2 23

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/9
Or fin (kilo en barre)	29375	29350
Or fin (en lingot)	29445	29395
Pièce française (20 fr.)	260	260
Pièce française (10 fr.)	203 10	204 90
Pièce suisse (20 fr.)	263 50	260 20
Union latine (20 fr.)	239	238 50
Souverain	260	261 20
Pièce de 20 dollars	1298 40	1290
Pièce de 10 dollars	681	676 20
Pièce de 5 dollars		
Pièce de 50 pesos	1141	1136 ..
Pièce de 10 florins	239 50	233 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 13 septembre 1978 a été tiré à 557 131 exemplaires.

Au championnat du monde d'échecs

AJOURNEMENT DE LA VINGT ET UNIÈME PARTIE

La vingt et unième partie du championnat du monde d'échecs, qui oppose à Baguio le Soviétique Anatoly Karpov tenant du titre à Victor Kortchnoï, a été ajournée par ce dernier au quarante-troisième coup, le mardi 12 septembre.

Le secondant de Kortchnoï, le grand maître britannique Raymond Keene, et l'ancien champion du monde Mikhail Tahl ont tous les deux déclaré que les blancs avaient une bonne chance de l'emporter.

Rappelons qu'il faut six victoires pour devenir champion du monde, et que Karpov mène par 4 à 1.

CHAMPIONNAT DU MONDE
(vingt et unième partie)

Blancs : VICTOR KORTCHNOI
Noirs : ANATOLY KARPOV

Blancs	Noirs	Blancs	Noirs
1. ç4	Cf6	23. 0-0	T×ç4
2. Cç3	é6	24. Td1	Dé5
3. Cf3	d5	25. g3	a6
4. d4	Fé7	26. Db3	b5
5. Ff4	0-0	27. a4	Tb4
6. é3	ç5	28. Dd5	D×d5
7. d4×ç5	F×ç5	29. T×d5	Tf8
8. Dç2	Cç6	30. a4×b5	a5
9. Td1	Da5	31. Td8	T×b2
10. a3	Té8	32. Ta8	f5
11. Cd2	é5	33. T×a5	Fb4
12. Fg5	Cd4	34. Ta8+	Rf7
13. Db1	Ff5	35. Ca4	Tb1+
14. Fd3	é4	36. Rg2	Fd6
15. Fç2	C×ç2+	37. Ta7+	Rf6
16. D×ç2	Da6	38. b6	Fb8
17. F×f6	D×f6	39. Ta8	Fé5
18. Cb3	Td6	40. Cç5	Fd6
19. T×d5	Té5	41. b7	Ré7
20. Cd4	Tç8	42. Tg8	Fé5
21. T×é5	D×é5		
22. C×f5	D×f5		Ajournement.

A B C D E F G

LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Important mouvement préfectoral

Pour la neuvième fois depuis qu'il est responsable du ministère de l'intérieur, M. Christian Bonnet fait approuver par le conseil des ministres un important mouvement préfectoral. Au total, depuis l'accession de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, plus de cent trente préfets ont changé d'affectation. Le mouvement approuvé mercredi 13 septembre a été rendu nécessaire non seulement par le décès accidentel, survenu le 27 août dernier, de M. Jannin, préfet de l'Isère, mais aussi par le désir de deux préfets de quitter l'administration pour entrer dans le secteur privé. Il s'agit de MM. Manière, préfet de la Sarthe, et Deleplanque, préfet de la région de Lorraine.

Enfin, la mise en position hors cadre de M. Henry Gevrey, préfet du Finistère depuis le mois d'avril 1978, constitue en réalité une sanction à la suite des incidents qui avaient marqué le voyage de M. Giscard d'Estaing dans ce département, le 3 août dernier, et au cours duquel des manifestants avaient perturbé la visite du chef de l'État à Portsall. Un proche collaborateur du président de la République, M. Philippe Sauzay, quitte l'Elysée pour recevoir une promotion dans le corps dont il était issu. — A. P.

LORRAINE :

M. Jean BRENAS

M. Jean Brenas, préfet des Yvelines, est nommé préfet de la Moselle, préfet de la région lorraine en remplacement de M. Jean Deleplanque, placé sur sa demande en disponibilité.

[Né en 1925 à Château-Arnoux (Alpes-de-Haute-Provence), M. Jean Brenas a pris part à la Résistance avant d'être déporté à Dachau. Ancien élève de l'ENA, il commence sa carrière administrative, en 1947, comme administrateur civil. Après avoir occupé diverses fonctions territoriales il devient, en 1964, directeur de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et adjoint au directeur général des collectivités locales, puis la même année membre suppléant du comité des plans régionaux. En 1969, il est nommé directeur général des collectivités locales et devient vice-président de la commission des villes du VIe Plan, vice-président de la commission de l'eau du VIe Plan. Le 31 décembre 1969, il est nommé préfet de la Sarthe. En mars 1974, il prend en charge le secrétariat général de la préfecture de la région parisienne et en juin 1974 il est nommé préfet des Yvelines. Commandeur de la Légion d'honneur, M. Brenas est titulaire de la médaille de la Résistance et la France libre.]

SARTHE :

M. Philippe SAUZAY

M. Philippe Sauzay, chef de cabinet du président de la République, est nommé préfet de la Sarthe en remplacement de M. Henry-Jean Manière, admis en congé spécial sur sa demande.

[Né le 29 février 1936 à Bône (Algérie), M. Philippe Sauzay, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'ENA, est affecté en 1963, comme administrateur civil, au service de l'action économique à la direction générale des collectivités locales. Chargé de mission, puis à partir de 1967 conseiller technique auprès d'André Malraux, alors ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, il est nommé en 1969 sous-préfet, directeur du cabinet du préfet du Doubs, préfet de la région Franche-Comté (M. Chadeau). Deux ans plus tard, M. Sauzay entre au cabinet de M. Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances, où il exerce successivement les fonctions de chargé de mission, de chef adjoint du cabinet et de conseiller technique plus particulièrement chargé des collectivités locales. Depuis mai 1974, il était chef de cabinet du président de la République.]

FINISTÈRE :

M. Pierre JOURDAN

M. Pierre Jourdan est nommé préfet du Finistère, en remplacement de M. Henri Gevrey, placé en position hors cadres.

[Né en 1932 à Sfax (Tunisie), M. Pierre Jourdan est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Après avoir occupé plusieurs postes de chef de cabinet, il est nommé, en 1960, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet du Gard, puis, en 1962, sous-préfet de Saint-Flour et, en 1965, directeur du cabinet du préfet délégué pour le département du Val-de-Marne. Il occupe ensuite, de 1968 à 1973, les fonctions de conseiller technique puis de chef de cabinet auprès de M. Olivier Guichard successivement aux ministères du Plan et de l'aménagement du territoire, de l'éducation nationale et de l'équipement. Il est nommé, en août 1973, secrétaire général des Hauts-de-Seine, puis, en 1975, directeur du cabinet du préfet de la région parisienne, enfin, en avril 1977, secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France.]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE :

M. Jean CHASSAGNE

M. Jean Chassagne, sous-directeur des personnels à la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur, est nommé préfet des Alpes-de-Hautes-Provence, en remplacement de M. Paul Rouazé.

[Né le 20 novembre 1921 à Seillac (Corrèze) M. Jean Chassagne est entré dans l'administration en décembre 1944 comme rédacteur auxiliaire à l'administration centrale du ministère de l'intérieur. En 1961, il est nommé chef du bureau des personnels techniques à la direction générale des affaires politiques. En 1965, il devient chef du bureau de gestion administrative des personnels des préfectures puis, en 1968, chef du bureau des préfectures à la direction centrale des affaires administratives. Le 28 janvier 1971, il est nommé sous-directeur des personnels à la direction des personnels et des affaires administratives et financières du ministère de l'intérieur (direction générale de l'administration).]

YVELINES :

M. Laurent CLÉMENT

M. Laurent Clément, préfet du Gard, est nommé préfet des Yvelines, en remplacement de M. Jean Brenas.

[M. Clément né en 1921 à Bréhal (Manche), a débuté comme chargé de mission au tribunal militaire international de Nuremberg (1945-1947), avant d'être nommé chef de cabinet du préfet de la Manche en juillet 1947.

En 1953, M. Clément devient chargé de mission au cabinet de M. André Colin (M.R.P.), secrétaire d'Etat à l'intérieur (cabinet dont le chef était M. Jean Lecanuet). Il est ensuite successivement chargé de mission dans les cabinets de MM. Martinaud-Deplat (radical) et François Mitterrand (U.D.S.R.), ministres de l'intérieur. En juin 1954, M. Clément est sous-préfet de Clamecy. De là il va en Algérie (Bordj-Bou-Arreridj et Sétif) avant de revenir à Paris comme chef de cabinet de M. Chatenet, ministre de l'intérieur (1961), puis de M. Lahillonne, secrétaire général de la préfecture de la Seine. Après avoir été sous-préfet de Saint-Malo en 1965, il est nommé préfet du Cantal en 1971, puis directeur du cabinet du préfet de police de Paris en 1975, avant de devenir préfet du Gard en septembre 1976.]

GARD :

M. Pierre DEGRAVE

M. Pierre Degrave, préfet du Jura, est nommé préfet du Gard en remplacement de M. Laurent Clément.

[Né le 25 mai 1922 à Villesèque-des-Corbières (Aude), M. Pierre Degrave a commencé sa carrière préfectorale comme sous-préfet de Forcalquier (1948). Secrétaire général de l'Ardèche (1953), sous-préfet de Millau (1957), secrétaire général du Doubs (1963), il occupe, à partir de 1972, les mêmes fonctions dans les Alpes-Maritimes. En février 1975, il est nommé préfet du Jura.]

JURA :

M. Michel PETIT-UZAC

M. Michel Petit-Uzac, préfet du Tarn-et-Garonne, est nommé préfet du Jura, en remplacement de M. Degrave.

[Né le 9 juillet 1920 à Bordeaux (Gironde), M. Michel Petit-Uzac, licencié en droit et ancien élève de l'École spéciale militaire, a été chef de cabinet du préfet des Landes, puis de l'Yonne de 1946 à 1954. Successivement sous-préfet d'Ancenis (Loire-Atlantique) et de Pithiviers (Loiret), il occupe divers postes en Guadeloupe puis entre au cabinet du préfet du Loiret. Chargé de mission en 1965 auprès du préfet de la région du Centre, il devient en 1968 sous-préfet de Lorient (Morbihan), et est nommé préfet de Corrèze le 28 octobre 1971, puis préfet hors cadre le 13 février 1974. Depuis le 27 mars 1974, M. Petit-Uzac était préfet du Tarn-et-Garonne.]

TARN-ET-GARONNE :

M. Paul ROUAZÉ

M. Paul Rouazé, préfet des Alpes-de-Haute-Provence, est nommé préfet du Tarn-et-Garonne en remplacement de M. Michel Petit-Uzac.

[Né en 1921 à Amiens, ancien élève de l'ENA, M. Rouazé a été en 1952 contrôleur civil au Maroc. Nommé sous-préfet en 1954, il devient, en 1966, après avoir occupé divers postes territoriaux, conseiller technique au cabinet de M. Roger Frey, ministre de l'intérieur. Il conserve ces fonctions auprès de M. Christian Fouchet jusqu'en septembre 1967, date à laquelle il est nommé secrétaire général du département du Nord. M. Rouazé, nommé sous-préfet de Toulon (Var), en août 1973, était préfet des Alpes-de-Haute-Provence depuis décembre 1974.]

ISÈRE :

M. Jean-Claude AUROUSSEAU

M. Jean-Claude Aurousseau, préfet de la Guadeloupe, est nommé préfet de l'Isère en remplacement de M. Jannin, décédé.

[Né en 1929 à Paris, M. Jean-Claude Aurousseau est diplômé d'études supérieures de droit et de lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. En 1959, il est sous-préfet, conseiller technique au cabinet du préfet, inspecteur régional à Constantine, puis au cabinet du secrétaire général de l'administration en Algérie. Directeur de cabinet du secrétaire général des départements d'outre-mer en 1961, il est nommé, en 1966, chef du cabinet et du secrétariat particulier du ministre de l'économie et des finances, M. Michel Debré, qu'il suit aux affaires étrangères en juin 1968, puis au ministère d'Etat chargé de la défense nationale en 1969. En 1967, il est nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes, puis préfet de l'Orne en 1973 et préfet de la Guadeloupe en octobre 1975.]

GUADELOUPE :

M. Guy MAILLARD

M. Guy Maillard, secrétaire général des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet de la Guadeloupe en remplacement de M. Aurousseau.

[Né le 16 février 1930 à Blainville (Calvados), M. Guy Maillard a commencé sa carrière en 1955 comme administrateur de la France d'outre-mer. En 1962 il est chargé des fonctions d'administrateur des îles antillaises de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. L'année suivante, il devient directeur du cabinet du préfet de la Guadeloupe. En avril 1968, il est nommé secrétaire général de la Manche. En 1972 il devient directeur adjoint du cabinet du préfet de Paris. Il était secrétaire général des Bouches-du-Rhône depuis avril 1975.]

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA RÉGION PARISIENNE :

M. Robert BOUQUIN

M. Robert Bouquin, directeur à l'administration centrale, adjoint au directeur général des collectivités locales, est nommé secrétaire général de la région parisienne en remplacement de M. Jourdan.

[Né le 31 octobre 1923 à Méry-es-Bois (Cher), M. Robert Bouquin a commencé sa carrière en 1946 dans le corps des administrateurs de la France d'outre-mer. Après avoir occupé de nombreux postes hors de la métropole, il entre en 1961 au bureau pour le développement de la production agricole, dont il devient directeur général en 1968. En août 1969, il est réintégré à l'inspection générale de l'administration. En 1971, il est nommé adjoint au directeur général des collectivités locales.]



La politique industrielle et les orientations de la recherche

L'innovation doit « irriguer » l'ensemble du système de production

Le conseil des ministres de ce mercredi 13 septembre devait entendre un exposé de M. André Giraud, ministre de l'industrie, sur les grandes orientations de la politique industrielle. Trois grands principes devraient guider l'action du gouvernement dans ce domaine. L'industrie française doit parvenir à la compétitivité internationale. C'est le seul moyen d'accroître l'emploi. Les entreprises doivent bénéficier d'un environnement favorable, et il faut les libérer d'un certain nombre de contraintes qui entravent leur développement. M. Giraud devait aussi insister sur la nécessité de mener une politique dynamique de l'innovation.

Au cours du même conseil, M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la recherche, devait faire une communication sur les grandes lignes de la politique de la recherche.

L'heure n'est plus, pour la recherche scientifique et technique, aux « grands programmes » (espace, nucléaire, grosse informatique) qui ont fait la gloire des années 60 et ont été, dans la plupart des pays industrialisés, un des moteurs du développement économique.

Aux yeux de nombreux experts, et M. Aigrain en est un, la notion même de « secteurs de pointe », sur lesquels il convenait de concentrer les efforts de recherche et de développement, n'a plus de sens aujourd'hui. La recherche et l'innovation, estiment-ils, doivent « irriguer » l'ensemble du système de production, et ne plus bénéficier aux seules activités jugées « nobles ». Des secteurs aujourd'hui menacés par la concurrence internationale — et particulièrement celle des pays en voie de développement — ou essentiels du point de vue de la balance commerciale doivent donc bénéficier d'une priorité nouvelle : c'est notamment le cas de la mécanique, du textile, de l'agro-alimentaire, du bâtiment.

L'analyse rejoint ici, bien évidemment, celle des services chargés de redéfinir la politique industrielle. Elle devra être précisée, au cours des prochaines semaines, par un ou plusieurs conseils restreints qui pourraient déboucher sur des décisions importantes. M. Aigrain tient, semble-t-il, à ce que la recherche française puisse être l'objet d'un « pilotage » plus rigoureux, et à ce qu'elle puisse faire l'objet d'évaluations plus précises, notamment à la lumière de ce qui se fait à l'étranger.

Des mesures précises devraient aussi être étudiées qui pourraient conduire à la réforme de certains organismes. Elles pourraient aussi concerner les personnels de recherche qu'il est devenu nécessaire de rassurer, alors que, depuis le début des années 70, leurs moyens n'ont cessé de diminuer et qu'un renversement de tendance est peu robable. M. Aigrain souhaite d'autre part que les chercheurs publics puissent avoir la possibilité de venir travailler dans le secteur privé, pour traduire dans les faits la nécessité, aujourd'hui reconnue, d'une plus grande symbiose entre le monde économique et le monde de la recherche. — X. W.

Trois villes de la Seine-Saint-Denis sont prêtes à accueillir l'université de Vincennes

Un « groupe de concertation sur l'implantation de l'université de Paris-VIII (Vincennes) », comprenant notamment le président de cette université et les présidents des conseils généraux de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, a émis, mercredi 13 septembre, quatre nouvelles propositions pour le transfert de cette université, et de ses trente et un mille étudiants, avec l'accord des municipalités concernées et qui sont situées dans la Seine-Saint-Denis. Ces propositions visent à empêcher le transfert à Saint-Denis décidé par le ministre des universités.

Le premier terrain envisagé, qui a la préférence du groupe de concertation, est situé dans la carrière des Beaumonts, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), à environ 1 kilomètre du métro. La municipalité de Montreuil, à laquelle il appartient, pourrait en vendre à l'État 5 à 10 hectares, la vingtaine d'hectares restants devant être aménagés en parc et équipements socio-culturels.

Les trois autres propositions concernent respectivement 7 à 8 hectares dits « des murs à pêches » situés également à Montreuil à 2 kilomètres environ du métro ; 5 hectares dans le centre de Bobigny et, enfin, un terrain de 6 hectares à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), dans le périmètre de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée.

Le groupe de concertation a également demandé que les locaux vacants de l'ancienne maison des examens, situés rue de l'Abbé-de-l'Epée, à Paris (5e), accueillent le siège et les centres de recherche et de formation permanente de Paris-VIII. Il a rappelé son opposition au projet du ministre des universités de transférer Paris-VIII sur un terrain situé à Saint-Denis « *en raison de l'extrême exiguïté de celui-ci (2 hectares), par ailleurs déjà affecté à l'université de Paris-Nord (Paris-XIII), qui a décidé d'y implanter son U.E.R. de droit* ».

Le groupe a condamné la « *volte-face* » du maire de Paris qui, après avoir accepté, le 23 août, d'être représenté en son sein, y a renoncé le 11 septembre, en invoquant le caractère « *irrévocable* » de la décision de transfert à Saint-Denis prise par le ministre des universités. Le ministère des universités avait également refusé de participer à la réunion du « groupe de concertation ».

● *Natan Rybak*, écrivain ukrainien, vice-président du Comité soviétique de défense de la paix, est mort, lundi 11 septembre, à Kiev, des suites d'un accident de la route. Il était âgé de soixante-cinq ans.

Né en 1913, il était l'auteur de romans assez connus en U.R.S.S. : *la Faute d'Honoré de Balzac,* dans lequel *il décrivait le séjour de* l'écrivain français en Ukraine, et *la Rada de Pereiaslav*, qui relate la réunion de l'Ukraine à la Russie en 1654, et *la Vie du Hetman Khmelnitski*.

